

## Chapitre VIII

### Annexes

#### Salut aux communistes italiens, français et allemands !

(Lénine, Œuvres complètes, Ed. du Progrès, Moscou, T. 30, p. 46)

*Bien maigres sont les informations qui nous parviennent de l'étranger. Le blocus des rapaces impérialistes joue à plein, les plus grandes puissances du monde s'abattent sur nous avec violence, afin de rétablir le pouvoir des exploiters. Et toute cette haine bestiale des capitalistes de Russie et du monde entier est, bien entendu, masquée par de belles phrases sur la haute valeur de la "démocratie"! Le camp des exploiters reste fidèle à lui-même: il fait passer la démocratie bourgeoise pour la "démocratie" en général, et tous les philistins, tous les petits bourgeois de faire chorus avec ce camp, tous, jusque et y compris les sieurs Friedrich Adler, Karl Kautsky et la plupart des chefs du Parti social-démocrate "indépendant" d'Allemagne (c'est-à-dire qui ne dépend pas du prolétariat révolutionnaire, mais dépend des préjugés petits-bourgeois).*

*Mais plus les nouvelles que nous recevons en Russie de l'étranger se font rares, et plus grande est notre joie de constater les progrès gigantesques, généralisés, du communisme parmi les ouvriers de tous les pays du monde, les progrès de la rupture de ces masses avec les chefs pourris et traîtres qui, de Scheidemann à Kautsky, sont passés aux côtés de la bourgeoisie.*

*Au sujet du parti italien, nous avons seulement appris que son Congrès a voté à une immense majorité l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et le programme de dictature du prolétariat. Ainsi, le Parti socialiste italien s'est rallié de fait au communisme, bien que, malheureusement, il ait encore conservé son ancienne appellation. Salut chaleureux aux ouvriers italiens et à leur parti!*

*A propos de la France, nous savons seulement que rien qu'à Paris, il existe déjà deux journaux communistes: l'Internationale, sous la direction de Raymond Péricat, et le Titre interdit sous la direction de Georges Anquetil. Une série d'organisations prolétariennes ont déjà adhéré à la III<sup>e</sup> Internationale. Les sympathies des masses ouvrières sont incontestablement du côté du communisme et du pouvoir des Soviets.*

*Au sujet des communistes allemands, nous avons seulement appris que dans plusieurs villes il existe une presse communiste. Ces journaux portent souvent le titre de Drapeau Rouge. Le Drapeau Rouge de Berlin paraît illégalement; il mène une lutte héroïque contre les bourreaux Scheidemann-Noske qui, dans leurs actes, se prosternent devant la bourgeoisie, comme se prosternent devant elle les "indépendants" dans leurs paroles et dans leur propagande "idéologique" (petite-bourgeoise).*

*La lutte héroïque du journal communiste berlinois, le Drapeau Rouge, force l'admiration sans réserve. Voici enfin en Allemagne des socialistes honnêtes et sincères, demeurés fermes et inflexibles malgré toutes les persécutions, malgré les lâches assassinats des meilleurs chefs! Voici enfin des ouvriers communistes en Allemagne qui mènent une lutte héroïque digne en fait d'être qualifiée de "révolutionnaire"! Enfin, des profondeurs de la masse prolétarienne a surgi en Allemagne une force pour laquelle les mots "révolution prolétarienne" sont devenus une vérité!*

*Salut aux communistes allemands!*

*Les Scheidemann et les Kautsky, les Renner et les Friedrich Adler, si grande que soit peut-être la différence entre ces messieurs en ce qui concerne leur honnêteté personnelle, se sont*

*révélés dans une mesure égale des petits bourgeois, les plus vils félons et traîtres au socialisme, des partisans de la bourgeoisie, car, en 1912, ils ont tous rédigé et signé le Manifeste de Bâle sur la guerre impérialiste imminente, tous parlaient alors de la “révolution prolétarienne” et tous se sont révélés en fait des démocrates petits-bourgeois, les paladins des illusions petites-bourgeoises républicaines et démocratiques bourgeoises, les auxiliaires de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.*

*Les persécutions forcenées qui se sont abattues sur les communistes allemands les ont aguerris. S'ils sont aujourd'hui jusqu'à un certain point dissociés, cela atteste l'envergure et le caractère de masse de leur mouvement, la puissance de l'élan du communisme jailli des profondeurs des masses ouvrières. La dissociation est inévitable pour un mouvement aussi furieusement persécuté par les bourgeois contre-révolutionnaires et leurs valets, les Scheidemann-Noske et qui est contraint de s'organiser illégalement.*

*Il est naturel d'autre part qu'un mouvement qui grandit aussi vite et qui est persécuté avec cet acharnement suscite des divergences assez aiguës. Il n'y a là rien de terrible. C'est une maladie de croissance.*

*Que les Scheidemann et les Kautsky exultent dans leurs journaux Vorwärts et Freiheit à propos des divergences entre communistes. A ces paladins du philistinisme pourri, il ne reste rien d'autre à faire qu'à masquer leur pourriture par des insinuations à l'adresse des communistes. Mais, si l'on envisage le fond de la question, Il faut être aveugle pour ne pas voir maintenant la vérité. Et cette vérité, c'est que les scheidemaniens et les kautskistes ont le plus bassement trahi la révolution prolétarienne en Allemagne, ils l'ont trahie, ils sont passés en fait dans le camp de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Dans son excellente brochure Entre la première et la deuxième révolution, Heinrich Laufenberg l'a montré et démontré avec une vigueur, une précision, une clarté, une force de persuasion remarquables. Les divergences entre scheidemaniens et kautskistes sont des divergences de partis en décomposition, agonisants, où les chefs restent sans masse, les généraux sans armée. La masse abandonne les scheidemaniens et passe aux kautskistes, à cause de leur aile gauche (on peut s'en convaincre en consultant n'importe quel compte-rendu de réunion de masse); or, cette aile gauche allie sans égard aux principes, peureusement, les vieux préjugés de la petite bourgeoisie sur la démocratie parlementaire à la reconnaissance communiste de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat, du pouvoir des Soviets.*

*Sous la pression des masses, les chefs pourris des “Indépendants” reconnaissent tout cela en paroles, mais ils restent en fait des démocrates petits-bourgeois, des “socialistes” du type Louis Blanc et autres nigauds de 1848, que Marx a si impitoyablement raillés et stigmatisés.*

*Ces divergences-là sont en effet inconciliables. Entre les petits bourgeois qui, comme ceux de 1848, vouent un culte à la “démocratie” bourgeoise dont ils ne saisissent pas le caractère bourgeois, et les révolutionnaires prolétariens, la paix ne saurait s'instaurer. Ils ne peuvent travailler en commun. Haase et Kautsky, Friedrich Adler et Otto Bauer peuvent tourner et virer autant qu'il leur plaira, noircir des montagnes de papier, prononcer d'interminables discours, ils ne sauraient escamoter le fait qu'ils se montrent pratiquement absolument incapables de comprendre la dictature du prolétariat et le pouvoir soviétique, qu'ils sont pratiquement des démocrates petits-bourgeois, des “socialistes” à la manière de Louis Blanc et de Ledru Rollin, que, dans le meilleur des cas, ils sont en fait un jouet entre les mains de la bourgeoisie et, dans le pire, ses serviteurs directs.*

*Les “indépendants”, les kautskistes, les social-démocrates autrichiens sont en apparence un parti unique; en fait, la masse des membres de leur parti n'est pas solidaire des chefs quant au fond, dans les questions principales, essentielles. La masse engagera la lutte révolutionnaire prolétarienne pour le pouvoir des Soviets, dès que viendra le moment d'une nouvelle crise, tandis que les “chefs” demeureront, alors comme aujourd'hui, des contre-révolutionnaires.*

*Rester assis entre deux chaises n'est pas difficile en paroles, et Hilferding en Allemagne, Friedrich Adler en Autriche, offrent de magnifiques exemples de la noblesse de cet art.*

*Mais, dans le feu de la lutte révolutionnaire, les hommes occupés à concilier l'inconciliable seront comme des bulles de savon. Ç'a été le cas de tous les héros "socialistes" de 1848, ç'a été le cas de leurs propres frères, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de Russie, en 1917-1919, c'est le cas de tous les paladins de la II<sup>e</sup> Internationale, Internationale de Berne ou Internationale jaune.*

*Les divergences entre communistes sont d'un autre ordre. Ceux-là seuls qui s'y refusent ne peuvent pas voir de différence essentielle. Ce sont des divergences entre les représentants d'un mouvement de masse rapidement accru. Ce sont des divergences sur une seule base essentielle, commune, solide comme le roc: celle de la reconnaissance de la révolution prolétarienne, de la lutte contre les illusions démocratiques bourgeoises et le parlementarisme démocratique bourgeois, de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets.*

*Sur une telle base, les divergences ne sont pas à redouter: c'est une maladie de croissance et non pas une décrépitude sénile. Le bolchévisme lui-même a maintes fois connu des divergences de ce genre et même de petites scissions à cause de discussions analogues, mais au moment décisif, au moment de la conquête du pouvoir et de l'instauration de la République soviétique, il s'est montré uni, il a gagné à lui ce qu'il y avait de meilleur dans les courants de la pensée socialiste qui lui étaient proches; il a rallié autour de lui toute l'avant-garde du prolétariat et l'immense majorité des travailleurs.*

*Il en sera de même pour les communistes allemands.*

*Les scheidemaniens et les kautskistes continuent à discourir sur la "démocratie" en général, ils vivent encore dans les idées de 1848, ils sont des marxistes en paroles, des Louis Blanc dans les faits. Ils dissertent sur la "majorité", croyant que l'égalité des bulletins de vote signifie l'égalité de l'exploité et de l'exploiteur, de l'ouvrier et du capitaliste, du pauvre et du riche, de l'affamé et du rassasié.*

*D'après les scheidemaniens et les kautskistes, il apparaît que les débonnaires, honnêtes, nobles et paisibles capitalistes n'ont jamais employé la force de la richesse, la force de l'argent, le pouvoir du capital, le joug de la bureaucratie et de la dictature militaire, mais qu'ils ont réglé les affaires véritablement "selon la majorité"!*

*Les scheidemaniens et les kautskistes (en partie par hypocrisie, en partie par une extrême stupidité, acquise durant des dizaines d'années d'action réformiste) maquillent la démocratie bourgeoise, le parlementarisme bourgeois, la république bourgeoise, en présentant les choses de façon à faire croire que les capitalistes règlent les affaires de l'État selon la volonté de la majorité, et non selon celle du capital, par les moyens de la duperie, de l'oppression, de la violence exercée par les riches sur les pauvres.*

*Les scheidemaniens et les kautskistes sont prêts à "reconnaître" la révolution prolétarienne, mais seulement ainsi: il faut d'abord, tout en maintenant la force, le pouvoir, le joug, les privilèges du capital et de la richesse, obtenir un vote de la majorité (l'appareil du pouvoir d'État qui organise les élections étant bourgeois) "en faveur de la révolution"!! Il est difficile d'imaginer l'insondable stupidité petite-bourgeoise que révèle cette manière de voir, l'insondable crédulité petite-bourgeoise (Vertrauensduselei) à l'égard des capitalistes, de la bourgeoisie, des généraux, de l'appareil bourgeois du pouvoir d'État.*

*En réalité, c'est la bourgeoisie précisément qui a toujours fait preuve d'hypocrisie en appelant "démocratie" l'égalité purement formelle, alors qu'en réalité, elle exerçait la violence sur les pauvres, les travailleurs, les petits paysans et les ouvriers, par d'innombrables moyens de duperie, d'oppression, etc. La guerre impérialiste (que les Scheidemann et les Kautsky ont maquillée honteusement), a dévoilé tout cela aux yeux de millions d'hommes. La dictature du*

*prolétariat est l'unique moyen de défense des travailleurs contre le joug du capital, contre la violence de la dictature militaire de la bourgeoisie, contre les guerres impérialistes. La dictature du prolétariat est l'unique étape menant à l'égalité et à la démocratie en fait, non pas sur le papier, mais dans la vie, non pas dans de belles phrases politiques, mais dans la réalité économique.*

*Les Scheidemann et les Kautsky ne l'ont pas compris et se sont révélés de méprisables traîtres au socialisme et des défenseurs des idées bourgeoises.*

•••

*Le parti kautskiste (ou "indépendant") périclité et périra bientôt inéluctablement; il se décomposera par suite des désaccords entre ses membres, révolutionnaires dans leur masse, et ses "chefs" contre-révolutionnaires.*

*Le Parti communiste se renforcera et se trempera, en surmontant précisément des divergences pareilles (quant au fond) à celles que connut le bolchévisme.*

*Les divergences entre communistes allemands se ramènent, autant que je puisse en juger, à "l'utilisation des possibilités légales" (comme s'exprimaient les bolchéviks en 1910-1913), à l'utilisation du parlement bourgeois, des syndicats réactionnaires, de la "loi sur les Conseils" (Betriebsratgesetz), dénaturés par les scheidemaniens et les kautskistes, à la participation à ces institutions ou à leur boycottage.*

*Nous, les bolchéviks russes, avons connu précisément ce genre de divergences en 1906 et en 1910-1912. Et nous voyons bien que beaucoup de jeunes communistes allemands manquent simplement d'expérience révolutionnaire. S'ils avaient vécu deux révolutions bourgeoises (1905 et 1917), ils ne prêcheraient pas aussi catégoriquement le boycottage, Ils ne tomberaient pas par moments dans les erreurs du syndicalisme.*

*C'est une maladie de croissance. Elle passera à mesure que grandira le mouvement, et il grandit à merveille. Contre ces erreurs évidentes il faut lutter ouvertement, en s'efforçant de ne pas exagérer les divergences, car chacun doit se rendre compte que dans un proche avenir la lutte pour la dictature du prolétariat, pour le pouvoir des Soviets, éliminera la plupart de ces désaccords.*

*Du point de vue de la théorie marxiste comme du point de vue de l'expérience de trois révolutions (1905, février 1917, octobre 1917), je tiens pour absolument erroné le refus de participer au parlement bourgeois, aux syndicats réactionnaires (de Legien, de Gompers, etc.), aux "Conseils" ouvriers ultra-réactionnaires, dénaturés par les scheidemaniens, etc.*

*Parfois, dans un cas isolé, dans un pays pris à part, le boycottage est juste, comme était juste, par exemple, le boycottage de la Douma tsariste par les bolchéviks, en 1905. Mais ces mêmes bolchéviks ont pris part à la Douma de 1907, beaucoup plus réactionnaire, voire nettement contre-révolutionnaire. Les bolchéviks ont pris part aux élections à l'Assemblée constituante bourgeoise en 1917; et, en 1918, nous l'avons dissoute, au grand effroi des démocrates petits-bourgeois, des Kautsky et autres renégats du socialisme. Nous avons participé aux syndicats ultra - réactionnaires, nettement menchéviks, qui ne le cédaient en rien (quant à leur nature contre-révolutionnaire) aux syndicats de Legien, les plus infâmes et les plus réactionnaires d'Allemagne. Même aujourd'hui, deux ans après la conquête du pouvoir d'État, nous n'avons pas encore fini de lutter contre les vestiges des syndicats menchéviks (c'est-à-dire scheidemaniens, kautskistes, gompersiens, etc.): à tel point ce processus est long! A tel point est grande, dans telles localités ou dans telles professions, l'influence des idées petites-bourgeoises!*

*Autrefois, nous étions en minorité dans les Soviets, dans les syndicats, dans les coopératives. Au prix d'un travail, d'une lutte de longue haleine - avant comme après la conquête du pouvoir*

politique - nous avons gagné la majorité dans toutes les organisations ouvrières, puis dans les organisations non ouvrières également, et enfin dans les organisations de petits paysans.

*Seuls des misérables ou des benêts peuvent croire que le prolétariat doit d'abord conquérir la majorité en participant aux élections organisées sous le joug de la bourgeoisie, sous le joug de l'esclavage salarié, et après seulement conquérir le pouvoir. C'est le comble de la stupidité ou de l'hypocrisie, c'est substituer à la lutte de classes et à la révolution des votes sous l'ancien régime, sous l'ancien pouvoir.*

*Le prolétariat mène sa lutte de classe sans attendre un vote pour déclencher une grève, encore que pour le succès complet de la grève la sympathie de la majorité des travailleurs (et donc de la majorité de la population) soit nécessaire. Le prolétariat mène sa lutte de classe et renverse la bourgeoisie, sans attendre aucun vote préalable (organisé par la bourgeoisie et réalisé sous son joug); ce faisant, le prolétariat sait parfaitement que pour gagner sa révolution, pour arriver à renverser la bourgeoisie, la sympathie de la majorité des travailleurs (et donc de la majorité de la population) est absolument nécessaire.*

*Les crétiens parlementaires et les Louis Blanc modernes "exigent" à tout prix un vote, un vote organisé à tout prix par la bourgeoisie, pour déterminer la sympathie de la majorité des travailleurs. Mais c'est là un point de vue de pédants, de cadavres ou d'habiles trompeurs.*

*La vie réelle, l'histoire des véritables révolutions montrent que très souvent la "sympathie de la majorité des travailleurs" ne peut être démontrée par aucun vote (à plus forte raison quand il s'agit de votes organisés par les exploités, avec "égalité" de l'exploiteur et de l'exploité!). Très souvent "la sympathie de la majorité des travailleurs" est démontrée, de façon générale, non par des votes, mais par la croissance d'un des partis, ou par l'accroissement du nombre de ses membres dans les Soviets, ou par le succès d'une grève qui, pour une raison quelconque, a revêtu une très grande importance, ou par un succès de guerre civile, etc., etc.*

*L'histoire de notre révolution a montré, par exemple, que la sympathie de la majorité des travailleurs pour la dictature du prolétariat, sur les espaces infinis de l'Oural et de la Sibérie, avait été révélée non par des votes, mais par l'expérience du pouvoir exercé pendant un an par le général tsariste Koltchak sur l'Oural et la Sibérie. Ajoutons que le pouvoir de Koltchak avait également commencé, par le règne d'une "coalition" des scheidemaniens et des kautskistes (en russe: des "menchéviks" et des "socialistes-révolutionnaires", partisans de l'Assemblée constituante), de même qu'aujourd'hui, en Allemagne, messieurs Haase et Scheidemann, avec leur "coalition", frayent la voie au pouvoir de von Goltz ou de Ludendorff et couvrent, maquillent ce pouvoir. Entre parenthèses: la coalition gouvernementale Haase-Scheidemann a pris fin, mais la coalition politique de ces traîtres au socialisme demeure. La preuve en est: les livres de Kautsky, les articles de Stampfer dans le Vorwärts, les articles des kautskistes et des scheidemaniens sur leur "union", etc.*

*La révolution prolétarienne est impossible sans la sympathie et le soutien de l'immense majorité des travailleurs pour leur avant-garde: le prolétariat. Mais cette sympathie, ce soutien ne se gagnent pas d'emblée, ne se décident pas par des votes; on les conquiert au prix d'une lutte de classe difficile, dure, de longue haleine. La lutte de classe que mène le prolétariat pour gagner la sympathie, pour gagner le soutien de la majorité des travailleurs ne cesse pas quand le prolétariat a conquis le pouvoir politique. Après la conquête du pouvoir, cette lutte se poursuit, mais sous d'autres formes. Dans la révolution russe est intervenu un concours de circonstances exceptionnellement favorables pour le prolétariat (dans sa lutte pour sa dictature), car la révolution prolétarienne s'est faite alors que le peuple entier était armé et que toute la paysannerie voulait que le pouvoir des grands propriétaires fût renversé, alors que toute la paysannerie était indignée par la politique "kautskiste" des social-traîtres, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.*

*Mais même en Russie, où, au moment de la révolution prolétarienne, la situation était exceptionnellement favorable, où une remarquable union de tout le prolétariat, de toute l'armée, de toute la paysannerie, s'était faite d'emblée; même en Russie, la lutte du prolétariat réalisant sa dictature, la lutte du prolétariat pour gagner la sympathie, le soutien de la majorité des travailleurs, s'est poursuivie pendant des mois et des années. Au bout de deux ans, cette lutte est presque terminée, mais elle ne l'est pas encore tout à fait à l'avantage du prolétariat. En deux ans, nous n'avons fait que conquérir définitivement la sympathie et le soutien de l'immense majorité des ouvriers et des paysans travailleurs de Grande-Russie, y compris l'Oural et la Sibérie; mais nous n'avons pas encore achevé de gagner la sympathie et le soutien de la majorité des paysans travailleurs (à la différence des paysans exploités) d'Ukraine. La puissance militaire de l'Entente pourrait nous écraser (et pourtant elle ne nous écrasera pas); mais, à l'intérieur de la Russie, nous jouissons maintenant d'une si solide sympathie d'une si forte majorité des travailleurs, que le monde n'a encore jamais vu d'État plus démocratique.*

*Si l'on réfléchit à l'histoire de la lutte du prolétariat pour le pouvoir, lutte complexe, difficile, de longue haleine, aux formes extrêmement variées, lutte extraordinairement abondante en brusques changements, revirements, passages d'une forme à l'autre, l'erreur de ceux qui veulent "interdire" la participation au parlement bourgeois, aux syndicats réactionnaires, aux comités tsaristes ou scheidemaniens de délégués ouvriers, ou aux Conseils d'usine, etc., etc., apparaîtra nettement. Cette erreur est due au manque d'expérience de révolutionnaires héroïques, profondément sincères, profondément convaincus, issus de la classe ouvrière. Voilà pourquoi Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ont eu mille fois raisons lorsqu'en janvier 1919, ils ont vu et signalé cette erreur, mais ont préféré rester avec les révolutionnaires prolétariens qui se trompaient dans une question de peu d'importance, plutôt qu'avec les traîtres au socialisme, les scheidemaniens et les kautskistes qui, eux, ne se trompaient pas dans la question de la participation au parlement bourgeois, mais avaient cessé d'être des socialistes pour devenir des démocrates philistins, des auxiliaires de la bourgeoisie.*

*Mais une erreur est une erreur, et il faut la critiquer, il faut lutter pour la corriger.*

*Il faut que la lutte contre les traîtres au socialisme, scheidemaniens et kautskistes, soit implacable, mais il ne faut pas la mener pour ou contre la participation aux parlements bourgeois, aux syndicats réactionnaires, etc. Ce serait une faute évidente et ce serait une faute encore plus grave d'abandonner les idées du marxisme et sa ligne pratique (parti politique ferme, centralisé) pour les idées et la pratique du syndicalisme. Il faut faire en sorte que le parti prenne part aussi aux parlements bourgeois, aux syndicats réactionnaires, aux "Conseils d'usine" mutilés, châtrés par les Scheidemann partout où il y a des ouvriers, où l'on peut parler à des ouvriers, influencer sur la masse ouvrière. Il faut coûte que coûte allier le travail illégal à l'action légale; il importe que le parti illégal, ses organisations ouvrières exercent sur l'activité légale, méthodiquement et sans défaillance, le contrôle le plus rigoureux. Ce n'est pas facile, mais dans la révolution prolétarienne il n'y a pas, il ne peut y avoir de tâches "faciles", de moyens "faciles" de lutte.*

*Cette tâche ardue doit être accomplie coûte que coûte. Ce qui nous différencie des scheidemaniens et des kautskistes, c'est non seulement (et ce n'est pas tant) qu'ils n'admettent pas l'insurrection armée, tandis que nous l'admettons, mais la différence essentielle, capitale, c'est que sur tous les terrains d'activité (dans les parlements bourgeois, dans les syndicats, dans les coopératives, dans la presse, etc.) ils font une politique inconséquente, opportuniste ou même nettement une politique de félonie et de trahison.*

*Contre les social-traîtres, contre le réformisme et l'opportunisme! Cette ligne politique peut et doit être menée sur tous les terrains de lutte, sans exception. C'est alors que nous gagnerons à nous la masse ouvrière. Et avec la masse ouvrière, l'avant-garde du prolétariat, le parti politique marxiste centralisé, conduira le peuple par la bonne voie vers la dictature victorieuse*

*du prolétariat, vers la démocratie prolétarienne qui remplacera la démocratie bourgeoise, vers la République des Soviets, vers le régime socialiste.*

*La III<sup>e</sup> internationale a remporté en quelques mois des victoires brillantes, sans précédent. Elle grandit à une allure surprenante. Les erreurs particulières et les maladies de croissance ne doivent pas nous faire peur. Tout en les critiquant ouvertement et sans réticence, nous ferons en sorte que, bientôt, dans tous les pays civilisés, la masse ouvrière, formée à l'école marxiste, chassera loin d'elle les traîtres au socialisme, les scheidemaniens et les kautskistes de toutes les nations (car ces types existent dans toutes les nations).*

*La victoire du communisme est inéluctable. Il triomphera.*

*10 octobre 1919.*

## **La lettre de Lénine**

*(“Il Soviet”, 3<sup>ème</sup> année, Nr. 2, 11 janvier 1920)*

*L'influence très grande qu'exerce la sage parole du grand communiste nous oblige à commenter sa dernière lettre, publiée dans l'“Avanti” il y a quelques jours et dans laquelle il conseille aux communistes allemands de participer au parlement bourgeois. Une autre fois, dans une lettre adressée au camarade Serrati, Lénine avait déjà approuvé la résolution du Parti socialiste italien de participer aux élections législatives, en opposition à notre point de vue résolument abstentionniste. Dans ces deux lettres, Lénine, qui sait combien son prestige est grand, se hâte de préciser que ses informations sont rares, afin de mettre en garde ceux qui voudraient prendre trop à la lettre son jugement, dont il admet lui-même qu'il est peut-être inexact par manque de données précises.*

*Depuis Zimmerwald, Lénine connaît l'aversion décidée du Parti socialiste italien pour la guerre. En dehors de notre pays, cette attitude, ainsi que son adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, a crédité ce dernier d'une réputation supérieure à ses mérites, en le faisant passer pour un parti nettement révolutionnaire, ce qui est loin d'être exact.*

*La répercussion de la guerre au sein du parti a moins été le produit d'une appréciation théorique que d'une réaction sentimentale et donc souvent absurde et contradictoire.*

*Parmi nos camarades, même les meilleurs, nombreux sont ceux qui, adversaires acharnés de la guerre, se déclarent en même temps hostiles à toute espèce de violence. Parmi les réformistes les plus endurcis, beaucoup ont été contre la guerre, tout en acceptant l'idée de défense de la patrie. Pour beaucoup, ce fut par calcul, par prudence, rarement par conviction intime. C'est pourquoi l'opposition à la guerre n'a pas dépassé la protestation verbale. Pendant la crise de Caporetto, le P.S.I. ne tenta même pas de tirer parti de ce moment difficile pour la bourgeoisie qui put sortir sans encombre de ce mauvais pas. A ce moment-là, mais aussi plus tard, le parti s'attacha plutôt à se disculper, alors que la bourgeoisie voulait lui faire endosser une part de responsabilité dans cette défaite, au lieu de revendiquer celle qui lui revenait, sa propagande constante contre la guerre n'ayant pas été sans quelque fruit.*

*Pendant des journées, Turati, orateur du groupe parlementaire, faisait écho au président du conseil qui incitait à la résistance au cri de: “La patrie est sur le Grappa!” et dans le journal il pouvait parler du “péril extérieur” (le “second ennemi”) sans soulever la moindre protestation du parti, ou plutôt avec son accord presque général.*

*Combien rares furent ceux qui, à ce moment-là, restèrent inébranlables et n'invoquèrent pas la victoire démocratique et libératrice des armées de l'Entente qui aurait réalisé l'évangile wilsonien! Les plus malins se turent, attendant l'heure propice de la lutte électorale pour*

*présenter aux masses un beau certificat d'opposition à la guerre, et ce sont seulement les moins prudents qui parlèrent et en payent aujourd'hui les conséquences.*

*En ce qui concerne l'opposition à la guerre, donc, bien peu peuvent en revendiquer le mérite. Que dire alors de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale! La manière dont elle a été votée, par acclamations, permet de juger avec quelle sincérité, quelle conscience elle fut donnée!*

*Ceux qui sont loin et ont des nouvelles peu précises, comme le camarade Lénine, considèrent que le parti socialiste italien est dans son ensemble authentiquement révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il s'est déjà épuré de toutes les vieilles tares social-démocratiques.*

*Qui sait ce que penserait Lénine s'il savait, par exemple, que les militants italiens auxquels il s'adresse et qu'il prend pour des communistes sont simplement des socialistes (différence dont désormais l'importance n'est plus mise en doute par personne)? Ou s'il savait, par exemple, qu'il y a dans le parti des social-démocrates beaucoup plus à droite que le traître-renégat Kautsky, des ennemis bien plus déclarés et tenaces du bolchevisme que lui, et cela par la volonté du directeur de "Communisme" et des maximalistes opposés aux propositions de scission faites par notre fraction, sous le prétexte qu'il fallait sauvegarder l'unité du parti étant donnée l'imminence de la bataille... électorale, afin de conquérir un plus grand nombre de sièges au Parlement.*

*Lénine dit qu'on ne peut faire la paix et travailler avec les Kautsky, Adler, etc.; pour nous, maintenant, il ne s'agit pas seulement de travailler ensemble, mais bien, malheureusement, de vivre dans le même parti, avec la même discipline et (ô ironie!) le même programme... électoral.*

*Il ne s'agit pas davantage d'unir le travail illégal au travail légal; malheureusement pour nous, on ne fait que ce dernier, le seul qu'une large fraction du parti juge utile et convenable de faire, considérant qu'il est le seul vraiment révolutionnaire.*

*En ce qui concerne la participation au parlement bourgeois conseillée aux communistes allemands, on ne peut pas objecter l'attitude différente observée par les bolcheviks à propos de la Douma, car les deux choses ne sont pas comparables. Pour nous la raison fondamentale de la non-participation repose surtout sur l'évaluation de la période historique que nous traversons, et nous jugeons, comme nous l'avons d'autre part amplement développé, qu'en période révolutionnaire la tâche unique du parti communiste est de consacrer toute son activité à la préparation de l'action révolutionnaire tendant à abattre par la violence l'État bourgeois et à préparer la réalisation du communisme.*

*Dans cette question extrêmement importante est impliquée toute la fonction essentielle du parti, comme cela est apparu nettement en Allemagne où tous les partisans de l'action parlementaire, les Scheidemann et les Kautsky, se révélèrent des opportunistes au moment de l'écroulement de l'Empire.*

*Dans des pays qui n'ont pas de tradition démocratique, comme la Russie, c'est aux moments critiques que l'opportunisme se révèle; dans nos pays de vieille démocratie, au contraire, nous n'avons pas besoin d'attendre ce genre de crises pour juger certaines fractions dont la conduite a toujours été opportuniste, collaborationniste et anti-révolutionnaire, comme la fonction parlementaire l'exige et l'impose.*

*Nous nous étonnons que Lénine mette dans le même sac, comme s'il s'agissait de la même chose, la renonciation à participer aux parlements bourgeois et le refus de quelques communistes allemands d'entrer dans les syndicats réactionnaires, conseils d'usine, etc. Pour nous, il s'agit de deux choses qui ne peuvent être assimilées l'une à l'autre. Le parlement est un organe bourgeois, sa fonction exclusive est de défendre les intérêts de la bourgeoisie et il disparaîtra lors du renversement de la domination bourgeoise. Le syndicat ouvrier, au contraire, est un organe strictement de classe, et, même si son œuvre est aujourd'hui*



*réactionnaire du fait de l'inconscience de ses chefs, on peut et on devra le ramener à sa véritable fonction.*

*Du moment que le parlement doit être abattu, les communistes n'ont pas intérêt à y intervenir; il n'en est pas de même du syndicat, du conseil ouvrier, etc., qui, en régime bourgeois, ne font œuvre révolutionnaire qu'autant qu'ils sont pénétrés d'esprit communiste, agissent sur les directives des communistes, sous leur impulsion et leur contrôle et qui, en régime communiste, seront des organes agissants utiles, et pas seulement en raison de leur structure.*

*Si les communistes allemands veulent boycotter ces organisations ouvrières, il se peut que ce soit pour des raisons de sécurité, pour se soustraire aux persécutions des espions que cette canaille social-démocratique de Noske y a répandus; mais s'ils le font par penchant pour la conception anarcho-syndicaliste de la révolution, inutile de rappeler que nous sommes des adversaires résolus d'une telle attitude parce que parfaitement d'accord avec Lénine sur la nécessité d'un parti politique fort et centralisé qui soit le cerveau, l'âme et le guide du prolétariat dans sa lutte d'émancipation.*

*C'est dans ce but que nous continuons notre action opiniâtre pour que les communistes se séparent des sociaux-démocrates, cette scission étant pour nous indispensable à la victoire du communisme.*

## **Lénine et l'abstentionnisme**

*("Il Soviet", 3<sup>ème</sup> année, Nr. 4, 1er février 1920)*

*Le camarade Graziadei, exposant il y a quelques jours aux socialistes français la situation du Parti socialiste italien et faisant allusion au fonctionnement de la Troisième Internationale, a rappelé que Lénine est si favorable à une raisonnable autonomie de l'action pratique dans les différents pays qu'il s'est félicité de la décision prise par le Congrès de Bologne de participer aux élections générales du parlement bourgeois, résolution pourtant combattue par une minorité convaincue de mieux interpréter la pensée du grand homme politique de la Russie socialiste.*

*Cette minorité ayant défendu et amplement discuté la thèse de la non-participation aux élections législatives dans ce journal avant même de l'exposer au congrès de Bologne, il faut maintenant faire la lumière sur cette affirmation peu exacte du camarade Graziadei.*

*La tendance communiste abstentionniste n'a jamais, quoi qu'on dise, prétendu être la plus fidèle interprète de la pensée de Lénine. Elle a toujours soutenu que le bolchevisme russe n'a rien de nouveau du point de vue théorique, comme Lénine lui-même le reconnaît; le bolchevisme n'est en effet rien d'autre que le retour au marxisme le plus rigide et le plus sévère: dans toutes ses affirmations et ses polémiques, c'est au reste à lui que Lénine fait constamment appel.*

*La coïncidence fréquente entre nos directives et celles de Lénine démontre que les deux courants sont issus du même tronc et se développent dans la même direction.*

*Si nous avons soutenu et soutenons la non-participation du P.S.I. au parlement et autres organes de l'État bourgeois, c'est parce que nous jugeons que la période historique actuelle est révolutionnaire, que dans une telle période, la fonction spécifique du parti est d'abattre l'État bourgeois, et qu'il doit la remplir.*

*Cette manière de voir qui est la nôtre coïncide exactement avec une des conclusions du rapport de Lénine au Congrès de la Troisième Internationale de Moscou.*

*Nous donnons une valeur beaucoup plus grande que ne le fait Lénine à cette non-participation, car nous considérons qu'elle est d'autant plus nécessaire et impérieuse que les pays occidentaux sont plongés depuis plus longtemps dans les délices de la civilisation démocratique chère à Turati et aux siens, et que les racines de celle-ci sont d'autant plus difficiles à arracher.*

*Nous considérons que la contradiction évidente entre les conclusions du rapport et les deux lettres du même Lénine résulte du peu d'importance qu'il attribue aux institutions démocratiques, qui en Russie n'ont eu qu'une vie brève et précaire et qui, n'étant pas familières aux masses, n'ont pas pu exercer sur elles une grande influence comme chez nous, où celle-ci a été encore renforcée par les partis de gauche et en particulier par le P.S.I. qui pendant des années a assidûment travaillé à valoriser ces institutions.*

*Quant à l'autonomie de la tactique dans les diverses nations, nous sommes résolument contre. Depuis quelque temps, au contraire, nous insistons pour que les représentants des partis de la Troisième Internationale se réunissent à nouveau en congrès, précisément pour se mettre d'accord sur la tactique et l'unifier.*

*L'absence d'une rigoureuse uniformité dans la tactique fut une des causes de la grande faiblesse de l'Internationale d'avant-guerre et elle a eu les conséquences les plus pénibles et les plus malheureuses.*

*Répéter la même erreur dans la Troisième Internationale signifierait l'exposer à de nouvelles surprises et à de cruelles désillusions.*

*L'uniformité de la tactique a pour nous une importance capitale. Parmi les questions de tactique, celle de la participation ou non aux élections bourgeoises a le premier rang, car elle marque la nette séparation entre les partisans de la social-démocratie et les partisans de la dictature du prolétariat: c'est sur ces deux conceptions profondément antithétiques que les socialistes doivent se polariser; toute transaction entre elles est équivoque et engendre la confusion. La connivence ultérieure de ces deux groupes dans le même parti est une cause de faiblesse pour l'un et l'autre, mais elle est surtout nocive pour la tendance communiste qui, étant apparue la dernière, doit s'isoler et avoir sa physionomie propre, si elle veut se faire sa place.*

*Que tous les camarades de notre tendance étudient bien ce moment délicat de sa vie et de son développement, qu'ils pèsent bien les dangers et, s'il y en a, les avantages de la participation aux élections pour pouvoir trancher sérieusement la question.*

*Au-dessus des sentiments et des habitudes, il y a les grands devoirs de l'heure, qui n'autorise ni faiblesses, ni tergiversations, ni accommodements, mais exige des résolutions fermes, franches, rectilignes, exclusivement inspirées par les intérêts suprêmes de la cause prolétarienne.*

## **Le Parlement et la lutte pour les Soviets**

(Lettre-circulaire du Comité exécutif de l'Internationale communiste, " Die Kommunistische Internationale ", N° 5, septembre 1919)

*Chers camarades,*

*Entre autres questions, la phase actuelle du mouvement révolutionnaire pose de façon impérieuse celle du parlementarisme. En France, en Amérique, en Angleterre, en Allemagne, tandis que la lutte de classe s'intensifie, tous les éléments révolutionnaires adhèrent au mouvement communiste en s'unissant ou en coordonnant leur action sur le mot d'ordre du*

*pouvoir des Soviets. Les groupes anarcho-syndicalistes, et parfois des groupes qui s'intitulent simplement anarchistes, entrent ainsi dans le courant général. Le Comité exécutif de l'Internationale Communiste le constate avec joie.*

*En France, le groupe syndicaliste du camarade Péricat forme le noyau du Parti communiste ; en Amérique et partiellement en Angleterre, la lutte pour les Soviets est menée par des organisations telles que les I.W.W. Ces groupes et ces tendances ont toujours activement combattu les méthodes de lutte parlementaire. Mais par ailleurs, les éléments du Parti communiste issus des partis socialistes sont enclins pour la plupart à admettre que l'on agisse aussi au parlement (groupe Lorient en France, membres de l'I.S.P. en Amérique, membres de l'I.L.P. en Angleterre). Tous ces courants, qui doivent être unis à tout prix et au plus tôt dans les cadres du Parti communiste, ont besoin d'une tactique unique. La question doit donc être tranchée d'une façon générale et le Comité exécutif de l'Internationale Communiste s'adresse à tous les partis-frères par la présente lettre, spécialement consacrée à cette question.*

*La plate-forme commune sur laquelle nous devons nous unir est constituée aujourd'hui par la reconnaissance de la lutte pour la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir des Soviets. L'histoire a posé la question de telle façon que c'est justement à ce sujet qu'a été dressée une barrière infranchissable entre le parti du prolétariat révolutionnaire et les opportunistes, entre les communistes et les social-traitres, quelle que soit leur étiquette. Ce qu'on appelle le Centre (Kautsky en Allemagne, Longuet en France, l'I.L.P. et certains éléments du British Socialist Party en Angleterre, Hilquitt en Amérique), constitue, malgré toutes les assurances contraires, une tendance objectivement anti-socialiste parce qu'elle ne veut ni ne peut combattre pour la dictature du prolétariat. Au contraire, les groupes et les partis qui, dans le passé, n'admettaient aucune lutte politique (par exemple, certains groupes anarchistes), ont renoncé à leur nature apolitique en reconnaissant le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat, et acceptent l'idée de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, qui est nécessaire pour vaincre la résistance de la bourgeoisie.*

*Nous avons donc, répétons-le, une plate-forme commune : celle de la lutte pour la dictature des Soviets.*

*Les vieilles divisions du mouvement ouvrier sont manifestement dépassées. La guerre a produit un nouveau regroupement. De nombreux anarchistes qui professaient l'anti-parlementarisme se sont conduits, pendant les cinq années de guerre, d'une façon aussi vile et aussi traître que les anciens chefs de la social-démocratie officielle qui ne juraient que par Marx. Le regroupement des forces se fait sur de nouvelles bases les uns sont pour, les autres sont contre la révolution prolétarienne, les Soviets, la dictature, l'action des masses jusqu'à l'insurrection. Voilà la question vitale aujourd'hui, le critère essentiel, le caractère qui permettra de distinguer entre les nouveaux regroupements qui se formeront ou sont déjà en train de le faire.*

*Quel rapport y a-t-il entre la reconnaissance du principe des Soviets et le parlementarisme ? Il faut distinguer ici deux questions qui n'ont aucun lien logique entre elles : celle du parlementarisme considéré comme une forme désirable d'organisation de l'Etat et celle de l'utilisation du parlementarisme dans le but de promouvoir la révolution. Les camarades confondent souvent ces deux questions, ce qui a l'effet le plus fâcheux sur toute la lutte pratique. Examinons-les tour à tour pour tirer les conclusions nécessaires.*

*Quelle est la forme de la dictature prolétarienne ? Nous répondons les Soviets : une expérience de portée mondiale l'a démontré. Le pouvoir des Soviets est-il compatible avec le parlementarisme ? Non, trois fois non. Il est absolument incompatible avec les parlements existants, parce que la machine parlementaire représente le pouvoir concentré de la bourgeoisie. Les députés, les chambres, leurs journaux, le système de corruption, les liens cachés des parlementaires avec les grandes banques, leurs relations avec tous les appareils de l'Etat bourgeois, sont autant de chaînes aux pieds de la classe ouvrière. Il faut les briser. La*

*machine d'Etat de la bourgeoisie, et par conséquent le parlement bourgeois, doivent être brisés, dispersés, anéantis : il faut organiser sur leurs ruines un nouveau pouvoir, celui des unions ouvrières de classe, celui des "parlements" ouvriers, celui des Soviets. Seuls les traîtres à la classe ouvrière peuvent leurrer les prolétaires en leur faisant espérer une transformation sociale par des moyens pacifiques, par des réformes parlementaires. Ces gens sont les pires ennemis de la classe ouvrière et il faut les combattre impitoyablement : aucun compromis n'est admissible avec cette engeance. Pour tous les pays bourgeois, notre mot d'ordre est donc : A bas le parlement ! Vive le pouvoir des Soviets !*

*Mais on peut poser la question suivante : vous n'admettez pas le pouvoir des parlements actuels, soit. Mais pourquoi ne pas organiser de nouveaux parlements plus démocratiques, basés sur un véritable suffrage universel? A cela nous répondons : pendant la révolution socialiste, la lutte est tellement âpre que la classe ouvrière doit agir promptement, avec décision, sans admettre en son sein, dans son organisation de pouvoir, des ennemis de classe. Seuls les Soviets d'ouvriers, de soldats, de marins, de paysans, élus dans les fabriques, les usines, les fermes, les casernes, satisferont à ces exigences. La question de la forme du pouvoir prolétarien se pose ainsi. Dès maintenant, il faut renverser l'appareil de gouvernement rois, présidents, parlements, chambres d'aristocrates, assemblées constituantes - toutes ces institutions sont pour nous des ennemis jurés que nous devons anéantir.*

*Passons maintenant à la deuxième question fondamentale : Peut-on utiliser les parlements bourgeois dans le but de développer la lutte révolutionnaire de classe ? Comme nous l'avons dit plus haut, cette question n'a aucun lien logique avec la première. On peut en effet s'efforcer de détruire une organisation en y pénétrant, en "utilisant". Nos ennemis de classe le comprennent parfaitement bien quand ils se servent dans leur propre intérêt des partis socialistes officiels, des syndicats, etc. Prenons l'exemple extrême. Les communistes russes, les bolcheviks participèrent aux élections de l'Assemblée constituante : ils y siégèrent, mais pour la dissoudre au bout de vingt-quatre heures et réaliser complètement le pouvoir des Soviets. Le parti bolchevique eut aussi ses députés à la Douma d'Etat du tsar. Reconnaissait-il alors cette Douma comme une forme d'organisation de l'Etat idéale ou tout au moins tolérable? Il serait insensé de le croire. Il y envoyait ses représentants pour attaquer l'appareil d'Etat du tsarisme par ce côté aussi, pour contribuer à la destruction de cette même Douma. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement du tsar condamnait les "parlementaires" bolcheviques aux travaux forcés pour "haute trahison". Profitant de leur "inviolabilité", même provisoire, les députés bolcheviques menaient aussi une action illégale d'organisation des masses pour l'assaut au tsarisme.*

*Une telle action "parlementaire" ne s'est pas produite qu'en Russie. Prenez l'Allemagne et le travail de Liebknecht. Notre camarade assassiné a été un révolutionnaire-modèle : n'était-ce pas un acte éminemment révolutionnaire que d'appeler du haut de la tribune de la Diète prussienne les soldats à la révolte contre cette même Diète? Sans aucun doute. Si Liebknecht n'avait pas été député, il n'aurait pas pu développer une telle activité, ses discours n'auraient pas eu un tel écho.*

*L'exemple du travail parlementaire des communistes suédois peut aussi nous en convaincre. En Suède, le camarade Hoeglund a joué et joue le même rôle que Liebknecht en Allemagne. Profitant de son siège de député, il contribue à la destruction du système parlementaire bourgeois. En Suède, personne n'a fait autant que notre ami pour la cause de la révolution et pour la lutte contre la guerre. Nous assistons à quelque chose d'analogue en Bulgarie. Les communistes bulgares ont utilisé avec succès la tribune parlementaire à des fins révolutionnaires. Aux dernières élections, ils ont obtenu 47 sièges. Les camarades Blagoev, Kirkov, Koralov et d'autres leaders du mouvement communiste bulgare savent utiliser la tribune parlementaire pour servir la cause de la révolution prolétarienne. Un tel travail "parlementaire" exige une audace et un tempérament révolutionnaires exceptionnels. Ici, les hommes sont en effet à un poste de combat particulièrement dangereux. Ils minent la position de l'ennemi dans son propre camp ils ne vont pas au parlement pour manier cet appareil, mais pour aider les masses à le faire sauter du dehors.*

*Sommes-nous donc pour la conservation des parlements “démocratiques” bourgeois en tant que formes d’administration de l’Etat ? Non, en aucun cas. Nous sommes pour les Soviets.*

*Sommes-nous pour l’utilisation des parlements au profit de notre travail communiste tant que nous n’avons pas la force de les renverser ? Oui, mais en observant tout une série de conditions.*

*Nous savons très bien qu’en France, en Amérique et en Angleterre il n’y a jamais eu de parlementaires révolutionnaires parmi les ouvriers. Jusqu’à présent, nous n’avons jamais observé que des trahisons, mais cela ne prouve pas que la tactique que nous croyons juste soit erronée. Il se trouve seulement que dans ces pays, il n’a jamais existé de parti révolutionnaire comme celui des bolcheviks russes et des spartakistes allemands. Si un tel parti existe, tout peut changer. En particulier, il est nécessaire : 1) que le centre de gravité de la lutte soit situé hors du parlement (dans les grèves, les insurrections et les autres formes de la lutte des masses) ; 2) que les interventions au parlement correspondent à cette lutte ; 3) que les députés prennent part au travail illégal ; 4) qu’ils agissent sur mandat du Comité central du parti en se subordonnant à lui ; 5) qu’ils ne se préoccupent pas des formes parlementaires dans leurs interventions (qu’ils n’aient pas peur de se heurter à la majorité bourgeoise, qu’ils sachent parler par-dessus sa tête). Faut-il ou non participer, à un moment donné, à la campagne électorale ? Cela dépend de toute une série de conditions concrètes qui, dans chaque pays, doivent être spécialement examinées au moment opportun. Les bolcheviks russes ont été pour le boycottage des élections à la première Douma en 1906. Six mois plus tard, ils furent pour la participation aux élections à la seconde Douma, puisqu’il apparaissait clairement que le pouvoir des bourgeois et des grands propriétaires fonciers durerait encore longtemps. Avant les élections à l’Assemblée constituante allemande de 1919, une fraction des spartakistes était pour la participation, l’autre contre, mais il n’y eut pas de scission dans le parti spartakiste.*

*Nous ne pouvons renoncer par principe à utiliser le parlementarisme. Au printemps 1918, le parti bolchevique, déjà au pouvoir en Russie, déclara dans une résolution spéciale prise à son VIIème Congrès, que si, par suite d’un concours particulier de circonstances, la démocratie bourgeoise reprenait le dessus, les communistes russes pourraient être contraints à utiliser de nouveau le parlementarisme bourgeois. Dans cette question, il ne faut pas se lier les mains.*

*Ce que nous voulons souligner, c’est que la véritable solution du problème se trouve, dans tous les cas, hors du parlement, dans la rue. Il est clair désormais que la grève et l’insurrection sont les seules méthodes de la lutte décisive entre le Travail et le Capital. C’est pourquoi les principaux efforts de tous les camarades doivent être concentrés sur le travail de mobilisation des masses : création du Parti, formation de groupes communistes dans les syndicats et conquête de ceux-ci, organisation de Soviets au cours de la lutte, direction de l’action des masses, agitation pour la révolution parmi les masses. Tout cela vient au premier plan l’action parlementaire et la participation aux élections ne sont qu’un moyen subsidiaire et rien de plus.*

*S’il en est ainsi, et il en est indiscutablement ainsi, une scission liée à des divergences limitées à cette question secondaire n’aurait aucun sens. La pratique de la prostitution parlementaire a été si écoeurante, que même les meilleurs camarades ont des préjugés sur cette question. Il faut les détruire, et ils le seront effectivement au cours de la lutte révolutionnaire. Nous nous adressons donc à tous les groupes et organisations qui mènent une véritable lutte pour les Soviets, en les exhortant à la plus stricte union malgré les éventuels désaccords dans ce domaine.*

*Tous ceux qui sont pour les Soviets et la dictature prolétarienne doivent s’unir au plus tôt et former un parti communiste unique.*

*Salut communiste.*

*1er septembre 1919.*

*Le président du Comité exécutif de l’Internationale Communiste*

*G. Zinoviev.*

### **La IIIème Internationale et le Parlementarisme**

(“Il Soviet”, 3ème année, N° 11, 11 avril 1920)

*La circulaire du C. E. de l'Internationale Communiste signée par Zinoviev et publiée dans les N° 8 et 9 de “Comunismo” nous oblige à revenir encore une fois sur la question controversée du parlementarisme. Les premiers mots de la circulaire à ce sujet sont les suivants : “Entre autres questions, la phase actuelle du mouvement révolutionnaire pose de façon impérieuse celle du parlementarisme”. Que cela serve de réponse à tous ceux qui prétendent que nous avons fait de la question parlementaire une espèce d'obsession, que nous sommes les seuls à lui accorder une aussi grande importance, alors que c'est une question non de programme, mais de tactique et donc de caractère secondaire.*

*Nous avons déjà dit à plusieurs reprises que les questions de tactique sont pour nous d'une très grande importance parce qu'elles définissent l'action que les partis doivent mener s'ils discutent les questions de programme, c'est précisément pour en déduire les directives tactiques, faute de quoi ils ne seraient pas des partis politiques, mais des congrégations de rêveurs.*

*Ce qui divise la social-démocratie et les communistes n'est pas tant le but lointain que les uns et les autres veulent atteindre, que précisément la tactique, et cette division est si profonde qu'en Allemagne et ailleurs, beaucoup de sang a coulé entre les deux partis : on ne dira pas que c'est là une chose secondaire et de peu d'importance.*

*Nous sommes d'accord pour admettre que dans la question du parlementarisme, il faut distinguer deux questions. Sur la première, c'est-à-dire sur la nécessité d'abattre le régime parlementaire pour donner tout le pouvoir aux Soviets, il ne devrait pas y avoir de désaccord entre les partis adhérant à la IIIème Internationale, et donc entre leurs membres parce que c'est là le pivot, l'épine dorsale de son programme. Si nous employons le conditionnel, c'est parce que le P.S.I. se soustrait à ce devoir, qu'une fraction importante de ce parti soutient ouvertement la position inverse et qu'une autre, non moins importante, ne s'est absolument pas rendu compte de l'antithèse profonde qui existe entre régimes parlementaire et soviétique. C'est peut-être parce qu'ils savent que notre parti a sur ce point une position hybride, équivoque, que les camarades de la IIIème Internationale s'adressent aux autres partis, et ne s'occupent pas du parti italien. Peut-être attendent-ils qu'il sorte de l'équivoque? Ils risquent d'être déçus dans leur attente*

*La seconde question est de savoir si “les parlements bourgeois peuvent être utilisés pour développer la lutte de classe” quand la circulaire affirme qu'elle n'a aucun rapport avec la première, c'est inexact, selon nous.*

*Si l'on reconnaît qu'il y a une profonde antithèse entre le régime parlementaire et le régime soviétique, on doit aussi reconnaître qu'il faut préparer moralement les masses à en prendre conscience, à se familiariser avec la nécessité d'abattre le régime parlementaire bourgeois et de constituer les Soviets. Les partis qui soutiennent ce programme ne peuvent faire une propagande efficace qu'à la condition de ne pas le dévaloriser de la façon la plus absolue par leur propre action, en acceptant eux aussi de participer au parlement. Cela vaut spécialement pour les pays où une longue tradition a valorisé cette participation et où le crédit dont les parlements jouissent vient précisément des partis qui voudraient aujourd'hui défendre la position inverse à son égard.*

*Ces partis ont en effet longtemps appris aux masses à donner l'importance principale aux parlements, en prétendant qu'ils détenaient tout le pouvoir d'Etat et que pour s'en rendre maîtres, il fallait absolument conquérir la majorité en leur sein.*

*Il est à plus forte raison impossible que ceux qui veulent, au moins en paroles, la destruction*

*du parlement bourgeois “de l’intérieur” mènent une campagne électorale commune, sous le même drapeau anti-parlementaire, au nom et sous la direction du même parti, avec ceux qui continuent à le considérer du point de vue social-démocratique.*

*Les exemples que Zinoviev apporte à l’appui de sa thèse ne sont pas convaincants. Le fait que les bolcheviks ont participé aux élections pour la Constituante pour la disperser vingt-quatre heures plus tard ne prouve pas que l’on puisse exploiter le parlementarisme bourgeois en faveur de la révolution. Il est évident que les bolcheviks ont participé aux élections à la Constituante parce qu’ils ne se sentaient pas assez forts à ce moment-là pour les empêcher : autrement, c’est ce qu’ils auraient fait. Mais dès qu’ils se sont sentis assez forts, ils sont passés à l’action.*

*Cette force, ce n’est pas la participation à la lutte électorale qui la leur a donnée ni même révélée, puisque les résultats électoraux n’ont pas été en leur faveur. Heureusement, car au cas contraire, ils n’auraient peut-être pas pu abattre la Constituante.*

*Nous admettons que l’intervention dans les luttes électorales puisse être utile pour démontrer l’inutilité de la Constituante et de tout parlement, ou mieux, l’utilité de les abattre, mais seulement à la condition de ne pas présenter de candidats. C’est seulement ainsi qu’on peut démontrer efficacement aux masses qu’on est anti-parlementaire parce que c’est seulement alors que la pratique concorde avec la théorie au lieu de la contredire comme lorsque l’anti-parlementaire aspire à devenir député.*

*L’argument qui rappelle la participation des bolcheviks à la Douma tsariste avant la guerre n’a pas davantage de valeur, car la situation historique était bien différente et qu’on ne pouvait même pas rêver alors de renverser le régime bourgeois dans un délai bref. Il n’est pas non plus exact de dire que la qualité de parlementaire a favorisé l’oeuvre révolutionnaire de Liebknecht pendant la guerre puisque c’est au contraire elle qui l’a forcé à un premier vote en faveur des crédits militaire. Au reste, il a eu à côté de lui et avec lui bien d’autres militants, tombés depuis en martyrs de la cause, et leur lutte commune s’est déroulée complètement en dehors du parlement, où il n’a pas même été possible de parler.*

*L’immunité relative que confère la qualité de parlementaire à celui qui en jouit est un argument sans poids pour ceux qui ont embrassé avec foi une cause exigeant un esprit de sacrifice illimité, comme c’est le cas de la cause révolutionnaire. D’ailleurs, quand un député fait réellement oeuvre révolutionnaire, il n’est immunisé contre aucun danger, comme l’exemple du même Liebknecht, des députés à la Douma ou au parlement bulgare le prouve. Quant aux mines que les députés sont supposés poser dans le camp même de l’ennemi et qui sont leurs votes, leurs discours, leurs projets de loi, ordres du jour, voire leurs cris ou leurs coups de poing, elles sont tout au plus de force à faire sauter... un ministère, et il n’y a pas lieu de s’en préoccuper.*

*Estimant que les anti-parlementaires sont des syndicalistes et des anarchistes, le C.E. de la IIIème Internationale se préoccupe d’admettre ceux-ci dans le Parti communiste pour faire dans une certaine mesure contrepoids aux militants venus des partis socialistes, les seconds étant plus enclins à l’action parlementaire et les premiers à l’action illégale. C’est pourquoi tout en répétant que la véritable solution se trouve hors du parlement, dans la pratique, il conseille l’action parlementaire aux uns et l’union à tous afin de ne pas affaiblir les forces révolutionnaires, ce qui montre qu’il considère au fond que les seconds sont plus efficaces et déterminants que les premiers.*

*Nous ne voulons pas répéter encore une fois que notre anti-parlementarisme est bien différent de celui des syndicalistes et des anarchistes, mais seulement conclure que nous sommes parfaitement d’accord avec le C.E. de l’Internationale pour établir une règle générale dans la question parlementaire. Le CE croit peut-être que sa circulaire a résolu le problème, mais nous ne pouvons accepter sa solution qui loin de rien résoudre, laisse les choses telles*

*qu'elles sont, avec toutes les conséquences nocives que cela comporte. La question doit être posée au prochain congrès de la Troisième Internationale, afin que les partis-membres adoptent ses décisions et les appliquent partout avec discipline.*

*A ce congrès, il ne manquera pas de militants pour exposer toutes les raisons qui, selon nous, devraient inciter l'Internationale à adopter dans la question parlementaire la tactique abstentionniste que nous préconisons.*

### **Le Parti communiste allemand**

*("Il Soviet", 3<sup>ème</sup> année, Nr. 11, 11 avril 1920)*

*"Ce qu'est et ce que veut la Ligue Spartacus", publié le 15 décembre 1918 dans "Die rote Fahne", avant la sortie du Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne.*

*"Programme de la Centrale du Parti" approuvé à la Conférence d'octobre 1919.*

*"Thèses sur le parlementarisme" de la même conférence.*

*Dans tous les pays, les communistes ne peuvent que s'intéresser au plus haut point à tout ce qui concerne le Parti communiste d'Allemagne. Le sort de la révolution mondiale dépend étroitement du sort de la lutte révolutionnaire que ce grand parti mène au cœur de l'Europe et du monde capitaliste après le martyre de ses glorieux fondateurs, Liebknecht et Luxembourg. Le socialisme est une pensée et un fait internationaux, mais la contribution que le mouvement allemand lui a donnée et lui donne dans le domaine de la doctrine et dans celui de la lutte n'en est pas moins un facteur de première importance. Cela ne signifie pas que, comme on l'entend parfois dire sottement, il existe un socialisme "allemand" qui devrait être imposé aux autres pays comme article d'exportation. Cela signifie qu'à travers toutes les crises que le prolétariat allemand a traversées au cours des cent dernières années, la pensée et la méthode révolutionnaire de Karl Marx ont été continuées par des héritiers dignes de lui. Surtout par contraste avec les défections des renégats, elles se présentent comme une merveilleuse construction aux lignes sévères et harmonieuses que l'histoire ne peut pas ne pas couronner par le triomphe de la lutte émancipatrice du prolétariat et de la société communiste.*

*Il est donc pour nous de grande importance de comprendre la situation actuelle du K.P.D. (Kommunistische Partei Deutschlands [KPD]). Il nous est presque impossible de nous tenir au courant de sa lutte quotidienne et des phases de la bataille révolutionnaire qu'il mène et même de répondre à l'angoissante question de savoir s'il a ou non lancé le mot d'ordre d'une action générale. Mais cela ne doit pas nous empêcher d'étudier une chose qui n'est pas moins importante pour nous, à savoir l'orientation des tendances qui se sont formées en son sein, et ce que cela apporte à une élaboration toujours meilleure du programme et de la tactique communistes. Et comme nous ne l'étudions pas avec la froideur d'historiens, il ne nous sera pas possible de faire abstraction de la façon dont les mêmes problèmes ont été résolus en Italie, tant par nous que par d'autres.*

•••

*Il est généralement connu qu'à la conférence du parti en décembre 1919, les partisans et les adversaires de l'action parlementaire se sont vivement affrontés et que ces derniers ont non seulement été battus, mais exclus du parti. C'est trop peu pour pouvoir juger, et ce qui nous intéresse, au contraire, c'est de connaître exactement la pensée des deux fractions, ainsi que la nature et le nombre des points sur lesquels elles divergeaient.*

*Pendant la période révolutionnaire, entre le 8 novembre 1918 et le 15 janvier 1919, le parti discuta avec ardeur s'il fallait ou non participer aux élections pour l'Assemblée nationale. C'est la réponse négative qui prévalut contre l'avis de Liebknecht et de Luxembourg: il fallait*



*concentrer toutes les forces dans la lutte pour conquérir le pouvoir politique et instaurer la dictature prolétarienne, tout axer sur le mot d'ordre: tout le pouvoir aux conseils ouvriers! En cas de victoire des communistes dans la guerre de classe, le premier acte du nouveau pouvoir aurait été de dissoudre l'Assemblée nationale.*

*Liebknecht et Luxembourg estimaient que la victoire immédiate étant improbable, il ne fallait pas écarter a priori l'“utilisation” de l'action parlementaire, et la majorité du parti est aujourd'hui du même avis.*

*Après la glorieuse défaite de janvier 1919, une tendance “syndicaliste” commença à se dessiner dans le parti, bien que le syndicalisme de type français, italien ou nord-américain n'ait été que très peu représenté en Allemagne avant la guerre, comme chacun sait. Cette tendance se dressa contre les directives de la Centrale du parti, mais les désaccords étaient bien plus nombreux et complexes que celui qui concernait l'électoratisme.*

*Nous partageons l'opinion des meilleurs camarades marxistes de la majorité du K.P.D. qui jugent qu'il s'agissait d'une tendance petite-bourgeoise hybride, comme toutes les tendances syndicalistes, dont l'apparition a résulté de la chute de l'énergie révolutionnaire du prolétariat allemand après la semaine rouge de Berlin et les journées de Munich.*

*Autant qu'il nous est possible de les reconstituer avec le matériel incomplet dont nous disposons, les principales thèses de ces “syndicalistes” étaient les suivantes:*

*(1) attribution d'une plus grande importance à la lutte économique qu'à la lutte politique dans le processus d'émancipation du prolétariat;*

*(2) - réduction de la fonction du parti politique à celle d'une “association de propagande”, la tâche révolutionnaire incombant aux syndicats ouvriers nés sur la base des conseils d'usine en opposition aux vieux syndicats dirigés par les réformistes;*

*(3) - organisation d'actions prolétariennes isolées et sporadiques en vue de saboter la production bourgeoise, de prendre possession localement des entreprises, de procéder à des expropriations, niant le critère de la centralisation et de la direction de l'action collective par le parti sur le terrain politique;*

*(4) - conception anarchiste petite-bourgeoise de la nouvelle économie, comme résultat de l'administration directe des entreprises par les ouvriers qui y travaillent.*

*Il en résulte un abstentionnisme électoral de type syndicaliste, c'est-à-dire niant l'utilité de l'action politique du prolétariat et de la lutte du parti que, par partialité et habitude, on confond avec les activités électorales. A notre avis, la condamnation de ces conceptions a été juste et opportune du point de vue marxiste. Leurs adversaires en ont fait une critique sagace dont plusieurs arguments sont bien connus de nos lecteurs puisque nous en avons nous-mêmes largement usé dans la discussion sur les conseils d'usine, la constitution de conseils ouvriers et la prise de possession d'entreprises locales par les travailleurs.*

*Dans un intéressant pamphlet, “La maladie syndicaliste dans le KPD”, le camarade Frölich fait une critique très profonde des aberrations des syndicalistes en réfutant de façon définitive l'idée que la révolution “politique” n'est pas nécessaire. Au fond, sans le savoir, les syndicalistes sont très proches des social-réformistes. Critiquant leurs écrits, Frölich montre qu'ils s'imaginent que la tâche politique du prolétariat s'est achevée le 5 novembre avec l'instauration en Allemagne d'un régime “démocratique” et “républicain” et qu'il n'a plus désormais besoin que d'exproprier les capitalistes au moyen de ses organisations économiques. Le camarade Frölich montre la fausseté de cette thèse et rétablit la juste impostation marxiste de la question: la lutte entre travailleurs et capitalistes n'est pas une lutte entre le personnel et l'entrepreneur dans les limites de l'usine; c'est une lutte de classe, donc une lutte politique, une lutte pour le pouvoir. Pour arriver à l'expropriation des différentes usines, pour arriver au communisme qui est encore quelque chose de plus, à savoir l'expropriation des exploités*

*grâce à la création d'une économie nouvelle, collective, il faut d'abord passer par la lutte politique contre le pouvoir étatique de la bourgeoisie et par la création d'une nouvelle forme politique: la dictature prolétarienne. La révolution politique est donc tout autre qu'inutile! En Allemagne, le pas décisif reste à faire, celui qui va de la démocratie bourgeoise à la dictature prolétarienne, de la république d'Ebert à l'État des conseils. Cette révolution, seul le parti politique peut la diriger.*

*Les thèses proposées par la Direction et approuvées par la Conférence de 1919 ont donc un solide fondement marxiste: nous nous limiterons donc à en rappeler les principales affirmations, avec lesquelles nous sommes pleinement d'accord (286):*

1) *“A tous les stades précédant la conquête du pouvoir par le prolétariat, la révolution est une lutte politique des masses prolétariennes pour le pouvoir politique” (thèse 3);*

2) *- “Le parti politique est appelé à diriger la lutte révolutionnaire des masses”(thèse 6);*

3) *- “La conception selon laquelle on pourrait provoquer des mouvements de masse au moyen d'une forme d'organisation particulière, si bien que la révolution serait une question de forme d'organisation, doit être repoussée comme une rechute dans l'utopie petite-bourgeoise” (thèse 5);*

4) *- “La centralisation la plus rigide est nécessaire tant pour l'organisation économique que pour l'organisation politique du prolétariat. Le Parti Communiste allemand repousse tout fédéralisme” (thèse 6).*

*Le contexte de ces thèses est très intéressant, et nous attirons l'attention des camarades sur lui.*

*Il y a un autre point à relever: les syndicalistes accusaient la Centrale de préparer une fusion avec le Parti Socialiste Indépendant après exclusion de ses chefs, ou au moins avec la gauche de ce parti. Mais la Centrale repousse énergiquement l'accusation. D'ailleurs, les événements de ces derniers jours doivent avoir eu une influence décisive en la matière, et nous ne pouvons pas croire que les camarades du K.P.D. qui ont tant d'expérience critique aient pu attribuer une valeur quelconque à la philosophie pseudo-communiste du dernier programme des Indépendants.*

*La troisième thèse du programme que nous avons examiné ci-dessus dit que la participation aux élections législatives et communales peut être considérée comme un moyen parmi d'autres de préparer le prolétariat à la lutte politique révolutionnaire et à la conquête du pouvoir. Cette idée se trouve mieux développée dans les “thèses” annexes sur le parlementarisme approuvées par la conférence.*

*Naturellement, du seul fait qu'il est un parti communiste, le K.P.D. est opposé par principe au parlementarisme, aussi bien dans la phase où le prolétariat sera classe dominante que dans la société communiste et donc sans classes; mais il admet que dans la phase précédant la conquête du pouvoir, l'action parlementaire, au sens purement négatif du terme, puisse, dans certains cas, être utile pour pousser les masses à une véritable action révolutionnaire.*

*Nous devons dire tout de suite que cette conception du parlementarisme ne correspond nullement à la pratique actuelle de notre parti, même si elle peut correspondre au programme théorique voté par son congrès de Bologne. Notre parti fait en effet du parlementarisme positif et réformiste, sur la base de la coexistence, mille fois déplorée par nous, de communistes et de sociaux-démocrates dans le même parti, et par surcroît dans le même groupe parlementaire dont on peut dire que la majorité est social-démocrate.*

*Par contre, la réalisation pratique d'une tactique comme celle que préconisent les camarades allemands dans les thèses en question, ainsi que Radek dans certains de ses écrits et Zinoviev dans sa récente circulaire, manque de précédents historiques: nous ne savons pas ce*

qui arrivera même au K.P.D. quand il tentera de l'appliquer. Nous affirmons que cette solution tactique n'existe pas: ou bien on retombera dans le réformisme, ou bien on renoncera à toute action électorale. C'est l'avenir qui tranchera.

Le débat est complexe, il se déroule loin de nous dans l'espace, mais autant qu'il nous est possible d'en juger dans ces conditions, nous croyons que sans faire la moindre concession à l'anti-politisme syndicaliste et aux sophismes anarchistes, mais au contraire en les repoussant avec le maximum d'énergie et en restant sur un terrain strictement marxiste, on peut et on doit, dans une situation comme celle d'aujourd'hui, se prononcer pour la rupture de tous les contacts avec les institutions démocratiques bourgeoises.

Le programme de l'Internationale communiste est fondé sur le marxisme tel qu'il nous apparaît dans la synthèse du "Manifeste communiste" et qu'il se trouve exposé dans le discours de notre grande camarade Rosa Luxembourg au congrès de fondation du K.P.D. les 29-31 décembre 1918. Or, ce qu'il y a de substantiel dans le "Manifeste" est son dépassement critique définitif de la démocratie lorsqu'il démontre qu'elle constitue la forme politique caractéristique de l'époque capitaliste et de la domination économique de la bourgeoisie sur le prolétariat. Le dépassement historique de la démocratie qui a commencé avec la révolution russe d'octobre 1917 et la formation du premier État stable de la classe prolétarienne est directement relié à cette critique théorique.

Le moment décisif de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat se résume dans l'antithèse entre dictature prolétarienne et démocratie bourgeoise: les thèses de la majorité communiste, qui résultent de l'expérience historique de la contre-révolution opérée par un social-démocratie anti-prolétarien et tout baigné du sang de Karl et de Rosa, nous semblent répondre directement à cette vérité centrale. Celle-ci se trouve encore mieux confirmée par l'expérience de la lutte de classe dans les pays occidentaux où les traditions démocratiques sont historiquement les plus anciennes et exercent plus d'influence sur les masses qu'en Europe orientale ou centrale. En outre, chez nous, la guerre impérialiste a démontré de façon encore plus évidente qu'ailleurs que militarisme et démocratie ne sont pas opposés, mais parallèles, et qu'ils ont une base commune, le régime capitaliste.

Dès lors, le problème de la préparation révolutionnaire du prolétariat se présente, justement parce qu'il est un problème politique, comme celui de la formation, au sein du prolétariat, d'une conscience historique de l'antithèse existant entre le nouveau régime révolutionnaire et la démocratie actuelle, dans laquelle les activités politiques des différentes classes sociales s'entrecroisent, ce qui a pour effet de dissimuler et de protéger tout à la fois la dictature du capitalisme. Nous, communistes, nous devons donc nous opposer non seulement aux écoles social-démocratiques qui poussent la classe ouvrière sur la voie de la conquête de la majorité au parlement bourgeois, mais aux écoles anarchisantes qui ne jugent pas nécessaire de conquérir et de gérer le pouvoir politique. C'est précisément dans ce double but, et afin de donner plus de force au mot d'ordre de "conquête révolutionnaire du pouvoir politique", que nous croyons indispensable de désertier les élections aux organes représentatifs bourgeois. Accepter des mandats parlementaires afin de les utiliser pour notre propagande par une activité dans ce domaine est une tactique périlleuse. Théoriquement, elle manque de clarté et se fonde indéniablement sur un paradoxe dialectique. Pratiquement, elle favorise tous les pièges. La dialectique historique du marxisme devrait nous faire comprendre que si la bourgeoisie veut et autorise cette tactique, c'est parce qu'elle sent parfaitement qu'elle ne peut pas lui nuire. La situation politique actuelle en Italie le démontre avec éclat. Nous disons et nous sommes fermement convaincus que les "utilisateurs" seront finalement "utilisés" par la démocratie bourgeoise.

L'Internationale communiste doit se donner une tactique correspondant rigoureusement à sa doctrine. Notre voix représente sans doute peu de chose internationalement, mais nous disons que cette tactique doit être la suivante: condamnation des illusions syndicalistes et affirmation

*de la nécessité fondamentale de la lutte politique centralisée; abandon de la participation aux élections démocratiques du fait du cours historique vers la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'organisation du prolétariat en classe dominante qui s'est ouvert en Russie en octobre 1917 et qui se déroule dans tous les pays.*

*Avec son expérience de lutte et sa préparation théorique, le Parti communiste d'Allemagne sera un des premiers à contribuer à l'élaboration de cette solution. Puisse-t-il conduire au plus vite le prolétariat allemand à disperser par les baïonnettes de ses gardes rouges l'assemblée où siègent encore les assassins de Spartacus!*

### **La pensée du Parti indépendant allemand**

*(“Il Soviet”, 3<sup>ème</sup> année, Nr. 12, 25 avril 1920)*

*Les Indépendants allemands jouissent auprès des dirigeants de notre parti de sympathies spéciales. En effet, lorsqu'ils ont publié leur programme, que nous avons sévèrement critiqué pour ses lacunes et ses réticences, nos dirigeants l'ont au contraire accueilli comme un document de grande valeur digne des applaudissements unanimes des maximalistes.*

*Cet état d'esprit s'explique par le fait que du point de vue aussi bien théorique que, par conséquent, tactique, nos camarades sont en parfait accord avec les Indépendants, bien qu'ils soient dans l'Internationale alors que ces derniers sont dehors. La différence est purement formelle et autorise le camarade Serrati à penser aux Indépendants quand il évoque la possibilité d'un rapprochement avec des éléments qui, bien qu'extérieurs à la III<sup>e</sup> Internationale, se placent sur le terrain de classe, et avec lesquels il ne s'opposerait pas à ce qu'on prenne contact même s'ils ne sont pas encore décidés à entrer dans l'Internationale.*

*C'est le même état d'esprit qui explique l'attitude du camarade Bombacci qui, se trouvant à Berlin au cours des derniers mouvements et voulant rassembler des informations à leur sujet, est allé tout droit les chercher chez les Indépendants, comme s'ils constituaient la source la plus normale de renseignements. Or l'“Avanti”, qui n'a pas trouvé le moyen de commenter les événements d'Allemagne ni cru bon de souligner le triste rôle que leur comportement équivoque a fait jouer, une fois de plus, aux Indépendants, a publié l'interview de Fabian, membre de la direction du Parti indépendant, par Bombacci, accompagnée d'une simple note disant qu'arrivée avec du retard, la lettre était presque complètement périmée en raison des événements survenus depuis.*

*La pensée et la tactique des Indépendants nous sont assez connues pour nous inspirer la plus grande méfiance à leur égard, sinon cette interview aurait suffi à le faire. Après une période d'hésitation qu'ils n'ont pas cachée, les Indépendants ont fini par admettre l'idée de “dictature du prolétariat” dans leur programme. Cela ne les empêche pourtant pas de réclamer un gouvernement constitué... avec l'accord des syndicats, au sixième jour d'une grève politique générale dans laquelle le prolétariat allemand s'est dressé de toute sa hauteur d'une façon que Fabian lui-même juge impressionnante. Toujours irrésolus, les Indépendants ne font preuve de décision que pour limiter les exigences, restreindre l'action et lui fixer des buts très proches. Il en va exactement de même pour certains de nos camarades qui sont autant d'... Indépendants du type allemand, dont on trouve d'ailleurs de nombreuses répliques dans tous les partis socialistes: Ils veulent tout casser, engager toutes les forces du prolétariat, user de toute la violence dont il est capable pour atteindre tel ou tel but contingent, même très modeste, mais ils accablent de leurs foudres ceux qui voudraient le pousser à employer cette violence pour renverser le gouvernement bourgeois.*

*Selon les Indépendants allemands, le prolétariat devait se lancer dans la grève à outrance pour se contenter au bout du compte d'un gouvernement de coalition entre bourgeois et*

majoritaires puisque ni les communistes ni même les Indépendants ne devaient y participer. A propos de cette question de la participation, Fabian nous donne un aperçu non seulement de la politique de l'autruche que font les Indépendants, mais de la conception toute personnelle qu'il a lui-même de la discipline de parti et qui est d'autant plus intéressante que ce n'est pas un militant quelconque qui parle, mais un dirigeant. Les Indépendants allemands qui diffèrent de certains autres par leur prudence politique, ont décidé de ne pas participer au gouvernement, mais Fabian n'est pas de cet avis. Il voudrait au contraire que le vieux Kautsky, que Lénine traite justement de renégat, et quelques autres y entrent, ajoutant que, bien entendu, ils devraient d'abord quitter le parti.

*Peut-on imaginer position plus balourde? Nous avons souvent vu des socialistes participer au gouvernement contre la volonté de la majorité, et trahir en quittant le parti. Ce qui est nouveau, c'est qu'un dirigeant propose que d'autres dirigeants sortent du parti pour pouvoir participer au gouvernement, c'est-à-dire pour concilier le respect dû à la volonté de la masse et le désir d'occuper un poste de ministre qu'on pourrait exploiter!*

*De la part des Indépendants, on peut s'attendre à tout, mais ce qui est surprenant, en revanche, c'est que, toujours selon Fabian, ils auraient toujours agi en parfait accord, sinon avec les organisations communistes de Berlin et de Hambourg, du moins avec le comité central du K.P.D. lié à Moscou. Nous ne voulons pas entrer dans une discussion sur la valeur des directives données par ces organisations locales, mais cet épisode d'action commune entre les Indépendants et les communistes adhérant à Moscou nous renforce dans la conviction que nous avons déjà exprimée qu'il existe peut-être bien un désaccord au sein de la IIIe Internationale au sujet de l'action à développer.*

*Après tant de luttes héroïques et de si grands sacrifices, la Russie des Soviets ressent le besoin impérieux d'une pause, d'un relâchement de la tension que lui impose la menace continue d'une nouvelle attaque de ses ennemis extérieurs. C'est ce qu'elle cherche à obtenir en établissant des rapports pacifiques avec les autres pays, où aucun mouvement insurrectionnel n'a encore pu remporter la victoire, car ces rapports lui permettront peut-être de se procurer par l'échange les produits dont elle est privée. C'est pourquoi sa tactique consiste à obtenir des puissances de l'Entente qu'elles la reconnaissent officiellement sur la base d'un engagement réciproque à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des autres, c'est-à-dire à nouer avec elles les rapports habituels entre États ordinaires, son organisation intérieure étant seule différente. La Russie des Soviets cherche donc à pousser les différents partis adhérant à la III<sup>e</sup> Internationale à utiliser l'influence qu'ils peuvent exercer dans les assemblées législatives pour faire indirectement pression sur les gouvernements, et c'est pourquoi elle conseille l'utilisation des moyens légaux, et en particulier celle de l'action parlementaire. Justifiée par la nécessité de conserver le pouvoir, cette orientation tactique entre en contradiction avec celle que les partis communistes doivent suivre là où le régime bourgeois reste à abattre et où ils doivent donc se préparer à cette fonction révolutionnaire qui leur est propre.*

*Aujourd'hui, le désaccord en est encore au stade embryonnaire, mais la IIIe Internationale devra le trancher pour ne pas risquer de valoriser les méthodes des Indépendants allemands ou du type allemand, toutes gens qui ne sont capables que d'une seule chose: arrêter les mouvements des masses prolétariennes pour leur émancipation.*

### **Les tendances au sein de la IIIe Internationale**

(“Il Soviet”, 3<sup>ème</sup> année, Nr. 15, 23 mai 1920)

*L'“Avanti” du 16 courant rapporte sommairement une résolution prise par le Comité Exécutif de Moscou de l'Internationale Communiste dont il est facile de comprendre l'importance, même à travers les incongruités de l'article.*

*Le Comité de Moscou, après avoir discuté quelques points controversés de la tactique des communistes, a décidé, en prenant position à ce sujet, d'annuler le mandat de l'office constitué il y a quelques mois à Amsterdam pour l'Europe Occidentale et pour l'Amérique. Le motif en a été que cet office défend dans toutes ces questions un point de vue opposé à celui du Comité.*

*Le critère fondamental de la centralisation de l'action révolutionnaire autorise certes l'organe central de l'Internationale, dans l'intervalle qui sépare les Congrès internationaux réguliers, à décider de la direction qui doit être suivie dans l'action. Cependant le Comité Exécutif lui-même, tout en chargeant Zinoviev, Radek et Boukharine de préparer des thèses qui contiennent son point de vue sur les questions controversées, remet la décision définitive au prochain Congrès International Communiste, qui s'annonce d'une importance véritablement extraordinaire.*

*Il est cependant intéressant d'établir clairement - tout au moins lorsque cela est possible sur la base des informations et communications dont nous disposons - les termes de la controverse, car il est prévisible que la résolution de Moscou sera exploitée pour justifier l'électoratisme équivoque et possibiliste que le Parti Socialiste Italien pratique à l'ombre du drapeau des Soviets.*

*Les questions qui ont déterminé l'intervention des camarades de Moscou reflètent en substance la position des tendances opposées du mouvement communiste en Allemagne.*

*C'est à elles qu'il faut donc se référer pour comprendre la résolution de Moscou selon laquelle les communistes ne doivent pas renoncer à utiliser l'arme parlementaire, ni à conquérir les organismes économiques qui, aujourd'hui, sont entre les mains des social-démocrates.*

*Précisément la position des tendances allemandes a mis sur le même plan ces deux questions d'une nature et d'un poids différents.*

*C'est ce que nous rappelions dans un autre article publié dans le n° 11 du “Il Soviet” et intitulé “Le Parti Communiste Allemand”.*

*Sur le même sujet, il existe un article d'un camarade de l'opposition allemande publié dans le bulletin d'Amsterdam, et reproduit dans le n° 43 (1re année) de l'“Ordine Nuovo”, et un article de Boris Souvarine dans le n° 1, 2e année, du même journal. En outre, l'“Avanti” dans le numéro cité ci-dessus annonçait que l'opposition allemande s'est constituée en Parti Ouvrier Communiste Allemand, indépendant du Parti Communiste qui, dans sa conférence d'Heidelberg en 1919, avait expulsé la minorité de son sein.*

*Rappelons donc le point de vue des deux tendances, ou plutôt des deux partis, non sans avoir précisé que les tendances du mouvement allemand sont, en réalité, beaucoup plus nombreuses, et qu'il serait très difficile, pour quelqu'un qui n'est pas dans le mouvement même, de les définir avec précision.*

*L'opposition lance contre la Centrale du Parti des accusations d'hésitation et de faiblesse qui ne sont pas réellement injustifiées. Dans les derniers numéros, nous avons traité du comportement des communistes à l'occasion de la récente tentative de coup d'État militaire, et nous avons rapporté aussi les sévères critiques de Bela Kun sur l'attitude de la Direction à l'égard des Indépendants. L'accusation de connivence avec les Indépendants, formulée par l'opposition, apparaît par conséquent comme plausible. Quant à l'accusation de manque d'élan révolutionnaire, nous devons faire de nombreuses réserves, car elle est souvent proférée par des impatients que l'idée très simpliste qu'ils se font de la révolution amène à protester continuellement contre les dirigeants qui la retarderaient. Dans ce cas cependant, il semble bien que la Direction du K.P.D. n'ait pas été à la hauteur des événements.*

*Lorsque nous passons à l'examen du programme et des directives, nous devons par contre considérer comme fondé le reproche d'hétérodoxie syndicaliste fait à l'opposition,*

*Celle-ci s'écarte en réalité des saines conceptions marxistes, et suit une méthode utopiste et petite-bourgeoise.*

*Le parti politique, dit l'opposition, n'a pas d'importance prépondérante dans la lutte révolutionnaire. Celle-ci doit se développer sur le terrain économique sans direction centralisée.*

*Il faut faire surgir, contre les vieux syndicats tombés entre les mains des opportunistes, de nouvelles organisations, basées sur les conseils d'usine. Il suffira que les ouvriers agissent dans ce nouveau type d'organisations pour que leur action soit communiste et révolutionnaire.*

*L'abstentionnisme électoral de cette tendance provient du fait qu'elle refuse toute importance à l'action politique et de parti en général, c'est-à-dire de la négation du parti politique comme instrument central de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat; cet abstentionnisme est lié à une critique syndicaliste - pour laquelle l'action devrait être concentrée sur le terrain économique - et à une critique libertaire - qui débouche sur l'habituelle horreur des "chefs".*

*Nous ne répétons pas nos critiques de ces conceptions qui sont un peu celles de l'"Ordine Nuovo" de Turin.*

*La preuve que de pareilles conceptions sont le résultat d'une dégénérescence petite-bourgeoise du marxisme nous est fournie par le fait qu'elles ont donné lieu au fameux "national-bolchevisme" de Laufenberg et Wolffheim, selon lesquels il faut envisager une alliance entre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie militariste pour... une guerre sainte contre l'Entente. Cette étrange conception est si pathologique qu'elle ne mérite pas pour l'instant une plus longue critique.*

*Il est vrai que cette idée absurde de "national-bolchevisme" rencontre une forte résistance même au sein de l'opposition.*

*Nous avons expliqué, dans l'article mentionné, que nous adhérons aux thèses de la Direction du Parti Communiste Allemand qui condamnent opportunément toutes ces déviations et réaffirment le caractère politique de la Révolution communiste, l'importance de la tâche du parti de classe et la nécessité de repousser tout syndicalisme et tout fédéralisme. Nous restions cependant en désaccord sur la question parlementaire.*

*Notre abstentionnisme - répétons-le - dérive précisément de la grande importance que nous donnons à la tâche politique qui échoit au Parti Communiste dans la période historique actuelle: conquête insurrectionnelle du pouvoir politique, instauration de la dictature du prolétariat et du système soviétique.*

*Comme le plus grand obstacle à cette lutte, ce sont les traditions et les partis politiques de la démocratie bourgeoise et les ramifications qui la relie aux masses ouvrières à travers le socialisme type "IIe Internationale", nous affirmons qu'il est indispensable de rompre tout contact entre le mouvement révolutionnaire et les organes représentatifs bourgeois et qu'il faut nous séparer de la charogne en putréfaction de la démocratie parlementaire.*

*Quel est donc le sens des résolutions du Comité Exécutif de la IIIe Internationale?*

*Elles dénoncent avec raison les directives de boycott des syndicats actuels pour donner naissance à de nouveaux organismes économiques. De par sa nature, le syndicat économique est toujours un organisme prolétarien, et il peut et doit être pénétré par la propagande communiste dans le sens très bien indiqué par la note circulaire de Zinoviev sur l'action des communistes dans les syndicats.*

*Évidemment, dans certains cas, la corruption des dirigeants réformistes peut atteindre un tel degré et prendre une telle forme qu'il devient nécessaire d'abandonner à lui-même un organe totalement pourri.*

*Moscou a condamné cette prétention à considérer comme une méthode révolutionnaire la constitution ex-novo d'autres organes économiques comme les syndicats d'industrie, les conseils d'usine (Turin), les Shop Stewards (Angleterre), en affirmant avoir ainsi résolu le problème de conduire le prolétariat au communisme, erreur qui rappelle celle des syndicalistes (survivant dans des organes qui veulent adhérer à Moscou, comme les I.W.W. d'Amérique, la C.N.T. espagnole, l'Union Syndicale Italienne). Elle a revendiqué en revanche la fonction révolutionnaire de l'action politique du parti "marxiste, fort, centralisé", comme dit Lénine, qui a rappelé que la révolution prolétarienne est, dans sa phase aiguë, moins un processus de transformation économique qu'une lutte pour le pouvoir entre bourgeoisie et prolétariat, qui culmine dans la constitution d'une nouvelle forme d'État conditionnée par l'existence des Conseils prolétariens comme organes politiques de la classe et par la prédominance dans ceux-ci du parti communiste.*

*En second lieu, le Comité de Moscou a condamné l'abstentionnisme électoral. A cet égard, il est nécessaire de faire une distinction nette. L'abstentionnisme dérivant des erreurs de conception indiquées plus haut - et qui est surtout un apolitisme appelé à retomber dans les bras de son jumeau: l'apolitisme labouriste et réformiste - s'appuie sur des bases fausses.*

*Mais l'abstentionnisme soutenu sur le pur terrain de la doctrine marxiste, tel que nous le défendons ainsi que d'autres courants de l'Internationale, n'a rien à voir avec le précédent et réclame son propre droit de cité, et même d'orthodoxie, dans l'Internationale Communiste. Il sera soutenu au Congrès International, éventuellement contre les thèses du Comité de Moscou, avec les arguments qui ont été amplement développés dans notre journal et dans d'autres journaux communistes étrangers.*

*Le C.C. de notre fraction a reçu à Florence la charge d'établir des liaisons plus étroites entre les courants, les journaux, les militants de cette tendance, et il se met au travail en ce sens.*

*Quant au désaveu de l'Office d'Amsterdam, confié à d'excellents camarades dont nous avons souvent commenté, l'activité, nous ne pouvons avancer aucun jugement. Il ne nous semble pas exact de dire que les opinions de cet office et de la conférence sont en tous points opposées à celles de Moscou. Les thèses respectives (voir "Comunismo" n° 13 et "Ordine Nuovo" n° 43) le démontrent.*

*Les thèses sur le syndicalisme se contredisent quelque peu entre elles (peut-être est-ce le résultat d'une collaboration hâtive), mais à partir du point 12, elles s'attachent correctement à condamner le néo-syndicalisme.*

*Sur un point, la résolution d'Amsterdam est inacceptable: il s'agit de l'admission des conseils d'usine à l'Internationale. Il est évident que l'Internationale est un organe politique et ne peut comprendre que des partis politiques. Les organes économiques pourront former l'Internationale syndicale, qui est déjà en voie de constitution, et qui adhérera et sera soumise à la politique de l'Internationale.*

*Cependant, nous ne voudrions pas qu'Amsterdam soit condamnée pour sa juste attitude, énergique et intransigeante, envers les opportunistes, les indépendants, les reconstructeurs. Nous ne croyons pas que Moscou abandonne ses positions de critique féroce contre les renégats du genre Kautsky. Mais nous traiterons de ces points délicats quand nous aurons de meilleures informations.*

*Une dernière considération. La décision de Moscou et les thèses qui en découleront pourront bien être opposées aux positions de notre tendance, hostile en général à toute*



utilisation de la démocratie bourgeoise. Mais elles ne pourront, en aucune façon, être invoquées pour justifier le maximalisme électoraliste italien, boiteux en doctrine, et équivoque dans la pratique puisqu'il peut aller jusqu'à la collaboration avec Nitti.

Comme nous l'avons maintes fois exposé, l'électoralisme italien n'est pas pratiqué par des communistes, mais par un conglomérat de communistes (au moins nominale) et de social-démocrates. C'est pourquoi il est pire que le parlementarisme ouvertement réformiste et légalitaire, pratiqué par ceux qui, dans d'autres pays, sont hors de l'Internationale de Moscou et contre elle, condamnant l'action révolutionnaire et la dictature du prolétariat.

La pénétration dans le parlement et dans les communes s'effectue ici au moyen d'une démagogie extrémiste, mais avec un caractère et un contenu qui s'apparentent, non à leur négation révolutionnaire, mais à la routine réformiste.

Dans le P.S.I., on n'est pas en règle avec Moscou. Que l'on chasse les diffamateurs de la Russie des Soviets et ceux qui spéculent sur un "bolchevisme électoral", et l'on aura enfin le droit de débattre les grandes questions de principe et de tactique du communisme!

C'est sur ce terrain que, quitte à abandonner le vieux parti, notre courant, petit mais décidé, veut se placer pour pouvoir enfin dire son mot sur les problèmes vitaux du communisme international.

## **Lénine et le Parlementarisme**

("Il Soviet", 3<sup>ème</sup> année, Nr. 18, 11 juillet 1920)

Nous sommes parfaitement d'accord avec Lénine quand il écrit, dans la lettre publiée dans le N° 17 de "Comunismo", que le programme fondamental qui peut et qui doit réunir les véritables révolutionnaires des sphères ouvrières est la lutte pour le régime des Soviets. Or c'est précisément en relation avec ce problème fondamental que la question du parlementarisme doit être examinée: il s'agit de savoir si la participation des communistes aux parlements est utile à cette lutte, et dans quelle mesure.

Lénine coupe court au débat en affirmant de façon péremptoire et répétée que la non-participation est une erreur. Il appuie cette affirmation tranchée sur deux épisodes du mouvement russe: la participation des bolcheviks à la Constituante après la chute du tsarisme et leur participation à la Douma tsariste. Pour nous, ces deux épisodes ne peuvent être mesurés à la même aune.

L'époque de la Douma tsariste n'était pas une époque révolutionnaire: le pouvoir bourgeois était bien solide, et aucun symptôme n'indiquait la possibilité pour le prolétariat de conquérir révolutionnairement le pouvoir à une date plus ou moins proche. Au sein de cette assemblée, les représentants du prolétariat faisaient une œuvre de critique du système bourgeois qu'il n'était pas possible de faire efficacement d'une autre façon et qui était une œuvre de propagande révolutionnaire.

En Russie, le régime parlementaire ne s'est jamais complètement développé comme dans les pays occidentaux, avec toutes les conséquences funestes que cela a comporté. En participant à la Constituante, les bolcheviks y apportèrent le même esprit d'opposition révolutionnaire violente qu'à la Douma, car ce n'est pas leur séjour dans cette assemblée qui avait pu l'affaiblir. Lénine affirme de façon trop générale que l'action parlementaire dans la Constituante a eu la valeur d'une expérience révolutionnaire: personne n'a jamais pu dire en quoi elle consistait, et d'ailleurs, la Constituante a trop peu duré pour que l'expérience ait pu donner des résultats de grande valeur.

*Pour inviter les communistes des pays démocratiques à pratiquer au sein des parlements une propagande pour les Soviets semblable à la propagande révolutionnaire et républicaine des bolcheviks au sein de la Douma, il faut, selon nous, ne vouloir tenir aucun compte de la différence des époques historiques: aujourd'hui, la lutte se déroule en pleine période révolutionnaire, cas très différent de celui où le pouvoir bourgeois se développait et se renforçait et où, précisément, naissait ce parlementarisme dont le développement normal et complet fut empêché par la guerre et la révolution prolétarienne.*

*A propos de la propagande révolutionnaire pour les Soviets dans les parlements, Lénine dit: "peut-être n'est-elle pas facile à faire en Angleterre ou dans tout autre pays à régime parlementaire, mais c'est là une autre question". Eh bien non! Justement, la question est toute là. Si nous discutons sur le parlementarisme, ce n'est pas par amour pour des théories abstraites, mais uniquement parce que c'est pour nous une question tactique déterminante, précisément du fait que nous nous trouvons dans un de ces pays à régime parlementaire où, comme Lénine le dit très justement, la démocratie bourgeoise "a appris à illusionner le peuple, à le tromper par mille manœuvres, à faire passer le parlementarisme bourgeois pour une véritable démocratie, etc."*

*Dans cette œuvre de valorisation de la fonction parlementaire, la bourgeoisie a trouvé et continue à trouver partout, dans ces pays, son allié le plus sûr dans les partis socialistes: pratiquant avec ténacité et insistance l'action parlementaire pour obtenir tel ou tel bénéfice en faveur des masses travailleuses, ces partis les ont en effet éduquées dans la confiance la plus complète à l'égard de l'œuvre persévérante accomplie dans leur intérêt.*

*Aujourd'hui encore, le parti socialiste italien, même sans tenir compte de la forte fraction social-démocrate qu'il conserve sciemment en son sein et qui est résolument hostile au régime des Soviets, donne la plus grande importance à l'action parlementaire et lui subordonne toute autre action politique, tout en se déclarant dans sa majorité maximaliste, communiste, etc.*

*Dans nos pays, la préparation à la dictature du prolétariat, antithèse si achevée de la démocratie bourgeoise, ne peut se faire sans un travail intense visant à détruire dans la masse toutes les illusions qu'elle nourrit sur le compte de la démocratie et qui lui ont été inoculées précisément par les partis socialistes: un tel travail ne peut pas être accompli sans rompre avec toute la tradition et sans abandonner les méthodes de la démocratie elle-même. La longue éducation démocratique est un très grand obstacle à la préparation révolutionnaire, à l'esprit révolutionnaire des masses, et plus elle a été longue, plus il est difficile de franchir cet obstacle, plus il y faut d'énergies, de ces énergies que le parlementarisme absorbe sans aucun fruit.*

*Il faut ajouter que l'abstentionnisme sert aussi à libérer le parti des arrivistes de bonne ou mauvaise foi et des démagogues installés en son sein. L'expérience longue et complexe des pays à régime parlementaire est absolument négative en ce qui concerne la valeur révolutionnaire de l'action parlementaire, mais tout à fait positive en ce qui concerne les dangers de déviation social-démocrate, de collaboration de classe, etc., qu'elle présente. Aussi autorisée qu'elle soit, l'affirmation de Lénine ne peut pas prévaloir à elle seule contre cette expérience, et il faudrait qu'elle s'appuie sur des expériences et des arguments convaincants.*

### **La situation en Allemagne et le mouvement communiste**

*("Il Soviet", 3<sup>ème</sup> année, Nr. 18, 11 juillet 1920)*

*Berlin le 28 juin. La grande Allemagne vit d'une vie anormale. Après la terrible guerre dans laquelle elle a gaspillé une énergie incalculable, elle succombe aujourd'hui sous la poigne de fer des vainqueurs qui lui raflent des matières premières, du matériel ferroviaire et des tonnes d'or; aussi souffre-t-elle d'une asphyxie dont les symptômes apparaissent aussi bien dans*

*l'héroïsme du prolétariat berlinois que dans l'ampleur du mouvement incessant qui agite le pays.*

*J'apprends, par des camarades qui ont étudié et étudient attentivement la situation, que la crise économique est à son comble. Les usines ferment, la production agricole est insuffisante, même si la récolte satisfait les besoins du pays.*

*Le prolétariat vit mal et frémit sourdement.*

*Étant donné la situation actuelle de l'Europe, la situation politique est encore plus menaçante. La politique de l'Entente avait réussi à constituer entre le bolchevisme et l'Europe bourgeoise une chaîne d'États-tampons dont l'un des principaux était la Pologne. Mais cette même politique a poussé la Pologne à entrer en conflit avec la Russie des Soviets, et aujourd'hui les armées contre-révolutionnaires se replient devant l'irrésistible contre-offensive rouge. Malgré tous ses efforts, l'Entente ne pourra sauver la Pologne, ni par la manière forte voulue par la France, ni par le jeu plus subtil de l'Angleterre. D'ailleurs cette dernière, même si elle le voulait, ne pourrait pas utiliser la force, car elle est désormais paralysée par la situation en Irlande, en Égypte, en Inde, et par les événements impressionnants d'Asie Mineure.*

*Dans quelques semaines sans doute, l'État-tampon n'existera plus. Les troupes soviétiques entreront à Varsovie devenu entre-temps la capitale d'une nouvelle République Soviétique, car, en Pologne aussi, la situation sociale et politique est tendue à l'extrême et les masses sont prêtes à s'insurger.*

*Si l'Entente ne peut éviter ce revers, et on ne voit pas comment elle le pourrait, l'Allemagne deviendra l'ultime rempart entre le soviétisme et l'Europe capitaliste.*

*L'Entente accentuera sa pression politique sur l'Allemagne pour la contraindre à remplir sa nouvelle fonction. La bourgeoisie allemande immobilisée par les chaînes des vainqueurs n'aura pas les coudées franches pour mener sa politique.*

*La crise économique et sociale continuera de s'accroître et les masses ne pourront rester indifférentes. Le putsch de Kapp se reproduira à une échelle élargie lorsque l'Entente imposera à Berlin un gouvernement d'extrême-droite et cette fois, le prolétariat sera amené à relever le défi en se lançant dans une lutte définitive.*

• • •

*Face à cette perspective, quelle est la préparation sociale et politique de la classe ouvrière allemande? Par malheur, on ne peut pas répondre à cette question sans un certain pessimisme.*

*Une grande partie des masses laborieuses se trouve encore sous l'influence du S.P.D. (Sozialdemokratische Partei Deutschlands) qui dirige les syndicats bureaucratiques traditionnels. Il est inutile de rappeler aux lecteurs Italiens la nature et la mission du parti de Noske, Scheidemann et Ebert. Le mot d'ordre de ce parti est de travailler afin de sauver la patrie allemande. Il est donc contre les grèves, même économiques, et pour la collaboration ouverte avec la bourgeoisie, ce qui a pour contrepartie la faim des ouvriers et leur résignation à l'exploitation capitaliste.*

*Les travailleurs des mines en sont la preuve vivante, au sens physique du terme. Ils sont réduits à l'état de morts vivants... Ce prolétariat n'aura-t-il pas perdu même la force de brandir les armes libératrices?*

*Nous avons ensuite l'U.S.P.D., le parti socialiste indépendant, fier de son éclatante victoire électorale récente. C'est un parti très nombreux et fortement organisé dont on entend souvent louer l'évolution à gauche. Tout le monde sait qu'il est issu de la IIe Internationale et hésite à entrer dans la IIIe. On sait aussi qu'il est divisé, en plusieurs courants et que sa droite flirte avec Scheidemann, alors que sa gauche penche vers les communistes.*

*Mais il est possible que les camarades italiens se soient fait de ce parti, à travers les articles publiés par l' "Avanti" à plusieurs occasions, une idée passablement fausse.*

*Le parti indépendant est le parti de l'indécision, du confusionnisme théorique, de l'incapacité d'agir et de la passivité. La gauche a obtenu contre la droite l'approbation d'un programme qui contient des phrases communistes, mais qui n'est qu'un avorton en matière de théorie et de principes; en revanche, la droite a imposé facilement à la gauche ses directives tactiques, et le leader de celle-ci, Daümig, dont on a tant fait l'éloge comme chef de la révolution allemande, est lui aussi un "opportuniste" qui a battu en retraite devant l'influence des Crispian et Hilferding sur le parti.*

*Cette contradiction entre les paroles et l'action qu'on rencontre dans l'U.S.P.D. rappelle beaucoup ce qui se passe dans de larges couches du Parti Socialiste Italien.*

*J'ai assisté à une discussion entre communistes et indépendants. Un camarade communiste avait parlé de la situation allemande et de la tâche du prolétariat révolutionnaire; de nombreux indépendants lui avaient répliqué. Un seul d'entre eux soutint que l'U.S.P.D. est un parti révolutionnaire au même titre que le Parti Communiste, mais sans pouvoir le démontrer.*

*Tous les autres développèrent une argumentation que répètent, en tous lieux et en tous temps, les réformistes: le prolétariat est inconscient, il est réactionnaire, il n'est pas mûr. Ils sont bien pour la dictature du prolétariat, pour les Soviets, pour la IIIe Internationale, mais leur révolution ne devra pas répéter les méthodes "russes", la terreur rouge, la suppression de la presse bourgeoise, toutes mesures dignes de "sauvages". Le système des Soviets devrait s'adapter à une coexistence avec les institutions démocratiques, du moins tout le temps nécessaire à leur apprentissage du pouvoir.*

*Voilà quelles sortes de gens sont les indépendants allemands. Naturellement, on m'assure que dans les meetings électoraux, ils ne disent pas cela, qu'au contraire, ils flamboient d'apostrophes révolutionnaires. La chose ne m'a paru nouvelle.*

•••

*Il n'y a qu'un seul argument valable, malheureusement, pour la défense des indépendants, et encore s'agit-il d'un argument spécieux. Il consiste à dire que les communistes ne font pas beaucoup plus et mieux pour la préparation révolutionnaire. Même si c'était entièrement exact, cela ne pourrait servir de sauf-conduit à toute la marchandise avariée qui se dissimule sous le drapeau des Indépendants.*

*Les communistes, comme vous le savez, sont divisés. Il y a le K.P.D. (Parti Communiste Allemand) et, maintenant, le K.A.P.D. (Parti Ouvrier Communiste Allemand). Qu'est-ce qui divise les deux partis? Je l'ai demandé aux camarades de chacune des organisations.*

*Il faut avant tout faire l'historique de la scission. Dans le Parti Communiste, après la faillite de l'insurrection de janvier 1919, après la mort des deux grands chefs Liebknecht et Luxembour, deux questions brûlantes se posèrent. L'une concernait les syndicats de métiers (Gewerkschaften) dominés par le réformisme et la bureaucratie social-démocrate: il s'agissait de savoir si l'on continuerait à y travailler ou si on les boycotterait pour constituer de nouveaux organismes. L'autre question concernait la participation aux élections.*

*La Centrale du Parti était à la fois pour l'entrée dans les syndicats et pour la participation aux élections. La conférence convoquée en juillet à Heidelberg (Berlin) approuva le programme de la Centrale. L'opposition contesta à nouveau la régularité de la conférence et demanda qu'on en convoque une autre, après une ample discussion préalable des deux questions dans les organisations du Parti.*

*La Centrale, au contraire, fixa la date du second congrès à octobre 1919 selon un critère étrange: les représentants qui n'auraient pas, sur les deux questions du parlementarisme et des syndicats, un mandat conforme à ses directives, en seraient exclus.*

*Ne vinrent donc au congrès que ceux qui étaient du même avis que la Centrale, en particulier de nombreux fonctionnaires du Parti, et l'opposition fut déclarée exclue de l'organisation.*

*Les camarades du K.A.P.D. m'ont affirmé, avec juste raison, qu'ils n'avaient pas l'intention de constituer un nouveau parti, mais qu'ils furent exclus par un procédé incroyable, alors que si le Congrès avait été régulièrement convoqué, ils y auraient eu la majorité.*

*En avril 1920, voyant que toute tentative d'obtenir satisfaction était inutile, ils tinrent le Congrès constitutif du K.A.P.D. (Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands).*

*Ce parti est moins nombreux que le K.P.D., mais il prédomine à Berlin et à Hambourg et semble jouir de la sympathie des masses ouvrières industrielles.*

*Outre les deux questions déjà mentionnées, deux autres positions essentielles le séparent du K.P.D.: tout d'abord, il est contre la centralisation de l'action et pour le fédéralisme; ensuite, il accuse la Centrale du K.P.D. de faiblesse et d'hésitations.*

*Il y a en outre la fameuse question du national-bolchevisme: les leaders de ce courant, Laufenberg et Wolffheim, de Hambourg, ont lancé dans un manifeste un mot d'ordre d'alliance même avec les bourgeois pour la guerre contre l'Entente et la lutte contre Versailles. Ils disent que si les Russes se servent de Brussilov, eux peuvent bien se servir des militaristes allemands; ils ne voient pas l'énorme différence des situations, car les prolétaires russes sont au pouvoir et Brussilov représente un technicien de la guerre et non une classe ou un parti.*

*Les leaders du K.A.P.D. m'ont assuré cependant que les deux Hambourgeois et leurs rares partisans, s'ils sont encore formellement dans le parti, ont été désavoués et en seront éloignés très vite.*

*Quant à l'attitude du K.P.D. et à sa passivité, les accusations des exclus contre la Centrale ne sont sans doute pas sans fondement. La gauche du K.P.D. lui-même les partage.*

*Pendant les journées du putsch de Kapp, la politique du Parti n'a pas été à la hauteur de la situation, elle a démontré que la Centrale avait perdu le contact avec les masses et ne savait pas leur lancer de nets mots d'ordre révolutionnaires. Les polémiques à cet égard sont très vives. En réalité, les conditions qui règnent en Allemagne ne permettent pas au Parti communiste d'entraîner derrière lui le prolétariat. Le fait d'avoir participé aux élections n'a pas dû beaucoup améliorer la situation. Le Parti a aujourd'hui au Reichstag deux députés: Paul Lévy et Clara Zetkin. Paul Lévy est le leader intellectuel du Parti; cependant c'est un homme de droite; les lecteurs du "Soviet" connaissent sa malheureuse thèse de l'opposition loyale (287) à l'éventuel gouvernement "socialiste". (Voir no 14.)*

*Le K.A.P.D. soutient la constitution de conseils d'usines (Betriebsräte), mais ses thèses sont confuses et il boycotte les conseils d'usines légaux qui existent en Allemagne et qui suivent en majorité les Indépendants.*

*Les kaapédistes travaillent hors de ceux-ci comme hors des syndicats, en vue de former des conseils d'usines illégaux coordonnés par une union ouvrière révolutionnaire ("Betriebsorganisation") illégale, qui n'est plus, selon moi, un organe économique puisque tous les ouvriers ne peuvent pas y entrer, mais qui n'est pas encore un organe politique. On ne peut donc pas affirmer que les conseils d'usines conduisent tout le prolétariat sur la véritable voie révolutionnaire.*

*Si je devais exprimer une opinion sur les directives du K.A.P.D., je modifierais peu de choses à ce que j'écrivais dans les n° 8 et 13 de ce journal.*

*De même, l'abstentionnisme du K.A.P.D. est différent, comme je le disais, de celui de notre fraction, car tout en se prévalant de constatations et d'arguments analogues, il s'appuie partiellement sur une conception différente de l'action politique et du parti en général.*

*Par contre, la nouvelle organisation est en grande partie plus combative et révolutionnaire et elle développe une plus large activité dans les masses; ses partisans sont les ouvriers qui ne tolèrent ni le manque d'intransigeance dont le vieux parti fait périodiquement preuve, ni sa conversion au parlementarisme, laquelle le rapproche des Indépendants, qui profitent de sa tactique pour mieux se faire valoir aux yeux du prolétariat allemand et de l'Internationale.*

*Il ne faut pas cacher que dans le K.P.D. se trouvent aussi des abstentionnistes, particulièrement parmi les jeunes.*

*La jeunesse communiste est sur le point de se diviser elle aussi en deux camps, de se partager entre les deux partis.*

*Certes, la crise n'est pas sans gravité et on n'en entrevoit pas la solution. Le congrès de l'Internationale communiste pourra-t-il l'apporter?*

*En attendant, les événements se précipitent. Peut-être réveilleront-ils les travailleurs et les communistes. Le prolétariat allemand, qui a eu pour militants des géants de la pensée comme Marx, Engels, W. Liebknecht, Mehring et des apôtres du sacrifice comme Karl et Rosa, ne peut pas être inférieur aux exigences de la lutte pour le triomphe du communisme au cœur de l'Europe qui est peut-être appelée à décider entre les deux grands adversaires: le capitalisme mondial et les phalanges rebelles qu'il suscite sous tous les cieux.*

## Chapitre IX

### Le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, un sommet et une croisée des chemins

#### 1 - Prélude

Au moment du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste (19 juillet - 7 août 1920), la situation économique et sociale et les luttes de classe dans le monde apparaissaient encore comme grosses de possibilités révolutionnaires, malgré les dures défaites de la première année de paix.

La contre-offensive de l'Armée rouge contre le bastion le plus avancé des anglo-français en Europe orientale - la Pologne - était en cours, et on attendait d'un moment à l'autre la chute de Varsovie qui ne devait malheureusement pas se produire. Parallèlement, les troupes du dernier général blanc subventionné par l'Entente, Wrangel, perdaient peu à peu du terrain en Russie du Sud, particulièrement en Crimée; en Octobre, elles finirent par se volatiliser littéralement quand les derniers rescapés s'embarquèrent sur les navires français.

L'avance jusqu'au cœur de la Pologne faisait oublier les horreurs de la contre-révolution en Finlande et en Hongrie. La combativité était encore vive dans le prolétariat allemand; l'Angleterre connaissait de grandes grèves de mineurs et la France, de cheminots; en Italie, l'occupation des usines fut précédée d'une vive fermentation. Même les deux grands pays occidentaux sortis vainqueurs de la guerre (288) connaissaient eux aussi une vague d'arrestations et de persécutions; en Espagne et dans les Balkans, l'instabilité politique et sociale était chronique; les pays neutres, depuis la Suisse jusqu'à la Scandinavie, et à des pays de moindre importance ayant pris part à la guerre comme la Belgique ou les Pays-Bas, présentaient des symptômes d'agitation. Tout cela incitait naturellement à diagnostiquer une crise aiguë du régime capitaliste. Cette crise atteignait jusqu'au grand bénéficiaire du carnage, les États-Unis (grève de l'acier, septembre 1919 - janvier 1920). Comme le rappellera Lénine dans le discours d'ouverture du Congrès, elle trouvait également une expression dramatique dans les conflits qui, à la conférence de Paris, mirent aux prises les Alliés eux-mêmes, et dans les cris d'alarmes d'un Keynes sur les conséquences désastreuses d'une politique revancharde à courte vue, insensée du point de vue économique.

Fait significatif, en raison même de cette crise, Moscou, symbole de l'Octobre rouge, attirait irrésistiblement des groupes prolétariens dont ni l'origine ni la tradition n'étaient marxistes, mais qui étaient engagés à fond dans des luttes sociales et pleins d'élan révolutionnaire. Sous son influence, I.W.W. américains, *shop stewards committees* anglais, syndicalistes - révolutionnaires français, italiens, espagnols, allemands commençaient à s'ouvrir un peu aux problèmes du Parti, de la conquête violente du pouvoir, de la dictature prolétarienne et de la terreur. Un autre fait pouvait apparaître comme un *symptôme* de l'imminence d'une crise révolutionnaire à l'échelle européenne: c'était l'attitude de puissantes organisations comme l'*Independent Labour Party* en Angleterre, l'*U.S.P.D.* en Allemagne, le P.S.F. (ex-S.F.I.O.) en France, le *Socialist Party of America* aux États-Unis; ayant décidé d'abandonner la II<sup>e</sup> Internationale, ces partis oscillaient en effet entre la douteuse perspective d'une "reconstruction" sur des bases *moins ouvertement* conciliatrices (une espèce d'Internationale 2 1/2 avant la lettre) et de prudents sondages diplomatiques en vue d'une éventuelle adhésion à l'I.C., soit que (hypothèse la plus bienveillante, mais aussi la plus discutable) leurs dirigeants aient été poussés à s'incliner par la base, soit que (hypothèse plus conforme, selon nous, à leur mission historique), ils aient senti qu'ils devaient *prévenir* la radicalisation de cette base, et la combattre pour empêcher que des fractions plus résolues ne se détachent du vieux parti.

Ainsi, tandis que même ceux qui avaient lancé la croisade anti-bolchevique en 1918-1919, commençaient à se résigner à l'état de fait en Russie, voire à le "reconnaître" au point d'envisager de conclure des traités de paix et des accords commerciaux avec elle (la Grande-Bretagne fut la première à se mettre sur les rangs), tout semblait à nouveau possible dans l'arène de la lutte des classes, après les terribles revers de 1919 et les longues années de guerre civile dans l'aire immense gouvernée par le pouvoir issu de l'Octobre rouge. *Jamais* oubliée ni démentie, la perspective de la révolution *mondiale* reprenait corps. Elle était alimentée par les puissantes secousses qui agitaient les colonies et semi-colonies, surtout britanniques, jusque-là essentiellement sources pour le capital européen de ces surprofits qui avaient permis la constitution d'une aristocratie ouvrière, base de l'opportunisme. A des années de distance, ces secousses confirmaient la vision grandiose de Marx et d'Engels sur la soudure entre le mouvement prolétarien des métropoles capitalistes et les efforts d'émancipation des peuples de l'Orient entraînés dans le tourbillon, de l'économie et du marché mondiaux. Cette vision qui, à leur époque, concernait surtout l'Inde et la Chine, intéressait désormais aussi la Perse, la Turquie et les Indes hollandaises. Si, comme le racontent les témoins d'alors, les yeux des délégués au II<sup>e</sup> Congrès étaient fixés sur la carte de Pologne où l'on faisait avancer quotidiennement des petits drapeaux marquant la progression de l'Armée rouge, leur présence à Moscou témoignait d'une bataille beaucoup plus large puisqu'elle s'étendait à tous les continents; en effet des militants ouvriers venus des pays les plus divers, et différant non seulement par la couleur de leur peau, mais aussi par leur idéologie, s'étaient rassemblés dans la capitale du premier pays qui ait connu une véritable dictature prolétarienne, unis par une passion révolutionnaire plus forte que leur attachement aux traditions politiques particulières qu'ils avaient héritées du passé. Comme les bolcheviks furent les premiers à s'en apercevoir, cette grande flambée relevait en grande partie d'une "mode", politique nouvelle, avec tout ce que cela comporte de suspect. C'est pourquoi Zinoviev put parler de la nécessité de "fermer à clef l'Internationale Communiste" et de placer à l'entrée une "sentinelle", et Trotsky préférer la ferveur naïve de militants non encore débarrassés de leurs préjugés anti-autoritaires, mais pleins d'élan et d'instinct de classe, à l'"arrogance" de "communistes" pour qui les grandes questions qui avaient déchiré le mouvement ouvrier - la question du parti, celle de la conquête violente du pouvoir, de la dictature et de la terreur rouge - étaient désormais des conquêtes définitives. Quant à Lénine qui couvrait d'infamie non seulement la droite social-démocrate, mais le centre qui avait abjuré le mouvement révolutionnaire malgré sa hâte à envoyer des pèlerins à Moscou, il ne reprochait au gauchisme que d'être une "maladie d'enfance du communisme", contre partie de la vitalité et de la croissance de ce mouvement.

Il n'en reste pas moins que cette flambée était capable de brûler bien des scories à condition d'être correctement dirigée. Or ceux qui la dirigeaient étaient les bolcheviks engagés au même moment dans une bataille titanesque sur le front tant intérieur qu'extérieur. En rédigeant des thèses pour le Deuxième Congrès, ils avaient forgé des armes bien plus redoutables que ne pouvaient l'imaginer les délégués affluant à Moscou, eux dont les partis n'avaient adhéré au Comintern qu'un an plus tôt. Dans leur majorité, ceux-ci n'étaient pas prêts à reconnaître ces thèses comme leurs; ils ne les acceptaient que de façon formelle, sans en assimiler la substance. Cela n'empêche pas qu'elles devaient rester comme autant de jalons sur la voie du prolétariat engagé dans la lutte pour son émancipation: mettant en garde les délégués contre l'erreur de croire qu'il ne restait à la classe dominante aucun moyen de sortir de la crise d'après-guerre, Lénine soulignera dans son discours inaugural qu'avec de telles armes, la situation pouvait cesser d'être révolutionnaire (289), sans que la préparation de l'assaut insurrectionnel cesse d'être possible.

A un demi-siècle de distance, il est facile de dire que l'enthousiasme d'alors masquait une réalité bien moins favorable qu'on n'avait tendance à le croire. On ne doit pourtant pas oublier que l'année 1920 s'était ouverte sous le signe de deux grandes victoires: la défaite de l'ennemi dans la guerre civile de Russie et la jonction des divers détachements de l'armée prolétarienne mondiale, que la guerre impérialiste et le siège de la république bolchevique par l'impérialisme



avaient démembrée. Deux semblables victoires justifiaient non seulement l'enthousiasme mais l'allégresse, et seuls des pédants et des philistins peuvent ne pas en sentir la portée historique. D'ailleurs, les dirigeants de l'Internationale voyaient parfaitement les aspects contradictoires et les "ambiguïtés" de la situation du mouvement communiste. Il n'y avait pas la moindre rhétorique chez Lénine lorsqu'il déclarait fièrement, après la fin de l'encerclement de la Russie:

*"Un peu plus d'un an est passé depuis le premier Congrès de l'Internationale communiste, et aujourd'hui nous parlons déjà en vainqueurs face à la II<sup>e</sup> Internationale",*

ni chez Zinoviev lorsqu'il disait:

*"Aujourd'hui, nous avons pleinement le droit de proclamer que la II<sup>e</sup> Internationale a été frappée à mort par la III<sup>e</sup> [...]. Sa chute reflète la chute même de l'ordre bourgeois [...]. Nous l'avons vaincue, parce que le "crépuscule des dieux" de la bourgeoisie a commencé [...] et que ceux qui s'efforcent de lier leur sort à la bourgeoisie ne peuvent que la suivre dans l'abîme"* (290).

Pourtant les bolcheviks étaient trop bons marxistes pour ignorer que, depuis le Premier Congrès, les choses n'avaient pas sensiblement changé au sein du mouvement ouvrier. Aucun parti communiste ne s'était encore constitué en Europe, pour ne rien dire des États-Unis. Pis, parmi les partis qui étaient sur le point de se constituer ou qui prétendaient l'être déjà, bien peu offraient de sérieuses garanties de communisme. Serrati déplorait (et l'historien Carr lui fera plus tard écho), l'attitude et le ton ennuyeusement "pédagogiques" de Moscou à l'égard des délégués des partis adhérents; il se plaignait de ce que, plus encore que les "compagnons de route" atteints de gauchisme infantile, ils fussent traités par elle en écoliers, et souvent guère mieux (sinon plus mal) que les douteux candidats de l'U.S.P.D. ou du P.S.F. La vérité est que les bolcheviks *devaient agir ainsi*, puisque, comme ils s'en rendaient bien compte, ils étaient les seuls à pouvoir le faire. Quant à nous, nous aurions souhaité les voir aller encore *plus loin* dans le sens de l'intransigeance et la rigueur.

Les bolcheviks savaient que pour libérer ces aspirants communistes de tout un passé pourri de conciliation (dans le meilleur des cas), de compromission (dans le pire), ils auraient plus de mal encore qu'ils n'en avaient eu en Russie avec les assemblées d'ouvriers et de paysans "sans parti". Le II<sup>e</sup> Congrès consacra une grande partie de ses efforts au *prosélytisme et à la propagande au sein même du mouvement communiste ou soi-disant tel*, dont, plutôt ou non à Serrati ou à d'autres, seuls les vainqueurs d'octobre pouvaient prendre l'initiative. Dans un premier temps, ils avaient été enclins à adoucir les conditions d'admission à l'Internationale. Peut-être croyaient-ils avoir affaire à des partis théoriquement et pratiquement mûrs et n'ayant donc pas besoin d'ordres ou d'interdictions pour trouver la voie juste; peut-être, tout simplement, pensaient-ils pouvoir neutraliser plus facilement ces convertis de la dernière heure que leurs adversaires de Russie, et pouvoir être plus coulants avec eux qu'ils ne l'avaient été à la tête de la dictature soviétique. Quoi qu'il en soit, les débats du Congrès les éclairèrent sur les "communistes" européens et ils finirent par durcir lesdites conditions d'admission, de façon il est vrai insuffisante à l'avis de la Gauche.

Abstraction faite des partis de l'aire soviétique, balkanique, germanique, de Pologne et de Finlande, on ne pouvait compter sérieusement ni sur les rares acquisitions récentes en Europe (les partis communistes d'Espagne et de Belgique), ni sur le Parti socialiste italien, dont la véritable physionomie ne s'était encore qu'à moitié découverte: il en allait de même pour les deux partis qui s'étaient hâtivement constitués en Amérique et qui allaient bientôt fusionner, le "Communist Party of America" et le "Communist Workers Party of America"; la même chose valait pour les quatre groupes anglais (le "British Socialist Party", le "British Labour Party", la "South Wales Socialist Society" et la "Workers Socialist Federation") qui avaient formé ensemble un "Comité provisoire pour la constitution du Parti Communiste de Grande-Bretagne", mais qui étaient faibles, confus et divisés non seulement sur la question parlementaire et la question syndicale, mais sur celle de l'adhésion au "Labour Party", question

que la structure élastique de celui-ci permettait de poser. Quant au bilan des derniers mois en Allemagne, s'il donnait tort au K.A.P.D. sur le plan théorique, il n'était pas plus en faveur du K.P.D., ni pour la maturité doctrinale, ni pour l'orthodoxie de la tactique. En France, Suisse, Scandinavie, Italie, les courants, groupes et fractions effectivement communistes n'avaient encore qu'un poids négligeable. Bref, il n'était pas possible de juger les partis qui s'étaient déjà officiellement formés en Europe et en Asie avant qu'ils aient subi l'épreuve des faits.

Quant aux ailes "gauches" déjà séparées des partis "centristes" ou sur le point de le faire, leur apport était douteux et toujours considéré avec suspicion; certes, les détachements de militants combattifs tels que les I.W.W., les *shop stewards*, les syndicalistes français et espagnols en crise, etc., pouvaient servir de contrepoids et, dans une certaine mesure, d'antidote à ces partis, mais ils avaient eux-mêmes besoin d'une dure "école préparatoire", dont on ne pouvait prévoir le résultat.

*"La lutte entre nous et la II<sup>e</sup> Internationale, dira Zinoviev à l'ouverture du Congrès, n'est pas une lutte entre deux fractions d'un même mouvement révolutionnaire prolétarien, ce n'est pas une lutte entre des nuances, ce n'est pas une lutte entre des courants situés du même côté de la barrière de classe; c'est une lutte entre les classes"*.

A l'échelle historique, c'était vrai; mais dans l'immédiat, la revendication du président de la III<sup>e</sup> Internationale ("de la clarté, encore de la clarté") était bien loin d'être satisfaite, et la ligne de rupture entre les classes passait au milieu de presque tous les partis affiliés. *"Tout pas en avant du mouvement réel"* est plus important pour les marxistes qu'un *chiffon* de programme, mais à la condition expresse qu'il ne soit pas accompli au prix d'un *"marchandage sur les principes"*. Pourtant, les délégués réunis à Moscou s'attendaient à être accueillis par des manifestations d'enthousiasme, et non pas par le déluge de critiques qui s'abattit sur eux et que nous pourrions appeler la version 1920 de la "Critique du programme de Gotha".

Aux "reconstructeurs", on pouvait claquer la porte au nez. Mais, comme l'écrivait Lénine dans son projet de "Thèses sur les tâches fondamentales du II<sup>e</sup> Congrès", daté du 14 juillet (291), l'*"immense danger immédiat pour le succès de la libération du prolétariat"* - danger beaucoup plus grave que la tendance au "gauchisme" - consistait en ce que :

*"certains des anciens partis de la II<sup>e</sup> Internationale, tantôt cédant plus ou moins inconsciemment devant les désirs et la pression (292) des masses tantôt les trompant consciemment pour conserver leur ancienne situation d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, proclament leur adhésion conditionnelle et même inconditionnelle à la III<sup>e</sup> Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique et politique, sur les positions de la II<sup>e</sup> Internationale"*.

Et Lénine en déduisait que *"la période actuelle du développement du mouvement communiste international"* était *"caractérisée par le fait que dans l'immense majorité des pays capitalistes, la préparation du prolétariat à l'instauration (293) de sa dictature n'est pas achevée et très souvent n'a même pas encore été entreprise d'une façon systématique"* (Thèse 5).

Il était urgent de *"veiller à ce que la reconnaissance de la dictature du prolétariat ne puisse demeurer uniquement verbale"*, en n'oubliant pas (comme le faisaient les partis qui hésitaient à s'amputer de leur aile droite ou de leur *"centre kautskyen ouvert ou masqué"*) que

*"ce qui, avant la victoire du prolétariat, ne semblait être qu'une divergence théorique sur la démocratie deviendra inévitablement demain, après la victoire, une question à trancher par la force des armes"*.

Dans ces conditions, quoi d'étonnant dans l'*"attitude pédagogique du glorieux état-major bolchevique?"* Si celui-ci s'était saigné à blanc au cours de deux ans et demi de guerre civile, c'est qu'il savait que le triomphe de la révolution mondiale dépendait de sa victoire. Se retrouvant politiquement et pratiquement presque seul, bien que son isolement *physique* ait

cessé, il avait ne disons pas “le droit” (il ne le revendiqua jamais), mais le devoir révolutionnaire de “faire la leçon” à ceux qui auraient dû être à l'avant-garde du mouvement, mais qui se trouvaient en queue. La prophétie faite par Kautsky en 1902 et rappelée dans le 1er chapitre de la “Maladie infantile” se réalisait, contre Kautsky:

*“La Russie, qui a puisé tant d'initiative révolutionnaire en Occident, est peut-être maintenant sur le point d'offrir à ce dernier une source d'énergie révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire russe qui monte sera peut-être le moyen le plus puissant pour chasser l'esprit de philistinisme débile et de politacaillerie, esprit qui commence à se répandre [en 1920 il était plus que répandu] dans nos rangs; de nouveau ce mouvement fera jaillir en flammes ardentes la soif de lutte et l'attachement passionné à nos grands idéaux”.* (294)

Mais il ne s'agissait pas d'un processus mécanique, comme le souhaitait peut-être M. le Professeur Kautsky, docteur en haute théorie: c'était une *tâche, une autre* très lourde *tâche*, que les héroïques militants russes qui avaient cru pouvoir enfin reprendre haleine et *recevoir* après avoir tant *donné*, s'apprêtaient à remplir avec une fermeté tout aussi héroïque. Seuls des Indépendants allemands ou anglais pouvaient en déduire qu'ils étaient imbus d' “esprit nationaliste”!

Quand ils évoquent la masse imposante des brochures, thèses et commentaires rédigés par les bolcheviks entre la fin du mois d'avril - date où il fut décidé de convoquer le II<sup>o</sup> Congrès dans le plus bref délai et qui marqua le début du pèlerinage des “missions d'information” socialistes à Moscou - et le 19 juillet, date d'ouverture du Congrès - les historiens à la solde de l'opportunisme se plaisent invariablement à nous jeter à la tête “La Maladie infantile du communisme” (le “*gauchisme*”), avec l'air de dire, quand ils ne le disent pas tout net en jubilant: nous vous avons pris sur le fait, vous autres de la Gauche; la voilà, votre bulle d'excommunication; la voilà, notre attestation de léninisme!

Ces savants *public relations men* de l'opportunisme font semblant d'ignorer deux petits détails. Le premier est que “La Maladie infantile” s'ouvre sur la constatation suivante:

*“Après la victoire de la révolution prolétarienne, même si elle n'a lieu que dans un seul des pays avancés [...], la Russie redeviendra, bientôt après, un pays non plus exemplaire, mais retardataire [...]. Mais en ce moment de l'histoire, les choses se présentent ainsi: l'exemple russe montre à tous les pays quelque chose de tout à fait essentiel, de leur inévitable et prochain avenir”.* (295)

Et ce “quelque chose” *n'est pas* la voie démocratique, parlementaire, nationale au... socialisme dont ces messieurs se régalaient et régalaient leur public. C'est:

“l'expérience de la dictature du prolétariat”, c'est-à-dire de “*la guerre* (eh oui, guerre et non dialogue, guerre et pas seulement lutte) *la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie [...] dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liens internationaux de la bourgeoisie, mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production. Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production: or la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable [et non pas: bonne ici, mauvaise ailleurs], et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort”* (296)

En second lieu, les historiens opportunistes feignent d'ignorer quels courants la critique de Lénine vise: tout d'abord, ceux qui après avoir accepté le principe antidémocratique, anti-parlementariste et anti-légaliste de la dictature (que les fourriers de l'opportunisme d'aujourd'hui ont cent fois renié), réduisent cette acceptation à néant en propageant, consciemment ou non, une idéologie *tout aussi démocratique* puisqu'elle nie le parti, la centralisation, le rôle dirigeant

de l'“organisation préalable”, donc “la constitution du prolétariat en classe”, et du même coup les conditions de sa “constitution en classe dominante”; ensuite, ceux qui (autre aspect de la “force d'inertie” petite-bourgeoise) croient résoudre toutes les questions en substituant la “phrase révolutionnaire”, l'extrémisme verbal, à la difficile recherche des solutions tactiques directement reliées au *principe* de la prise violente du pouvoir et de son exercice dictatorial. A cette réserve près que notre fraction ne se situait pas dans le camp du gauchisme infantile (nous avons déjà rappelé que Lénine avouait en parlant de nous qu'il nous connaissait trop peu), “La Maladie infantile” doit être considérée comme nous l'avons fait à l'époque, c'est-à-dire comme une vigoureuse offensive contre cette seconde face du *démocratisme petit-bourgeois* que sont l'anti-autoritarisme et l'anti-partisme de type “libertaire”, le parlementarisme, le légalisme et le réformisme, qui en est la première face, y ayant été préalablement liquidés en quelques phrases lapidaires.

Allons plus loin: *dans la mesure où* (et seulement dans cette mesure), dans de larges secteurs de la classe ouvrière, en particulier anglo-saxonne, l'anti-autoritarisme et l'anti-partisme n'étaient pas une filiation *directe et pleinement revendiquée* de la vieille déviation proudhonienne et bakouniste, mais une réaction immédiate et inconsciente contre la putréfaction des partis socialistes avoués et contre le laxisme accommodant de ceux qui, tout en se prétendant communistes, voulaient conserver leur ancien nom jugé “glorieux”, il était juste de qualifier le “gauchisme” de “maladie de croissance” qui, à la différence de l'infection sénile du *démocratisme*, pouvait être guérie par des méthodes *même seulement* “pédagogiques”; dans cette mesure en effet, ces réactions traduisaient “la noble haine prolétarienne contre les politiciens de classe de la bourgeoisie”, qui est “le commencement de la sagesse”. C'est sur les racines de la tradition idéologique et “culturelle” des fourriers de l'opportunisme qui ne peuvent comprendre cette haine que s'abat la hache de la “Maladie infantile”!

Ceci dit, qu'on ne vienne pas prétendre que si le II<sup>o</sup> Congrès a réaffirmé avec vigueur les principes fondamentaux communs aux bolcheviks et à la Gauche - parti-dictature-terreur, bref anti-démocratisme et antiparlémentarisme -, c'est parce qu'il considérait comme imminente l'issue révolutionnaire de la crise mondiale. Pour Lénine, la reconnaissance de ces principes (que même Kautsky, même Turati pouvaient bien reconnaître “en paroles”) ne peut se limiter à une vague profession de foi: elle est un engagement constant à préparer l'issue révolutionnaire de la crise de la société bourgeoise. Que l'insurrection armée soit proche ou lointaine, telle est la boussole qui guide la marche du parti dans *toutes* ses manifestations, y compris l'activité parlementaire qui de toute façon est *toujours* une des moins importantes, (297) et qui, dans des circonstances données, peut et *doit* être suspendue. Les thèses déjà citées, de même que tous les discours au II<sup>o</sup> Congrès le répètent avec force, et si les fourriers de l'opportunisme les sautent à pieds joints, ce n'est pas par hasard, car on y retrouve *en détail* ce qui, au début de la “Maladie infantile”, avait été condensé en quelques pages lapidaires et donné pour *définitivement acquis*. Or ces thèses et ces discours insistent d'autant plus sur ce point qu'après la date (12 mai 1920) où Lénine termina la brochure complétée de son appendice, les premiers contacts avec les “pèlerins” arrivant à Moscou avaient une énième fois prouvé que non seulement il ne constituait pas pour eux un acquis définitif, mais qu'ils ne reconnaissaient pas d'acquis *du tout*!

## **2 - Premiers contacts avec des délégations ouvrières occidentales**

A cet égard, l'arrivée de la délégation italienne avait été plus révélatrice encore que celle des délégations de l'*Independent Labour Party* anglais, et du P.S.F. Sa décision d'aller en Russie remontait au 3 avril et son but, à l'origine, était d' “étudier le fonctionnement du régime soviétique”, selon une idée typiquement opportuniste: aller chercher dans la “patrie de la révolution d'Octobre” non une *leçon politique* et une *confirmation théorique* (pour cela il n'y avait pas besoin de voyages... d'exploration, puisqu'elles étaient inscrites dans les faits de la

révolution elle-même, et dans les *œuvres* de ses artisans), mais un modèle de construction “technique” de la société nouvelle, un brevet... d'engineering social. La délégation comprenait treize membres: Serrati et Vacirca pour la direction, Bombacci, Rondani et Graziadei pour le groupe parlementaire, d'Aragona, Bianchi, Marietti, Colombino, Dugoni, Pavirani, Nofri, Pozzani pour la C.G.L. (Confédération Générale du Travail), la Ligue nationale des coopératives et d'autres organisations économiques locales. Tous s'étaient sagement prémunis contre le typhus et la faim grâce à d'abondants stocks de vivre (les spaghetti, première “exception nationale”!) et à des vêtements spéciaux, qui leur donnaient des airs de scaphandriers. Comme le rappelle Rosmer, entre autres, ils paraissaient dignes en tout point d'une expédition Cook's.

Bien que la “droite” y ait eu la majorité absolue, cette délégation fut très fêtée lors de son arrivée à Pétrograd le 6 juin et à Moscou le 14 (le jour même de la lettre de convocation du II<sup>o</sup> Congrès). A cette époque, écrit Zinoviev,

*“nous ne savions pas qu'il s'agissait de réformistes; nous avons une confiance totale en Serrati, comme en tous ceux qu'il avait amenés avec lui; nous pensions qu'il s'agissait d'éléments aux idées encore confuses, mais dont le dévouement à la cause prolétarienne était vraiment sincère”.* (298) Mais le 16 juin, au Comité exécutif des Soviets, la délégation dut écouter le réquisitoire de Boukharine contre le parti français qui refusait de s'amputer de son aile droite (299) et, le 18, elle dut lire dans “La Pravda” le “salut” que lui adressait le même Boukharine, et qui disait en substance: *“Il est temps de chasser du mouvement ouvrier italien le groupe des turatiens réformistes!”* (300), ce qui revenait à dire aux trois quarts des délégués italiens de débarrasser le plancher! Dans “La Maladie infantile”, donnant raison au moins en cela au “Soviet”, Lénine avait formé le vœu que le P.S.I., qui depuis un an déjà adhérait à l'Internationale, se décidât à *“chasser avec ignominie MM. Turati et Co. pour devenir un parti communiste aussi bien par son nom que par son œuvre”*. Dans le passage, cité plus haut, de “Terrorisme et communisme”, autre inoubliable viatique pour le II<sup>o</sup> Congrès, Trotsky avait écrit ces mots, dont il serait inutile de conseiller la lecture attentive aux historiographes opportunistes:

*“Pour expliquer l'attitude conciliatrice adoptée envers les groupes kautskystes, longuettistes, turatistes, on déclare en général que dans les pays en question, l'heure de l'action révolutionnaire n'a pas encore sonné. Mais une pareille façon de poser la question n'est pas la vraie. Personne, en effet, n'exige des socialistes qui aspirent au communisme, qu'ils fixent pour une date prochaine un coup d'État révolutionnaire. Mais ce que la III<sup>o</sup> Internationale exige de ses partisans, c'est qu'ils reconnaissent non en paroles, mais en fait, que l'humanité civilisée est entrée dans une époque révolutionnaire, que tous les pays capitalistes marchent vers d'immenses bouleversements et à la guerre de classes ouverte, et que la tâche des représentants révolutionnaires du prolétariat consiste à préparer pour cette guerre inévitable, très proche, l'armement nécessaire en idées et les organisations qui serviront de points d'appui. Les internationalistes qui trouvent possible de collaborer aujourd'hui encore avec Kautsky, Longuet et Turati, de diriger avec eux les masses ouvrières, renoncent par là même en fait à la préparation, dans le domaine des idées et de l'organisation, au soulèvement armé du prolétariat, que ce soulèvement soit proche ou lointain, qu'il s'agisse de mois ou d'années. Pour que le soulèvement ouvert des masses prolétariennes ne s'émette pas en tardives recherches d'une voie, d'une direction, il faut que la foule des prolétaires apprenne dès maintenant à embrasser dans tout leur ensemble les tâches qui lui incombent, et l'absolue opposition qui existe entre ces tâches et les formes variées de kautskysme et d'entente opportuniste. La gauche vraiment révolutionnaire, c'est-à-dire communiste, doit s'opposer devant les masses à tous les groupements indécis et à double attitude de doctrinaires, d'avocats, de ténors de la passivité, en fortifiant inlassablement ses positions, d'abord dans le domaine des idées, ensuite dans celui de l'organisation légale, semi-légale ou exclusivement clandestine. L'heure de la rupture formelle avec les kautskystes avérés et dissimulés, ou bien l'heure de leur exclusion des rangs du Parti ouvrier, doit être déterminée,*

*bien entendu, par des considérations d'opportunité en fonction de la situation; mais toute la politique des communistes véritables doit être orientée conformément à ce but: la rupture finale.*" (301)

Deux jours plus tard - nous relevons ce détail uniquement pour souligner le rythme soutenu de la... leçon de pédagogie - les délégués italiens entendront, à la réunion de l'Exécutif déjà citée, Lénine dénoncer une nouvelle fois la "putréfaction de l'aile de Turati [...] qui empêche tout le parti de suivre une ligne tout à fait juste". (comme on peut le lire dans un bref résumé journalistique) (302). Pour le parti, ces mots n'avaient rien de nouveau: il avait mille et une fois pu les lire dans "Il Soviet".

Mais la force de "l'inertie historique" est telle que, lors de ses nombreux colloques avec Lénine et Trotsky, Zinoviev et Boukharine, Serrati continua inébranlablement, comme en Italie, à défendre aussi bien Turati, qui n'était pas là, que d'Aragona, qui faisait partie de la délégation. Il s'irrita de ce que la direction déléguât par télégraphe au II<sup>e</sup> Congrès Graziadei et Bombacci, déjà peu sûrs; il intrigua en vain pour étendre le mandat à Vacirca et, au moins avec voix consultative, aux huit délégués de la C.G.L.; il déplora que l'Exécutif eût invité Bordiga pour la Fraction abstentionniste et Polano pour la Fédération des Jeunes, le premier avec voix consultative, le second avec voix délibérative, il prit sous son aile le secrétaire barbu de la C.G.L., qui, en bon droitier comme le rappelle Rosmer, allait invariablement chercher refuge auprès du patriarche du centre maximaliste, lorsqu'il ne réussissait pas à se tirer de l'embaras où le mettaient les injonctions pressantes des bolcheviks. Ayant conclu de leur visite au "modèle soviétique" qu'ils n'avaient rien à apprendre des bolcheviks et tout à leur enseigner du haut de leur sagesse de citoyens de pays civilisés, les chefs des syndicats et des coopératives s'en retournèrent chez eux bien avant que le congrès n'eût commencé ses travaux et lancé ses foudres contre l'opportunisme: Serrati resta pour les défendre ou du moins pour justifier leur présence au sein du P.S.I. en les présentant comme "inoffensifs". Le cas de Serrati n'est pas, bien entendu, un "cas personnel" et c'est pourquoi nous en parlons ici, nous qui n'avons que faire des commérages biographiques: ses deux co-délégués au congrès, Graziadei et Bombacci, tendaient à s'écarter du maximalisme classique (l'avenir devait dire à quel point), et il n'avait pas entièrement tort d'affirmer que *lui seul* représentait véritablement et authentiquement le maximalisme. Son refus obstiné de se désolidariser de Turati reflétait fidèlement ce courant, pour qui l'activité parlementaire était au *centre* de la vie du parti: or le groupe parlementaire se confondait avec l'aile droite. De plus, dans son jugement sur les réformistes, cette considération d'opportunité pratique pesait *moins* que l'attestation *positive* de bonne conduite accordée à des hommes qui, comme le dit textuellement Serrati dans son rapport à l'Internationale (303) "*obéissent à la discipline du parti [!] et s'orientent toujours plus vers la gauche [!]*". Enfin, quand il insistait auprès de d'Aragona pour que celui-ci sauve la face en approuvant la convention constitutive du Comité provisoire des Syndicats rouges, noyau de la future Internationale syndicale rouge, non sans avoir d'abord obtenu un compromis boiteux et laissé entendre que, selon lui, "*l'organisation syndicale rouge ne devrait pas dépendre de l'Internationale Communiste, mais être quelque chose d'autonome, qui marche amicalement à ses côtés*" (304).

Serrati était encore un fidèle reflet du maximalisme; pour lui en effet, la C.G.L. était congénitalement "rouge" et le P.S.I., communiste par définition; tout comme l'État et l'Église dans la tradition libérale, ils constituaient à ses yeux deux puissances souveraines dans le cadre de leurs fonctions respectives, et qui, quoique toujours prêtes à s'entraider quand "l'intérêt commun" était en jeu, ne pouvaient avoir que des rapports d'égal à égal. En Russie, le problème de la "*séparation d'avec le kautskysme ouvert ou masqué*" n'avait pu être résolu que "*par la force des armes*", et au prix d'immenses sacrifices; en Occident, où le centre était représenté par le maximalisme, on n'en était même pas aux "*armes de la critique*". Reconnaissons du moins à la ténacité de Serrati l'avantage d'avoir permis à l'Internationale (avec retard, il est vrai) de situer le maximalisme dans son véritable camp, celui du centrisme, dont le communisme est l'ennemi juré.

Mais le printemps avait amené à Moscou une autre famille d'hirondelles: les délégués des partis "reconstructeurs" venus contempler, selon la remarque ironique de Lénine

*"le système soviétique, comme disent les systématiques Allemands, ou l'idée soviétique, comme disent les socialistes des guildes britanniques",*

et aussi faire connaissance avec l'Internationale, voir s'ils pouvaient y adhérer et surtout avaient intérêt à le faire et donc s'informer des conditions requises.

Ces gens représentaient un autre danger, dénoncé dans toutes les Thèses et dans tous les discours du congrès: celui de partis désireux de se refaire une virginité à bon compte, soit par d'habiles opérations de chirurgie esthétique, à la façon de l'U.S.P.D., soit par des concessions démagogiques à l'impatience généreuse et à la fermentation de la base. Tous avaient fait des sondages, par l'intermédiaire du Parti Socialiste Suisse, dont le rôle de médiateur reflétait celui de son pays, pour voir quelles étaient les possibilités et les perspectives de reconstitution d'une Internationale... non dogmatique. Ils entendaient par là qu'elle serait ouverte à :

*"tous les partis décidés à demeurer fidèles aux bases du socialisme".*

Cette formule qui satisfaisait tout le monde et n'engageait personne était bien digne de ses auteurs, les socialistes français, qui, réunis en congrès à Strasbourg les 25-29 février, avaient gardé les mains libres pour pouvoir traiter en parfaits diplomates avec l'Internationale "terriblement" sectaire de Moscou! A leur égard, il n'y avait aucune illusion à se faire. La méthode "pédagogique" n'était là d'aucun secours, même si Moscou espérait vivement détacher une partie de la base prolétarienne de ces directions désormais "complètement bourgeoises" parce que liées aux intérêts de certaines couches, restreintes mais puissantes, d'aristocratie ouvrière qu'on s'appropriait à mettre au pied du mur. Pour les dirigeants du Comintern, il n'était en effet question ni d'accueillir ces partis dans ses rangs (305) - sauf s'ils acceptaient des conditions équivalant pour eux à un suicide - ni d'endoctriner leurs porte-parole en voyage d'exploration: il s'agissait de faire crever un abcès.

La mission de l'*Independent Labour Party* était arrivée la première, en mai. Celui-ci venait d'envoyer à Berne un projet d'Internationale "reconstruite" ouverte à *"tous les partis qui acceptent comme bases fondamentales du socialisme la propriété et l'usage collectifs de la terre et des principaux instruments de travail, ainsi que de l'industrie en général et de tout ce qui concerne la question de la richesse publique"* sans dire par quelle voie y arriver, ni quelle attitude adopter face à l'État bourgeois et à ses institutions. Quel parti, même le plus réformiste, n'aurait-il pas été prêt à jurer sur une telle Bible? Dans cette Internationale, les sections devaient jouir de : *"la plus totale autonomie en ce qui concerne la liberté d'action et de tactique dans chaque pays"* (306). Cependant, au cours de son séjour en Russie, la délégation se heurta à des "interlocuteurs" coriaces, nullement surpris de retrouver chez elle - comme le dira Lénine, commentant sa rencontre du 26 mai - "le vieil abcès" que la guerre impérialiste avait encore davantage mis à nu, *"à savoir le passage de la majorité des leaders parlementaires et trade-unionistes de la classe ouvrière dans le camp de la bourgeoisie"* (307). Il est probable qu'elle feignit la stupeur quand la Grande-Bretagne fut accusée de donner son aide aux agresseurs polonais, et qu'elle ne manqua pas de se récrier devant l'absence de liberté de presse, d'association et de propagande dans la Russie prolétarienne assiégée! Elle eut du moins la pudeur de ne pas battre sa coulpe comme Cachin, et de s'en retourner chez elle avec une foi renforcée dans la démocratie. Lénine écrivit aussitôt son épitaphe: *"A chacun sa tâche. Que les communistes travaillent directement, par le canal du parti, à éclairer la conscience révolutionnaire des ouvriers; que ceux qui ont soutenu la défense de la patrie pendant la guerre des impérialistes pour le partage du monde [...], poussent au plus tôt jusqu'au ridicule le nombre de leurs "résolutions pacifiques"; ils n'en connaîtront que plus vite le sort de Kérénsky, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires"* (308). Ainsi, le IIème Congrès n'eut ni l'"honneur" ni l'embarras de voir la variété britannique des Indépendants allemands se poser en communistes.

Chargée de procéder à des sondages analogues, la mission française Cachin-Frossard était arrivée la troisième, et avec elle, les choses avaient pris un tour à la fois cynique et mélodramatique. Les deux pèlerins n'étaient pas autorisés à donner leur avis ni à prendre des engagements, mais seulement à demander et à rapporter des informations: avec une volubilité qui n'avait d'égale que leur absence de principes, ils s'étaient toutefois laissé aller à des manifestations d'enthousiasme oratoire pour les victoires bolcheviques et les conquêtes du prolétariat en Russie. Lors de la réunion du 16 juin à Moscou, Boukharine rappela non seulement l'ignominie du social-chauvinisme français, mais les errements personnels de Cachin comme porte-parole de l'Union Sacrée (pratique que les bolcheviks considéraient, ainsi que le rapporte Serrati, "non pas comme une erreur, mais comme un crime") et Lénine prononça ce verdict:

*"Entre la III<sup>e</sup> Internationale et toute la politique du Parti Socialiste Français, il y a un abîme"*

et il le démontra par toute la presse et par l'activité du groupe parlementaire, par l'action équivoque de Longuet, par l'attitude conciliante du P.S.F. à l'égard des chefs de la C.G.T. et sa passivité au moment de l'arrestation pour "complot" de Loriot, Monatte et Souvarine;

*"Cachin éclata alors en sanglots, tout comme à Strasbourg devant Poincaré célébrant le retour de l'Alsace à la France"*, note Rosmer (309).

On peut penser qu'il en fit autant lors des réunions suivantes des 18 et 29 juin et des 23 et 28 juillet où, cédant peu à peu aux exhortations pressantes de l'état-major du Comintern, il finit par s'engager (dans quelles limites, nous le verrons bientôt) à se battre *au sein* du parti pour le pousser à adhérer au Comintern de façon *non formelle*, même au risque de provoquer une scission dont les "interlocuteurs" russes savaient qu'elle serait *nécessairement* le prix de l'adhésion. Peu importe que subjectivement, cet "alignement" progressif ait été sincère ou non; ce qui est certain, c'est qu'il s'accompagna de mille réserves. Le 9 mars, le Parti français avait confié à ses émissaires la tâche de: *"prendre contact avec le Parti bolchevique russe et les organes qualifiés de la III<sup>e</sup> Internationale afin d'étudier les moyens d'arriver au rétablissement de l'Unité Socialiste Internationale [les majuscules sont dans le texte] et de recueillir les informations et les renseignements les plus précis sur la situation de la Russie et son organisation politique, économique et sociale"* (310). Au cours de la séance du 18 juin, Cachin commença par présenter à l'Exécutif un tableau dithyrambique de l'action "révolutionnaire" du P.S.F., tandis que Frossard expliquait que ce dernier n'était pas du tout opposé à l'adhésion à l'I.C.: il suffisait de clarifier certaines *"modalités tactiques"*, et de reconnaître la nécessité d'accorder une *"certaine liberté"* de mouvement aux sections nationales, vu les circonstances particulières où elles étaient et seraient amenées à agir; il suffisait par exemple (et surtout!) d'admettre que *"la conquête du pouvoir prolétarien [en France] n'est concevable que si un accord est réalisé sur un pied d'égalité entre la C.G.T. et le Parti"*. Il avait ajouté, comme son mandat le lui prescrivait, qu'il ne pouvait ni accepter les *"mesures d'ostracisme"* réclamées par l'Exécutif à l'encontre de certains camarades, ni admettre que celles-ci fussent *"imposées [au P.S.F.] de l'extérieur [l'Internationale... puissance étrangère!]"*. Personne, à Moscou, n'espérait convertir les deux pèlerins par quelques brèves "leçons" de bolchevisme: ils faisaient en effet l'apologie de Longuet que dans son fameux article de décembre 1919 (311), Trotsky avait cloué au pilori comme centriste, et l'I.C. ne pouvait donc pas les voir d'un bon œil. Tout ce qu'elle cherchait était de placer une "mine" dans le P.S.F., pour en libérer la base prolétarienne malgré tout combative. Nous ne reviendrons pas sur cette tactique, ni sur les risques qu'elle comportait. Passant en tout cas sur le cynisme probable des deux "émissaires" du P.S.F., l'Exécutif tenta de les convaincre de transmettre à ce dernier une série de conditions d'admission draconiennes, et même de les défendre devant lui. La rançon de cette tentative devait être le dédouanement au moins partiel du "Comité pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale", le seul groupe, il est vrai restreint, qui se soit prononcé depuis longtemps pour le communisme, en France. Toutefois les jeunes militants ne doivent pas oublier que ce Comité, quoique pépinière de forces sincèrement



révolutionnaires, était né sur des bases à maints égards bien confuses puisqu'il oscillait entre l'orthodoxie marxiste et une tradition anarcho-syndicaliste superficiellement masquée par son enthousiasme pour la révolution d'Octobre et le "léninisme" qu'il considérait du point de vue de la "démocratie ouvrière" et d'un vague "soviétisme". La délégation repartit avant de connaître le texte définitif et plus sévère des "conditions d'admission", mais en emportant une "lettre à tous les membres du Parti socialiste français et à tous les prolétaires conscients de France", qui traduisait en injonctions précises et dures les questions que, après avoir précisé que l'adhésion à l'I.C. n'est pas destinée à délivrer une étiquette internationale, mais à fixer des tâches de lutte révolutionnaire, et (qu') elle ne peut donc en aucun cas se fonder *sur des réticences*, des *malentendus* ou des *équivoques*, Trotsky avait posées comme un ultimatum au P.S.F.: le P.S.F. était-il prêt ou non à désavouer sans réserves ni atténuations la politique de "défense nationale"? A exclure toute participation ou même tout appui indirect à des Gouvernements bourgeois? A lutter contre le sabotage patent des grèves par les dirigeants de la C.G.T.? A soutenir les peuples coloniaux, écrasés par l'impérialisme français, dans une lutte sans merci contre la bourgeoisie métropolitaine et son État? A expulser de ses rangs les "prophètes de la passivité" à la Longuet et à la Blum-Renaudel, à la sauce réformiste et à la sauce centriste? (312) Nous verrons de quelles "réserves" Cachin et Frossard assortiront, peu avant leur départ, l'engagement pris à titre purement personnel de se battre en faveur des conditions d'adhésion à l'I.C., et quelles réactions leurs paroles provoqueront chez les délégués français les plus jeunes et chez les délégués russes. De toutes façons, telle était la ligne désormais adoptée par l'I.C., avec tous les dangers de renaissance de la droite soi-disant "reconstructrice". mais en réalité liquidatrice, qu'elle comportait. Ce danger pouvait-il être exorcisé, soit par un dénouement positif de la situation mondiale, soit, au cas contraire, par une plus grande vigilance et par un énergique durcissement de la centralisation et de la discipline de la part de l'Exécutif? Cette grande question restait ouverte.

Si nous avons dressé un tableau aussi détaillé des forces attirées par Moscou lors de l'ouverture du Congrès, c'est parce qu'il est nécessaire pour apprécier justement les faits. Ce tableau doit être complété par deux témoignages. Le premier concerne les discussions acharnées qui eurent lieu au cours des deux premières semaines de juillet entre les délégations de la C.G.L. italienne, des I.W.W., des *shop-stewards*, de la C.N.T. espagnole dirigée par des syndicalistes, de la minorité syndicaliste de la C.G.T. française et des anarcho-syndicalistes allemands (F.A.U.) d'une part, et de l'autre Zinoviev et Losovsky sur le problème de la constitution de l'Internationale Syndicale Rouge. Le compte rendu de ces discussions, fait par Losovsky, est révélateur (313). Quand en vue de créer un "Conseil international provisoire des Syndicats de métier et d'industrie" opposé à la Fédération Syndicale Internationale (F.S.I.) d'Amsterdam, reconstituée en liaison étroite avec le Bureau International du Travail et donc avec la Société des Nations, les bolcheviks posèrent le problème de conquérir les syndicats aux principes du communisme pour les transformer en instruments de la lutte pour la dictature du prolétariat, les délégués de la C.G.L. italienne eurent le front de déclarer qu'ils étaient prêts à faire de la propagande pour ces principes, mais non à en faire l'objet d'une profession de foi publique. Les anarcho-syndicalistes et les ouvriéristes anglais et américains soulevèrent (plus honnêtement, il faut le reconnaître) la question de la dictature du prolétariat: qui devait la diriger? Les organisations économiques de métier, d'industrie ou d'usine, comme ils le pensaient, ou le parti, comme le pensaient les bolcheviks (naturellement, certains délégués de tendance ouvertement anarchiste n'avaient toute forme de dictature)? Les confédéraux italiens se retrouvèrent d'accord avec les syndicalistes et les ouvriéristes de toute origine pour exclure que la future Internationale Syndicale Rouge dût dépendre étroitement de l'Internationale politique. Cependant, de nouveaux désaccords surgirent quand il s'agit de décider s'il fallait conquérir les syndicats nationaux existants, ou en sortir pour créer des organismes plus adaptés aux nécessités de l'action révolutionnaire à l'échelle mondiale (314). Très dures et révélatrices de l'infinie diversité des positions qui s'affrontaient au sein du mouvement ouvrier et plus particulièrement syndical réuni à Moscou, les discussions traînèrent longtemps. Finalement, les délégués des

I.W.W. et des shop-stewards ayant maintenu leurs réserves sur les deux points ci-dessus (tout comme le Congrès lui-même), les délégués italiens, après maintes hésitations et non sans de multiples pressions de Serrati, obtinrent que la “convention constitutive” du Conseil international provisoire soit formulée dans les termes d'un vague compromis. D'une part, en effet, on imposa aux organisations nationales adhérant au Conseil de faire une large propagande aux idées de lutte de classe, de révolution sociale et de dictature du prolétariat :

*“comme moyen transitoire, mais décisif [...] pour écraser la résistance des exploités et consolider les conquêtes du “gouvernement ouvrier””, autrement dit de se battre contre le “fléau de la collaboration avec la bourgeoisie et de l'espoir en un passage pacifique au socialisme”*

en appelant les éléments révolutionnaires et classistes du mouvement syndical mondial à mener de front la lutte contre Amsterdam sans lancer pour autant un mot d'ordre de désertion et de scission des organisations nationales existantes. Il fut d'autre part établi que, sous la direction du Conseil, cet ensemble d'activités devait être mené “en accord étroit et en liaison avec le Comité Exécutif de l'I.C.”, un membre de ce dernier devant être délégué aux organes dirigeants du Conseil et vice versa. Le caractère vague des proclamations de principe et des engagements à l'action qui les accompagnaient, ainsi que la quasi-égalité entre l'Internationale politique et l'Internationale syndicale donnèrent satisfaction aux délégués italiens dont la perplexité était... bien compréhensible, et ils signèrent le document en même temps que les Russes, les Espagnols, les Français, les Bulgares, les Yougoslaves et les Géorgiens. Quand Lénine vit ce document, il jugea qu'il constituait un compromis désagréable, mais suggéra néanmoins de l'accepter: l'important était d'avoir créé un centre, “la clarté viendra plus tard”. Cela n'empêcha pas les représentants de la C.G.L. italienne de prétendre que le pacte d'alliance conclu en Italie entre le P.S.I. et la C.G.L. avait été élevé à la hauteur d'un principe international et de triompher. Au cours du mois suivant, ils continuèrent donc allègrement dans la même voie que par le passé, une voie qui conduisait non à Moscou, mais à Amsterdam, comme ils se le verront reprocher un an plus tard, au congrès de formation de l'Internationale syndicale rouge.

Le second témoignage concerne la délégation du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (315) qui était venue, selon la tendance générale, “traiter” avec l'IC. et qui était composée, comme le rappelle le seul témoin oculaire de notre courant, de “trois individus d'allure archi-bourgeoise, qui voyageaient en habit noir et haut-de-forme de diplomate”.

A la réunion du Comité Exécutif qui se tint le jour même de leur arrivée, le 25 juillet, puis à la commission pour les conditions d'admission le heurt avec ces délégués qui cherchaient à placer leur marchandise politique avariée fut particulièrement violent (316). Il se reproduisit au Congrès où l'on avait décidé de les admettre à titre consultatif tout comme leurs deux collègues français. Les quatre délégués de l'U.S.P.D. (deux de la droite et deux de la prétendue “gauche”) se déclarèrent d'accord “en général” pour adhérer au Comintern; toutefois, tout comme les maximalistes italiens, ils défendirent avec acharnement la tradition... révolutionnaire de leur parti, en minimisant l'influence qu'y exerçait Kautsky (Hilferding, c'était tout autre chose!). Ils furent plus ou moins unanimes à découvrir mille dangers dans les 19 conditions d'admission initiales: il était dangereux de changer le nom du parti: on risquait l'interdiction; dangereux de faire connaître l'existence d'un réseau illégal du parti à côté du réseau légal: on risquait de perdre le patrimoine sacré d'une centaine de journaux et de voir fermer leurs précieuses rédactions; dangereux de faire de la propagande dans l'armée: on risquait la cour martiale; dangereux de trop insister sur le centralisme: cela risquait de déplaire aux masses (les mêmes individus avaient bien eu l'audace de prétendre que le “manque de conscience socialiste des masses” ne leur avait pas permis une action plus efficace pendant la guerre!); quant à la violence et la terreur, mieux valait, selon eux n'en pas parler: “il y a des choses qu'on fait et qu'on ne dit pas”! Quand ces quatre Allemands qui, sous le feu croisé des questions, avaient déjà perdu quelque peu contenance, firent leur apparition au Congrès (sans haut-de-forme!), ils furent accueillis par une tempête d'indignation! (317).

### 3 - L'essentiel et l'accessoire du IIème Congrès

Ces quelques remarques d'introduction sont forcément incomplètes, du fait que les procès-verbaux des commissions et des sous-commissions, et même des séances de l'Exécutif ne sont toujours pas publiés. (Il serait vain d'attendre du solennel Institut Marx-Engels-Lénine qu'il le fasse, car il a bien d'autres soucis). Elles prouvent toutefois que les tâches imposées aux bolcheviks par la crise sociale de l'après-guerre étaient bien plus lourdes qu'ils ne s'y attendaient probablement. Le congrès communiste mondial dont les travaux allaient commencer n'était pas celui d'une armée déjà constituée et qui n'avait plus qu'à préciser ses plans de guerre: les troupes restant éparées et désunies, sa tâche était de les regrouper péniblement pour un premier *entraînement élémentaire*. L'enthousiasme était grand, la foi ardente, la volonté de se battre immense: mais seul un fort ébranlement de la base de la société bourgeoise aurait pu réaliser le miracle (qui n'aurait pas été le premier de ces années-là) de soumettre les divers bataillons d'une avant-garde hétéroclite, que le Congrès n'avait rapprochés que d'une manière formelle, à une unique direction stratégique et tactique. Pour l'instant, ils renâclaient devant le commandement centralisé à Moscou, mais dans la perspective d'une extension de la révolution en Europe, il était permis de penser qu'ils parviendraient à fusionner entre eux et à se soumettre à ce commandement.

En attendant, seuls de petits groupes marchaient dans la même voie que les bolcheviks en Octobre 1917, par-dessus leurs divergences tactiques secondaires: quant à l'énorme majorité de ceux qui auraient dû former l'armée rouge du communisme et du prolétariat mondial tâtonnant dans l'obscurité, elle avait besoin d'être disciplinée sur le plan théorique, programmatique, tactique et organisationnel (318).

Bien qu'aujourd'hui l'échec de cette tentative soit facile à constater, personne n'a le droit de proclamer du haut de sa chaire qu'elle était condamnée a priori. Seuls de pédants philistins peuvent fermer le livre de ces journées ardentes comme si elles n'avaient plus rien à nous apprendre: à ce compte-là, le meeting de Martin's Hall appartiendrait lui aussi au musée des antiquités.

Mais si, tout comme en 1864 ou en 1850, la révolution a pu paraître plus proche en 1920 qu'elle ne l'était en réalité, la grandeur des disciples comme des pionniers du communisme scientifique est d'avoir travaillé, chacun à leur époque, *pour l'avenir*, d'avoir construit sur les sables mouvants du cycle bourgeois qu'ils croyaient, hélas à tort, près de son terme, les bases *théoriques* de l'édifice futur. Les opportunistes peuvent bien crier au paradoxe: la force de notre doctrine tient à sa capacité de dépasser les hauts et les bas du moment, *même quand* ses représentants n'y parviennent pas.

En 1956, à propos du commentaire de Lénine à la lettre de Marx à Weydemeyer du 5 mars 1852, dans l'"État et la Révolution" ("*Seul est marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte des classes à la reconnaissance de la dictature du prolétariat*"), nous écrivions dans "Dialogue avec les morts" (1957):

*"Il est bien clair que c'est là un principe fondamental valable pour toutes les époques et pour toutes les révolutions. Toutes ces prétendues voies de passage au socialisme qui impliquent bien une reconnaissance de la lutte des classes, mais qui se gardent de l'étendre jusqu'à la dictature du prolétariat ne sont donc rien d'autre que de l'opportunisme. Or c'est surtout à l'opportunisme que Lénine faisait la guerre sur le plan théorique et pratique pendant ces dures années.*

*Cette théorie originale dont parle Marx n'est pas une "conquête créative" de l'expérience historique dont messieurs les communistes d'aujourd'hui aiment tant parler. En effet, Marx l'a établie alors que l'histoire n'avait donné aucun exemple de dictature du prolétariat et à plus*

*forte raison de suppression des classes. Lénine en a fait un principe indérogeable, peu après le triomphe éclatant de la première dictature stable, alors qu'elle restait en butte à de très violents assauts de l'ennemi et qu'on était encore très loin de tout exemple historique de disparition des classes et de l'État, tout comme c'est encore le cas aujourd'hui.” (p. 33).*

Eh bien, ce qui est au centre du II<sup>o</sup> Congrès, c'est précisément la question de la dictature du prolétariat dont la reconnaissance - et elle seule - distingue le marxiste “du petit (et même du grand) bourgeois vulgaire”. C'est un jeu d'enfant de décréter aujourd'hui qu'en 1920, la révolution et la dictature du prolétariat restaient aussi éloignées qu'en 1852, à l'époque de la lettre, “oubliées” de Marx. Mais Lénine qui monte à la tribune pour rappeler l'A B C du marxisme n'offre pas aux militants de l'époque une place réservée au festival de la dictature prolétarienne: il indique la voie qu'on doit *nécessairement* suivre pour parvenir à cette dictature, à laquelle il s'agit de se “*préparer*” *durement*, jour après jour, parce que *pour toutes les époques et pour toutes les révolutions*, elle constitue le “principe fondamental” qu'il faut affirmer en théorie et appliquer pratiquement le moment venu. Lénine ne parle pas seulement pour 1920, pas plus que Marx ne parlait pour l'an dix-neuf avant la Commune de Paris, parce qu'il s'agit là, non de quelque chose d'accessoire, mais d'un principe essentiel et permanent.

C'est sous cet angle qu'il faut voir le II<sup>ème</sup> Congrès. Sans cela, il n'est rien, mais ainsi considéré, il a la portée d'une restauration mondiale du marxisme révolutionnaire gravée dans ses thèses, dans ses résolutions, dans son manifeste aux prolétaires de tous les continents, de toutes les races, de toutes les générations. Le mouvement révolutionnaire communiste renoue aujourd'hui un fil qui alors ne pouvait pas ne pas se rompre avant qu'on ait réussi à assembler péniblement les brins désunis par la guerre, qui avait fait exploser les contradictions silencieusement accumulées au cours d'une longue paix toute jalonnée de conquêtes fictives. Aussi la petite formation qui est l'héritière de la Gauche de l'époque a-t-elle non seulement le droit, mais le devoir de dire aux jeunes militants de chercher sous le voile des espérances, voire des illusions des mois que nous évoquons le trésor de l’“impossible communisme” dont, qu'il soit lointain ou proche, il s'agissait alors de définir les conditions *nécessaires*.

Laissons les historiens discourir sur les expédients tactiques et organisationnels qui leur semblent l'essentiel: ce n'est pas cela qui pouvait empêcher le mouvement communiste de régresser bien en deçà de son niveau de 1848; c'est au contraire ce qui perpétua les insuffisances, l'immaturation, la force d'inertie du passé, et c'est bien pourquoi ces messieurs, qui sont des opportunistes, sont si favorables à ces expédients. Nous, nous devons reprendre la voie tracée par les *principes* qui furent alors vigoureusement réaffirmés, la différence entre les bolcheviks qui tentaient désespérément de les faire triompher dans l'immédiat et la Gauche, qui entendait les sauvegarder pour l'avenir, n'ayant pas empêché les deux courants - et eux seuls - d'être d'accord sur l'essentiel.

#### **4 - Un dur banc d'essai**

On ne peut lire sans émotion le compte rendu de la réunion inaugurale du II<sup>o</sup> Congrès, le 19 juillet à Pétrograd, dans ce même Palais de Tauride où un marin révolutionnaire avait suffi à disperser la Constituante en criant aux députés:

*“Il est tard, nous avons sommeil, l'assemblée est dissoute”.*

Il en va de même pour le compte rendu de la séance qui réunit les congressistes, le comité exécutif central panrusse, le Soviet de Moscou et le Plénum des syndicats et des conseils d'usine et qui, le 7 août, marqua la fin des travaux du congrès, instance suprême du mouvement communiste.

Cette émotion, les délégués d'alors l'éprouvèrent certainement en voyant renoué pour la première fois depuis la guerre le fil rompu par la capitulation de l'opportunisme devant l'idéologie patriotique. Parmi eux, qui représentaient trente-sept pays, figuraient pour la première fois des communistes venus des Indes britanniques et hollandaises, de Turquie et de Perse, de Chine et de Corée, deux pays à la veille de puissantes secousses révolutionnaires. Rassemblés dans la Russie d'Octobre qui avait lutté sans répit sur tous les fronts contre tous les ennemis au cours de la guerre civile, ils ne pouvaient pas ne pas ressentir la solennité de ce moment, quels que fussent leur passé, les déclarations qu'ils avaient faites ou allaient faire, les faiblesses qui les empêchaient d'adhérer sans réserve au Comintern. Ils le pouvaient d'autant moins que la guerre contre la Pologne qui faisait alors rage et qui semblait alors victorieuse pouvait sembler le prologue d'une explosion de classe générale et que l'immense Russie qui luttait durement, non seulement pour elle, mais pour les prolétaires du monde entier, n'apparaissait que comme un des théâtres d'opérations de la lutte mondiale des classes. Le Lénine qui parlait à la tribune du Congrès était un soldat de la révolution tout comme les deux gardes rouges qui encadraient le podium. Les thèses et les résolutions résonnaient comme des communiqués de guerre et le chant de l'Internationale jaillissait des gorges de militants qui avaient consenti tous les sacrifices pour la cause révolutionnaire. Personne n'a peut-être mieux rendu palpable pour les générations à venir le sens de ces journées mémorables que Trotsky, organisateur de l'armée rouge, quand il dit dans son discours final:

*“Nous savons quels ont été nos efforts et nos sacrifices et les délégués de la classe ouvrière du monde entier viennent d'en prendre connaissance plus directement. Mais nous devons dire que si nous avons tenu bon, c'est essentiellement parce que nous sentions et que nous connaissions l'aide croissante qui nous venait d'Europe, d'Amérique, de tous les continents. Chaque grève du prolétariat écossais dans la région de la Clyde, chaque secousse dans les villes et les villages d'Irlande, où ne flotte pas seulement le drapeau vert du nationalisme irlandais, mais le drapeau rouge de la lutte prolétarienne, chaque grève, chaque protestation, chaque insurrection dans n'importe quelle ville d'Europe, d'Asie, d'Amérique, le puissant mouvement des esclaves coloniaux de l'Angleterre, la diffusion croissante du mot d'ordre central - “Fédération mondiale des Soviets” -, c'est cela qui nous a donné la certitude que nous étions sur le bon chemin, c'est cela qui nous a permis, aux heures les plus sombres, quand nous étions encerclés de toutes parts, quand nous semblions sur le point d'être étranglés, de nous reprendre et de dire: “Nous ne sommes pas seuls; le prolétariat d'Europe, d'Asie, du monde entier est avec nous: nous ne nous rendrons pas, nous résisterons. Et nous avons résisté”.*

*“Dans notre forge de Moscou nous avons allumé avec vos mains, camarades, un grand feu. Dans ce feu nous avons trempé l'acier prolétarien, nous l'avons façonné avec le marteau de notre révolution prolétarienne soviétique, nous l'avons durci par l'expérience de la guerre civile, et nous avons forgé pour le prolétariat mondial une splendide, une incomparable épée. Avec cette épée nous nous armons, avec cette épée nous armons les autres. Nous disons aux ouvriers du monde entier: “Dans le feu de Moscou nous avons forgé et martelé une épée inflexible: prenez-la et plongez-la dans le cœur du capital mondial!”*”.

Dans cette atmosphère, même un Serrati, qui avait grandi dans l'ambiance ouatée d'un parti de parlementaires et d'organisateur syndicaux, pouvait appeler de ses vœux lors de l'ouverture du congrès :

*“le jour où l'Armée rouge prolétarienne ne sera plus formée uniquement de prolétaires russes, mais de prolétaires du monde entier; où tous les travailleurs unis par la conscience du noble idéal du socialisme formeront une seule, grande et invincible armée”:*

même un Lévi, formé à l'école d'un prudent “possibilisme communiste”, pouvait voir dans la guerre de Pologne le banc d'essai de la solidarité internationale entre prolétaires, l'occasion pour la classe ouvrière d'Allemagne et d'autres pays d'expié sa honteuse contribution à la tentative d'étrangler la révolution en Ukraine et dans le sud de la Russie. Même un Steinhardt venu du

tiède berceau viennois de l'“austro-marxisme”, pouvait appeler les ouvriers de l'Europe bénie par la Société des Nations, avec son cortège de “héros de la II<sup>e</sup> Internationale”, à se battre pour la défense de la Hongrie prolétarienne contre laquelle s'étaient unies toutes les forces de l'ancien régime, “*les assassins professionnels en uniforme de général et les prêtres chrétiens, les banquiers londoniens et les canailles de l'aristocratie roumaine, les usuriers français et les social-traîtres du monde entier, les mercenaires noirs et les représentants “civilisés” de la culture*”. Même un Gallacher, qui s'était préparé au combat révolutionnaire dans le localisme jaloux des *shops-stewards committees*, pouvait faire l'éloge des bataillons centralisés de l'armée communiste mondiale; et tous pouvaient le faire avec la *même* sincérité, avec la *même* ardeur qu'un Marchlevsky ou un Raja aguerris par de longues années de lutte clandestine et de terreur blanche en Pologne et en Finlande, qu'un Roy ou qu'un Maring accoutumés aux délices de la civilisation introduite à coups de canon en Asie par les plus vieilles puissances capitalistes. Les représentants de la civilisation bourgeoise peuvent bien sourire aujourd'hui de ce qui leur semble un vain songe: alors, le quaker Wilson, le protestant Churchill, le catholique Poincaré, le franc-maçon Giolitti, le bourreau Noske, le boucher Horty n'avaient guère lieu de sourire et dans toutes les chancelleries, on se signait peureusement chaque matin!

Dans la “forge de Moscou”, on ne travaillait pas seulement à transformer tous ces militants que la seule émotion n'aurait pas suffi à libérer de leur vieille perplexité, de leurs vieilles craintes, de leur vieille routine. On travaillait pour les hommes futurs, maintenant que les forces militaires de la contre-révolution étaient vaincues, comme plus tard on affronta les forces économiques plus redoutables encore qui, en Russie, menaçaient l'existence du pouvoir révolutionnaire. Libre à l'historien “objectif” de glaner dans les pages du gigantesque procès-verbal du Deuxième Congrès les polémiques concernant des subtilités tactiques bien éloignées des problèmes vitaux. C'est à nous qu'il appartient d'en extraire la signification historique, leur portée allant bien au-delà de 1920.

Etaient présents 218 délégués d'une vingtaine de partis communistes, d'au moins autant de fractions (319) ou courants non encore constitués en partis, d'organisations para-syndicales ou syndicales, ainsi que les représentants sans voix délibérative de partis centristes au sein desquels s'opposaient une direction opportuniste et une base instinctivement révolutionnaire; au-dessus, protagonistes de chaque phase du débat, auteurs et rapporteurs de toutes les thèses et résolutions fondamentales, les délégués du P.C.R., beaucoup plus nombreux que les autres, au grand scandale des démocrates, déjà outrés qu'en Russie la petite minorité consciente ait exercé la dictature au nom de la classe, et que la révolution elle-même ait éclaté... sans consultations préalables, et sans se conformer aux oukases des sociaux-démocrates qui prétendaient qu'elle devait débiter dans l'Occident avancé! Comme si les bourgeoisies anglaise et française avaient attendu en leur temps que le reste de l'Europe les suive pour accomplir leur révolution industrielle ou politique, et pour proclamer à la face du monde les éternels principes du travail salarié et des droits de l'homme et du citoyen! Et comme si elles s'étaient placées à l'avant-garde d'un monde encore empêtré dans des rapports pré-capitalistes en vertu d'un quelconque verdict des urnes, et non pas en vertu de la nécessité historique! Comme si les représentants de partis et de groupes attirés par le pôle de Moscou ne s'étaient pas rendus au congrès pour s'entendre dicter comme : “*tâche primordiale la lutte contre la démocratie et la dénonciation de ses impostures*” (320)! Comme si, à leur arrivée, ils n'avaient pas trouvé dans les premières pages de “La maladie infantile” et, de la première à la dernière ligne, dans “Terrorisme et communisme”, la critique des fondements de cette même idéologie démocratique, parlementaire, anti-centraliste, dont la classe dominante berce la classe dominée! Le reste pouvait faire l'objet de discussions; on pouvait affiner et aiguïser les déductions tactiques grâce au concours des militants communistes en lutte contre une démocratie mille fois plus influente et aguerrie que celle de février en Russie et dominant de façon à la fois centrale et capillaire par la séduction et la mystification. Mais qui donc pouvait et devait définir les principes fondamentaux du mouvement communiste mondial, seule garantie de sa victoire, si ce n'est le parti qui s'était théoriquement armé par une lutte de trois lustres et qui, passant à l'action

violente, avait mis l'ennemi en déroute, c'est-à-dire le parti de Lénine, magnifique pépinière de théoriciens et de polémistes, d'agitateurs et de soldats? Qui, en dehors de lui, pouvait affirmer que ces principes étaient indiscutables? Pour que les travaux du Deuxième Congrès soient plus organiques et plus efficaces, notre organisation avait souhaité qu'on procède : *“avant tout à un débat général sur les principes programmatiques du communisme, en les fixant dans une formulation bien précise”*, avant d'en *“venir à la discussion des différents problèmes d'action et de tactique qui attendaient leur solution du Congrès”* (321). Si les choses s'étaient déroulées ainsi, les questions de tactique se seraient présentées dans un ordre plus naturel, elles auraient été moins liées à des problèmes locaux, moins soumises à des superpositions et des interférences fâcheuses: le débat tactique aurait donc été beaucoup plus *homogène*, et l'approbation des décisions n'aurait pas accaparé l'attention qui aurait dû être essentiellement réservée au débat préalable sur les principes et sur le programme qui distinguaient les communistes et qu'ils devaient accepter sans discussion.

Nous considérons que si la tactique devait être *impérative*, cela valait à plus forte raison pour les principes généraux et pour le programme dont elle découle. Ce sont eux qui devaient servir de barrière contre les porte-parole des partis oscillant entre un passé de démocratisation et l'avenir révolutionnaire, partis qui, malgré leur langage et leurs aspirations internationalistes, étaient encore attachés à leur nation et à ses traditions, sa *“culture”*, mystificatrices.

S'il n'en fut pas ainsi, c'est peut-être parce que c'était alors impossible; le malheur est qu'une fois passé le moment favorable à une méthode meilleure, *les choses ne se passèrent plus jamais comme elles auraient dû le faire*. Ceci dit, seuls les historiens opportunistes peuvent présenter ces quatorze journées de congrès, où alternèrent les séances générales et les réunions de commissions ou sous-commissions, comme une sorte de longue session parlementaire où l'on aurait décidé la tactique en fonction de contingences de temps ou de lieu, de cas particuliers, indépendamment des principes. En réalité, le Second Congrès suivit le fil conducteur qui relie la théorie, le but final, les principes, le programme, et seulement *en dernier lieu*, mais jamais *à part*, la tactique. C'est ce qui fait de lui une étape historique dans la lutte d'émancipation du prolétariat. Pourtant, rares furent ceux qui sentirent que c'était ce fil qu'il fallait tenir solidement; un trop grand nombre se perdit au contraire dans des considérations de détail, des questions locales et momentanées. Rien d'étonnant que plus de cinquante ans après, les historiens s'y retrouvent moins encore!

## **5 - Le long du fil rouge: Principes, tâches, perspectives**

Le 19 juillet, après avoir évoqué les militants communistes tombés sous le plomb ennemi, ou arrêtés par les sbires aux ordres du capital, Zinoviev inaugure le Congrès en rappelant que les thèses sur le rôle historique de la *“prétendue démocratie”* rédigées un an plus tôt par Lénine et confirmées par le déchaînement de la terreur blanche dans le monde entier constituaient un des piliers de l'Internationale. Il résume ainsi les tâches qui attendent la grande assemblée communiste réunie (certes pas par hasard) au siège du Soviet de Petrograd:

*“De même que, pour vaincre la bourgeoisie, les communistes ont besoin dans leur pays avant tout d'un parti fort, puissant, centralisé, d'un parti coulé d'un seul bloc, de même il est temps de se mettre au travail pour créer une telle organisation à l'échelle internationale. Nous luttons contre la bourgeoisie internationale, contre un monde d'ennemis armés jusqu'aux dents, et nous devons posséder une organisation internationale de fer, qui sache battre partout l'ennemi, qui sache garantir à tout moment à n'importe lequel de ses détachements l'aide la plus grande possible, qui puisse affronter l'ennemi contre lequel elle doit se battre dotée de tous les moyens organisationnels d'attaque et de défense.”*

Prenant la parole aussitôt après, Lénine trace un vaste tableau de la situation mondiale et des contradictions impérialistes. D'après les idéologues et les économistes bourgeois eux-mêmes, en particulier Keynes, la fin de la guerre n'a pas du tout atténué ces contradictions; au contraire, elles les exaspèrent irrésistiblement, poussant les prolétaires des métropoles impérialistes et les peuples des colonies à entrer en lutte les armes à la main. C'est : *“dans ces racines économiques de la crise”* que se trouve *“la cause fondamentale des brillantes victoires de l'Internationale Communiste”* (322). Notre tâche n'est plus de *“démontrer”* seulement en théorie qu'il n'y a pas d'issue à une telle crise pour le capitalisme mondial; elle est de démontrer par : *“l'action pratique des partis révolutionnaires, qu'ils ont suffisamment de conscience, d'organisation, de liens avec les masses exploitées, d'esprit de résolution et de savoir-faire pour exploiter cette crise au profit d'une révolution victorieuse”*. La préparation des avant-gardes communistes du prolétariat à cette grande tâche en est à peine à ses débuts. Il faut leur indiquer leur cible directe:

*“L'opportunisme, voilà notre ennemi principal. L'opportunisme des couches supérieures de la classe ouvrière, c'est un socialisme non prolétarien mais bourgeois. La preuve est faite que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes. S'ils n'avaient pas en main la direction des ouvriers, la bourgeoisie ne pourrait pas se maintenir. Ce n'est pas seulement l'histoire du régime Kérénsky en Russie qui le prouve: la République démocratique d'Allemagne, avec à sa tête un gouvernement social-démocrate le prouve aussi, de même que le comportement d'Albert Thomas à l'égard de son gouvernement bourgeois. La preuve est faite enfin par l'expérience analogue de la Grande-Bretagne et des États-Unis. L'opportunisme est notre ennemi principal, et nous devons en venir à bout. Nous devons quitter ce congrès avec la ferme résolution de mener cette lutte jusqu'au bout dans tous les partis. C'est là notre tâche essentielle.”*

En comparaison, *“la correction des erreurs du courant “de gauche” au sein du communisme”* sera facile, *“mille fois plus facile que la lutte contre la bourgeoisie qui, sous le couvert du réformisme, pénètre dans les vieux partis de la IIème Internationale et oriente toute leur activité dans un sens non prolétarien, mais bourgeois”*; cette lutte trouvera son couronnement dans *“l'union des prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés avec les masses révolutionnaires des pays où il n'y a pas ou presque pas de prolétariat, avec les masses opprimées des colonies, des pays d'Orient”*; car l'impérialisme ne pourra pas ne pas s'écrouler :

*“quand l'offensive révolutionnaire des ouvriers exploités et opprimés au sein de chaque pays, surmontant la résistance des éléments petits-bourgeois et l'influence de cette minorité infime qu'est l'aristocratie ouvrière, fera sa jonction avec l'offensive révolutionnaire des centaines de millions d'hommes qui, jusqu'à présent, étaient restés en dehors de l'histoire.”*

Dans cette perspective:

*“Nous pouvons dire avec fierté: lors du Premier Congrès, nous n'étions au fond que des propagandistes, nous ne faisons que jeter au prolétariat du monde entier des idées essentielles, nous ne faisons que lancer un appel à la lutte, que demander: où sont les hommes susceptibles de s'engager dans cette voie? Aujourd'hui, il y a partout un prolétariat avancé. Il existe partout une armée prolétarienne, parfois mal organisée, il est vrai, et qui demande à être réorganisée, et si nos camarades de tous les pays nous aident maintenant à organiser une armée unique, rien ne pourra plus nous empêcher d'accomplir notre œuvre. Cette œuvre, c'est la révolution prolétarienne universelle, la création de la République universelle des Soviets.”*

Quant au discours de Lénine, il fut bref et tranchant: dans les paragraphes I et II de ses *“Thèses sur les tâches fondamentales”*, il affirma de façon martelante les principes et le programme sans lesquels il ne peut exister d'*“armée prolétarienne unique”* en marche vers son objectif historique. En voici un extrait, qui est une gifle aux philistins d'hier, d'aujourd'hui et de demain (323).



## **"1. - L'essence de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique**

2.- *La victoire du socialisme (première étape du communisme) sur le capitalisme exige du prolétariat, seule classe réellement révolutionnaire, qu'il accomplisse les trois tâches suivantes. La première: renverser les exploiters et, en premier lieu, la bourgeoisie, leur principal représentant économique et politique; leur infliger une défaite absolue; écraser leur résistance; rendre impossible de leur part toute tentative, quelle qu'elle soit, de restauration du joug du capital et de l'esclavage salarié. Deuxième tâche: entraîner et conduire à la suite de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, de son parti communiste, non seulement tout le prolétariat ou son énorme, son écrasante majorité, mais encore toute la masse des travailleurs et des exploités du capital; les instruire, les organiser, les éduquer, les discipliner dans le déroulement même d'une lutte hardie, ferme et implacable, menée avec abnégation, contre les exploiters; arracher cette majorité écrasante de la population de tous les pays capitalistes à sa dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, lui inspirer, sur la base de l'expérience pratique, confiance dans le rôle dirigeant du prolétariat et de son avant-garde révolutionnaire, Troisième tâche: neutraliser ou rendre inoffensives les inévitables hésitations entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir des soviets, qui se manifestent tant au sein de la classe des petits propriétaires ruraux et des petits patrons de l'industrie et du commerce, qui sont encore très nombreux dans presque tous les pays avancés, bien que ne constituant qu'une minorité de la population, qu'au sein de la couche d'intellectuels, d'employés, etc... qui correspond à cette classe [...].*

3.- *Dans la situation concrète créée dans le monde entier et principalement dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus civilisés et les plus libres par le militarisme, par l'impérialisme, par l'oppression des colonies et des pays faibles, par la boucherie impérialiste mondiale, par la "paix" de Versailles, toute concession à l'idée d'une paisible soumission des capitalistes à la volonté de la majorité des exploités, et d'une évolution pacifique, réformiste vers le socialisme, n'est pas seulement le signe d'une extrême stupidité petite-bourgeoise, mais aussi une véritable tromperie envers les ouvriers, l'idéalisation de l'esclavage salarié capitaliste, la dissimulation de la vérité. Cette vérité est que la bourgeoisie, même la plus éclairée et la plus démocratique, ne s'arrête plus devant aucun mensonge, ni devant aucun crime, devant le massacre de millions d'ouvriers et de paysans pour sauver la propriété privée des moyens de production. Seuls le renversement par la violence de la bourgeoisie, la confiscation de sa propriété, la destruction, de fond en comble, de tout l'appareil d'État bourgeois, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc..., allant jusqu'au bannissement et à l'internement de tous les exploiters les plus dangereux et les plus obstinés, l'organisation d'une sévère surveillance à leur égard en vue de réprimer leurs inévitables tentatives de résistance et de restauration de l'esclavage capitaliste, seules ces mesures sont susceptibles d'assurer la soumission réelle de toute la classe des exploiters.*

*D'autre part, c'est également idéaliser le capitalisme et la démocratie bourgeoise, c'est également vouloir tromper les ouvriers que d'admettre, comme c'est le cas dans les vieux partis et chez les vieux leaders de la II<sup>e</sup> Internationale, l'idée que la majorité des travailleurs et des exploités pourrait, dans les conditions de l'esclavage capitaliste, sous le joug de la bourgeoisie - qui revêt des formes infiniment variées et d'autant plus raffinées et en même temps cruelles et impitoyables que le pays capitaliste est plus civilisé - que cette majorité pourrait acquérir une conscience socialiste absolument claire, des convictions et un caractère socialiste à toute épreuve. En réalité, ce n'est qu'après que l'avant-garde du prolétariat, soutenue par toute cette classe, la seule révolutionnaire, ou par sa majorité, aura renversé les exploiters, aura brisé leur résistance, aura libéré les exploités de leur esclavage et amélioré leurs conditions d'existence aux dépens des capitalistes expropriés, ce n'est qu'après cela et au cours même d'une âpre lutte de classe qu'il sera possible de réaliser l'instruction, l'éducation et l'organisation des masses les plus larges des travailleurs et des exploités autour du prolétariat, sous son influence et sa direction, qu'il sera possible de vaincre leur égoïsme, leur division, leurs tares, leurs faiblesses, nés du régime de la propriété privée, et d'en faire une libre association de travailleurs libres.*

4.- *La victoire sur le capitalisme exige de justes rapports entre le parti communiste dirigeant, la classe révolutionnaire, c'est-à-dire le prolétariat, et la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités. Seul le parti communiste, s'il est effectivement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il compte dans ses rangs les meilleurs représentants de cette classe, s'il est composé de communistes pleinement conscients et dévoués, instruits et trempés par l'expérience d'une lutte révolutionnaire opiniâtre, si ce parti a su se lier indissolublement à toute la vie de sa classe et, par elle, à toute la masse des exploités et inspirer à cette classe et à cette masse une confiance absolue - seul un tel parti est capable de diriger le prolétariat dans la lutte finale la plus résolue et la plus implacable contre toutes les forces du capitalisme. Et ce n'est que sous la direction d'un tel parti que le prolétariat est en mesure de développer toute la puissance de son élan révolutionnaire, annihilant l'apathie inévitable et parfois la résistance de la petite minorité de l'aristocratie ouvrière corrompue par le capitalisme, des anciens leaders des trade-unions, des coopératives, etc., qu'il est en mesure de déployer toute sa force, infiniment plus grande que la part qu'il représente par rapport à la population totale du fait de la structure même de la société capitaliste. Enfin ce n'est qu'une fois libérée effectivement du joug de la bourgeoisie et de l'appareil d'État bourgeois, ce n'est qu'après avoir obtenu la possibilité de s'organiser vraiment en toute liberté (par rapport aux exploités) en ses soviets que la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités, pourra déployer pour la première fois dans l'histoire toute l'initiative et toute l'énergie des dizaines de millions d'hommes écrasés par le capitalisme. Ce n'est que lorsque les soviets sont devenus l'unique appareil d'État que peut être assurée la participation réelle à la gestion de toute la masse des exploités, masse qui, même dans la démocratie bourgeoise la plus éclairée et la plus libre, a toujours été exclue à 99 % de cette gestion [...].”*

## II. Comment organiser la préparation immédiate et générale de la dictature du prolétariat?

“5.- *La période actuelle du développement du mouvement communiste international est caractérisée par le fait que, dans l'immense majorité des pays capitalistes, la préparation du prolétariat à l'exercice de sa dictature n'est pas achevée, et très souvent n'a même pas encore été entreprise d'une façon systématique. Il ne s'ensuit nullement que la révolution prolétarienne soit impossible dans un avenir très proche; elle est parfaitement possible, étant donné que l'ensemble de la conjoncture économique et politique regorge de matières inflammables et de motifs de déflagration inopinée; l'autre condition nécessaire à la révolution (la première étant la préparation du prolétariat), à savoir l'état de crise générale de tous les partis de gouvernement et de tous les partis bourgeois existe également. Il s'ensuit que la tâche actuelle des partis communistes n'est pas de hâter la révolution, mais bien de renforcer la préparation du prolétariat. D'autre part, les faits signalés plus haut dans l'histoire de nombreux partis socialistes nous obligent à veiller à ce que la “reconnaissance” de la dictature du prolétariat ne puisse demeurer uniquement verbale.*

*C'est pourquoi, du point de vue du mouvement prolétarien international, la tâche essentielle des partis communistes est à l'heure actuelle de rassembler les forces communistes dispersées, de former dans chaque pays un parti communiste unique (ou de renforcer et de rénover celui qui y existe), afin de décupler le travail de préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir d'État et précisément à la conquête du pouvoir sous la forme de la dictature du prolétariat [...].*

6.- *La conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne met pas fin à sa lutte de classe contre la bourgeoisie; bien au contraire, elle la rend plus large, plus sévère et plus implacable. Tous les groupes, partis et militants du mouvement ouvrier qui adoptent en totalité ou en partie le point de vue du réformisme, du “centre”, etc., se placent inévitablement, du fait de l'extrême accentuation de la lutte, soit du côté de la bourgeoisie, soit au nombre des hésitants, soit (ce qui est le plus dangereux) parmi les amis peu sûrs du prolétariat victorieux. C'est pourquoi la préparation de la dictature du prolétariat exige non seulement le renforcement de la lutte contre les tendances réformistes et “centristes”, mais également la modification du caractère même de cette lutte. La lutte ne peut pas se borner à dénoncer l'erreur de ces tendances; elle*

*doit démasquer inflexiblement et sans merci tout militant du mouvement ouvrier qui manifeste de telles tendances; autrement, le prolétariat ne peut pas savoir avec qui il va engager la lutte décisive contre la bourgeoisie. Cette lutte est telle qu'elle peut à tout instant substituer - et elle le fait, l'expérience l'a montré - à l'arme de la critique la critique des armes. Toute inconséquence ou toute faiblesse dans la dénonciation de ceux qui se conduisent en réformistes ou en "centristes" revient à accroître bel et bien le danger du renversement du pouvoir prolétarien par la bourgeoisie, qui utilisera demain pour la contre-révolution ce qui ne paraît être aujourd'hui, pour les gens à courte vue, qu'une "divergence théorique".*

*7.- En particulier, on ne peut pas se borner à l'habituelle négation de principe de toute collaboration du prolétariat avec la bourgeoisie, de tout "collaborationnisme". La simple défense de la "liberté" et de l'"égalité", tant que persiste la propriété privée des moyens de production, se transforme, sous la dictature du prolétariat, qui ne sera jamais en mesure d'abolir d'un coup la propriété privée, en "collaboration" avec la bourgeoisie, collaboration qui sape bel et bien le pouvoir de la classe ouvrière. Car la dictature du prolétariat signifie la consécration et la défense par l'État, par tout l'appareil du pouvoir d'État, de la "non-liberté" pour les exploités de poursuivre leur œuvre d'oppression et d'exploitation, de "l'inégalité" du propriétaire (c'est-à-dire de celui qui s'est approprié certains moyens de production créés par le travail social) et du non-possédant. Ce qui, avant la victoire du prolétariat, ne semble être qu'une divergence théorique sur la "démocratie" deviendra inévitablement demain, après la victoire, une question à trancher par la force des armes. Par conséquent, sans une transformation radicale de tout le caractère de la lutte contre les "centristes" et les "défenseurs de la démocratie", la préparation, même préliminaire, des masses à la réalisation de la dictature du prolétariat est impossible.*

*8.- La dictature du prolétariat est la forme la plus décisive et la plus révolutionnaire de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Cette lutte ne peut être victorieuse que si l'avant-garde la plus révolutionnaire du prolétariat entraîne avec elle l'écrasante majorité de celui-ci. La préparation de la dictature du prolétariat exige, dès lors, non seulement la dénonciation du caractère bourgeois de tout réformisme, de toute défense de la démocratie tant que sera maintenue la propriété privée de moyens de production, non seulement la dénonciation de ces tendances qui signifient, en fait, la défense de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, mais elle exige également le remplacement des anciens chefs par des communistes, absolument dans toutes les organisations prolétariennes, non seulement politiques, mais également syndicales, coopératives, culturelles, etc. Plus la domination de la démocratie bourgeoise a été, dans un pays donné, longue, totale et stable, et plus la bourgeoisie a réussi à mettre en place des chefs formés par elle, pénétrés de ses conceptions et de ses préjugés et très souvent corrompus par elle, directement ou indirectement. Il est indispensable d'éliminer de tous leurs postes, d'une façon cent fois plus hardie que jusqu'à présent, ces représentants de l'aristocratie ouvrière ou des ouvriers embourgeoisés et de les remplacer par des ouvriers, même des plus inexpérimentés, pourvu qu'ils soient liés à la masse exploitée et jouissent de sa confiance dans la lutte contre les exploités. La dictature du prolétariat exigera la désignation de ces ouvriers sans expérience aux postes les plus responsables de l'État, faute de quoi le pouvoir du gouvernement ouvrier serait Impuissant et n'aurait pas l'appui de la masse [...]."*

C'est de ces principes généraux que découlent les tâches pratiques qui seront plus tard précisées dans les "Conditions d'admission" et dans d'autres "Thèses" spécifiques: action révolutionnaire au parlement, action révolutionnaire dans les syndicats, appui aux mouvements révolutionnaires dans les colonies, propagande révolutionnaire dans l'armée, combinaison du travail légal et illégal, renforcement de la presse révolutionnaire, etc.

C'était là - ou aurait dû être - le plus petit commun dénominateur de tous les partis communistes, mais la suite du congrès et les événements ultérieurs ne montrèrent que trop à quelles résistances opiniâtres l'acceptation intégrale et inconditionnelle de ces tâches se heurtaient dans tous les pays. Pour nous, "abstentionnistes", elles constituaient un *minimum* à

accepter sans réserve, non seulement comme programme général de base, mais comme *application pratique* de ce programme. Les divergences sur l'abstention ou la participation aux élections pesaient bien peu à côté de cela. Beaucoup de ceux qui votèrent ces thèses s'abstinrent de voter ce qui était leur couronnement logique et qui, déjà clair dans le paragraphe III, fut rendu plus explicite encore dans les "Conditions d'admission": qui était pour Lénine, et qui était *contre*? La pleine concordance sur les principes et sur le programme - que nous avons déjà démontrée à plusieurs reprises - pouvait *nous* imposer de nous plier à la discipline internationale même sur les points de la tactique qui ne nous semblaient pas leur être organiquement liés; par contre, le maximalisme, sous toutes ses formes, *devait* repousser tout à la fois *les principes et le programme*, parce que ceux-ci excluaient tout assouplissement des *limites*, pourtant généreusement "élargies", que la tactique ne doit pas dépasser. Le maximalisme préféra se porter au secours de ceux qui "tantôt cédant plus ou moins inconsciemment aux désirs et à la pression des masses, tantôt les trompant consciemment pour conserver leur ancienne situation *d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie* au sein du mouvement ouvrier, proclament leur adhésion conditionnelle et même inconditionnelle à la III<sup>e</sup> Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique et politique, sur les positions de la II<sup>e</sup> Internationale", perpétuant ainsi un état de choses que les Thèses définissent comme :

*"absolument inadmissible, car il introduit parmi les masses un élément de corruption, porte atteinte au prestige de la III<sup>e</sup> Internationale en faisant courir le risque de nouvelles trahisons semblables à celle des social-démocrates hongrois hâtivement travestis en communistes"*.

Quitte à repousser l'ABC du communisme résumé dans les thèses de Lénine, le maximalisme entendait sauver ces gens-là. Comment se serait-il laissé convaincre par les invectives de l'Exécutif de l'I.C. pendant le voyage de Petrograd à Moscou et les quatre jours laissés à la réflexion entre le 19 et le 23 juillet, puisque ni les six mois ni les années qui suivirent ne suffirent à le faire changer d'avis? Lorsqu'un an plus tard, l'I.C. renouvela sa vaine tentative de récupérer au moins une aile du Parti socialiste italien formée de pécheurs prétendument repentis, la Gauche eut donc bien raison d'écrire:

*"Tout mécanisme a une loi fonctionnelle propre, qui n'admet pas d'être violée. Une thèse semblable à celle qui démontre l'impossibilité de s'emparer de l'appareil de l'État bourgeois pour l'utiliser selon les buts de la classe prolétarienne et de la construction socialiste prouve, avec de multiples confirmations dans la réalité, que la structure des partis social-démocrates d'avant la guerre, avec sa fonctionnalité parlementariste et syndicale, ne peut se transformer en structure du parti révolutionnaire de classe, organe de la conquête de la dictature."* (324)

## **6 - Le long du fil rouge: Parti et internationale**

Quand le Congrès reprit ses séances à Moscou le 23 juillet, un autre point central de la doctrine communiste, à savoir la nature du parti et sa tâche consistant à préparer l'assaut révolutionnaire, à conquérir le pouvoir et à l'exercer dictatorialement, fut traité devant les délégués afin qu'ils se l'assimilent et avec eux, non seulement les prolétaires qu'ils représentaient, mais les militants communistes du monde entier.

La question était brûlante puisque l'Internationale avait convoqué à Moscou les représentants d'organisations ouvrières et de partis qui sous-estimaient notoirement ou même niaient le rôle *dirigeant*, sinon déterminant, du parti politique dans la révolution prolétarienne, niant par là même la dictature de classe, à moins de la vider de tout contenu; en outre, comme cela ressort des pages qui précèdent, elle avait des raisons de croire que cette thèse n'était pas tout à fait claire même pour certains adhérents au Comintern qui, bien que se proclamant communistes, manifestaient des hésitations et des réticences en l'entendant réaffirmer avec vigueur.

Les thèses rédigées par Zinoviev furent approuvées avec des variantes secondaires; nous les reproduisons dans leur version définitive avec un bref commentaire montrant qu'elles développaient point par point les mêmes questions de principe que le "Il Soviet" depuis le début de ses publications en décembre 1918.

### **Thèses sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne**

(Traduction française revue d'après le "Protokoll des II. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale", Hamburg 1921, Feltrinelli Reprint.)

*"Le prolétariat mondial est à la veille de luttes décisives. L'époque à laquelle nous vivons est une époque de guerres civiles ouvertes. L'heure décisive approche. Bientôt, dans tous les pays où il y a un mouvement ouvrier important, la classe ouvrière aura à livrer une série de combats acharnés, les armes à la main. Plus que jamais, en ce moment, la classe ouvrière a besoin d'une organisation solide. Elle doit se préparer inlassablement à cette lutte décisive, sans perdre une seule heure d'un temps précieux.*

*Si pendant la Commune de Paris (en 1871) la classe ouvrière avait eu un Parti Communiste, même petit, mais solidement organisé, la première insurrection héroïque du prolétariat français aurait été beaucoup plus forte et elle aurait évité bien des erreurs et bien des fautes. La bataille qui attend le prolétariat aujourd'hui, dans une situation historique différente, sera plus lourde de conséquences que celle de 1871.*

*Le 2<sup>o</sup> Congrès mondial de l'Internationale Communiste attire donc l'attention des ouvriers révolutionnaires du monde entier sur ce qui suit:*

*1. Le Parti Communiste est une fraction de la classe ouvrière et bien entendu il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente et, partant, la plus révolutionnaire. Il se forme par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne se distingue de la grande masse des travailleurs que par le fait qu'il possède une vision générale du cours historique de la classe ouvrière et que, à tous les tournants de ce parcours, il défend non pas les intérêts de catégories ou de groupes particuliers, mais ceux de la classe ouvrière dans son ensemble. Le Parti Communiste constitue la force organisatrice et politique à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige les masses prolétariennes et semi-prolétariennes dans la bonne direction.*

*2. Tant que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir politique, qu'il n'aura pas assuré définitivement sa domination et rendu impossible une restauration bourgeoise, le Parti Communiste n'englobera dans ses rangs organisés qu'une minorité des ouvriers. Jusqu'à la prise du pouvoir et dans la période de transition le Parti Communiste peut, dans des circonstances favorables, exercer une influence idéologique et politique incontestée sur toutes les couches prolétariennes et semi-prolétariennes de la population, mais il ne peut les accueillir et les organiser dans ses rangs. C'est seulement lorsque la dictature prolétarienne aura arraché à la bourgeoisie des moyens d'influence aussi puissants que la presse, l'école, le parlement, l'Église, l'administration, etc., c'est seulement lorsque la défaite définitive de l'ordre bourgeois sera devenue évidente aux yeux de tous, que tous les ouvriers, ou presque tous, commenceront à entrer dans les rangs du Parti Communiste.*

*3. Les notions de parti et de classe doivent être distinguées avec le plus grand soin. Les membres des syndicats "chrétiens" et libéraux d'Allemagne, d'Angleterre et d'autres pays, appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Les groupements ouvriers plus ou moins considérables qui suivent encore les Scheidemann, Gompers et consorts, appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Dans certaines conditions historiques, il est très possible que de nombreuses tendances réactionnaires se fassent jour dans la classe ouvrière. La tâche du communisme n'est pas de s'adapter à ces éléments arriérés de la classe ouvrière, mais d'élever toute la classe ouvrière au niveau de l'avant-garde communiste. La confusion entre ces*

deux notions - parti et classe - peut conduire aux fautes et aux malentendus les plus graves. Il est, par exemple, évident que le Parti ouvrier devait, en dépit des préjugés et de l'état d'esprit d'une partie de la classe ouvrière pendant la guerre impérialiste, s'insurger à tout prix contre ces préjugés et cet état d'esprit, au nom des intérêts historiques du prolétariat qui imposaient à son Parti de déclarer la guerre à la guerre.

C'est ainsi, par exemple, qu'au début de la guerre impérialiste de 1914, les Partis social-traitres de tous les pays, soutenant "leurs" bourgeoisies respectives, ne manquaient pas de justifier leur conduite en invoquant la volonté de la classe ouvrière. Ils oubliaient, ce faisant, que si même il en avait été ainsi, la tâche du Parti prolétarien dans une telle situation aurait été de s'opposer à l'état d'esprit de la majorité des ouvriers et de défendre envers et contre tous les intérêts historiques du prolétariat. C'est ainsi qu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle les menchéviks de l'époque (ceux qu'on nommait "économistes") répudiaient la lutte politique ouverte contre le tsarisme parce que, disaient-ils, la classe ouvrière dans son ensemble n'était pas encore en état de comprendre la nécessité de la lutte politique.

De la même façon, les indépendants de droite en Allemagne justifient leurs hésitations et leurs demi-mesures par les "désirs des masses" - sans comprendre que le Parti est là précisément pour précéder les masses et leur montrer le chemin".

D'une vigoureuse clarté, ces premiers paragraphes marquent un jalon dans le combat mené pendant des dizaines d'années par le communisme contre toute mystification démocratique pour que les caractères autoritaire et centraliste, et donc anti-autonome et anti-populaire de la dictature du prolétariat (et donc essentiellement du parti, son organe dirigeant) soient ouvertement proclamés. Conçus pour délimiter sans équivoque possible la position des communistes marxistes de celle des révisionnistes tant de droite (réformistes, social-démocrates, labouristes) que de gauche (syndicalistes-révolutionnaires, anarchistes) ils coïncident point par point avec les thèses de notre Fraction, et sont d'importance historique fondamentale, surtout aujourd'hui que règne partout le pire opportunisme petit-bourgeois.

Définissant le parti comme l'"organe" et non pas, contrairement à celles de Zinoviev, comme une "partie" de la classe, les thèses de la Gauche avaient l'avantage de mieux définir sa nature et sa fonction (mais la conception était fondamentalement la même), évitant un malentendu dont l'avenir montrera le danger, quand on commencera à chercher l'essence révolutionnaire du parti dans sa composition sociale (comme si l'on pouvait mettre sur le même plan les ouvriers militant dans ses rangs et les autres, et leur attribuer la même importance) et donc à atténuer la différence *qualitative* existant entre le parti, dépositaire d'une doctrine et d'un programme embrassant tout le cours historique de l'émancipation prolétarienne et ses buts finaux, et la classe considérée du point de vue statistique et statique. Certes l'auteur des thèses citées ci-dessus et les bolcheviks en général ne commettaient pas de pareilles erreurs, comme chacun des paragraphes le prouve. Mais la prétendue "bolchevisation" qui, quelques années plus tard, prétendra assurer et conserver au parti une physionomie révolutionnaire et marxiste en lui donnant pour base des cellules d'*usine* et des noyaux exclusivement composés de purs salariés montrera à quel point la "lettre" de telle ou telle phrase de 1920 facilitait le remplacement de la puissante vision *organique* et *synthétique* du parti par une fade interprétation "labouriste". Or cette dernière dénature totalement la conception marxiste qui, en affirmant que le parti incarne l'*avant-garde* de la classe, lui attribue une fonction de *direction*, et ne se contente nullement de noter qu'il est "plus avancé qu'elle". C'est bien pourquoi d'ailleurs les thèses de la Gauche affirmaient que la classe n'est véritablement classe *qu'à condition* d'engendrer le parti politique unifiant les poussées élémentaires de la classe, les coordonnant et les dirigeant vers un but final dont les individus ou les catégories qui la composent ne peuvent avoir conscience.

Ce point est d'ailleurs développé avec une clarté suffisante dans la Thèse II, où l'on affirme que le parti ne peut organiser dans ses rangs qu'une *minorité* de la classe, ainsi que (comme le "Manifeste" de 1848 le faisait déjà observer) des transfuges d'autres classes. Pour que *tous* les

ouvriers adhèrent au parti et acceptent son programme, il faut que la révolution victorieuse les ait libérés du besoin qui les abrute et qu'elle ait détruit la presse, l'école, le parlement, l'église, l'administration étatique, tous instruments de diffusion de la corruption bourgeoise; il s'agit d'un long processus qui n'ira pas sans retours en arrière ni sans tentatives de restauration du capitalisme.

De même la Thèse III, repoussant toute confusion entre les notions de parti et de classe, réfute l'idée commune aux menchéviks, aux réformistes, aux ouvriéristes, aux spontanéistes, etc., pour qui le parti doit se régler sur les aspirations momentanément dominantes parmi les travailleurs; elle lui assigne la tâche de défendre en toute circonstance et même contre des couches ouvrières d'arrière-garde ou soumises à l'influence d'autres classes hostiles au communisme (dans certaines situations, cela peut être le cas pour la *quasi totalité* de la "classe statistique") les intérêts généraux et permanents, et non pas locaux ou momentanés, du prolétariat. De façon plus incisive, la Gauche aurait dit que le parti *représente* la classe, quelles que soient les vicissitudes, heureuses ou malheureuses, du conflit social (325).

*"4. L'Internationale Communiste est absolument convaincue que la faillite des anciens partis "social-démocrates" de la II<sup>e</sup> Internationale ne peut, en aucun cas, être considérée comme la faillite des Partis prolétariens en général. L'époque de la lutte directe en vue de la dictature du prolétariat suscite un nouveau Parti prolétarien mondial - le Parti Communiste.*

*5. L'Internationale Communiste répudie de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans avoir son propre Parti politique. Toute lutte de classes est une lutte politique. Le but de cette lutte, qui tend à se transformer inévitablement en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. Mais le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par tel ou tel parti politique. Ce n'est que dans le cas où le prolétariat est guidé par un Parti organisé et éprouvé, poursuivant des buts clairement définis, et possédant un programme de mesures immédiates bien précises tant en politique intérieure qu'en politique extérieure, ce n'est que dans ce cas que la conquête du pouvoir politique peut être non un épisode fortuit, mais le point de départ d'un travail durable d'édification communiste de la société par le prolétariat.*

*La même lutte des classes exige aussi la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien (syndicats, coopératives, comités d'usines, enseignement, élections, etc.). Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un Parti politique. Se refuser à le créer, à l'affermir et à s'y soumettre, équivaut à répudier le commandement unique des détachements du prolétariat agissant aux différents points du champ de bataille. La lutte de classe du prolétariat exige une agitation concentrée, éclairant les différentes étapes de la lutte d'un point de vue unique et attirant à chaque moment toute l'attention du prolétariat sur les tâches qui le concernent dans son entier. Cela ne peut être réalisé sans un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un Parti politique.*

*La propagande des syndicalistes révolutionnaires et des adhérents "Industrial Workers of the World" (I.W.W.) contre la nécessité d'un Parti politique autonome du prolétariat n'a donc servi et ne sert objectivement que la bourgeoisie et les "social-démocrates" contre-révolutionnaires. Dans leur propagande contre le Parti Communiste, qu'ils voudraient remplacer par les seuls syndicats ou par des unions ouvrières "générales" et informes, les syndicalistes et les Industrialistes finissent par rejoindre les opportunistes avérés. Après la défaite de la révolution de 1905, les menchéviks russes propagèrent pendant quelques années l'idée d'un Congrès ouvrier qui devait remplacer d'après eux le Parti révolutionnaire de la classe ouvrière; les "travailleurs" jaunes de toute sorte d'Angleterre ou d'Amérique, qui mènent en réalité une politique directement bourgeoise, défendent parmi les ouvriers la création d'unions informes ou de vagues associations purement parlementaires au lieu d'un véritable Parti politique. Les syndicalistes révolutionnaires et les industrialistes veulent*

*combattre la dictature de la bourgeoisie, mais ils ne savent pas comment il faut s'y prendre. Ils ne voient pas qu'une classe ouvrière sans Parti politique est un corps sans tête.*

*Le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme sont un pas en avant par rapport à l'ancienne idéologie inerte et contre-révolutionnaire de la II<sup>e</sup> Internationale. Par rapport au marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire par rapport au communisme, ils constituent un recul. La déclaration des communistes "de gauche" en Allemagne (K.A.P.D.) dont le programme élaboré par le Congrès constitutif d'Avril affirme qu'ils forment un Parti, mais "pas un parti au sens courant du mot", est une capitulation idéologique devant les conceptions réactionnaires du syndicalisme et de l'industrialisme.*

*Ce n'est pas par la seule grève générale, par la seule tactique des "bras croisés", que la classe ouvrière peut remporter la victoire sur la bourgeoisie. Le prolétariat doit en venir à l'insurrection armée. Celui qui a compris cela doit aussi comprendre qu'il faut pour cela un Parti politique organisé et que d'informes unions ouvrières ne peuvent pas en tenir lieu.*

*Les syndicalistes révolutionnaires parlent souvent du grand rôle que doit jouer une minorité révolutionnaire résolue. Or, en fait, cette minorité active, qui est communiste, qui a un programme, qui veut organiser la lutte des masses - c'est précisément le Parti Communiste.*

*6. La tâche la plus importante d'un Parti réellement communiste est de rester toujours en contact étroit avec les larges masses prolétariennes. Pour y arriver, les communistes doivent travailler aussi dans des organisations qui, sans être des organisations du Parti, englobent de grandes masses prolétariennes; par exemple les organisations d'invalides de guerre des divers pays, les comités "Hands off Russia" ("Ne touchez pas à la Russie") en Angleterre, les associations prolétariennes de locataires, etc. Un exemple particulièrement important est celui des conférences d'ouvriers et paysans "sans parti" en Russie. Dans presque toutes les villes, dans les quartiers ouvriers, et aussi à la campagne, des conférences de ce type sont organisées, et les couches les plus larges d'ouvriers même les plus arriérés participent aux élections pour ces conférences; on y discute toutes les questions brûlantes de l'actualité: l'approvisionnement, le logement, l'éducation, la situation militaire, les tâches politiques à l'ordre du jour, etc. Les communistes tendent de toutes leurs forces à influencer ces conférences de "sans-parti" - avec les résultats les plus favorables pour le Parti.*

*Les communistes considèrent comme leur tâche principale le travail systématique d'organisation et d'éducation au sein de ces organisations de masse. Mais précisément pour que ce travail soit fécond, pour que les ennemis du prolétariat révolutionnaire ne puissent s'emparer de ces organisations ouvrières de masse, les travailleurs d'avant-garde, les communistes, doivent avoir leur propre Parti discipliné, le Parti communiste qui agit de façon compacte et organisée et qui est capable de défendre les intérêts généraux du communisme dans toutes les situations et toutes les formes du mouvement.*

*7. Les communistes ne s'écartent pas des organisations ouvrières de masse politiquement neutres et, dans certaines circonstances, ils ne craignent pas d'y travailler même lorsqu'elles ont un caractère ouvertement réactionnaire (syndicats jaunes, syndicats chrétiens, etc.). Au sein de ces organisations, le Parti Communiste développe constamment son travail propre, et démontre infatigablement aux ouvriers que l'idée de la neutralité politique est sciemment répandue parmi eux par la bourgeoisie et ses laquais pour détourner le prolétariat de la lutte organisée pour le socialisme.*

*8. L'ancienne répartition "classique" du mouvement ouvrier en trois formes -Parti, syndicat, coopérative - est manifestement dépassée. La révolution prolétarienne, en Russie a suscité la forme fondamentale de la dictature prolétarienne, les soviets. La nouvelle articulation qui va se présenter maintenant c'est: 1<sup>o</sup> le Parti, 2<sup>o</sup> le soviet, 3<sup>o</sup> le syndicat. Mais dans les soviets, comme dans les syndicats révolutionnaires, le travail doit être constamment et systématiquement dirigé par le Parti du prolétariat, le Parti Communiste. L'avant-garde organisée de la classe ouvrière,*



*le Parti Communiste, représente les intérêts d'ensemble de la classe ouvrière, dans le domaine de ses luttes économiques aussi bien que politiques et même culturelle. Le Parti Communiste doit être l'âme des syndicats aussi bien que des soviets ou de toute autre forme d'organisation prolétarienne.*

*L'apparition des Conseils comme forme historique fondamentale de la dictature du prolétariat ne diminue nullement le rôle dirigeant du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne. Lorsque les communistes allemands "de gauche" (voir leur "Manifeste au prolétariat allemand", du 14 avril 1920, signé "Parti ouvrier communiste d'Allemagne") déclarent que "le Parti doit, lui aussi, s'adapter de plus en plus à l'idée des conseils et prendre un caractère prolétarien" ("Kommunistische Arbeiterzeitung", N° 54) ils disent tout bonnement que le Parti Communiste doit se fondre dans les soviets, que les Conseils ouvriers pourraient remplacer le Parti Communiste.*

*Cette idée est absolument fausse et réactionnaire.*

*Au cours de la révolution russe nous avons connu toute une phase au cours de laquelle les soviets se dressaient contre le Parti prolétarien et soutenaient la politique des agents de la bourgeoisie. On a pu observer la même chose en Allemagne, et cela peut très bien se reproduire dans d'autres pays.*

*Pour que les soviets puissent remplir leur mission historique, il faut au contraire qu'existe un puissant Parti Communiste; un Parti qui ne "s'adapte" pas simplement aux soviets, mais exerce une influence décisive sur leur politique; qui les conduise à rompre leur "adaptation" à la bourgeoisie et à la garde blanche social-démocrate; qui soit capable de devenir, par ses fractions communistes, le Parti dirigeant des soviets.*

*Celui qui conseille au Parti Communiste de "s'adapter" aux Conseils ouvriers, celui qui voit dans une telle adaptation le renforcement du "caractère prolétarien" du Parti, rend aux soviets comme au Parti le plus mauvais service qui soit; celui-là n'a rien compris à la signification ni du Parti ni du soviet. "L'idée soviétique" vaincra d'autant plus rapidement que nous serons à même de développer dans les divers pays des Partis Communistes aussi forts que possible. Aujourd'hui beaucoup "d'Indépendants" et même des socialistes de droite se rallient en parole à "l'idée soviétique". Nous ne pourrions empêcher ces éléments de dénaturer la notion de soviet que si nous avons un parti Communiste puissant, capable de déterminer la politique des soviets et de les diriger.*

*9. Le Parti Communiste n'est pas seulement nécessaire à la classe ouvrière avant et pendant la conquête du pouvoir, mais encore après le passage du pouvoir dans les mains de la classe ouvrière. L'histoire du Parti Communiste de Russie, qui détient depuis trois ans le pouvoir, montre que le rôle du Parti Communiste, loin de diminuer depuis la conquête du pouvoir, s'est au contraire considérablement accru.*

*10. Au lendemain de la conquête du pouvoir par le prolétariat, son Parti ne constitue toujours qu'une fraction de la classe ouvrière. Mais, précisément, la fraction qui a organisé la victoire. Au cours de longues luttes - deux décennies en Russie, plusieurs années en Allemagne - luttes dirigées non seulement contre la bourgeoisie mais aussi contre ces "socialistes" qui sont les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, le Parti Communiste a regroupé dans ses rangs les combattant les plus tenaces, les plus clairvoyants, les plus avancés de la classe ouvrière. Et c'est seulement l'existence d'une telle organisation compacte de l'élite de la classe ouvrière qui permet de surmonter toutes les difficultés qui se présenteront à la dictature du prolétariat au lendemain de la victoire. L'organisation d'une nouvelle armée, l'armée rouge prolétarienne, la destruction effective de tout l'appareil d'État bourgeois et la mise en place des premiers linéaments de l'État prolétarien, la lutte contre les tendances corporatistes de certains groupes ouvriers, la lutte contre le "patriotisme" local et l'esprit de clocher, les efforts en vue de susciter une nouvelle discipline du travail - autant de domaines où le Parti Communiste,*

dont les membres entraînent par leur vivant exemple les masses ouvrières, doit dire le mot décisif.

11. La nécessité d'un Parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec les classes sociales. Dans la marche vers la victoire définitive du communisme, il est possible que le rapport qui existe entre les trois formes essentielles de l'organisation prolétarienne actuelle (Parti, Soviet, syndicat) soit modifié, et qu'un type unique, synthétique, d'organisation ouvrière se cristallise peu à peu. Mais le Parti Communiste ne se dissoudra complètement dans la classe ouvrière que lorsque le communisme aura cessé d'être l'enjeu de la lutte, lorsque la classe ouvrière sera devenue, tout entière, communiste."

Tout comme nos thèses, ce texte condamne l'erreur anarchisante qui consiste à considérer la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale comme celle de la forme-parti, ainsi que l'erreur commune aux kaapédistes, aux conseillistes, et aux ordinovistes, selon laquelle il faudrait remplacer le parti par des organisations *immédiates*, calquées sur l'appareil de production et reflétant donc les divisions par entreprises, par localités et par métiers propres à la société capitaliste. Condamner ces erreurs revient à réaffirmer la nature *synthétique* et la tâche *centralisatrice* du parti, appelé non seulement à diriger la *préparation* révolutionnaire, mais l'insurrection armée à laquelle il est contre-révolutionnaire d'opposer comme acte *décisif* de l'affrontement entre les classes la grève générale ou, comme syndicalistes et maximalistes, la "grève expropriatrice". Ce texte réaffirme que la tâche permanente du parti est de développer un travail intense et systématique de propagande et d'agitation dans les organisations à base plus large, comme les syndicats et autres formes contingentes telles que les comités pour la défense de la Russie qui existaient à l'époque. Il n'est pas question de revendiquer (sauf dans des conditions déterminées, que les Thèses sur la question syndicale préciseront) le boycott et la désertion des organisations dirigées par des réformistes, mais au contraire de les conquérir à la direction communiste, ce travail devant bien entendu être mené par les groupes syndicaux du *parti* et contrôlé directement *par le parti*, sans que celui-ci subordonne jamais sa propre organisation à des organisations étrangères.

Ceci, d'ailleurs, vaut aussi pour les soviets. Les Thèses rappellent - en complément de celles sur les conditions de constitution des Conseils ouvriers - que ceux-ci représentent sans aucun doute une nouvelle forme historique pour l'État de transition du capitalisme au socialisme, *mais* qu'ils ne passent pas par-dessus le parti, pas plus qu'il ne le remplacent dans ses tâches *dirigeantes*. Sans le parti, les soviets peuvent passer non seulement sous l'influence, mais même sous la domination de partis et de courants bourgeois et petit-bourgeois: c'est pourquoi on n'exclut pas la possibilité (devenue un *fait réel* lors de l'Octobre rouge) que le parti tende au pouvoir et le conquière *contre* la résistance ou les hésitations des soviets. Enfin, puisque les soviets - à la différence des syndicats - sont des organes *politiques* et non pas seulement économiques, la vieille division en parti, syndicats et coopératives doit être remplacée par la pyramide: parti, soviets, syndicats, par ordre hiérarchique décroissant.

Pour l'Internationale, comme depuis toujours pour nous, la fonction centrale du parti ne cesse pas en effet après la prise du pouvoir; elle est rendue plus que jamais *indispensable*, au contraire, par *tout* le cycle qui lui fait suite: guerre civile et terreur rouge contre la classe vaincue et ses efforts de restauration par des forces intérieures et extérieures, ainsi que par la nécessité de réagir aux tendances corporatistes centrifuges et autonomistes qui menacent toujours de briser l'unité prolétarienne, et au patriotisme régional et local qui menace d'entamer le bloc compact de la dictature de classe. Le parti ne peut en fait disparaître, en tant qu'organe *politique*, avant que le communisme ait cessé d'être un but, et que le prolétariat, grâce au développement complexe de la société nouvelle ait non seulement aboli les autres classes, mais aussi et surtout se soit aboli lui-même.

"12. Le 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste doit non seulement confirmer la mission historique du Parti Communiste en général, mais encore indiquer au prolétariat international, au moins dans les grandes lignes, de quel type de Parti Communiste nous avons besoin.

13. *L'Internationale Communiste est d'avis que, surtout à l'époque de la dictature du prolétariat, le Parti Communiste doit être constitué sur la base du centralisme prolétarien le plus strict. Pour diriger efficacement la classe ouvrière dans la guerre civile longue et opiniâtre qui s'est ouverte, le Parti Communiste doit établir en son sein une discipline de fer, une discipline militaire. L'expérience du Parti Communiste de Russie, qui pendant trois ans a dirigé avec succès la classe ouvrière à travers les péripéties de la guerre civile, a montré que sans la plus forte discipline, sans un centralisme total, sans une confiance absolue de toutes les organisations du Parti envers le centre dirigeant du Parti, la victoire des travailleurs est impossible.*

14. *Le Parti Communiste doit être constitué sur le principe du centralisme démocratique. L'éligibilité des organes supérieurs par les organes inférieurs, le caractère absolument astreignant des directives données par les instances supérieures pour les inférieures, l'existence d'un centre puissant dont l'autorité s'exerce entre deux congrès sur tous les camarades dirigeants, tels sont les principes essentiels du centralisme démocratique.*

15. *Toute une série de Partis Communistes en Europe et en Amérique sont contraints à une existence illégale par l'état de siège proclamé par la bourgeoisie contre les communistes. Il faut bien comprendre que dans ces circonstances le principe électif ne peut pas être rigoureusement appliqué et qu'il faut accorder aux organes dirigeants du Parti le droit de cooptation, comme ce fut le cas naguère en Russie. Durant l'état de siège le Parti Communiste ne peut évidemment pas avoir recours (comme l'aurait voulu un groupe de communistes américains) au référendum démocratique chaque fois qu'il se pose un problème; il doit au contraire conférer à son centre dirigeant le droit de décider promptement pour tous les membres du Parti au moment opportun.*

16. *La revendication d'une large "autonomie" pour les groupes locaux du Parti ne peut en ce moment qu'affaiblir les rangs du Parti Communiste, diminuer sa capacité d'action et favoriser le développement de tendances anarchistes et petites-bourgeoises, centrifuges et désagrégatrices.*

17. *Dans les pays où le pouvoir est encore détenu par la bourgeoisie ou par la social-démocratie contre-révolutionnaire, les Partis Communistes doivent apprendre à combiner systématiquement l'action légale avec l'action clandestine; plus précisément, le travail légal doit toujours être contrôlé par le Parti illégal. Les groupes parlementaires communistes, de même que les élus des institutions locales de l'État, doivent être entièrement subordonnés au Parti dans son ensemble - que sa situation soit légale ou illégale. Les députés qui, d'une façon ou d'une autre, ne se soumettent pas au Parti doivent être expulsés des rangs communistes. La presse légale (journaux, éditions) doit absolument être totalement subordonnée à l'ensemble du Parti et à son comité central. Aucune exception ne saurait être tolérée.*

18. *Tout le travail d'organisation du Parti Communiste doit tendre avant tout à créer des cellules communistes partout où il y a des prolétaires et semi-prolétaires, même en petit nombre. Dans tout conseil ouvrier, dans chaque syndicat, dans chaque coopérative, dans chaque atelier, dans chaque comité de locataires, dans chaque organisme, partout où se trouvent ne serait-ce que trois personnes qui sympathisent avec le communisme, il faut constituer immédiatement un groupe communiste. Seule la compacité organisationnelle des communistes permet à l'avant-garde de la classe ouvrière de diriger l'ensemble de la classe. Tous les groupes communistes qui agissent dans les organisations politiquement neutres doivent être rigoureusement subordonnés au Parti dans son ensemble, que l'action du Parti soit légale ou illégale. Leur travail doit être coordonné par une structure hiérarchique ferme et précise.*

19. *Le Parti Communiste naît presque toujours dans les grands centres, parmi les travailleurs de l'industrie urbaine. Pour rendre plus facile et accélérer la victoire de la classe ouvrière il faut que le Parti Communiste ne reste pas confiné dans les villes mais étende son influence dans les campagnes. A cette fin il doit mener un travail de propagande et*

*d'organisation parmi les journaliers agricoles, les paysans pauvres et moyens, et poursuivre avec un soin particulier l'organisation des noyaux communistes dans les campagnes.*

*L'organisation internationale du prolétariat ne peut être forte que si cette façon d'envisager le rôle du Parti Communiste s'impose dans tous les pays où vivent et luttent des communistes. L'Internationale Communiste invite tous les syndicats qui acceptent les principes de la III<sup>e</sup> Internationale et sont prêts à rompre avec l'Internationale jaune à participer à ses congrès. L'Internationale organisera une Section internationale des syndicats rouges qui se placent sur le terrain du communisme. L'Internationale Communiste travaillera avec toute organisation ouvrière "sans-parti" disposée à mener une lutte révolutionnaire sérieuse contre la bourgeoisie. Mais, ce faisant, l'Internationale Communiste ne cessera de rappeler aux prolétaires du monde entier les principes suivants:*

*1) Le Parti Communiste est l'arme principale, essentielle, de l'émancipation du prolétariat. Nous devons avoir maintenant dans tous les pays non plus des groupes et des tendances, mais un Parti Communiste.*

*2) Dans chaque pays il ne doit y avoir qu'un seul et unique Parti Communiste.*

*3) Le Parti Communiste doit être fondé sur le principe de la plus stricte centralisation et doit instituer en son sein, à l'époque de la guerre civile, une discipline militaire.*

*4) Partout où se trouvent rassemblés ne serait-ce qu'une dizaine de prolétaires ou de semi-prolétaires, le Parti Communiste doit avoir son propre noyau organisé.*

*5) Dans toute organisation "sans-parti" doit exister un noyau communiste strictement subordonné à l'ensemble du Parti.*

*6) En restant inébranlablement accroché au programme et à la tactique révolutionnaire du communisme, le Parti Communiste doit toujours être lié étroitement aux organisations ouvrières de masse, et se garder du sectarisme autant que du manque de principes."*

Il n'est pas nécessaire de commenter longuement la partie d'application pratique-organisationnelle des Thèses, où sont énergiquement rappelés les *principes* que sont la centralisation et la discipline, l'exclusion de toute autonomie de sections ou de groupes, la combinaison de l'activité légale et illégale, l'identité de structure dans les villes et dans les campagnes et l'unicité du parti dans chaque pays (ce qui exclut par conséquent la formule aberrante du "parti sympathisant" et d'organes politiques *parallèles* adhérant à l'Internationale) le refus du noyautage dans d'autres partis (les "noyaux" ou cellules communistes doivent être constitués dans des organisations qui ne sont *pas* des organisations de parti; ils ne sont pas la base du parti, qui reste la section territoriale, mais sa "courroie de transmission" dans des organisations ouvrières extérieures au parti: exactement le contraire de ce qu'on prétendit en 1925 au temps de la "bolchevisation"! ) et, enfin, la condamnation tant du sectarisme, au sens du refus de se lier aux masses, que de l'absence de principes, c'est-à-dire des deux extrêmes d'une conception déformée, que nous avons toujours dénoncée et combattue. Notons encore que la formule organisationnelle de "centralisme démocratique" n'a rien de commun avec une revendication démo-électorale: elle s'applique à un parti dont les principes ne sont et ne peuvent faire l'objet de consultations ou de débats, parce qu'ils constituent sa raison d'être et la base de sa fonction historique.

L'Exécutif voulut faire de ces Thèses le centre du II<sup>e</sup> Congrès, non seulement pour des motifs contingents tels que la polémique anti-syndicaliste et anti-immédiatiste en général, mais en tant que question de principe. Elles convainquent pour toujours de *faux* ces partis qui prétendent se rattacher à la tradition bolchevique, alors qu'ils en détruisent les fondements anti-démocratiques, anti-libertaires, anti-nationaux. Comme l'observera un des porte-parole du Comintern au cours de la discussion, même un Noske ou un Scheidemann peuvent reconnaître la nécessité du parti et de sa centralisation; mais le parti dont le communisme marxiste

revendique la structure centralisée et la fonction de synthèse n'est pas le parti de la conservation, *mais* de la révolution. Il n'est pas le parti du légalisme réformiste, *mais* de la prise violente du pouvoir; il n'est pas le parti de la démocratie et du parlementarisme, *mais* de la dictature prolétarienne ouvertement revendiquée comme partie intégrante de la doctrine, des principes et du programme, non comme un objectif vague et lointain, mais comme un facteur *déterminant* de toute l'action complexe de préparation révolutionnaire, tant en période d'avancée qu'en période de reflux du mouvement ouvrier; il n'est pas le parti d'un pays particulier - et encore moins le parti de l'intérêt national! - *mais* de la classe laborieuse du monde entier, le parti de la lutte par définition *internationale* de cette classe; et enfin, il n'est pas le parti de la classe exploitée à un moment *x* de son histoire, *mais* de la classe envisagée dans sa *finalité historique*: et en cela aussi il est dictatorial et autoritaire, donc anti-démocratique. Accepter cet ensemble de principes et prétendre pouvoir le concilier avec une pratique reposant sur la démocratie, le bloc populaire de plusieurs classes, le gradualisme des "réformes de structure", la revendication de particularités et d'intérêts nationaux, cela signifie détruire la puissante construction pour laquelle le parti centralisé et centralisateur est une *arme* première indispensable; cela signifie mettre le parti au service de la *contre-révolution*, comme le firent les Noske de tous les pays "civilisés" lors de la guerre ou de la crise qui suivit.

Le préambule des *Statuts* de l'Internationale Communiste tend aussi à formuler des *principes* et des *postulats* invariants. Nous avons d'ailleurs déjà observé, et nous le verrons encore plus loin, que chacune des Thèses "tactiques" non seulement les contient, mais fait d'eux les fondements nécessaires des directives d'action dans tous les domaines: parlementaire, agraire, syndical, ou dans la très importante question nationale et coloniale.

#### **Statuts de l'internationale communiste**

*"En 1864 fut fondée, à Londres, la première Association Internationale des Travailleurs, la I<sup>o</sup> Internationale. Les Statuts de cette Association disaient:*

*"Considérant*

*Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes;*

*Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droit et de devoirs égaux, et pour l'abolition de tout régime de classe;*

*Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens du travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes: la misère sociale, l'avilissement intellectuel et la dépendance politique;*

*Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen;*

*Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité entre les travailleurs des différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays;*

*Que l'émancipation du travail, n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne, et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés;*

*Que le mouvement qui vient de naître parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et de combiner le plus tôt possible les efforts encore isolés."*

*La II<sup>o</sup> Internationale, fondée en 1889 à Paris, s'engagea à continuer l'œuvre de la I<sup>o</sup> Internationale. Mais en 1914, au début du massacre mondial, elle a fait banqueroute. Minée*

*par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie, la II<sup>o</sup> Internationale s'est effondrée.*

*La III<sup>o</sup> Internationale Communiste, fondée en mars 1919 dans la capitale de la République Soviétique Fédérale Russe, Moscou, déclare solennellement à la face du monde qu'elle se charge de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la I<sup>o</sup> Internationale des Travailleurs.*

*La III<sup>o</sup> Internationale Communiste s'est constituée à la fin du carnage de la guerre impérialiste de 1914-1918, au cours duquel la bourgeoisie impérialiste des différents pays a sacrifié 20 millions de vies humaines.*

*“Souviens-toi de la guerre impérialiste!” Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorger! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement! Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable!*

*L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la République internationale des Soviets, première étape dans la voie de l'abolition de tout État. L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen permettant de libérer l'humanité des horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des Soviets comme la forme que l'histoire donne à cette dictature du prolétariat.*

*La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre le sort des travailleurs d'un pays et celui du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus l'affirmation des Statuts de la I<sup>o</sup> Internationale: l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local, ni national, mais un problème international.*

*L'Internationale Communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la II<sup>o</sup> Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les hommes de race blanche. L'Internationale Communiste se donne comme tâche la libération des travailleurs du monde entier. Dans les rangs de l'Internationale Communiste des hommes à la peau blanche, jaune ou noire, des travailleurs du monde entier, s'unissent fraternellement.*

*L'Internationale Communiste soutient, intégralement et sans réserve, les conquêtes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste victorieuse de l'histoire, et appelle les prolétaires du monde entier à marcher dans la même voie. L'Internationale Communiste s'engage à soutenir par tous les moyens toute république soviétique, où qu'elle se constitue.*

*L'Internationale Communiste sait que, pour hâter la victoire, l'association ouvrière qui lutte pour la destruction du capitalisme et l'instauration du communisme doit avoir une organisation fortement centralisée. L'Internationale Communiste doit représenter réellement et effectivement le Parti Communiste unitaire du monde entier. Les Partis qui agissent dans les divers pays n'apparaissent que comme ses sections. L'appareil organisatif de l'Internationale Communiste doit permettre aux ouvriers de chaque pays de recevoir à chaque instant la plus grande aide possible du prolétariat organisé des autres pays.*

*Dans ce but, l'Internationale Communiste adopte les statuts que voici:*

*1) La nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée dans le but d'organiser l'action commune du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin: le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république*

*internationale des Soviets pour abolir complètement les classes et réaliser le socialisme, premier stade de la société communiste.*

2) *La nouvelle association internationale des travailleurs prend le nom de "Internationale Communiste".*

3) *Tous les partis appartenant à l'Internationale Communiste portent le nom de "Parti Communiste de tel pays" (Section de l'Internationale Communiste)."*

Faut-il autre chose pour prouver que la centralisation maximum en parti communiste mondial *unique* est inséparable du principe de la dictature du prolétariat en tant que stade *unique* de passage au socialisme, et que ce principe, *à lui seul*, la justifie et *l'impose*?

Les articles suivants des "Statuts" développent et martèlent les mêmes principes: l'instance suprême de l'IC est le Congrès mondial "*qui discute et délibère des questions les plus importantes de programme et de tactique*" ayant trait à son activité; dans l'intervalle des congrès mondiaux (qui se réunissent régulièrement tous les ans) l'organe dirigeant est le Comité exécutif, qui est responsable devant les congrès et dont le siège sera désigné par chaque session du Congrès; le poids principal de son travail incombera au "*parti du pays où le Congrès mondial a fixé le siège de l'Exécutif*"; la tâche de ce dernier est de fixer des directives obligatoires pour tous les partis et organisations appartenant à l'Internationale communiste; il a le droit d'exclure des partis-membres des groupes ou des individus "*qui enfreignent la discipline du Congrès*"; tous les partis et organisations affiliés ou sympathisants doivent publier toutes les décisions officielles de l'Exécutif; les "*syndicats qui se placent sur le terrain du communisme et sont réunis à l'échelle internationale sous la direction de l'IC constituent une section syndicale de l'IC*"; les rapports politiques entre partis doivent avoir lieu par l'intermédiaire du Comité exécutif, les rapports directs n'étant admis que dans des cas exceptionnels; l'Internationale de la jeunesse communiste est subordonnée à l'IC (qui comprend aussi une section féminine) et à son Comité exécutif; tout membre de l'IC qui se rend d'un pays à un autre y est fraternellement accueilli par les membres de la section locale. La discussion sur les Statuts confirmera une fois de plus combien il était difficile d'assimiler non tant les principes généraux *en soi*, que les nécessaires conséquences pratiques qui en découlaient pour nous (comme pour les bolcheviks), les principes n'étant eux-mêmes des principes que dans la mesure où ils s'expriment dans des normes d'action *correspondantes, obligatoires* pour tous. Aujourd'hui, il ne reste pas même un lambeau de ces Statuts.

Dans la même perspective, il est clair que les "Conditions d'admission", les célèbres 21 points fixés par le Congrès au terme d'âpres débats en assemblée plénière et, plus encore, en commission, ont aussi valeur de principe. Il est clair aussi que l'orientation générale donnée aux buts et aux principes contient déjà en elle-même, et même formule souvent dans des paragraphes spécifiques, la solution des problèmes tactiques, sans parler des bases programmatiques de l'organisation internationale et des sections nationales qui lui sont rigoureusement *subordonnées*. Il était évidemment trop tôt, étant donné la situation de l'époque, pour codifier - comme nous le souhaitions avec les camarades russes - tous les points de cette gigantesque construction en les considérant sous leurs aspects, divers mais indissolublement liés, de la doctrine, du but final, des principes et du programme. Sans doute l'ensemble des maillons de la tactique n'a-t-il pas toujours été relié de façon heureuse à ces maillons fondamentaux, la question de leur liaison n'ayant pas été assez approfondie. Il n'en est pas moins vrai qu'un fil conducteur *unique* relie *toutes* les thèses de principe et que les thèses tactiques leur sont strictement *soumises*. Seuls de grossiers mystificateurs peuvent prétendre et essayer de faire croire le contraire.

L'absence, déplorée par nous dès le IIe Congrès, d'un corps de thèses organique et complet constituait une lacune reflétant le degré imparfait de maturation du mouvement international; il ne s'agissait en aucun cas d'une concession à l'empirisme, à l'éclectisme, au contingentisme. Loin de faire un principe de l'absence de principes, de l'habitude de s'en remettre aux cas

particuliers de la liberté d'innovation, de l'agnosticisme face aux données imprévues et imprévisibles de l'expérience, Lénine avait été le premier à les dénoncer comme le trait *distinctif* de l'opportunisme! Qu'on relise le préambule des Statuts, et qu'on ose soutenir qu'une mystification de ce genre - qu'illustre bien la formule, chère à Togliatti, du polycentrisme ou celle, commune à toute la gamme des héritiers du stalinisme, de l'anti-dogmatisme (sans parler de cet étrange "internationalisme" qui serait conciliable avec la... souveraineté nationale de chaque pays ou, pire, de chaque "pays socialiste" et serait même garanti par leur non-ingérence réciproque dans les affaires d'autrui) - trouve ne serait-ce qu'une ombre de justification dans les Thèses constitutives de 1920!

## **7 - Le long du fil rouge: Le débat sur les principes, le programme et leurs applications tactiques**

Précisément parce qu'elle avait des raisons objectives, cette lacune devait se manifester dans le débat portant aussi bien sur les thèses dont nous avons parlé ci-dessus que sur les thèses essentiellement tactiques, ainsi que dans les décisions finales sur la constitution des partis communistes et dans les directives d'action qui leur furent imposées. En raison de l'importance des travaux et de l'alternance entre séances plénières et réunions de commissions et sous-commissions, le débat fut très serré, mais il oscilla malheureusement entre les plus hautes considérations théoriques et principielles, d'une part, et les polémiques sur des détails d'intérêt contingent ou local, de l'autre. Il fallait d'ailleurs s'y attendre, du fait de la difficulté que le "parti communiste mondial" avait à se former, et si un tel état de fait ne méritait certes pas d'être érigé en modèle, il était aussi plus fort que les désirs des militants.

Nous rappellerons les principaux points de ce débat dans l'ordre qui nous semble respecter le mieux le lien existant entre les différents thèmes traités. Nous chercherons à montrer d'une part la *continuité des principes* qui s'y est manifestée (à cet égard, la Gauche n'eut aucun désaccord avec les bolcheviks) et, d'autre part, l'oscillation des diverses décisions tactiques autour de cet axe solide, les unes étant parfaitement conformés aux principes, mais les autres leur restant parfois inférieures. Dans ce dernier cas, nous expliquerons dans quel sens, à quel degré et pourquoi cela s'est produit.

### a)Thèses sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne (326)

Cet ensemble de thèses de principe ne suscita que peu de discussions et fut finalement approuvé à l'unanimité. Cela peut sembler inattendu, étant données les idéologies variées des congressistes, mais cela confirme la faiblesse de la conscience théorique des groupes et des partis adhérents. Bien pis, s'il y eut bien un effort sincère, quoique insuffisant, il ne vint pas tant des représentants des partis qui avaient déjà adhéré formellement à l'IC (bolcheviks mis à part, bien entendu) que de groupes ou d'organisations non rigoureusement marxistes, mais qui, animés d'un fort instinct de classe, aspiraient à y être admis.

Ce n'est donc pas un hasard si Lénine, Zinoviev et Trotsky consacrèrent le plus clair de leurs efforts à persuader ces derniers et à tenter de leur éclaircir les idées, plutôt que de se hâter de distribuer aux premiers des brevets d'orthodoxie et des investitures.

A l'origine, les thèses sur le rôle du parti étaient plus brèves que dans leur version définitive et la polémique y visait essentiellement des déviations "russes", mais elles furent complétées en commission par une critique sévère de l'ouvriérisme immédiatiste et spontanéiste répandu en Europe occidentale et aux Etats-Unis. Cela n'empêcha toutefois pas Lénine d'expliquer patiemment au porte-parole d'un mouvement authentiquement prolétarien et de masse comme les *shop-stewards* (l'anglais Tanner, en l'occurrence) que :



*“si ces camarades sont pour une minorité qui se batte énergiquement pour la dictature du prolétariat et qui éduque les masses prolétariennes dans ce but, une telle minorité ne sera rien d'autre en substance qu'un parti”.*

Lénine montra en outre à Tanner que la dégénérescence parlementariste des partis de la II<sup>e</sup> Internationale n'était pas un argument valable, parce que :

*“nous aussi, nous sommes ennemis d'un tel parlementarisme et de tels partis; nous avons besoin de partis nouveaux, de partis différents.”*

Zinoviev répondit de même à l'anarcho-syndicaliste espagnol Pestana qui jugeait inutile de s'évertuer à créer des partis politiques, noyaux de la future armée rouge, sous le prétexte que de toute façon, comme le montrait l'exemple de la révolution française, le processus révolutionnaire engendrerait inévitablement un parti et une armée:

*“Aujourd'hui que nous avons tout un monde de partis bourgeois armés jusqu'aux dents à combattre, que peut bien valoir un argument qui présente la création du parti comme pur résultat de la révolution? Que ferons-nous durant la révolution? Qui organisera les rangs des meilleurs ouvriers à son début? Qui préparera, élaborera et propagera le programme? [...]. Nous ne pouvons pas attendre que la révolution nous prenne par surprise et qu'elle ait pour “résultat” la cristallisation d'un parti; nous devons dès maintenant, sans perdre une heure, nous mettre à le construire.”*

Dans un certain sens, observait encore Zinoviev, la situation était analogue à celle qui vit la naissance de la I<sup>e</sup> Internationale. La bourgeoisie faisait en effet preuve de la même rigueur dans la répression des mouvements de classe et des associations ouvrières, poussant celles-ci sur le terrain de la lutte politique et de l'action violente. N'est-ce pas précisément pour cela que Marx et Engels s'efforcèrent de donner comme plate-forme à ces organisations une théorie et un programme qu'elles étaient toutes prêtes à assimiler, mais qu'elles n'auraient pu se donner elles-mêmes, ainsi qu'une direction énergique et centralisée pour les guider vers des objectifs placés au-dessus de leur horizon immédiat? En 1920, le *mouvement réel* ne tendait-il pas comme alors à coïncider avec le *programme* du communisme, assignant aux révolutionnaires la même tâche qu'aux fondateurs du communisme scientifique? Cette situation explique que l'“arrogance marxiste” d'un Lévi ait irrité les bolcheviks. Celui-ci prétendant que pour l'énorme majorité des prolétaires européens, la question du parti était toute résolue et qu'il était inutile d'en discuter plus longtemps au sein de l'Internationale, Trotsky lui répondit que même un Scheidemann et un Kautsky savent que le parti est nécessaire et qu'ils le savent si bien qu'ils l'ont mis au service de la bourgeoisie, après l'avoir créé pour la classe ouvrière.

Les Bolcheviks agirent de même avec Serrati. Tout en déclarant souscrire aux Thèses parce qu'elles opposaient vigoureusement les principes du centralisme et de la discipline à l'esprit petit-bourgeois dont sont animés “le syndicalisme, l'industrialisme, l'anarchisme, le relativisme”, celui-ci se refusait en effet obstinément à “balayer devant sa porte” c'est-à-dire à chasser les réformistes du P.S.I. Or les Thèses étaient dirigées aussi bien contre eux que contre les immédiatistes. Serrati l'oubliait, quitte à se poser par ailleurs en “défenseur de la foi” face au danger d'un nouveau “possibilisme” en germe, d'après lui, dans les concessions pourtant limitées faites en Russie aux paysans moyens ou face au danger de se salir les mains en travaillant dans des organisations autres que le parti.

Cette brève discussion, qui annonçait d'autres vigoureux étrillages des “partis-frères” de l'Europe occidentale, permit de souligner au moins deux points de principe. Le premier, que nous dédions aux “théoriciens” modernes du polycentrisme et de la non-ingérence dans les affaires d'autrui, est bien mis en lumière par cette réplique de Zinoviev:

*“Nous devons être un parti communiste unique, avec des sections dans divers pays. Telle doit être la signification de l'Internationale Communiste. Quand les communistes russes, les premiers, se nommèrent non plus social-démocrates, mais communistes, nous avons fait la proposition de*

*nous appeler non Parti Communiste de Russie, mais simplement Parti Communiste. Nous devons être un unique parti, ayant ses sections en Russie, en Allemagne, en France, etc., un unique parti poursuivant systématiquement et en pleine conscience son propre chemin. C'est seulement ainsi que nous arriverons à la concentration complète de nos forces; c'est à cette seule condition que n'importe quel groupe de la classe ouvrière internationale pourra toujours recevoir, à un moment donné, l'aide la plus grande possible des autres."*

Le second point de principe fut développé par Lénine à propos de l'opportunité pour le parti communiste anglais naissant d'adhérer au Labour Party; et nous l'adressons aux défenseurs de l'anti-dogmatisme et de la souplesse (ou plutôt de la totale liberté) tactique. Lorsqu'au nom des *shop-stewards*, Tanner et Ramsay demandèrent qu'on laissât aux communistes britanniques le soin de résoudre la question, par crainte de voir la III<sup>e</sup> Internationale tomber dans l'erreur opposée à celle de la II<sup>e</sup> "en devenant *trop dogmatique*" Lénine répondit avec force (et bien que faisant des réserves sur l'adhésion des communistes au Labour qu'il préconisait pour l'Angleterre, nous ne pouvions pas refuser notre approbation à cette réponse):

*"Que serait l'Internationale, si chaque petite fraction se présentait ici et disait: "Certains parmi nous sont pour, d'autres sont contre, laissez-nous décider"? A quoi serviraient alors l'Internationale, les congrès et toute cette discussion?... Nous ne pouvons accepter que la question concerne seulement les communistes anglais. Nous devons préciser, de façon générale, quelle est la tactique juste"; si nous ne le faisons pas, nous imiterions "les pires traditions de la II<sup>e</sup> Internationale".*

Et plus loin: s'il est vrai que la majorité des communistes anglais doit être contre nous,

*"devons-nous être inmanquablement d'accord avec la majorité? Pas du tout... Même l'existence parallèle de deux partis pendant une certaine période serait meilleure que le fait de renoncer à établir quelle est la tactique juste".*

Ainsi raisonnait le prétendu théoricien de l'anti-dogmatisme: la tactique doit être *fixée*, et doit l'être internationalement, en dehors de tout scrupule banalement démocratique et contingentiste! Les théoriciens de l'"unité dans la diversité" peuvent aller chercher leurs précurseurs non chez les bolcheviks, mais chez les immédiatistes de l'ouvriérisme anglais. Ne se réclament-ils pas d'ailleurs de l'idéologie de l'"Ordine nuovo" qui n'avait même pas le mérite, reconnu par Lénine aux *shop-stewards*, de s'appuyer sur un mouvement ouvrier de masse?

#### b) Conditions d'admission à l'internationale communiste

L'âpre débat sur les "Conditions d'admission" occupa les séances VI, VII et VIII du Congrès (327). Bien que la question nationale et coloniale ait été traitée avant, il se rattache au précédent. En l'absence d'une déclaration théorique et programmatique préliminaire, les "Conditions" constituaient en effet un moyen de sélectionner et, le cas échéant, de mettre à l'épreuve les partis qui voulaient adhérer à l'IC. C'est à cette occasion que leurs hésitations, leurs préjugés, leurs réactions spécifiques et leurs carences apparurent le plus nettement, tandis que sur ce point, les bolcheviks et les abstentionnistes italiens travaillaient en parfait accord.

Au nombre de dix-sept, les conditions rédigées par Lénine furent peu à peu complétées, ordonnées de façon plus explicite et durcies. Quand on commença à les discuter, il y en avait dix-neuf (vingt si l'on tient compte de l'avant-dernier paragraphe, suggéré par Lénine lui-même, mais que la délégation russe était disposée à retirer, en le présentant non plus comme une condition ou une directive, mais comme un souhait). Dans le texte définitif, elles furent au nombre de vingt et une, les deux dernières ayant été introduites en réintégrant, comme la Gauche le proposait, le paragraphe 20 et en le faisant suivre d'un paragraphe supplémentaire demandé par elle (328).

Aussi bien le rédacteur du texte primitif que les militants qui collaborèrent à la rédaction définitive savaient bien que pour constituer les sections nationales du "parti mondial unique", il

faudrait soit amputer les partis déjà formellement admis des importantes ailes réformistes dont ils hésitaient à se séparer, soit tailler dans les partis centristes. Ce n'était bien entendu pas la méthode idéale, mais elle était imposée par la force des choses. Ils savaient aussi que les déclarations programmatiques n'empêchaient pas des incertitudes de peser sur ce que serait dans l'avenir l'action pratique de partis qui avaient déjà scissionné avec le réformisme, et pas de la veille. La constitution des sections communistes exigeait de grands sacrifices, mais faute de les faire, on abandonnait le mouvement ouvrier mondial à lui-même. Devant un tel dilemme, on pouvait et devait empêcher que tout en acceptant de façon formelle les principes constitutifs de l'IC, les nouveaux partis ne mènent une action pratique calquée sur les habitudes de la II<sup>e</sup> Internationale. On pouvait et devait empêcher qu'y soient acceptés ou tolérés des réformistes repentants ou des centristes suivant la mode du jour. Soit comme poids mort, soit pire encore comme facteur de corruption voire de sabotage, leur présence ne pouvait en effet qu'empêcher le parti communiste de remplir sa tâche historique "d'organisation de combat décidée non seulement à faire de la propagande pour le communisme, mais à le traduire dans les actes". Bref, elle ne pouvait que l'empêcher d'être :

*"une arme de lutte pendant la paix, pendant l'insurrection et après l'insurrection, le point de rassemblement de cette partie de la classe ouvrière qui est consciente du but final et veut combattre pour lui"* (Zinoviev).

La tragique expérience de la révolution hongroise ("si vous donnez le petit doigt au réformisme, il vous prend toute la main, puis toute la tête et enfin il vous fait couler à pic") ne devait pas être perdue. Donc, ou bien l'adhésion à l'IC signifiait la rupture ouverte avec la dernière trace de réformisme, de pacifisme et de gradualisme, ou elle ne signifiait rien. La délégation russe était bien consciente de tout ce qui séparait encore le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés de la théorie et du programme communistes. Aussi Zinoviev n'hésita-t-il pas à déclarer en son nom dans son discours d'ouverture:

*"S'il devait arriver que nos camarades italiens ou autres demandent de rester liés, ou de se lier à des éléments de droite [comme ceux cités au paragraphe 7 des "Conditions d'admission"] notre Parti est prêt à rester complètement seul plutôt que de contracter des liens avec des éléments que nous considérons comme bourgeois"*.

C'est pourquoi il serait stupide de voir dans ce qu'on devait désormais appeler "les 21 points" une espèce de code pénal ou de "règlement" administratif. Comme nous l'avons déjà noté, ils fixaient au contraire des normes d'action indissociables de la *nature* même du parti parce que liées à ses principes et définissaient la structure des partis en fonction à la fois de ces principes et de ces normes d'action. Mais la sélection de noyaux communistes solides étant soit incomplète soit trop lente, ce n'est pas tellement l'homogénéité réelle des différentes sections de l'IC qui pouvait assurer la centralisation étroite et rigoureuse qui était nécessaire, puisqu'elle était très imparfaite, et c'est donc aux interventions de l'Exécutif du Comintern muni des pleins pouvoirs qui en étaient chargées.

Il n'en reste pas moins - et le fait est d'une immense portée - que pour la première fois, l'Internationale se fixa dans ces thèses :

*"ce plan systématique d'action éclairé par des principes fixes, et rigoureusement appliqué, qui seul mérite le nom de tactique"* (vieille formule de l'*Iskra*) et reposant sur l'*"organisation solide, préparée à la lutte en tout moment et dans toutes les situations"*,

sans laquelle, avait dit Lénine, on ne peut même pas parler de tactique communiste. Si l'on compare les conditions 2-10 à la III<sup>e</sup> partie des "Thèses de la Fraction Abstentionniste", on constate que la convergence est totale, à ceci près que ces "Thèses" contiennent une formulation *générale* de la doctrine, des buts, des principes et du programme, qu'elles les présentent comme le fondement d'un parti *intégralement communiste* avec toutes les conséquences qui découlent de son existence, même sur le plan de l'organisation. La divergence est une divergence de *degré*,

ou si l'on préfère, une divergence historique; mais la convergence est une convergence de *nature*.

Toutes les directives données par l'Internationale à ses partis adhérents, qu'il s'agisse de la rupture avec les réformistes, de la dénonciation du social-patriotisme et du social-pacifisme du travail dans les organisations économiques, dans l'armée, à la campagne, de l'appui aux mouvements insurrectionnels dans les colonies, ou de l'étroite subordination de la presse et du groupe parlementaire à la direction du parti et des sections au centre de l'Internationale sont considérées par les "Thèses" comme des *questions de principe*, comme des *obligations* découlant d'un ensemble de développements *indissociables* sur la tactique. Ce sont ces principes et ces obligations qui distinguent le parti communiste de tous les autres comme organe de la lutte à mort contre la bourgeoisie et ses laquais. Tout ouvrier doit pouvoir lui reconnaître sans peine cette caractéristique. Sans elle, la centralisation et la discipline elles-mêmes ne seraient qu'une forme vide. C'est elle qui leur donne leur *contenu de classe*.

Pour la rédaction de ces vingt et une conditions, il aurait certainement mieux valu travailler directement sur les principes impliqués dans chaque paragraphe, pour en tirer des conclusions à la fois *rigides* et indiscutables, comme la Gauche le demandait. Si l'on arriva jusqu'à un certain point à ce résultat, ce ne fut pas par une étude approfondie des normes de tactique et d'organisation ni par une théorie générale du cours historique de la révolution, mais plutôt par la voie *expérimentale*, c'est-à-dire à la suite de la bataille qui eut lieu au Congrès contre les positions des socialistes français (et dans une certaine mesure italiens) ainsi que des Indépendants allemands. Le résultat fut que si les normes d'action pratique contenues dans ces "conditions" furent bien présentées comme *indiscutables*, les normes de constitution et d'organisation des partis manquèrent de rigidité. A la longue, cela ne pouvait que favoriser un manquement des sections de l'IC à leurs engagements dans le domaine de l'action pratique lui-même. C'est dans ces limites que le débat eut lieu et à cette lumière qu'il faut comprendre la façon dont la Gauche y intervint.

Au cours des trois séances plénières, la tempête devait se déchaîner, mais on en avait eu un signe avant-coureur avant l'exposé très critique de Zinoviev sur la situation des principaux partis déjà adhérents ou candidats à l'adhésion lorsque des délégués français et hollandais avaient protesté contre la présence au Congrès et surtout à la commission pour les conditions d'admission des "pèlerins" du P.S.F. et de l'U.S.P.D. Se référant surtout à ces derniers, Radek lui-même avait complété le rapport du président de l'Internationale en disant:

*"...Quand les camarades français et allemands ont déclaré qu'ils approuvaient (les conditions d'admission), nous qui faisons partie de la commission (qui les avait préparées), nous nous sommes presque tous souvenus qu'après la fusion avec les social-démocrates, Béla Kun avait dit: "J'ai l'impression que tout s'est passé trop facilement". Eh bien nous ressentons en ce moment la même impression!"*

Après quoi, il avait demandé qu'on épure les vieux partis "non au balai, mais au fer rouge" et qu'on liquide le passé sans regret ni réserve au lieu d'accepter des adhésions purement verbales et au fond mensongères. Cela eut pour effet un nouveau durcissement des conditions d'admission, mais entre la lettre de celles-ci et l'esprit dans lequel elles furent interprétées lorsqu'il s'agit de résoudre les différents problèmes posés par leur acceptation ou non-acceptation par les différents partis, il subsista un écart dont nous avons déjà indiqué les causes, mais qui n'en justifiait pas moins les réserves de la Gauche. Les conditions étaient sévères, mais elles ne l'étaient pas assez, même dans la formulation, pour exclure que "deux pas en arrière" fassent suite à "un pas en avant". Comme le représentant de la Gauche l'observa à son retour en Italie,

*"le sens de la discussion fut que d'une façon générale, les "reconstructeurs" pourraient entrer dans l'Internationale sous certaines garanties"*.

On paya cher le fait de ne pas avoir montré la même rigueur dans les décisions pratiques que dans la polémique, car lors du reflux de la vague révolutionnaire de 1920, on n'eut plus la force de reconnaître que les conditions qui avaient justifié la relative souplesse d'alors n'existaient plus et qu'il fallait revenir à la rigidité première, savoir "rester seuls" et attendre avec confiance, mais non passivement, le moment qui arriverait tôt ou tard où les ouvriers "comprendraient et viendraient à nous", comme dans la tradition bolchevique rappelée dans le discours de Zinoviev.

*"Il y a des choses, dans l'histoire du mouvement ouvrier, qui ne s'oublent pas",*

s'était écrié Radek à propos du sauvetage de la bourgeoisie allemande par les Indépendants. Or c'est précisément l'écho de ces "choses" qui résonnait de façon inquiétante dans la déclaration lue par Cachin en séance plénière et que son critique le plus énergique, C. Rakovsky, dénonça dans *"la réserve, dans les réticences et [...] dans les restrictions mentales qui s'y font jour"*, ajoutant :

*"La chose la plus inquiétante n'est pas le silence en soi, ce n'est pas la gêne à reconnaître ses propres erreurs devant des camarades, mais l'attitude réservée devant l'avenir dont toute la déclaration est imprégnée".*

Dire, comme le fit Cachin en s'engageant à défendre les conditions d'admission à son retour en France: *"Celui qui, dans les conditions historiques présentes, alors que la lutte sociale décisive se déchaîne de toutes parts, cherche encore à collaborer avec la société bourgeoise, n'a pas sa place dans les rangs de la classe ouvrière"*, c'était sous-entendre (329): *"Il y a des périodes et des conjonctures historiques où la collaboration de classe est permise et, si cette collaboration a existé, c'est parce que la conjoncture historique l'imposait. Puisque, aujourd'hui, les conditions historiques sont favorables à la révolution, nous renonçons à la collaboration: mais si demain la bourgeoisie devait reprendre des forces, si elle réussissait à surmonter quelques difficultés, pour le socialisme français devenu révolutionnaire depuis peu, la conjoncture historique pourrait se modifier"*, et il n'y avait aucune raison pour que le P.C.F. ne retombe pas dans les vieilles erreurs.

Lorsque Cachin poursuivait: *"Si un jour la guerre mondiale devait éclater à nouveau, la fauté principale en retomberait sur l'actuelle politique criminelle de la bourgeoisie française"*, les réformistes de son parti saluaient avec joie ses paroles: *"Dans le passé"*, disaient-ils, *"les choses étaient différentes. La responsabilité de la guerre n'était pas seulement celle de notre bourgeoisie, mais celle de l'impérialisme allemand; donc notre politique de défense nationale trouve, en ce qui concerne le passé, sa pleine justification"*. Et quand Cachin poursuivait: *"Nous nous refuserons d'avoir rien à faire avec cette politique, soit qu'il s'agisse d'approuver des crédits de guerre, soit qu'il s'agisse de collaborer avec le gouvernement: nous saurons nous rappeler que dans de telles conditions, alors que les intérêts nationaux coïncident avec ceux de la ploutocratie, le plus grand devoir du prolétariat est envers sa classe"*, il admettait implicitement, comme le dit Rakovsky, la possibilité: *"qu'il existe dans la société bourgeoise des moments où les intérêts de la bourgeoisie ne coïncident pas avec les intérêts nationaux: autre justification de la tactique passée, autre porte ouverte pour se faufiler de nouveau en cachette, autre moyen pour justifier toute trahison future"*. Pour Rakovsky, il ne pouvait y avoir qu'une conclusion:

*"Ce ne sont pas les conditions d'admission qui peuvent nous donner des garanties: nous devons les considérer comme un minimum et, si nécessaire, les rendre plus dures. Mais l'Internationale communiste devra s'assurer une autre garantie. C'est seulement en créant un véritable centre du mouvement international, un véritable état-major de la révolution, muni des pleins pouvoirs pour diriger le mouvement dans le monde entier, qu'on pourra s'assurer que les conditions d'admission sont bien remplies."*

Tel sera le pivot de la conception bolchevique: un poing de fer au centre comme recours contre une certaine liberté de manœuvre, il est vraie réduite, accordée à la "base". L'avenir confirmera notre pronostic: le meilleur centre ne suffit pas pour faire marcher droit une

périphérie hétérogène ou rebelle qui n'adhère pas réellement à la théorie et au programme défendus par "l'instance suprême" du mouvement ouvrier. En outre, cette anomalie recèle ce danger que, dans certaines conditions, les vices de la périphérie contaminent le centre, l'empêchant de rester fidèle au programme initial et donc de remplir sa fonction de centre (330).

Avec moins de clarté théorique toutefois, on retrouve la même préoccupation dans les déclarations de Rakovsky, Losovsky (331) et de délégués français appartenant à des groupes déjà adhérents au Comintern. Le jeune Lefebvre, qui devait disparaître tragiquement avec Lepetit et Vergeat en rentrant de Moscou par Mourmansk, dit par exemple:

*"La conversion des camarades Cachin et Frossard est seulement un fait individuel. Ils retourneront en France et feront leurs déclarations devant une foule attentive: il est à craindre que, sous l'influence d'un long passé opportuniste et de leur mode de pensée particulier [...] en poussant le parti vers l'Internationale communiste, ils ne l'affublent d'un programme minimum qui aurait, pour nous Français, le désavantage de rendre purement platonique l'adhésion à l'IC, et pour vous, camarades, le désavantage encore plus grand de faire pénétrer dans vos rangs l'esprit de trahison de la II<sup>e</sup> Internationale. J'affirme que l'atmosphère en France est insupportable. Il faut y mettre fin. Le changement d'opinion de deux individus ne doit pouvoir exercer aucune influence. Nous devons rester inflexibles, et je vous assure que, si vous tenez bon, les masses en France vous suivront sans hésitation".*

Guilbeaux abondait dans le même sens:

*"Je ne trouve pas qu'il y ait tellement de quoi se réjouir si à Moscou, sous l'influence de l'atmosphère révolutionnaire dans laquelle ils ont brusquement été plongés, les représentants de quelques partis du centre se déclarent pour le communisme. Je ne mets pas en doute leur sincérité, mais je me demande si, une fois rentrés à Paris, dans l'atmosphère pestiférée du PS ou de la Chambre des députés, ils ne retomberont pas dans leurs erreurs [...]. Nous devons d'abord jeter les bases d'un solide Parti communiste et attirer les masses dans cette formation; non les agréger autour de nous de façon artificielle [...]. Si, après une période de mise à l'épreuve de six à douze mois, on voulait admettre des partis qui pendant des années et des années ont commis des erreurs ou ont trahi, je crains qu'à la fin, ils ne soient en majorité dans l'IC et ne substituent à son drapeau rouge un autre drapeau, semblable comme une goutte d'eau à celui de la II<sup>e</sup> Internationale".*

Au nom des Jeunesses socialistes Goldenberg (mais aussi le Suisse Herzog) parla également d'or:

*"Je proteste contre la méthode artificielle qui consiste à admettre dans les rangs de l'IC des éléments qui ne lui sont même pas favorables [...]. Le prolétariat français n'a qu'un seul moyen de mener la lutte contre la II<sup>e</sup> Internationale: former un parti communiste bien organisé, comprenant seulement des militants communistes".*

Ce n'était malheureusement que des mots et pour qu'il en allât autrement, il aurait fallu que ces militants appuient l'effort de la Gauche d'Italie pour compléter et durcir le texte des conditions d'admission, au lieu de se taire, comme Rosmer, ou de voter contre elles, comme Goldenberg. Il aurait en outre fallu se battre à Paris ou à Berlin comme la Gauche le fit en Italie pour que ces conditions soient appliquées avec toute la rigueur voulue, et pour cela, être capable de regarder au-delà des frontières nationales. Par malheur, on ne fit ni l'un ni l'autre: après avoir crié bien fort à Moscou, on rendit les armes en France.

La seule contribution d'une portée théorique générale et dépassant donc les étroites limites des problèmes locaux et contingents qui soit venue des communistes de l'Europe occidentale fut le discours du représentant de la Fraction communiste abstentionniste (332). Il est à rattacher aux "Thèses d'avril" dans lesquelles Lénine avait fixé les principes de la future Internationale communiste en imposant la rupture non seulement avec les social-patriotes, mais avec les opportunistes qui niaient que l'insurrection armée et la dictature soient la voie nécessaire, la

seule possible, de l'émancipation du prolétariat. La fondation de l'Internationale avait restauré le marxisme dans toute son intégrité, tandis qu'une situation potentiellement révolutionnaire agitait le prolétariat de tous les pays et provoquait une sélection organique dans les vieux partis socialistes. Environ trois ans plus tard, la révolution marquait le pas ou avait été battue, la guerre était finie et le problème de la défense nationale ne se posait plus. Dans ces conditions, même le réformisme le plus endurci avait beau jeu d'accepter *en paroles* les thèses sur la conquête révolutionnaire du pouvoir, la dictature du prolétariat et la terreur rouge. Le danger d'une infiltration d'éléments droitiers et centristes était donc *plus grave que jamais*, et l'Internationale à qui l'on ne pouvait demander que ce qui était en son pouvoir, c'est-à-dire de préparer le prolétariat à la révolution, et non pas de la faire naître ou d'accélérer le cours des événements, avait le devoir de s'assurer que l'adhésion des groupes et des partis qui prétendaient entrer dans ses rangs était totale et sans réserve. Pour cela, elle devait appliquer de façon encore plus ferme qu'en Russie la doctrine et la méthode marxistes que Lénine y avait restaurées en dépit de conditions sociales pré-bourgeoises, aux pays capitalistes avancés. Autrement dit, en Occident, il fallait être *plus bolchevik que les bolcheviks* en matière de programme, de tactique et d'organisation.

Pour faire pièce à l'opportunisme, il ne fallait pas seulement un programme *unique et sans équivoque*: il fallait que l'organisation et la tactique qui en découlaient soient *impératives pour tous*. Puisqu'il avait été matériellement impossible de le rédiger, il était urgent de décider que les partis qui désiraient adhérer devaient élaborer un programme :

*“dans lequel les principes de l'IC soient exposés sans équivoque et de façon conforme aux résolutions des congrès internationaux”* (celles du II<sup>e</sup> Congrès contenaient des formulations fondamentales en matière de programme et de principes)

et que ce programme ne serait ni discuté ni voté, puisqu'il existe préalablement à tout “choix” individuel et est commun à tous ceux qui s'engagent catégoriquement à militer et combattre pour le communisme. Or, le point 16 (devenu ensuite le point 15) disait seulement que les partis candidats à l'adhésion devaient élaborer un nouveau programme :

*“dans le sens (ou pire, comme dans certaines traductions, dans l'esprit) des résolutions de l'IC, et adapté aux conditions spéciales de leur pays”.*

Non seulement c'était trop vague, mais ce dernier point risquait de permettre à ceux qu'on avait chassés par la porte de rentrer par la fenêtre.

Ce ne sont pas là des arguties juridiques: ce qui est en question ici sont deux piliers de la doctrine marxiste: 1) Les applications tactiques du programme du parti doivent être pesées et décidées à l'échelle internationale; 2) Le programme n'est pas quelque chose qu'on accepte “par discipline” comme une directive contingente:

*“on l'accepte ou non; et si c'est non, on se retire du parti”*,

parce qu'il n'est pas matière à conjectures, à choix ou à opinions. Sur le plan de l'organisation, cela signifie que “la minorité du parti qui se déclarera contre ce programme devra de ce seul fait être exclue”: ajoutons que si c'est la minorité qui accepte le programme, elle s'exclura d'elle-même du vieux parti, ce qui se produisit à Livourne.

La suite de la discussion prouva aux rédacteurs des conditions d'admission qu'il était nécessaire d'adopter notre point de vue; c'est ce qu'ils firent en rendant le préambule plus tranchant, en donnant au point 20 proposé par Lénine valeur de norme et de directive impératives, et enfin en ajoutant le point 21 disant que “les membres du parti qui rejettent par principe les conditions et les directives de l'Internationale Communiste doivent être exclus”. Mais ce fut une victoire incomplète. Tout d'abord, la Gauche avait demandé que le point 15 soit modifié parce qu'elle savait bien que les fameuses “conditions spéciales” à chaque pays risquaient d'être invoquées - comme cela s'était déjà produit - pour atténuer et finalement rendre

inopérant le programme de tous les partis membres de l'IC, mais cette proposition ne fut pas retenue. Ensuite, elle demanda que les organes dirigeants des sections de l'IC soient *intégralement* composés de communistes éprouvés, mais cette revendication ne fut pas non plus satisfaite. En outre, la Gauche ne parvint ni à modifier l'orientation générale du débat dominé par la perspective de “récupérer” de *larges* fractions des vieux partis, ni à empêcher que la discussion ne s'égaré dans des accusations et des contre-accusations de caractère trop souvent personnel et contingent et ne perde du même coup de vue les questions de principe. On ne trouva pas non plus nécessaire d'ajouter aux modifications introduites le point suggéré par Serrati et soutenu avec chaleur par Graziadei sur l'incompatibilité entre adhésion à l'IC et appartenance à la franc-maçonnerie, bien que la question ait provoqué des batailles mémorables dans le mouvement socialiste italien. Telles qu'elles étaient, ces modifications rendaient néanmoins plus sévères les conditions d'admission. Il est clair cependant que pour opposer une “barrière infranchissable” au réformisme renaissant, il fallait décider fermement de *les appliquer dans toute leur rigueur, et surtout si*, comme nous le pensions contrairement aux bolcheviks, le coup d'arrêt de la marée révolutionnaire devait se prolonger plus qu'on ne pouvait le supposer au moment où l'Armée rouge menaçait Varsovie et où le prolétariat donnait partout des signes de réveil impérieux après ses trop nombreuses défaites.

La lutte contre l'opportunisme devait être *menée sur tous les fronts et sans ménagement*; mais cette tâche devenait plus difficile à remplir si l'on ne prenait que des demi-mesures qui, ou bien laissaient aux réformistes la possibilité d'emprunter au moins la porte de service ou bien risquaient de les laisser rentrer à travers les mailles du filet après leur exclusion. C'est ce qui se produisit (pour la plus grande joie des partisans de l'opportunisme actuel, mille fois pire que la variante maximaliste ou indépendante d'alors) et qui fut payé de la liquidation non seulement politique, mais *physique* du parti de Lénine. Notre avertissement aurait dû être écouté, sinon en 1920, du moins quand, à partir de l'année suivante, il apparut que les perspectives révolutionnaires à brève échéance s'éloignaient: c'était le moment de serrer les freins et non pas - comme on le fit - de les lâcher! La débâcle commença au moment où l'on fit une vertu et un modèle de ce qui, en 1920, était une nécessité. Notre point de vue, si on l'avait accepté *intégralement*, aurait favorisé une *sélection organique* des partis et par conséquent de l'Internationale en tant que parti mondial unique, *sur la base du programme*: une sélection politique où les questions d'organisation et de discipline auraient représenté le point d'arrivée et non le point de départ. Accepté en partie seulement, il devint un moyen parmi d'autres pour encadrer des forces imparfaitement homogènes. L'homogénéité dans l'action et dans le mouvement est le fait soit de conditions objectives particulièrement favorables (et donc ne se répétant pas de façon mécanique) soit de facteurs subjectifs dont la conjonction dans un état-major compact et efficace et la cohésion en dépit des vicissitudes représentent dans l'histoire l'exception plutôt que la règle. Mais qui, à cette époque, était disposé à aller jusqu'au bout sur le plan des *principes*? Il est significatif qu'en dépit des protestations provoquées de plusieurs côtés par l'attitude de tolérance au moins relative du congrès à l'égard des Cachin-Frossard ou des Crispin-Dittmann, un seul délégué se soit déclaré ouvertement favorable à la totalité de nos propositions: le Suisse Humbert-Droz, et encore fut-il de ceux qui, par la suite, se hâtèrent de changer d'avis. C'est l'époque qui le voulait.

La tempête déchaînée par la déclaration française éclata à nouveau, dans une atmosphère encore plus tendue, quand les délégués de l'U.S.P.D. prirent la parole. Les responsabilités de ce parti dans le dénouement sanglant des mouvements prolétariens en Allemagne, le cynisme de son aile droite, le suivisme de son aile gauche, et la duplicité dont elles avaient fait preuve toutes deux en se rapprochant de l'IC, avaient déjà été vivement dénoncés par de nombreux orateurs. Tous invoquaient la nécessité de “s'adresser aux masses en leur disant que nous condamnons l'U.S.P.D. et que ce n'est pas de ses instances supérieures, mais des prolétaires qui en sont membres que nous attendons qu'ils manifestent leur intention de se ranger aux côtés de la Troisième Internationale, des communistes russes, de la Russie soviétique”. La plaidoirie en faveur de la “droite” que Crispin et Dittmann prononcèrent au milieu d'interruptions



continuelles fut aussi cynique qu'avocassière. Nous en donnons un résumé assez long, comme contre-épreuve de ce que nous avons déjà écrit sur ce sujet, et surtout pour montrer que, dans les réponses, la polémique s'éleva bien au-dessus des escarmouches mineures pour rappeler aux communistes de toujours l'ABC de leur doctrine, qui ne doit jamais être oubliée ou passée sous silence pour des raisons... d'opportunité ou de convenance. Voici à peu près ce que nos deux avocats eurent le front de dire: nous nous sommes battus contre la guerre tout autant que les spartakistes et si, à la fin du conflit, nous n'avons pas pu dénouer la situation dans l'intérêt de la classe ouvrière, si nous n'avons pas été en mesure d'instaurer cette dictature du prolétariat, qui était déjà inscrite implicitement dans le programme... d'Erfurt, là où il est question de la conquête du pouvoir politique comme condition de la réalisation du socialisme, c'est parce que nous avons manqué des... points d'appui nécessaires et parce qu'il était impossible de donner à l'action des ouvriers et des soldats, dont les conseils n'étaient pas composés en majorité de socialistes révolutionnaires, le caractère d'une action consciemment révolutionnaire et prolétarienne (la faute, selon eux, en revenait aux masses!!!). Par ailleurs, si vous accusez les chefs indépendants d'être opportunistes, vous oubliez qu'ils sont régulièrement élus aux postes de direction et il n'en irait pas ainsi si, comme vous le dites, c'étaient des traîtres (de la même façon, leurs décisions tactiques expriment la volonté démocratiquement formulée par les congrès: au "sommet", que diable, on fait ce que désire la "base"!)). Si vous nous reprochez d'avoir commis des erreurs, eh bien, que celui qui, dans cette assemblée, est sans péché nous jette la première pierre! Si nous avons tardé à prendre contact avec l'IC, dont nous pensions que la fondation était prématurée, c'est parce que, avant que les ouvriers puissent jouer un rôle international, il faut les aider (les pauvres!) à avoir des idées claires sur la dictature du prolétariat et sur les moyens d'y parvenir, et pour cela il faut du temps et de la patience: ce n'est pas à coups de scissions, qui peuvent être nécessaires, mais qui dans tous les cas sont *regrettables*, qu'on y arrive. Si nous avons signé le traité de paix, c'est parce que sur l'Allemagne pesait le cauchemar d'une misère croissante, et que ceux qui peuvent faire la révolution, ce ne sont pas les prolétaires tombés dans la misère et "en haillons", mais uniquement "les couches ouvrières dont le niveau de vie a pu s'élever de façon relative" (les réformes et le plein emploi, si possible avec des salaires élevés, au service de la révolution!). Pour la même raison, tout en appréciant l'offre de blé russe comme un geste de solidarité internationale, nous l'avons refusée et nous avons préféré accepter le blé (et tout le reste) promis par les Américains, dans le double but de vous sauver vous-mêmes, qui n'aviez que peu de blé, et de sauver nos ouvriers, qui étaient en train de mourir de faim. Nous aussi nous sommes, et sans aucune hésitation, pour l'usage de la violence, mais nous ne pouvons faire un principe ni de la violence, ni de la terreur. Nous admettons qu'elles sont nécessaires "dans certaines situations", mais nous ne devons pas le dire ouvertement, parce que nous éloignerions de nous des couches qui sont non seulement importantes, mais vitales dans l'exercice de la dictature prolétarienne dans l'avenir. Si, quand nous étions au gouvernement avec les majoritaires, nous avons repoussé la mission russe sans lui laisser franchir la frontière, c'est que nous étions... trois contre trois: que pouvions-nous faire d'autre? (Bravo! répliquera Rakovsky: c'est seulement maintenant que vous vous apercevez, vous qui vous dites marxistes, que la voie du ministérialisme est condamnée au départ, *même* sur le plan des "conquêtes" partielles?). D'ailleurs, cette mission venait dans le but déclaré de faire de la propagande défaitiste et révolutionnaire dans l'armée: qu'auraient dit les Alliés, qu'auraient dit les généraux, qu'auraient dit les hauts fonctionnaires? Et, pour finir, la flèche du Parthe: vous dites que nous sommes opportunistes; mais vous, ne l'êtes-vous pas tout autant quand vous prêchez des concessions aux petits paysans? Vous nous accusez de ne pas avoir voulu fusionner avec les spartakistes en décembre 1918 - janvier 1919; mais n'êtes-vous pas les premiers à désavouer le "putschisme" des résolutions du congrès constitutif du K.P.D.? Vous déplorez que nous ne nous déclarions pas ouvertement pour la terreur; mais Rosa Luxembourg ne faisait-elle pas comme nous dans son "programme de la Ligue Spartakus"? Conclusion rhétorique: "Vous nous donnerez la réponse que vous voudrez. Quant à nous, nous souhaitons, nous désirons honnêtement bâtir un *front commun* avec l'Internationale Communiste. Vous ne pouvez pas mettre en doute nos convictions, nos sentiments, notre activité révolutionnaire. Nous

restons des révolutionnaires, même si vous nous soupçonnez d'être des opportunistes". Bref, c'est de *vous* que tout dépend et non de nous:

*“Si vous voulez la même chose que nous, c'est-à-dire une unité compacte entre le prolétariat de Russie et celui d'Allemagne, il faut que vous vous efforciez comme nous [!!!] de trouver au cours de nos prochaines négociations un moyen qui nous permette d'aller ensemble rapidement de l'avant dans la bataille commune contre le capitalisme, dans l'intérêt du prolétariat mondial!”.*

La réponse de Lénine fut brève et tranchante, et il faut noter qu'elle toucha certains des points de *principe* sur lesquels “Il Soviet” avait le plus fréquemment insisté. Quand on prétend être en règle avec le marxisme simplement parce qu'on a toujours été pour la conquête du pouvoir politique (les indépendants se réclamaient du programme d'Erfurt; les réformistes italiens de celui de Gênes!), on “élude la question de fond; on admet la conquête du pouvoir politique, mais on n'admet pas la dictature”: *on est kautskyste!* On l'est aussi quand on se présente de façon toute formelle comme l'expression de la volonté des masses ou des membres du parti, en passant sous silence les tendances opposées qui se manifestent dans le parti et dans les masses. On est kautskyste quand on déplore la scission, au lieu de reconnaître que “la classe ouvrière internationale se trouve encore sous le joug de l'aristocratie ouvrière et des opportunistes” et que l'on s'est séparé trop tard des Noske et des Scheidemann. On l'est à plus forte raison quand on affirme (dans un langage dont “je me demande s'il est permis de l'employer dans un parti communiste, un langage contre-révolutionnaire”) que la révolution n'est possible que si la situation des ouvriers n'empire pas “trop”:

*“La victoire des prolétaires est impossible sans sacrifices, sans une aggravation provisoire de leur situation [...]. A l'échelle historique mondiale, il est vrai que, dans les pays arriérés, les coolies chinois ne sont pas en mesure de faire la révolution prolétarienne, mais dans des pays plus riches, là où grâce au pillage impérialiste on vit mieux, il est contre-révolutionnaire de dire aux ouvriers qu'ils doivent craindre une aggravation “trop grande” de leur situation. C'est le contraire qu'il faut dire. Une aristocratie ouvrière qui a peur des sacrifices, qui craint de “trop” s'appauvrir pendant la lutte révolutionnaire, ne peut pas adhérer au parti. Autrement la dictature est impossible, surtout dans les pays d'Europe occidentale”!*

Enfin, on est kautskyste à la puissance n, quand on introduit entre la violence et la terreur une distinction :

*“qui est possible dans un manuel de sociologie, mais non dans la pratique politique, surtout dans la situation allemande... Non seulement Kautsky, mais également Ledebour et Crispin parlent de la terreur et de la violence de façon contre-révolutionnaire. Et un parti qui s'adapte à ces conceptions ne peut apporter sa contribution à l'instauration de la dictature”.*

Il est vain d'essayer de marquer des points en accusant les bolcheviks de parler en faveur du petit paysan et de son exploitation au lieu de proposer la socialisation immédiate de *toute* propriété foncière et de toutes ses formes de gestion: il s'agit là d'une “conception pédantesque” qui ignore la persistance en régime bourgeois, à côté de la grande exploitation capitaliste à travail associé, d'une énorme variété de formes semi-féodales ou en tout cas pré-capitalistes, impossible à éliminer immédiatement; et c'est une conception qui nous ôte la possibilité d'avoir les paysans pauvres avec nous dans la révolution. Vous dites que nous devons reconnaître vos “convictions révolutionnaires”?

*“Je le conteste catégoriquement, non pas parce que vous ne voulez pas agir de façon révolutionnaire, mais parce que vous n'arrivez pas à penser en révolutionnaires [...]. Vous êtes imprégnés jusqu'à la moelle d'esprit bourgeois!”*

Il ne faut pas croire qu'à Moscou la soi-disant gauche indépendante ait eu quelque chose de plus ou de mieux à dire que la “droite”. Si Däumig s'en tira en disant que son parti devait être jugé non pas d'après un *passé* équivoque, mais d'après un *présent* limpide où :

*“tout bougeait, où tout fermentait”, que rien n'empêchait donc d'introduire dans le parti les principes de la conquête violente du pouvoir et de la dictature “en une dure lutte contre les résistances de la matière” (!!!),*

Stöcker, lui, repoussa l'idée d'une scission. A propos de la terreur, il affirma que :

*“une chose est d'en voir clairement la nécessité, et autre chose de faire ouvertement de la propagande à ce sujet”.*

Il apporta de l'eau au moulin de Crispin, en déclarant qu'au cours de la période révolutionnaire, on ne peut certainement pas éviter de graves perturbations dans le procès de production, mais que :

*“dans un pays industriel comme l'Allemagne, il faudra donner plus d'importance au maintien de la continuité de la vie économique que dans un pays agricole comme la Russie”.*

Il appartient à Zinoviev de rappeler non seulement les expériences de la révolution bolchevique victorieuse, mais aussi celles de la révolution allemande malheureusement vaincue (*“il n'y a pas une rue, dans les quartiers ouvriers de vos grandes villes, où le sang des prolétaires n'ait pas coulé... Comment pouvez-vous hésiter sur la question de la terreur?”*), et de conclure:

*“Nous n'avons pas besoin que l'on s'agenouille devant la révolution russe et l'Internationale Communiste: ce dont nous devons être sûrs, c'est que dans tous les pays on fait son devoir”.*

C'est sur la base de ces principes et uniquement de ces principes que le Comité exécutif pourra décider qui il acceptera dans ses rangs, quand et comment.

Serrati avait pris la parole avant Däumig et Stöcker. Il s'était d'abord plaint de façon insupportable des difficultés qu'il y avait à s'entendre après un long isolement réciproque, comme si les marxistes n'avaient pas *leur* langage, et ne se comprenaient que sur la base des... rapports humains, et avait parlé du complexe d'infériorité qui s'emparait des congressistes devant les bolcheviks (*“Que suis-je, moi Serrati, par rapport au camarade Lénine?”*). Après cette introduction larmoyante, son discours avait été d'un bout à l'autre une apologie de la tolérance, du genre *“aimons-nous les uns les autres”*:

*“Ouvrons les portes de l'Internationale à tous les partis capables de faire la révolution avec nous [formule aussi large que les bras de la Providence]; après, nous discuterons”, au lieu de nous poser en “maîtres d'école qui distribuent de bonnes ou de mauvaises notes à leurs élèves”!*

Son raisonnement avait été digne du matérialisme mécaniste de la II<sup>e</sup> Internationale décadente: il ne s'agit pas de juger des hommes et des courants, dit Serrati, (donnez-moi, si vous le pouvez, un *“sincéromètre”*!), mais d'établir si la situation dans tel ou tel pays est révolutionnaire ou non, car *“c'est la situation générale qui crée les hommes, et non le contraire”*. En France, par exemple, la situation n'est pas révolutionnaire, *donc* elle fait naître *“des attitudes équivoques et confuses, un pas à droite et un pas à gauche, sans que l'on sache jamais ce que l'on veut”*. En Allemagne, en revanche, la situation est révolutionnaire, *donc* l'U.S.P.D. vaut mieux que le P.S.F. Il vaut moins cependant que le P.S.I., qui, pour sa part, agit dans une situation pré-révolutionnaire: dans de telles circonstances, qu'importe un Turati qui, après tout, *“observe la discipline”*, et n'a qu'une influence négligeable? Mais attention! il ne faudrait pas qu'il s'en aille en entraînant d'autres membres du parti derrière lui: la réaction, contre laquelle il est décidé à défendre les ouvriers, ne ferait de nous qu'une bouchée! De plus, Turati a à son actif une opposition à la guerre qu'il a menée *“non seulement en pacifiste, mais en ennemi de l'opportunisme bourgeois”* et, dans ses discours tant déplorés par Lénine et Zinoviev il a le courage et l'habileté de dire à la bourgeoisie: *“Tu vois bien que tu n'es plus en mesure de garder le pouvoir, d'exercer ta domination sur le peuple: écarte-toi!”*. Les conditions 15 et 16, ajoute Serrati, disent qu'il faut tenir compte des conditions particulières de chaque pays (*c'est*

uniquement pour cette raison, que moi Serrati, convaincu que l'Exécutif "les interprétera au sens large", je voterai les 21 points!). Qu'on nous laisse donc choisir

*"le moment de l'épuration du parti; nous vous assurons tous - et personne, je pense, ne nous accusera d'avoir jamais trahi notre parole - qu'elle sera accomplie; mais donnez-nous la possibilité de faire cela nous-mêmes d'une façon qui soit bénéfique pour les masses laborieuses, pour le parti, pour la révolution que nous sommes en train de préparer!"* (avec quelle clarté dans les idées et quelle cohérence dans l'action, nous venons de le voir).

La réponse de Lénine, comme on l'imagine, ne fut pas moins dure pour Serrati que pour les indépendants allemands. Le discours de Serrati :

*"est de ceux que nous avons déjà entendus prononcer dans la II<sup>e</sup> Internationale [...]. Serrati ne fait que répéter ce qu'a dit Crispien"*

(enfin! cela faisait des mois que nous disions que le maximalisme était le cousin germain du centrisme indépendant!). Comment un parti peut-il être plus ou moins révolutionnaire selon la situation?

*"Même dans une situation contre-révolutionnaire, on peut et on doit faire de la propagande révolutionnaire [...]. C'est là justement la différence entre les communistes et les socialistes."*

Et que vient faire ici la volonté des réformistes de défendre le prolétariat contre la réaction?

*"Même Tchernov, même les menchéviks et beaucoup d'autres encore, en Russie, "défendent" le prolétariat; mais ce n'est pas une raison pour les accepter dans nos rangs!"*

Peu après, Zinoviev déclara que la situation en Italie, où les réformistes manœvraient les syndicats à leur gré, était inadmissible:

*"Si les dirigeants du P.S.I. toléraient cela encore longtemps, nous nous adresserions, par-dessus leur tête, aux ouvriers italiens"*.

Deux semonces mémorables. Mais il faut reconnaître que pratiquement ni celle de Lénine ni celle de Zinoviev n'allaient au-delà de la revendication de la "rénovation du parti", de même que, à propos de l'U.S.P.D. et du P.S.F., elles n'allaient pas au-delà de l'attente vigilante des décisions de leurs congrès et renvoyaient à ce moment-là le jugement sur la possibilité d'admettre ou non leur aile scissionniste: le verdict, du moins sur ce dernier point, resta en suspens...

La discussion, dont nous laissons de côté les aspects mineurs, tirait à sa fin. Les 21 conditions furent approuvées avec seulement deux voix contre. Très fermes dans les directives d'action, il apparut qu'elles étaient relativement modérées dans les critères de constitution des partis adhérents. Il n'est pas difficile de voir les points de convergence profonde, mais aussi les différences entre le texte définitif et les demandes contenues dans le discours de Bordiga (333). Cependant, malgré certaines lacunes et imprécisions, les "conditions" constituaient un solide point d'appui pour le travail des mois à venir. Ce n'était pas le maximum de ce qu'on pouvait faire, mais c'était la condition pour y parvenir. C'est bien ainsi que notre Fraction était décidée à les considérer: c'est pourquoi en Italie, il y eut Livourne, et non pas Tours, ni même Halle! Le malheur, c'est que cela n'a pas suffi, et ne pouvait pas suffire, pour préserver l'Internationale de Lénine...

c) Les partis communistes et le parlementarisme

Les illustres historiens du super opportunisme d'aujourd'hui voudraient faire croire au public cultivé et au gratin intellectuel auquel ils s'adressent que le parlementarisme révolutionnaire a été le nœud du II<sup>e</sup> Congrès et que pour Lénine et les bolcheviks la participation aux élections constituait la véritable caractéristique de partis réellement communistes. Pour démentir la première affirmation, l'imposant corps de thèses pour le II<sup>e</sup> Congrès suffit, puisqu'il a pour centre les questions de principe de la révolution, de la dictature, de la terreur rouge et de la

préparation nécessairement anti-parlementaire du prolétariat à celles-ci. Quant à la seconde, elle est démentie par le préambule et par tous les paragraphes des thèses sur le parlementarisme (334) qui, subordonnant strictement l'activité électorale et parlementaire à la lutte révolutionnaire, la considèrent en outre comme une arme subsidiaire, valable seulement dans certains cas, de la lutte communiste. Si les bolcheviks ont fait du parlementarisme révolutionnaire *un* des critères de l'efficacité révolutionnaire des partis communistes naissants en exigeant qu'ils l'appliquent dans toutes ses déductions pratiques, c'est que ce parlementarisme avait des buts anti-parlementaires: d'une part, il visait à la destruction des préjugés démocratiques qui survivaient encore dans le mouvement ouvrier comme chacun des paragraphes des thèses qui sont autant de gifles aux historiens actuels le prouve; d'autre part, ils visaient à l'élimination de préjugés inverses, de nature anarchiste, syndicaliste, ouvriériste, conduisant à fonder l'abstentionnisme électoral sur des considérations morales (répudiation du "pouvoir", de l'"autorité", des "chefs"; scrupules de "pureté", condamnation du compromis en soi, etc.), à identifier la lutte parlementaire à la lutte politique en général et enfin à refuser la lutte politique elle-même au profit de la lutte purement syndicale, le Parti au profit des syndicats, ou encore les syndicats au profit des conseils d'usine, etc., mettant dans le même sac les parlements et les syndicats réactionnaires qu'ils proposaient de boycotter au même titre. De façon plus générale, les bolcheviks visaient également à la réfutation critique de courants pratiquant le culte de la souveraineté des masses voire de l'individu, et donc affectés de la même maladie démocratique que les partis de la IIe Internationale auxquels l'I.C. avait ouvert ses portes dans l'espoir que, sous une direction centralisée, ils pourraient servir de contrepoids efficace (parce que nettement prolétariens) aux ailes soi-disant "communistes" issues de la social-démocratie et pas encore débarrassées de son lourd héritage. Dans les deux cas, les bolcheviks se plaçaient sur le *même* terrain que nous et les questions sur lesquelles portait notre discussion avec eux suffiraient par elles-mêmes à montrer que le point de départ, les principes anti-démocratiques du communisme, était le même.

Il suffit de comparer les thèses Lénine-Boukharine et leur préambule écrit par Trotsky à celles qu'a présentées notre fraction et que nous reproduisons dans l'appendice pour s'apercevoir que la dénonciation de la fonction anti-révolutionnaire du parlement comme instrument de gouvernement de la bourgeoisie y est identique; identique, la dénonciation du parlementarisme aussi bien comme "forme de l'ordre social futur" que comme "forme de la dictature de classe du prolétariat"; identique, le refus d'admettre la possibilité de le conquérir pour le mettre au service de la lutte d'émancipation du prolétariat; identique, la proclamation de la destruction des institutions parlementaires et démocratiques comme tâche du communisme (Cf. en particulier, les points 1-6 paragraphe I des thèses de l'I.C.) (335); identique, la condamnation de "l'anti-parlementarisme par principe" (point 16, paragraphe III) ainsi que de toute illusion "de voie parlementaire au socialisme"; identique, le refus de considérer comme un motif de scission dans le mouvement communiste aussi bien le parlementarisme à buts anti-parlementaires et révolutionnaires que l'abstentionnisme dont le but est le même, la question étant subsidiaire par rapport à celles qui définissent le parti de classe et en constituent en même temps la base (point 19); identique, enfin, la condamnation de l'"indifférence" anarchiste pour cette démonstration typique de la démocratie bourgeoise que sont les élections et le parlement, puisque notre abstentionnisme comportait l'intervention dans les réunions électorales pour y attaquer politiquement la façade démocratique de la dictature capitaliste et pour y dénoncer les illusions et les mystifications parlementaires.

Les thèses Lénine-Boukharine excluent par ailleurs que la participation aux élections et au parlement puisse être élevée au rang d'une directive *permanente*. Loin de l'exclure, elles proclament la nécessité de les boycotter (point 17) dans certaines circonstances clairement définies. Soit dit entre parenthèses, cela enterre la prétention des prétendus "léninistes" d'aujourd'hui à parler au nom de... Lénine, car à supposer qu'ils admettent le boycott de la Chambre des députés et du Sénat, ils le font exclusivement dans l'hypothèse que... démocratie et

parlementarisme aient besoin d'être sauvés, perspective *explicitement* exclue par les thèses de 1920.

Sur quoi portait donc le désaccord entre les bolcheviks et nous? Nos thèses l'expliquent surtout aux points 6 et 7 qui soulèvent la question de fond: à une époque historique où la préparation à la conquête du pouvoir n'était pas encore une perspective unique et directe, la participation aux élections et à l'activité parlementaire étaient utiles et nécessaires dans des buts de propagande, d'agitation et de critique. Elle le reste dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et où le parlement conserve son caractère originel d'institution anti-féodale et donc historiquement révolutionnaire (Russie 1917, pays coloniaux et arriérés de 1920 et en partie d'aujourd'hui). Par contre, dans les pays de vieille tradition démocratique, où la révolution bourgeoise est depuis longtemps terminée, toutes les énergies du Parti et de la classe doivent être consacrées à la préparation de la révolution. Dans ce but, toutes les traditions, les habitudes, les préjugés, les illusions inhérentes à la pratique habituelle du parlementarisme doivent être impitoyablement déracinés. Cette lutte ne se mesure pas en mois ou en années, mais occupe tout le cycle historique destiné à se conclure par la victoire mondiale du prolétariat révolutionnaire.

Dans ces pays, à l'ère impérialiste, le boycott du parlement s'impose, en même temps que l'intervention dans les réunions électorales pour y dénoncer le mythe infâme de la souveraineté populaire. C'est le seul moyen de démontrer que présenter le bulletin de vote et l'urne comme des "armes" de la conquête du pouvoir est une énorme mystification.

Face à cette considération *de principe*, les considérations d'ordre pratique n'avaient qu'une valeur secondaire. Elles n'avaient non plus rien à voir avec la "peur de se salir les mains", ou de "perdre du temps", ou de "courir des risques inutiles", ou de se "compromettre" même sans le vouloir. Par malheur, c'est ce que l'on ne comprit ni alors ni plus tard. On ne comprit pas davantage que nos objections répondaient à un diagnostic essentiel: pour que les jeunes partis adhérant à la IIIe Internationale, surtout dans les pays de capitalisme archi-mûr et donc de parlementarisme bien ancrée soient dignes de leur titre de communistes, il fallait *que toute l'orientation traditionnelle de leur activité et de leur organisation soit non seulement "redressée",* comme se le proposaient le paragraphe IV des thèses de l'I.C. et toute une série de clauses, mais *renversée*. En d'autres termes, elle devait être placée sur des bases exactement opposées à celles du passé, toutes les forces du parti étant engagées sur un terrain de lutte non seulement anti-légalitaire, mais illégal. Or en Occident, tant que la participation aux élections et au parlement absorberait le plus clair des énergies du parti dans un mécanisme qui les brisait ou les étouffait, la chose resterait impossible. Il fallait donc que les militants communistes et les prolétaires en général se voient ouvrir des horizons *complètement nouveaux*. Dans la Russie tsariste, pays de révolution double, toute véritable opposition politique prenait immédiatement, même dans le cadre étroit d'une Douma, une nature, une forme et un caractère *révolutionnaires*; mais en Occident, pour que les objectifs révolutionnaires apparaissent avec la même clarté et la même évidence aux yeux des ouvriers, il fallait que les derniers bandeaux démocratiques leur soient arrachés des yeux.

La préoccupation des bolcheviks qui voulaient réorienter les "antiparlementaires par principe" était tout à fait légitime. Mais ayant milité sous un régime absolutiste, ils ne comprirent pas qu'il aurait fallu tout d'abord *rééduquer de fond en comble* les "parlementaristes par habitude mentale et coutume", aussi honnêtes qu'aient pu être leurs aspirations anti-démocratiques. "La question centrale est celle du parti", dira Boukharine, rapporteur des thèses de l'I.C.

*"Si vous avez un parti vraiment communiste, vous ne craignez jamais d'envoyer un de vos hommes au parlement bourgeois, parce qu'il saura comment un révolutionnaire a le devoir d'y agir."*

Mais il aurait fallu renverser le problème: nous n'aurons jamais un parti "vraiment communiste" si nous ne déplaçons pas de 180 degrés l'axe de son activité. Or il sera impossible

de le déplacer sans faire table rase des traditions dans lesquelles ils ont grandi et continuent à vivre et qui ont la terrible force de l'inertie. Boukharine croyait "que le vieux parlementarisme a cessé d'exister" parce qu'il pensait que l'élimination des réformistes et des opportunistes était déjà chose faite. Pour nous la condition sine qua non de cette élimination (cf. notre thèse 11) était la rupture complète avec le parlement et avec toutes les habitudes électoralistes. Cette rupture constituait d'ailleurs l'arme la plus efficace contre les préjugés anarcho-syndicalistes, qui n'étaient souvent qu'une réaction instinctive contre la dégénérescence parlementaire du socialisme (thèse 9).

S'appuyant sur une tradition uniquement révolutionnaire, les bolcheviks couraient d'autant moins de risques de se corrompre en étendant leur activité au secteur ultra-secondaire de la Douma que celle-ci était une institution récente et pouvait donc, du fait des conditions historiques du pays, devenir le théâtre de batailles efficaces. En Occident, la tradition socialiste était au contraire parlementaire et électoraliste à cent pour cent, et l'activité des partis s'exerçait dans des institutions désormais vidées de tout contenu, non seulement révolutionnaire, mais même simplement politique, ce qui, comme Trotski le reconnut explicitement dans son préambule aux thèses de l'I.C., est une caractéristique propre à l'époque impérialiste et tendanciellement fasciste de la domination bourgeoise.

Tels étaient les points essentiels de notre vision du problème. Ni les thèses de Lénine-Boukharine ni les arguments contenus dans leurs discours ne purent nous convaincre que nous avions tort, car ni les unes ni les autres ne répondaient aux questions que nous soulevions. Le bilan du parlementarisme révolutionnaire, c'est l'histoire qui l'a tiré: non seulement on n'a pas vu naître de véritables partis communistes, mais ceux qui se sont parés de ce titre ont fini par tomber dans la boue d'un parlementarisme vulgaire qui n'a même pas eu la pudeur de se justifier, comme les Turati, les Trêves et les Modigliani se sentaient obligés de le faire!

La commission pour la question parlementaire présidée par Trotski avait apporté quelques modifications au projet de thèses Lénine-Boukharine. Elle l'avait complété par un préambule dénonçant le caractère et la fonction contre-révolutionnaire des institutions représentatives de la bourgeoisie à l'époque impérialiste et par une critique de l'opportunisme parlementaire des partis de la IIe Internationale et de ses survivances dans ceux qui voulaient adhérer à la IIIe. Malheureusement la discussion ouverte par la lecture de ce préambule et par le discours de Boukharine (336) fut en grande partie viciée par le fait qu'à nos arguments qui partaient de prémisses théoriques marxistes, comme le rapporteur lui-même le reconnut, se mêlèrent les arguments naïfs, sentimentaux et hétérodoxes des "anti-parlementaristes par principe". Par ailleurs, par suite de leur insistance excessive sur des situations locales et des aspects contingents du problème, elle finit par tomber dans des détails pratiques au lieu de porter sur le problème de fond. Les bolcheviks craignaient légitimement que "de prémisses justes, on tirât des conclusions fausses" ou que l'on abordât les graves et difficiles questions de la tactique communiste d'un point de vue moral, sentimental et même esthétique, tombant ainsi soit dans l'idéalisme, soit dans le négativisme. Malheureusement cette crainte leur fit perdre de vue les points qui auraient dû constituer le centre du débat: 1) la nécessité de détruire ces "survivances d'une mentalité parlementaire" au sein des partis adhérant ou désireux d'adhérer à l'I.C. dont Boukharine avait donné des exemples éclatants dans son discours; 2) l'analyse critique de leurs causes, sans laquelle il était impossible de combattre efficacement ce mal reconnu chronique ou semi-chronique (337).

Boukharine crut voir une certaine analogie entre notre abstentionnisme et celui de la "gauche infantile" sur le plan tactique. Il nous reprocha de répugner au "contact physique" avec les bourgeois au cours des élections et au parlement (réaction sentimentalement juste, mais politiquement fautive, précisa-t-il) et il nous défia de prouver logiquement l'impossibilité d'utiliser la tribune parlementaire à des fins de propagande et d'agitation. En réalité le "contact" que nous dénoncions était celui de l'interclassisme qui est à la base de toute la conception démocratique et de la praxis électorale et parlementaire qui lui correspond. Quant à la seconde

question, elle n'était pas "logique", mais historique et dialectique. Les répliques polémiques de Boukharine manquaient donc leur but et tournaient autour de la question centrale sans même l'effleurer. Il n'était pas théoriquement plus correct ni pratiquement moins dangereux de comparer, comme il le fit, le parlement à l'armée. Cette analogie ne valait rien puisque nous étions les premiers à demander aux communistes d'entrer dans l'armée pour la miner de l'intérieur; si, en tant qu'abstentionnistes, nous repoussions par contre l'entrée au parlement, même dans le but de le détruire, c'est que cette institution n'est pas seulement un organe de domination de la classe bourgeoise comme l'armée, mais le terrain par excellence d'une mystification à laquelle, l'opportunisme aidant, les prolétaires ne se sont jamais montrés que trop vulnérables. D'ailleurs, le seul exemple de "parlementarisme révolutionnaire" que Boukharine ait pu donner et qu'il donna à l'appui de sa thèse était celui des bolcheviks à la Douma du Tsar, mais la question était précisément de savoir s'il pouvait être appliqué mécaniquement à l'Occident où le mouvement ouvrier était pourri de démocratismes depuis de longues décennies. En exhortant les partis communistes à se libérer de leurs résidus de social-démocratismes pour devenir "vraiment communistes", c'est-à-dire capables de sortir indemnes de la pratique électorale, il éludait la question essentielle: comment obtenir de ces partis qu'ils deviennent "*vraiment communistes*", alors que, même dans leur forme définitive, les conditions d'admission (surtout en cas d'application trop souple) ne constituaient pas une barrière suffisante pour empêcher que les "survivances" parlementaristes tenaces qu'ils avaient traînées derrière eux comme un boulet jusqu'à Moscou n'entrent en force dans l'I.C.?

C'est sur ces questions de fond que le délégué de la fraction abstentionniste du P.S.I. revint dans son rapport (338). Il commença par réaffirmer que notre anti-parlementarisme dérivait de la critique marxiste de la démocratie bourgeoise, ce qui n'était pas le cas de celui des anarchistes et des syndicalistes. Il montra qu'il était impossible de mettre sur le même plan les conditions historiques de la révolution en Russie et en Occident. En Russie, l'action des bolcheviks qui ne fut d'ailleurs que subsidiairement une action parlementaire, s'était déroulée dans une situation analogue à celle de l'Allemagne lorsqu'en 1848-49, Marx et Engels tracèrent la perspective de la révolution double. En Occident, aire de capitalisme avancé, il fallait au contraire orienter d'urgence la classe ouvrière vers les objectifs d'une révolution *purement socialiste* qui, bien avant de pouvoir abolir les rapports de production et de propriété capitalistes, devait abattre l'État bourgeois par la violence. Mais pour cela, il fallait détruire toute illusion gradualiste et parlementaire et couper l'herbe sous le pied aux réactions instinctives de l'"antiparlementarisme par principe" dérivant soit de l'horreur des "chefs", soit du dédain de l'"action légale" et donc de type syndicaliste. Il montra également qu'on ne pouvait pas assimiler notre tactique anti-parlementaire à la tactique de sortie des syndicats préconisée par certains. Il souligna qu'il était urgent de passer au crible les partis et les militants en affirmant une position sans équivoque à l'égard des élections et du parlement qui, dans les pays capitalistes les plus évolués absorbent par la force des choses le plus clair des énergies des partis et les transforment en machines à fabriquer des votes et des mandats électoraux. Enfin, il conclut en disant que dans ces pays, il fallait adopter "une tactique beaucoup plus directe que celle qui avait été nécessaire dans la révolution russe", mais que la question ne pouvant et ne devant pas conduire à des scissions dans le mouvement communiste mondial, les abstentionnistes italiens appliqueraient fidèlement la décision du Congrès quelle qu'elle soit, tout en souhaitant que le triste bilan du "parlementarisme communiste" que Boukharine avait présenté dans son rapport s'améliore dans l'avenir.

Les interventions suivantes méritent à peine une mention. En effet, tantôt elles se contentaient d'évoquer des expériences locales d'action parlementaire communiste, soit *positives*, comme par exemple en Bulgarie et, aux dires des "participationnistes", en Angleterre, soit *négatives*, comme en Angleterre, encore, aux dires de l'"abstentionniste par principe" Gallacher ou en Suisse, selon Herzog. Tantôt elles soulevaient des questions d'ordre pratique qu'on pouvait parfaitement résoudre par une tout autre tactique que celle qu'elles défendaient (Cf. le discours de Murphy), tantôt elles portaient de prémisses anti-marxistes, comme par



exemple celle du syndicaliste allemand Suchy qui considérait le parlementarisme comme le produit logique du... doctrinarisme et du sectarisme marxistes en général! Seul le Suisse Herzog aborda les questions de fond, sans faire malheureusement plus que les effleurer, en montrant le danger qu'il y aurait pour l'I.C. à voir affluer dans ses rangs des ailes entières des vieux partis socialistes hâtivement converties au communisme, mais toujours attachées au fond à leurs traditions ultra-légalitaires et ultra-parlementaires (P.S.F., U.S.P.D.). On peut comprendre que les répliques de Lénine et de Boukharine aient été fâcheusement influencées par la confusion ainsi créée. Il n'en reste pas moins que leur polémique d'ordinaire aussi impitoyable qu'impartiale éluda cette fois le véritable nœud de la question et qu'ils se laissèrent aller à des affirmations risquées qui n'étaient pas inquiétantes chez des militants aussi éprouvés et attachés aux principes qu'eux, mais qui avaient le grave défaut de favoriser les conclusions opportunistes, alors qu'ils avaient voulu éviter, comme nous l'avons vu ci-dessus, que "de prémisses justes, on tirât des conclusions fausses".

Par exemple, afin de convaincre les communistes qu'ils avaient le devoir d'utiliser le parlement, fût-ce comme une arme subsidiaire parmi tant d'autres, pour favoriser le dénouement révolutionnaire des situations politiques qui s'y reflètent nécessairement, Lénine usa de cet argument emprunté à Boukharine que les Soviets n'existaient encore qu'en Russie et qu'on ne pouvait les créer artificiellement, alors qu'on avait les parlements à portée de la main et qu'ils étaient le produit d'un développement historique dont on ne pouvait faire abstraction sous le prétexte qu'on n'avait pas encore la force de les détruire. Mais, comme le délégué abstentionniste n'hésita pas à l'affirmer dans sa réplique finale, dire cela, même dans la meilleure intention du monde, c'était fournir une arme providentielle à ceux qui allaient jusqu'à proposer la participation communiste aux gouvernements bourgeois, autre moyen indubitable d'influer sur les événements, *mais dans une direction opposée à celle du communisme!* De même, objecter aux abstentionnistes que pour être logiques avec eux-mêmes, ils auraient dû abandonner les syndicats sous prétexte qu'ils étaient opportunistes et présentaient donc eux aussi un danger, c'était oublier que, réactionnaires ou non, les syndicats restent des organisations *exclusivement composées* de prolétaires et ne sont pas, comme les parlements, des institutions de forme interclassiste et de nature classiste *bourgeoise*. Dire qu'il fallait faire comprendre aux couches arriérées de la classe ouvrière la fonction contre-révolutionnaire du parlement qui leur échappait encore en leur démontrant *par les faits* et pas seulement par les mots, qu'il était impossible de s'en servir comme moyen d'émancipation était également une arme à double tranchant, car ceux qui préconisaient l'emploi *de tous les moyens* pour atteindre le but prétendument commun pouvaient fort bien l'utiliser. L'argument contredisait en outre notre thèse fondamentale sur la tâche du parti, qui est de précéder les masses, et non de les suivre. On nous reprocha aussi de croire ingénument que les intellectuels, les classes moyennes, la petite bourgeoisie deviendraient communistes dès que le prolétariat aurait remporté la victoire dans la révolution, ce qui apportait de l'eau au moulin des opportunistes qui, partisans de courtiser les classes moyennes, nous avaient fait exactement la même objection injustifiée sous le prétexte qu'après tout, nous ne pouvions nous payer le luxe d'ignorer l'importance de ces couches, ce qui, pour nous, revenait à enfoncer une porte ouverte. Enfin affirmer comme le fit Boukharine que la situation "révolutionnaire" mondiale garantirait à coup sûr les communistes contre la corruption parlementaire, c'était prêter des vertus salutaires bien mystérieuses à une simple contingence. Nous savions bien que Boukharine était sincère, quand pour conclure le débat, il s'écria "A bas le parlement!", même s'il visait alors à dissiper les appréhensions des syndicalistes-révolutionnaires, des *shop-stewards* et des I.W.W.; mais le cri le plus sincère et le plus passionné n'était pas suffisant pour maintenir dans le droit chemin des gens qui, de toute évidence, n'étaient communistes que de nom et qui, même s'ils désiraient le devenir réellement avaient encore à faire beaucoup de chemin et à se transformer eux-mêmes *de fond en comble* pour y parvenir. Nous savions bien que la hardiesse de certains de leurs arguments polémiques ne signifiait pas que les bolcheviks renonçaient aux principes et qu'ils n'approuvaient nullement des thèses opportunistes comme celles que nous craignons de leur voir attribuer. Par malheur,

les paroles comme les écrits ont leur destin; elles sont, elles aussi des faits matériels dont les conséquences peuvent échapper au contrôle de ceux qui les ont prononcées et servir à la déformation complète ou partielle de leur pensée quand elles sont reprises par des hommes ou des groupes n'ayant pas, dans le meilleur des cas, la solidité nécessaire pour se payer le luxe d'une polémique risquée sans altérer du même coup la théorie et les principes et sans les violer dans l'action.

Tout cela obligea la fraction communiste abstentionniste à confirmer son désaccord dans sa réplique finale aux bolcheviks. Elle demanda néanmoins que ses thèses soient votées uniquement :

*“par les camarades abstentionnistes qui les acceptent en bloc et qui partagent les affirmations marxistes qui en constituent la substance” et qui n'ont “rien de commun avec les arguments anti-parlementaires des anarchistes et des syndicalistes”.*

Ce fut un bel exemple de “sélection organique” effectuée sur la base des principes: alors que les thèses de l'I.C. avaient été approuvées par environ quatre-vingts voix contre onze, seuls trois délégués (un Belge, un Suisse et un Danois) approuvèrent les nôtres (339).

C'est ainsi que la question fut close, mais nous ajouterons que le seul parti qui ait pratiqué le “parlementarisme bolchevique” et qui soit resté fidèle à son esprit et pas seulement à sa lettre a été, en 1921, le Parti Communiste d'Italie dirigé par la Gauche. Ce ne fut pas par hasard, mais parce que la sélection pratiquée à Livourne avait été assez sévère pour mettre en fuite tous les “parlementaristes par principe”!

d) Le mouvement syndical, les conseils d'usine et d'entreprise et l'internationale communiste

Le texte définitif des thèses traitant de cette question très importante fut le fruit de longs débats en commission. La rédaction originelle était plus stricte, mais il avait fallu tenir compte de l'évolution des formes traditionnelles des associations économiques ouvrières dans quelques pays capitalistes avancés dont on pouvait prévoir qu'en liaison avec la phase impérialiste du capitalisme elle gagnerait d'autres pays dans un proche avenir si du moins la révolution prolétarienne ne venait pas en interrompre irréversiblement le cours. D'ailleurs, comme le dira Radek dans son discours d'introduction, la présence au Congrès d'organisations économiques parfois imbues d'une idéologie néo-syndicaliste plus ou moins nette, mais qui avaient été invitées à adhérer à l'I.C., ne pouvait pas faire autrement que de se traduire dans des divergences de principe sur des aspects fondamentaux de la question. Les thèses se ressentent de cet état de choses: le développement des arguments n'est pas toujours rigoureux, elles laissent de multiples “portes ouvertes”, c'est-à-dire que, sur certains points, elles s'abstiennent volontairement de conclure. En outre, on n'y trouve ni déclaration de principes préliminaire, ni critique théorique détaillée des déviations et des erreurs contre lesquelles elles sont dirigées, mais sous une forme insuffisamment explicite. Elles restent donc impuissantes à éliminer les équivoques, à définir une ligne d'action et à la traduire en directives claires et sûres. Quant à la discussion au Congrès même, elle fut simplement l'écho affaibli des controverses et des discussions qui avaient éclaté en commission. Fait caractéristique, si l'accord sembla réalisé dans les séances de travail du 4 août, le conflit rebondit vivement le 5. Cela contraignit Radek et Zinoviev à revenir sur des points qu'on croyait désormais acquis et finalement à mettre terme à une discussion qui menaçait de devenir à la fois interminable et stérile. C'est pour ces raisons que les thèses ont été alternativement dirigées contre des déviations contraires et cependant parallèles. D'une part, l'“infantilisme” faussement de gauche considérait que la lutte économique était “dépassée” en faveur de la lutte purement politique: contre lui il fallait affirmer que la perspective révolutionnaire du marxisme était inséparable des déterminations matérielles et des conflits de classes qu'elles engendrent; il fallait en outre rappeler que la fécondité de ces luttes ne résidait pas dans les “conquêtes” elles-mêmes, puisque sous la domination capitaliste, celles-ci sont toujours précaires, mais dans le fait que les luttes elles-mêmes influent de façon positive sur la disposition de la classe ouvrière à se battre contre le régime qui l'exploite, sur la solidarité entre

les exploités par dessus les barrières de la division du travail et des frontières nationales, sur l'extension de leur organisation, et enfin sur leur capacité à dépasser les limites des revendications de salaires et de réduction de la durée du travail et à se mobiliser pour une attaque *politique* contre le capital et à son État. Il fallait donc rappeler aussi que les révolutionnaires communistes avaient l'obligation non seulement d'y participer, mais d'en prendre l'initiative dans le double but de les renforcer et de les étendre et - autre aspect de la question - de diffuser le principe marxiste selon lequel la lutte économique est par elle-même insuffisante et qu'elle doit se déplacer sur le plan plus élevé de la lutte politique de classe.

Il fallait réaffirmer que les tâches *historiques* de l'organisation économique constituaient un problème *de fond et non de forme*. Il fallait souligner sa valeur permanente comme premier type d'organisation des ouvriers salariés et comme levier de l'action du parti de classe. Il fallait montrer du même coup que dans une situation caractérisée par d'âpres luttes sociales mobilisant de larges couches prolétariennes, même le syndicat dirigé par les réformistes les plus corrompus constitue un champ très fertile pour la propagande et l'agitation du parti, et en outre un anneau intermédiaire irremplaçable entre l'avant-garde politique et les jeunes arrière-gardes sans maturité politique, et qu'il peut passer sous la direction du parti révolutionnaire chaque fois que le mouvement réel est trop impétueux pour ne pas faire éclater les structures sclérosées héritées d'une ère de "paix sociale" et pour ne pas submerger des directions syndicales passées plus ou moins directement à l'ennemi. Il fallait du même coup proclamer qu'au cours de cette activité, le but ultime des communistes est de transformer les syndicats, organes ouverts aux *seuls* ouvriers, en instruments de la révolution et en courroie de transmission des directives et des principes du parti (thèse 1-3) étant donné que c'est seulement grâce à la présence active du parti de classe que le syndicat peut lui-même devenir révolutionnaire (340).

On repoussait en ligne de principe la scission syndicale et la prétention de construire artificiellement des syndicats révolutionnaires en vertu de leur seule *forme* en opposition à ceux qui étaient dominés par les réformistes (thèse 4). On ne pouvait toutefois pas ignorer deux choses: la première est que, dans de nombreux pays, ces derniers empêchaient et réprimaient toute propagande et agitation communistes, jouant le rôle d'une véritable police bourgeoise auxiliaire, ou encore "se fermaient hermétiquement" aux masses inorganisées des simples manœuvres, des travailleurs immigrés ou de couleur et n'ouvraient leurs rangs qu'à "l'aristocratie ouvrière", agissant comme facteur non d'unification, mais de division de la classe. La seconde est qu'en réaction à cet état de choses, des organismes scissionnistes ouverts à *tous* les salariés s'étaient constitués ou étaient sur le point de le faire et que les ouvriers les plus combatifs et les plus dévoués à la cause de la révolution (les I.W.W. contre l'A.F.L., etc.) affluaient dans leurs rangs. Il fallait par ailleurs réagir contre la tendance répandue même dans des mouvements proches de l'I.C. ou affiliés à elle d'ériger la scission syndicale en dogme. Défendu avec une extrême légèreté, un tel dogme dérivait en effet d'une confiance erronée dans le remplacement des anciennes formes d'organisation par des formes nouvelles (par exemple des syndicats de métier par des syndicats d'industrie) pour remédier à tous les maux, et dans la fétichisation de "nouvelles formes" considérées comme "incorruptibles" par décret de l'histoire.

Mais il fallait également réaffirmer que la scission *peut* devenir nécessaire et qu'alors les communistes doivent non seulement la préconiser, mais ne pas hésiter à en prendre la responsabilité, mais exclusivement quand, premièrement, la masse des organisés comprend clairement qu'elle ne vise pas des buts lointains qui leur sont pour l'instant incompréhensibles, mais qu'elle répond aux exigences de leurs luttes économiques elles-mêmes; et quand, deuxièmement, les communistes sont assurés de ne pas s'isoler ainsi du gros de l'armée prolétarienne qu'il s'agit d'élever à la hauteur de la lutte politique contre le mode de production capitaliste, et non pas de confiner dans une éternelle subordination à ses lois, et en particulier à *celle* qui veut que l'exploité combatte *exclusivement* pour améliorer sa condition, et non pas pour l'abolir (Cf. point 5).

*Même dans ce cas*, affirment cependant les Thèses, les communistes ne peuvent ni ne doivent renoncer à développer une activité (forcément illégale) au sein des syndicats désertés. Ils doivent compter sur elle ainsi que sur la pression externe d'organismes nouveaux du type I.W.W. (qu'ils ont le devoir d'appuyer en les aidant à vaincre les préjugés syndicalistes dont ils sont pour la plupart imbus) afin de révolutionner ces vieilles structures grâce à l'élan donné par une vague rapide et impétueuse de luttes sociales.

On trouve dans les “Thèses de la fraction abstentionniste” (341) une vision historique plus claire et des formulations plus explicites, mais il est facile de voir que sur tous ces points l'accord entre la gauche marxiste italienne et l'I.C. était total, comme nous l'avons montré plusieurs fois ci-dessus. De retour en Italie, A. Bordiga observera dans un numéro du “Soviet” qu'il aurait fallu lier la critique du “scissionisme par principe” à la condamnation de la : “conception très répandue, mais fausse selon laquelle l'action prolétarienne reposerait non pas sur la lutte politique du parti pour la dictature prolétarienne, mais sur l'action économique de syndicats “révolutionnaires” qui, une fois les capitalistes expropriés, assumeraient directement la gestion de la production”. Dans les Thèses de l'I.C. (11/6-7) l'argument était à peine effleuré, mais dans sa réplique du 5 août (“Protokoll”, p. 621) Radek le traita avec beaucoup de décision, quoique brièvement, en parfaite harmonie avec la position marxiste classique selon laquelle la transformation économique qui fait suite à la prise du pouvoir s'accomplissant en fonction des intérêts généraux et des buts historiques de la classe, elle ne peut être dirigée que *par le parti* qui, dans cette œuvre, reçoit certes l'aide des syndicats, mais ne se subordonne pas à eux.

L'Internationale ne pouvait pas ignorer le vigoureux mouvement des conseils d'usine qui était en partie spontané. Elle ne pouvait pas ne pas voir qu'il ouvrait une perspective d'organisation aux prolétaires qui n'étaient pas encore syndiqués et qu'il permettait l'extension capillaire de la bataille contre l'opportunisme et pour la “subordination des organisations syndicales à la direction du parti, avant-garde de la révolution prolétarienne” par l'intermédiaire des groupes communistes d'usines et d'associations de catégories. Mais en même temps, elle devait rappeler que les conseils d'usine ne peuvent jamais *remplacer* ces organismes centralisés et non localistes que sont les syndicats, ni avant la prise du pouvoir, ni à plus forte raison sous la dictature prolétarienne et dans l'organisation économique du communisme. L'I.C. devait donc s'appuyer sur la lutte que les conseils avaient engagée pour le “contrôle de la production”; mais elle ne pouvait pas cultiver *l'illusion* qu'il soit effectivement possible aux salariés de contrôler les mécanismes productifs en régime capitaliste. Elle avait au contraire pour tâche de faire clairement comprendre aux prolétaires que la condition préalable du contrôle était la conquête du pouvoir politique (342). Sans doute le paragraphe 2 des thèses de l'I.C. ne développe-t-il pas ce point avec la même clarté et la même cohérence que les articles du *Soviet* qui lui sont consacrés, mais elles sont néanmoins sans équivoque.

En ce qui concerne les conseils d'usine, les thèses de l'I.C. appellent d'une part les communistes à y participer et à les défendre contre les directions syndicales qui cherchent à les discréditer et d'autre part, chaque fois qu'ils contrôlent eux-mêmes le syndicat, à lui intégrer et lui subordonner les conseils afin d'aligner les deux organisations sur un front de lutte unique. Là encore, elles bannissent tout *fétichisme* de formes particulières, tout en reconnaissant la nécessité de suivre avec la plus grande attention le développement de chacun des types particuliers d'organisation nés de la dynamique même de la lutte de classe afin d'apprécier leur valeur respective aux fins de la bataille politique finale.

Dans leur dernier paragraphe, les Thèses de l'I.C. rappellent qu'il est urgent de donner une direction internationale centralisée aux organisations économiques ralliées aux principes de la révolution et de la dictature prolétariennes, direction dont le Conseil provisoire récemment constitué était l'ébauche. Par contre, elles ne disent pas clairement que la rupture avec la centrale d'Amsterdam, instrument de la S.D.N. et bouclier de l'opportunisme, ne dément ni n'invalide le critère général excluant la scission syndicale sur le plan *national*, sauf dans les cas dits plus haut.

Le débat fut plutôt embrouillé et confus ce qui montra la persistance de divergences théoriques que l'on croyait avoir surmontées. Pourtant les déviations dont nous avons pris connaissance plus haut et qui à la longue empêchèrent les organisations syndicalistes d'adhérer à l'I.C. ou d'y demeurer ne réapparurent que dans de brèves interventions. Par exemple, Gallacher et Bombacci (qui s'attira ainsi une énième semonce) (343) nièrent qu'en tant que tels, les syndicats puissent jamais être révolutionnaires. Gallacher affirma même que le syndicat devait être aboli au *même titre* que l'État bourgeois (344), tandis que les délégués américains se refusaient en général à faire un quelconque travail, même illégal, dans les syndicats réactionnaires comme l'A.F.L., ou préconisaient une activité visant à les animer d'un "nouvel esprit" (qui sait comment?) qui, finalement se révéla être l'esprit de la... scission *à tout prix et en toutes circonstances*. Quant aux délégués des I.W.W. et des shop-stewards (345) ils se montraient réticents à l'égard de l'Internationale syndicale rouge en voie de constitution à cause de leur conception non marxiste de la dictature du prolétariat, tandis que Serrati demandait qu'elle soit autonome par rapport à l'Internationale politique, toutes les deux devant néanmoins "marcher amicalement côte à côte".

Les délicats problèmes tactiques de coordination des différentes formes du travail communiste dans les syndicats, traditionnels ou non, dans les conseils d'usine ou autres, furent en partie renvoyés à un examen ultérieur au sein de l'Internationale syndicale rouge, c'est-à-dire dans l'unique organisation qui dès le début aurait dû constituer le cadre *naturel* des organisations économiques acceptant les principes de la conquête révolutionnaire du pouvoir et de la dictature du prolétariat. Du fait de sa composition qui manquait d'homogénéité, le congrès ne put pas faire davantage: le débat qui s'y déroula, les perplexités et les hésitations persistantes, dans certains cas le renvoi des décisions finales, sont une preuve de la complexité des problèmes face auxquels dès sa naissance se trouva placée l'Internationale Communiste (346).

e) Conditions de constitution des soviets

Le document reproduit par nous ci-dessous dans l'appendice repousse la mode consistant à constituer artificiellement les conseils ouvriers, forme spécifique de la dictature du prolétariat (ou d'en projeter la constitution sur le papier) dans des situations non révolutionnaires et à leur prêter des vertus miraculeuses, en ignorant le parti dont influence dominante peut seule empêcher qu'ils dégénèrent en organes opportunistes et même contre-révolutionnaires, choses que les ouvriéristes, les conseillistes, les ordinovistes, etc., ne parvenaient pas à comprendre. Il fut approuvé sans discussion après un bref discours de Zinoviev.

f) Les questions nationale et coloniale

La place donnée à ce problème, dont l'importance était mise vivement en lumière par l'explosion de puissants mouvements insurrectionnels dans les pays soumis à l'impérialisme, et surtout dans l'Orient asiatique, représente un des sommets du IIe Congrès.

Celle-ci partait de la base solide des données objectives de l'évolution capitaliste à l'échelle de la planète. Elle assignait au mouvement communiste et à son organisation mondiale centralisée la gigantesque tâche historique d'intégrer dans la *stratégie mondiale* de la révolution prolétarienne visant le cœur des métropoles impérialistes les mouvements révolutionnaires de libération nationale surtout dans les colonies, dont les objectifs ne pouvaient pas ne pas être démocrates-bourgeois, mais dont les masses paysannes affamées de terre et bien souvent un prolétariat local peu nombreux, mais combatif constituaient l'avant-garde. Il s'agissait donc, en d'autres termes, d'unifier des révolutions *doubles* commençantes avec la révolution *simple* en pleine expansion ayant des buts purement prolétariens, comme dans la grandiose perspective tracée par Marx en 1848 et en 1850 dans le "Manifeste" et l'"Adresse de la Ligue des communistes".

Cette tâche était double à son tour puisqu'elle se référait à deux phases différentes, quoique séparées par aucune barrière, de l'attaque internationale contre la domination des grands centres

impérialistes, dont le principal était alors l'Angleterre. Pour le prolétariat métropolitain, il s'agissait non d'offrir une solidarité "morale" platonique au mouvement révolutionnaire *armé* dans les colonies et les semi-colonies, mais de l'aider activement à secouer le joug des colonisateurs et des exploiters impérialistes. En cas de victoire révolutionnaire, le prolétariat des grandes métropoles impérialistes devait en outre appuyer les pays sortis de leur longue sujétion pour permettre aux masses paysannes et prolétariennes de ces aires immenses de sauter d'un bond par-dessus le stade économique du capitalisme ou d'en abrégier la durée, malgré l'inexistence ou le faible degré de développement des conditions *matérielles* de passage au socialisme, en les enserrant dans un plan économique *mondial unitaire* dirigé par le prolétariat de toutes les nations (Thèse 1/8).

Cette vision grandiose ne prétendait pas constituer une innovation par rapport à la doctrine marxiste des révolutions doubles, c'est-à-dire des révolutions bourgeoises devenant par "transcroissance" des révolutions prolétariennes, selon la formule léninienne. Elle en élargissait seulement le cadre en l'étendant bien au-delà des limites traditionnelles de l'Europe, tout comme le mouvement réel tendait irrésistiblement à les submerger bien avant que la théorie n'en montre la nécessité historique. Ainsi elle transférait à l'échelle planétaire cette lutte pour la "révolution en permanence" annoncée par Marx et Engels en 1850, et dont l'histoire ne peut confier la *direction politique centrale* qu'au *prolétariat et à son parti*, même si dans les aires où le capitalisme ne fait que naître et où les rapports économiques dominant sont donc pré-bourgeois, celui-ci se trouve à la tête de forces non prolétariennes comme la petite bourgeoisie urbaine et surtout rurale et s'il a comme perspective immédiate une "révolution bourgeoise à fond", une révolution qui, quoique *bourgeoise*, est donc *radicale* parce qu'elle détruit toutes les survivances du passé pré-capitaliste. Et si cela est possible, c'est que le prolétariat n'est pas une classe nationale ni locale, mais *internationale*, sa direction politique ne pouvant résider que dans les aires constituant l'épicentre de la domination capitaliste et du même coup des luttes de classes *décisives* entre prolétariat et bourgeoisie.

Cette vision était éminemment dialectique. C'est pourquoi les socialistes dans la tradition de la IIe Internationale eurent autant de peine à la digérer que les faux partis communistes d'aujourd'hui, héritiers du stalinisme. D'une part, elle assurait à la classe ouvrière des métropoles les plus évoluées du capitalisme l'*apport* des masses populaires des colonies et des pays assujettis; d'autre part, elle lui confiait la tâche *lourde mais glorieuse* de les diriger politiquement et, après la victoire, de soutenir aussi économiquement leurs luttes héroïques, mais désespérées. Pour un tel soutien, les plus grands sacrifices étaient nécessaires, afin de prouver que les communistes sont internationalistes en fait et pas seulement en paroles. Cette vision conférait à ces luttes une dimension *mondiale* et non plus étroitement nationale et un contenu certes démocratique, mais beaucoup plus subversif que les jeunes bourgeoisies des pays "arriérés" ne le prévoient et surtout ne le souhaitaient, spécialement en ce qui concerne les rapports de propriété. En effet au sens réel et non aridement juridique, l'abolition de l'oppression nationale n'est possible que par la victoire sur le capitalisme (Thèse 1/4). En outre, dans le cadre d'une perspective comme celle que Lénine traça dans son très solide discours pour illustrer les principes qui devaient guider les communistes dans la question, la forme "nationale" des luttes d'émancipation des peuples opprimés passe au second plan par rapport à leur *contenu* de grandioses *jacqueries* poussées à se dépasser elles-mêmes grâce à *l'intervention active* du prolétariat non tant local qu'international puisque dans ces aires, il était et reste presque inexistant et de toute façon très faible.

L'idéologie vide de "l'égalité en général et de l'égalité des nations en particulier"; l'illusion petite bourgeoise d'une coexistence pacifique des nations sous le capitalisme; la reconnaissance formelle de l'égalité des droits, de l'indépendance et de l'autodétermination des peuples en régime bourgeois "à laquelle se limitent les démocrates bourgeois, même quand ils s'intitulent socialistes" devaient dans cette vision être définitivement extirpées *en premier lieu* du mouvement prolétarien des pays impérialistes; celui-ci en effet se complaît trop souvent dans

une “indifférence” stupide, voire dans une hostilité à l'égard des tentatives de rébellion des peuples colonisés et en général dépendant de la bourgeoisie de son pays, prétextant parfois que ces tentatives sont de nature bourgeoise, mais visant en réalité à sauvegarder ses privilèges d'aristocratie ouvrière (347). *En second lieu*, cette idéologie doit être extirpée des mouvements de libération nationale des peuples assujettis eux-mêmes. Ils sont en effet trop souvent enfermés dans “des préjugés et défiances nationales” historiquement compréhensibles, mais que, comme le mouvement communiste ne doit cesser de le souligner et de le dénoncer, la bourgeoisie indigène naissante et les forces réactionnaires qui lui sont alliées alimentent dans les grandes masses en révolte afin d'enfermer leurs aspirations et leurs élans de révolte dans les étroites limites de la nation, du peuple, de la race ou pire de la foi religieuse (Thèse 1/11). L'Internationale Communiste s'appuyait non pas sur de vagues *blocs* populaires et nationaux mais sur les masses paysannes pauvres et semi-prolétariennes des colonies et des pays dépendants. *Elle en prenait la tête* pour diriger les révoltes armées non seulement contre l'impérialisme, mais contre la bourgeoisie locale elle-même, les grands propriétaires terriens, l'aristocratie traditionnelle, tout prêts à exploiter cette révolte pour arracher à l'impérialisme dominant une liberté même limitée, mais aussi à se retourner immédiatement contre les “alliés d'hier” pour sauvegarder sa domination de classe, quitte à pactiser avec l'impérialisme colonialiste dans une défense désespérée de leurs privilèges économiques et sociaux communs. Donc, l'Internationale devait donner aux prolétaires et aux communistes des métropoles *d'abord*, et ensuite des pays coloniaux et semi coloniaux, la directive d'appuyer les mouvements populaires de libération. Cette tâche devait être réalisée par le parti dans la plus rigoureuse autonomie politique et organisationnelle, et donc aussi dans les cadres d'une délimitation stricte à l'égard des partis nationaux-bourgeois sur le plan du programme (faute de quoi cette autonomie aurait perdu tout sens) et surtout à l'égard de ceux d'entre eux qui se paraient démagogiquement du titre de “socialistes”. Pour cela, dans certains cas, les communistes ne devaient pas refuser de s'allier avec ces mouvements pour les orienter vers des solutions analogues à celle de la “dictature démocratique du prolétariat et des paysans” pour laquelle les bolcheviks avaient combattu sous le tsarisme et qui s'était ultérieurement réalisée grâce à la naissance de l'instrument révolutionnaire typique des soviets. Cela devait leur permettre de briser des “fronts populaires et nationaux” fictifs et contre-révolutionnaires et d'atteindre leur véritable objectif, qui était de frayer la voie dans les conditions les plus favorables possible à la lutte des classes et donc au développement du mouvement prolétarien.

Dans cette perspective grandiose, la Russie des Soviets aurait pu devenir un pôle d'attraction pour d'éventuelles nouvelles républiques soviétiques. Elle aurait établi avec celles-ci un lien fédératif destiné à se transformer en union étroite. Elle serait devenue ainsi la sauvegarde d'un front mondial anti-capitaliste dans lequel la dictature rouge victorieuse à Moscou et à Pétrograd aurait une fois de plus assumé le rôle principal au nom du véritable internationalisme qui exige :

*“premièrement la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale; deuxièmement, de la part de la nation qui a vaincu sa propre bourgeoisie, la capacité et la volonté d'accomplir les plus grands sacrifices nationaux pour abattre le capitalisme international”* (Thèse 1/10).

Dans cette large vision, la lutte pour l'indépendance nationale n'était pas élevée à la hauteur d'un principe *en soi et pour soi*, mais insérée dans la lutte prolétarienne mondiale pour l'insurrection dont la victoire conditionne *la solution complète des problèmes de nationalité et de race*. Ce qui en constituait donc le centre, c'était :

*“la direction de la lutte mondiale par les organes du prolétariat révolutionnaire et dans les milieux indigènes, l'incitation à la lutte des classes qui ne doit jamais être retardée ou obliérée, la constitution et le développement du parti communiste local”* (348). Cette vision, qu'a-t-elle de commun avec la misérable perspective offerte par le soi-disant communisme aussi bien pékinois que moscovite d'aujourd'hui, plongé jusqu'au cou dans des préjugés que la IIIe Internationale condamnait irrévocablement (indépendance et souveraineté nationales; fronts nationaux inter-

classistes; non-ingérence dans les affaires d'autrui; “commerce à avantages réciproques”) et prêt à distribuer des brevets de... socialisme non seulement aux représentants de bourgeoisies nationales avides et usuraires, mais à des féodaux, des semi-féodaux et même des chefs tribaux (cheks, émirs, etc.) jugés “anti-impérialistes” parce qu'ils sont anti-américains, d'ailleurs à éclipses (tout change en effet si à la tête des États-Unis il y a un Roosevelt à la place d'un Hoover, ou un Kennedy à la place d'un Nixon), quand ils ne se contentent pas d'être “neutralistes”. La “guerre sainte” prêchée par Zinoviev un mois après le premier congrès des peuples d'Orient, à Bakou, était une *guerre de classe* née sur le terrain national-révolutionnaire et bourgeois radical et débordant ses limites étroites et misérables pour se placer sur le terrain révolutionnaire, prolétarien et communiste, par définition international. La seule nouveauté résidait dans les dimensions plus vastes assignées ainsi à la “révolution en permanence” de Marx, mais c'est d'elle qu'il s'agissait, et en aucun cas de la lutte pour défendre l'éternité du commerce, du marché, de la nation ou de la “souveraineté des individus et des États en compétition réciproque et nullement... pacifique”. Cette vision grandiose arrachait le prolétariat des métropoles impérialistes à la solidarité avec sa propre bourgeoisie exploitant des colonies et semi-colonies. Elle l'appelait à remplir sa mission de classe qui est de libérer toute l'humanité. Elle lui imposait du même coup une complète rupture avec l'opportunisme, idéologie d'une aristocratie ouvrière vivant des miettes tombées du banquet colonialiste. Il est clair que cela n'a rien de commun avec l'identification abjecte que Pékin et Moscou font entre internationalisme prolétarien et défense des intérêts nationaux. Quant à la non moins grandiose perspective du “plan mondial unique” de l'I.C., elle est manifestement inconciliable avec la position de tous ces pays qui se prétendent aujourd'hui socialistes, mais qui n'ont d'yeux que pour eux-mêmes et qui défendent leur souveraineté du bec et des ongles, chacun d'eux ayant son “plan” particulier à exécuter et se parant pour cette raison du titre de “constructeur du socialisme”.

Dans leur rédaction définitive, les thèses sont encore plus nettes que dans la rédaction de Lénine, au moins en ce qui concerne la position des partis communistes face aux mouvements d'émancipation dans les colonies et à leurs organisations politiques. Les amendements et les variantes furent le résultat de vifs débats de commission avec les délégués des jeunes partis d'Orient, et en particulier de l'Inde, ils sont une preuve supplémentaire du fait que quand ils se trouvaient face à des interlocuteurs décidés à aller dans *la même direction* révolutionnaire qu'eux, les bolcheviks étaient tout prêts à durcir les positions relativement modérées qu'ils avaient d'abord prises parce qu'ils doutaient encore à juste raison que le mouvement communiste international puisse accepter et donner davantage. Comme Lénine le nota dans son rapport, c'est en commission qu'on décida de parler non plus de mouvements *démocrates-bourgeois* en général, mais de mouvements “*national-révolutionnaires*”, afin de bien signifier (autre gifle aux “communistes” d'aujourd'hui!) que:

“*En tant que communistes nous devons soutenir et nous soutiendrons les mouvements bourgeois de libération dans les pays coloniaux seulement quand ces mouvements seront effectivement révolutionnaires et quand leurs représentants ne nous empêcheront pas d'éduquer et d'organiser révolutionnairement les paysans et la grande masse des exploités (349); en l'absence de telles conditions, même dans les pays arriérés, les communistes doivent lutter contre la bourgeoisie réformatrice à laquelle appartiennent les héritiers de la IIe Internationale*” (N.d.r.: Nous ajouterons aujourd'hui ceux des fossoyeurs de la IIIe en Chine, aux Indes, en Indochine, en Égypte, au Chili, etc...).

Il n'empêche que les mouvements national-révolutionnaires sont démocratiques bourgeois dans leurs *perspectives* et dans leur contenu :

“*parce que l'essentiel de la population des pays arriérés est constitué par des paysans, c'est-à-dire par des représentants des rapports bourgeois capitalistes*”; pourtant ces paysans sont des forces révolutionnaires *conséquentes* exactement au même titre que dans la Russie pré-révolutionnaire et :



*“il serait utopique de penser que les partis prolétariens [...] puissent appuyer une tactique et une ligne communistes dans ces pays sans établir des rapports déterminés avec le mouvement paysan et sans lui fournir un appui effectif”.*

Non seulement leur entrée dans l'arène des luttes insurrectionnelles crée les conditions les plus favorables au développement de la guerre de classes prolétarienne, mais elle provoque une dislocation profonde des bases sur lesquelles repose la domination incontestée de l'impérialisme.

De la même façon, les amendements apportés aux thèses visaient à souligner la nécessité de faire une propagande active en faveur de la création de soviets ruraux, expression d'un mouvement décidé à s'attaquer au pouvoir de la grosse propriété foncière et des multiples formes pré-capitalistes coexistant avec les rapports bourgeois de production naissants ou déjà nés et les formes correspondantes de propriété. Comme le répéta Lénine, il s'agissait :

*d’“établir et motiver la thèse suivante: avec l'aide du prolétariat des pays avancés, les pays arriérés peuvent passer au système soviétique, et, en passant par des phases déterminées de développement, arriver au communisme, en sautant par-dessus la phase du capitalisme”.*

Les “Thèses supplémentaires” rédigées par le délégué indien Roy furent approuvées à l'unanimité en commission après avoir été, elles aussi, revues à fond. Elles furent ajoutées à celles de Lénine, surtout afin d'élucider les problèmes posés par la délimitation à l'égard des formations politiques participant au mouvement de libération nationale des colonies, par l'appui à leurs ailes révolutionnaires populaires et surtout paysannes et par la nécessité de sauvegarder jalousement l'autonomie politique, programmatique et organisationnelle des partis communistes “même embryonnaires” dans leurs aires respectives: en effet, le texte excluait avec la même rigueur marxiste toute chute dans le “frontisme” au même titre que tout “indifférentisme”, ce que Lénine résumait dans la formule: appuyer :

*“le mouvement révolutionnaire démocratique bourgeois sans jamais se confondre avec lui”.*

Emportés par leur enthousiasme pour les jeunes partis qu'ils représentaient et qui comptaient parmi les plus combattifs d'Asie, Roy et les délégués du Turkestan prétendirent que l'épicentre de la *lutte pour le communisme* se déplaçait des métropoles impérialistes aux aires arrières de la planète. Ils allèrent jusqu'à faire “dépendre le sort du communisme dans le monde de la victoire de la révolution sociale en Orient”, ce qui souleva une très vive discussion. Il ressort d'une brève allusion du quotidien publié pendant le Congrès (350), le “*Vestnik vtorogo Kongressa K.I.*”, No 1, 27/7/1920, que le délégué indien, immédiatement tancé par Lénine, était parti d'une double affirmation:

*“le sort du mouvement ouvrier en Europe dépend entièrement du cours de la révolution en Orient: sans le triomphe de la révolution dans les pays orientaux on peut admettre que le mouvement communiste en Occident compte pour zéro”,* parce que *“c'est des colonies, surtout asiatiques, que le capitalisme mondial tire ses principales ressources et, à la limite, les capitalistes européens peuvent donner aux ouvriers la totalité de la plus-value et donc les attirer à leurs côtés, ayant tué en eux toute aspiration révolutionnaire”;* *“la classe ouvrière européenne ne réussira pas à abattre l'ordre capitaliste tant que la source de surprofits représentée par les colonies ne sera pas définitivement tarie”;*

le prolétariat des colonies a dès aujourd'hui le pouvoir d'entraîner derrière lui les grandes masses populaires en s'appuyant sur leurs intérêts de classe. Il tombait ainsi dans des excès “économistes” et renvoyait involontairement la révolution aux calendes grecques; en outre, il exagérait le poids de la classe ouvrière dans des pays qui économiquement ne sont même pas encore arrivés au seuil de mode de production capitaliste et n'ait de façon implicite toute valeur aux mouvements démocratiques bourgeois (la... déception conduira Roy à adhérer par la suite au parti de Gandhi et de Nehru!). Une pareille conception anticipait sur de multiples déviations aujourd'hui en vogue dans les groupuscules “gauchistes”. On la désigna justement du terme de

“messianisme asiatique”, mais elle était en contradiction avec les bases mêmes de toute la vision marxiste, car s'il est vrai que la lutte pour le communisme tire impulsion et vigueur des mouvements sociaux de la plèbe opprimée des colonies, ex-colonies et semi-colonies, il manque dans ces aires des prémisses *matérielles* indispensables; or celles-ci ne peuvent être créées en l'absence d'une victoire prolétarienne dans les pays capitalistes avancés qui restent donc la *clef de voûte, le facteur décisif* de la stratégie communiste mondiale. C'est d'ailleurs un délégué de l'Orient en ébullition, le persan Sultan Sade, qui réfuta en partie (351) à la tribune du Congrès cette déviation:

*“Supposons que la révolution communiste ait commencé en Inde. Les travailleurs de ce pays pourront-ils résister à l'assaut de la bourgeoisie du monde entier, sans l'aide d'un grand mouvement révolutionnaire en Angleterre et en Europe? Naturellement non. La répression de la révolution en Perse et en Inde en est une preuve évidente. Si aujourd'hui les révolutionnaires persans et turcs peuvent lancer le gant du défi à l'omnipotente Angleterre, ce n'est pas parce qu'ils sont plus forts, mais parce que les bandits impérialistes sont devenus impuissants. La révolution commencée en Occident a rendu le terrain brûlant jusqu'en Turquie et en Perse et elle a infusé une nouvelle énergie aux révolutionnaires. L'époque de la révolution mondiale est commencée.”*

Des théoriciens et historiens bourgeois aussi présomptueux qu'ignorants parlent volontiers de “l'eurocentrisme marxiste”. Ce qu'ils appellent ainsi est en réalité la définition des points *nodaux* de l'évolution mondiale, des rapports entre les classes, comme reflets du degré de développement atteint par les forces productives matérielles: la révolution communiste peut certes éclater *partout*, et il est bien possible et même probable qu'elle éclate *d'abord* dans les aires arriérées du globe, “anneau le plus faible de la domination capitaliste”, mais elle ne peut *vaincre internationalement* qu'à la *seule* condition que le prolétariat abatte l'État bourgeois là où existent des conditions matérielles suffisantes (et aujourd'hui plus que suffisantes) du passage direct au communisme inférieur sur le terrain économique et de là au communisme supérieur. Telles sont les prémisses de la réalisation du “plan mondial” qui pour Lénine devait permettre de dépasser le stade économique et social du capitalisme dans ce qu'on appelle aujourd'hui le tiers-monde. Ce dernier est une force active du communisme mais des déterminations objectives qui n'ont rien à voir avec un destin..., racial font qu'il ne peut pas être l'avant-garde du communisme, en dépit de tous les Marcuse d'aujourd'hui et d'hier.

Pendant le débat ouvert par le discours introductif de Lénine et l'illustration des thèses supplémentaires par Roy, on vit se succéder à la tribune des délégués de l'Inde, de la Perse, de la Corée, de la Chine, de la Turquie et des Indes hollandaises. On vit aussi des délégués de l'Irlande alors en pleine lutte armée contre l'Angleterre colonisatrice et exploitrice, et des interprètes “blancs” du mouvement des populations de couleur des États-Unis. Ils furent tous unanimes non seulement à souligner les progrès du mouvement communiste dans les “zones arriérées” du globe, mais à souligner l'immense contribution des mouvements insurrectionnels des nationalités opprimées au processus de corrosion des bases *mondiales* de l'impérialisme (tout comme Radek dans sa brève intervention), et donc aussi au succès de la révolution mondiale dans les zones clef de sa domination. Ils proclamèrent donc aussi la nécessité de rompre irrévocablement avec les traditions de pédante “indifférence” ou même d'aversion du mouvement ouvrier à l'égard de ce “nouvel horizon” héritées de la IIe Internationale.

Ce sont précisément ces dernières qui se firent jour dans les discours prononcés par les maximalistes italiens au milieu des clameurs vibrantes du Congrès. Maître dans l'art de dire et de ne pas dire, Graziadei fut certainement le plus subtil: il ne repoussa pas la posture générale donnée au problème; il déclara même la partager, non sans ajouter, “constatation” désopilante, bien digne de son révisionnisme théorique, qu'elle prouvait la capacité de Lénine à se servir avec maestria :

*“de la seule partie (!!!) du marxisme à laquelle il ne soit pas permis de toucher: la méthode”*

et précisément pour cette raison de saisir avec une extrême lucidité les aspects “concrets” de la situation mondiale d'après-guerre. Mais il mit en garde (et jusqu'ici non sans raison) contre l'application mécanique et uniforme du *même* critère au problème des nationalités des pays avancés et des pays arriérés. Chose plus grave, sous prétexte de garder la mesure dans les directives imparties aux communistes des colonies et des semi-colonies, il les invita à accorder aux mouvements révolutionnaires de libération non un appui mais un intérêt “actif” et à nouer avec eux non pas des “liens temporaires”, dans le sens d'une “marche commune”, mais seulement (comprenez qui peut!) des “rapports temporaires” cela provoqua une tempête de protestations:

*“C'est une phrase à la Wilson”* cria en réponse l'Irlandais Mac Alpine *“qui ne signifie rien comme toutes les phrases de ce monsieur; c'est une méthode dissimulée pour se débarrasser complètement de cette idée, qui rappelle celles qui étaient en usage dans la IIe Internationale!”*

Dans son discours, Serrati traite en particulier de la surdité de la seconde Internationale à l'égard d'un problème que l'histoire elle-même pose de façon et avec des accents tellement dramatiques (il arrive même aux opportunistes de dire des choses justes) et il demande que certaines formulations soient mieux précisées, pour écarter le danger d'interprétations trop larges qui auraient pu prêter le flanc à des déviations chauvines et nationalistes jusqu'en Europe, la proposition d'alliances avec des forces et des partis non prolétariens, risquant “d'affaiblir la conscience de classe du prolétariat”. Par contre il prit une position nettement anti-dialectique et anti-marxiste en proclamant que

*“l'action de libération nationale entreprise par des groupements bourgeois démocratiques n'est jamais une action révolutionnaire, même quand elle recourt aux moyens de l'action armée; elle est entreprise en faveur d'un impérialisme national en formation [...] ou dans le contexte de la lutte de l'impérialisme capitaliste d'un autre État contre l'impérialisme antérieurement dominant”.*

Il niait donc à cette action toute fonction révolutionnaire *même dans le sens bourgeois, fut-il “inconséquent”*, si le prolétariat n'y intervenait pas; Serrati tombait ensuite dans l'arrogance et le “chauvinisme de grande puissance” typique du socialisme traditionnel (352) quand il ajoutait que le danger de dévier de la juste orientation de classe en suivant une politique mal définie d'alliances et d'accords est beaucoup plus grand : *“dans les pays arriérés que dans les pays avancés parce que dans les premiers le prolétariat ne possède pas encore une claire conscience de classe et suit souvent ses chefs de façon aveugle”.*

Comme si ce n'était pas *justement* ces partis occidentaux dont l'opportunisme et le chauvinisme reflétaient l'extrême vulnérabilité de larges couches de la classe ouvrière des pays capitalistes les plus évolués aux influences d'idéologies non-prolétariennes ou anti-prolétariennes qui se trouvaient au banc d'accusation du Congrès! Comme s'il ne s'agissait pas précisément d'éveiller la conscience de classe assoupie ou altérée en les poussant à se solidariser avec les plèbes coloniales opprimées par *leur* État! Comme le nota Zinoviev, le directeur de “l'Avanti!” s'était refusé à participer aux travaux de la commission bien qu'il ait manifesté plusieurs fois son désaccord; bien plus, exaspéré par l'intransigeance de l'Exécutif qui exigeait l'élimination radicale de la droite du parti socialiste italien, il n'avait participé à *aucune* commission. Il proposa qu'on se limite à exprimer aux :

*“peuples gémissant sous le joug de l'impérialisme notre sympathie pleine et active dans leur lutte contre les exploités”.*

Il déclara ensuite que *“le prolétariat dans sa lutte contre l'oppression capitaliste, a le droit (!) de s'appuyer sur des insurrections nationales pour les transformer en révolution sociale”.*

Cela souleva une nouvelle tempête d'indignation, et Roy lui cria :

*“celui qui croit qu'il est réactionnaire d'aider les peuples arriérés dans leur lutte nationale et qui oublie que ces populations doivent parcourir des phases révolutionnaires historiquement différentes de celles des peuples européens parce que leur développement économique-politique n'est pas très avancé est lui-même réactionnaire et parle un langage impérialiste”;*

quant aux représentants d'un pays colonialiste par excellence comme la Hollande, il n'hésita pas à flétrir le discours de Serrati en le qualifiant d' “inouï”. Soit dit à l'honneur de la cohérence de Serrati, il s'abstint de voter les thèses. Il est par contre difficile de dire combien de délégués les approuvèrent pour les fouler ensuite aux pieds ou pour leur faire subir des déformations démocratiques et pacifistes vulgaires.

Le raisonnement de Serrati n'était bien entendu pas un cas d'espèce. En Italie comme en Allemagne, le centrisme, rompu à tous les compromis dans son pays d'origine, prenait des poses “orthodoxes” et extrémistes aux dépens des lointains mouvements d'indépendance dans les colonies et les pays plongés dans les ténèbres de la barbarie. Tolérant à cent pour cent à l'égard de sa propre droite parlementaire et syndicale, il affichait l'intransigeance à l'égard de forces sans doute non prolétariennes, mais révolutionnaires à l'égard de la féodalité, comme l'était la petite bourgeoisie *radicale* des villes et des campagnes européennes en 1848-50. Serrati se référait aux vigoureuses campagnes anti-irréductibles du socialisme italien dans les *quinze premières années du XXe siècle*; mais il oubliait qu'en 1848 Marx et Engels avaient considéré comme une revendication *spécifique* du mouvement radical et donc aussi du mouvement ouvrier, la séparation de Trieste de l'empire des Habsbourg, et condamné les faux démocrates révolutionnaires qui s'en étaient lavés les mains; il oubliait qu'ils s'étaient également battus contre ceux qui restaient indifférents aux mouvements de libération de Pologne et d'Irlande qui recouraient pourtant à la violence et même à la terreur, sous le prétexte qu'ils étaient ouvertement bourgeois et démocratiques. Dans la vision maximaliste-indépendante, toute la construction marxiste se trouvait renversée: *aucun* “compromis” *là où* le prolétariat se heurte à des *données objectives* (absence des “bases matérielles” du socialisme, faiblesse du prolétariat, suprématie numérique écrasante de la paysannerie) par-dessus lesquelles il était impossible de passer au moyen d'une révolution pure; mille “compromis” *là où* toute phase révolutionnaire bourgeoise est historiquement close! Bref, aucune révolution d'aucun genre! Le délégué de la Gauche italienne n'intervint pas dans le débat, et les illustres historiens opportunistes soulignent complaisamment le fait que dans une déclaration ultérieure du “II Soviet”, il reconnut partager *certaines* des réserves de Serrati. Dans cet article, il précisait pourtant que l'attitude assignée par le Congrès :

*“au mouvement communiste révolutionnaire, expression des masses prolétariennes salariées, face aux intérêts des peuples des colonies et des pays arriérés (et à ceux des diverses couches de la population rurale) représente sans aucun doute un retour à la méthode de l'intransigeance classiste jusqu'alors préconisée par la gauche marxiste”.*

De même les contributions ultérieures de la Gauche abstentionniste sur le même sujet (353) suffisent pour se convaincre que les doctes personnages qui prétendent découvrir une divergence de principe entre les bolcheviks et nous sur la question nationale (et agraire) trichent une fois de plus sans la moindre pudeur. Nos réserves portaient sur la tactique qui, dans ce domaine plus qu'en aucun autre, posait des problèmes difficiles, puisqu'elle passait entre les deux prémisses de l'indifférence et du “frontisme” et risquait donc à chaque pas de dévier du marxisme. Comme nous l'avons toujours dit, le manque de clarté dans les formules tactiques est source de déviations graves non seulement dans l'action, mais jusque dans les principes. Nous partageons et partageons *sans réserve* la façon dont l'I.C. avait posé le problème, sachant bien que le marxisme fait une claire distinction entre les différentes phases successives de l'ère capitaliste, et donc aussi de son dépassement et qu'il reconnaît que dans certaines phases (les révolutions doubles, précisément) le prolétariat doit *assumer internationalement* des tâches *qui ne sont pas les siennes*, mais qui sont néanmoins révolutionnaires à l'égard du mode de production des “ennemis de ses ennemis” et que même dans l'hypothèse la moins optimiste, il

doit *aider* à leur réalisation. Non seulement il n'est pas marxiste, mais il est contraire à notre doctrine de réduire en tous temps et en tous lieux toutes les contradictions internes du régime capitaliste au seul antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie; ces principes ayant toujours été bien clairs pour nous, la seule difficulté résidait à nos yeux dans leur correcte application tactique. Une lecture attentive des thèses de 1920 oblige à reconnaître qu'elles n'ont pas traité le problème de façon complète ni indiqué de ligne tactique *tant soit peu sûre*.

Dans la question nationale, les difficultés qu'il ne faut ni oublier ni éluder sont en effet les suivantes: quelle est la limite qui sépare la "lutte commune" et "l'alliance" même "temporaire"? Quelle est également la limite entre ces deux tactiques politiques et la défense jalouse de l'autonomie du parti communiste, implication essentielle de la tactique d'appui aux mouvements national-révolutionnaires? Jusqu'à quel point un mouvement d'indépendance nationale conserve-t-il son caractère "national-révolutionnaire" et quand le perd-il au profit d'un vulgaire "démocratisme bourgeois"? Quels liens doit-il y avoir entre mouvement national-révolutionnaire dans les colonies et mouvement prolétarien communiste dans les métropoles? Et est-il possible d'atténuer le rôle prééminent de ce dernier sans que le rôle révolutionnaire du premier en souffre? Ces questions ne sont pas un luxe théorique. Cinq ans après le IIe Congrès, le stalinisme montrera en Chine combien il est facile de franchir la limite qui sépare les alliances conclues dans la plus rigoureuse autonomie et la capitulation face à des partis ouvertement bourgeois comme le Kuomintang de Sun Yat-Sen et, pire, de Tchang Kaï-Chek, en subordonnant les buts *révolutionnaires* du puissant mouvement paysan et ouvrier chinois à des intérêts *nationaux et démocratiques vulgaires*, ce qui aboutit à un des plus atroces bains de sang prolétarien et paysan auxquels la conservation capitaliste et l'impérialisme se soient jamais livrés.

De même, les thèses n'ont pas clarifié les problèmes très ardu de tactique communiste que posent les différences des conditions matérielles et des rapports de forces entre les classes dans les différentes aires selon qu'elles sont pleinement bourgeoises, déjà pénétrées par le capitalisme ou pré-capitalistes. Dans l'Europe pleinement capitaliste elle-même, pour donner un seul exemple typique, il restait et reste encore en partie des problèmes d'oppression nationale dont le plus classique, celui de l'Irlande, constitue depuis plus d'un siècle aux yeux du marxisme une entrave au mouvement ouvrier anglais. Le danger était et demeure, comme nous l'avons indiqué dans l'article ci-dessus cité, d'extrapoler ces cas-limites pour les appliquer, comme en 1923, à l'Allemagne ultra-capitaliste où l'on en tira prétexte pour "appuyer" comme *potentiellement* révolutionnaire l'agitation nationaliste et même nazie contre l'occupation française de la Ruhr et contre les clauses oppressives du traité de Versailles.

Les opportunistes ne voient pas ces pièges: ils y tombent et s'y engluent. Il en va autrement pour les marxistes: pleinement d'accord pour reconnaître que les révolutions bourgeoises conséquentes, c'est-à-dire "bourgeoises à fond", étaient révolutionnaires, nous avons le droit et surtout le devoir de mettre l'Internationale en garde contre les déviations prévisibles qui guettaient des partis aux bases théoriques incertaines et de composition douteuse quand ils tentaient d'appliquer "à la lettre" (et donc mal) des thèses pourtant impeccables (354). En 1924-26, notre courant sera le premier à exiger que la solution stratégique et tactique que Lénine avait donnée au problème dans ses thèses soit intégralement respectée contre toute tendance (voir la Chine!) à en altérer les termes, c'est-à-dire à mettre en cause le rôle prééminent du parti communiste mondial dans la direction des mouvements nationaux et coloniaux et la nécessité de son autonomie autant sur le plan local qu'international. Notre courant fut aussi le premier à mettre en garde contre la transposition erronée de la grande perspective de 1920 à des pays ultra-capitalistes où :

*"la question nationale et l'idéologie patriotique ne sont que des expédients directement contre-révolutionnaires tendant au désarmement de classe du prolétariat"* (Allemagne 1923).

Les savants historiens l'auraient-ils oublié?

g) La question agraire

Des considérations analogues valent aussi pour les thèses que Lénine rédigea sur la question agraire et auxquelles la Commission Marchlevsky apporta divers amendements.

Dans son bref discours, Graziadei déclara que le problème se réduisait à appliquer la méthode marxiste du “moindre effort” : bien repérer ses adversaires et leur faire les concessions susceptibles de faciliter la prise du pouvoir et sa conservation. En fait, le problème déborde cette position un peu mesquine. Il faut tenir compte des conditions *objectives* de la production agricole en régime capitaliste qui déterminent la structure complexe de la classe paysanne et qui fourniront précisément à la dictature prolétarienne le cadre matériel dans lequel elle s'attellera à l'implantation d'une gestion collective des campagnes, ce qui ne concerne pas tellement la “propriété du sol” (problème mineur) que *la façon de l'exploiter*.

Il est anti-marxiste d'ignorer que, sous le capitalisme, le passage à la grande entreprise à travail associé est beaucoup plus lent, beaucoup moins large et radical dans l'agriculture que dans l'industrie. Aussi la petite et la moyenne gestion familiale et artisanale subsiste-t-elle sous ses multiples formes et est-elle destinée à survivre longtemps malgré son caractère anti-économique. Il est donc absurde de penser que la révolution prolétarienne ne peut se produire avant qu'elle ait disparu. Pour la même raison, bien que d'un point de vue dialectiquement inverse, il est tout aussi anti-marxiste de supposer qu'il soit possible de passer immédiatement à la gestion sociale collective de la petite et de la moyenne entreprise paysanne et même du latifundium. Ce passage ne sera *immédiat* que dans le cas de la grande entreprise agricole capitaliste. Mais le marxisme admet que même après l'expropriation des grandes exploitations capitalistes, la gestion de la terre soit confiée à ceux qui la travaillent dans le vaste secteur qui, fût-ce pour des raisons purement techniques, ne se prête pas à une gestion sociale. De même il n'est pas marxiste de considérer comme un seul bloc contre-révolutionnaire tout cet éventail de couches sociales aux intérêts opposés mais toutes attachées à la gestion pré-capitaliste de l'agriculture et à la façon correspondante de raisonner... ou de déraisonner, que l'on désigne par le terme général de classe paysanne.

Le pivot du communisme révolutionnaire dans les campagnes est et reste la vaste couche des salariés agricoles et des journaliers à l'histoire souvent glorieuse, pour deux raisons : premièrement parce que leurs intérêts et leurs luttes les placent exactement sur le même plan que les salariés de l'industrie ; deuxièmement, parce que, de ce fait, la gestion collective de l'agriculture instaurée par la dictature du prolétariat s'appuiera sur eux, du moins dans les aires où le capitalisme lui-même nous fait involontairement cadeau des conditions *matérielles* de cette gestion, et dont l'extension, proportionnelle au développement économique, est très grande en Occident. Cela ne signifie pas que les marxistes n'aient rien à proposer aux cultivateurs parcellaires, aux petits et très petits fermiers, et même aux petits paysans propriétaires. En dehors de toute considération... électorale, ces propositions doivent répondre aux faits matériels : tout d'abord la révolution prolétarienne ne peut balayer d'un seul coup ces couches sociales ni le lopin minuscule sur lequel elles s'échinent pour faire face à leurs charges, mais qui reste pour elles une réalité vitale ; ensuite le prolétariat urbain et rural peut recevoir leur appui dans sa lutte contre un ennemi que leurs préjugés ancestraux les empêchent d'identifier, mais dont la domination impitoyable se manifeste par la rente foncière, l'usure, les impôts, etc. En outre le prolétariat ne peut pas fermer les yeux sur l'importance de ces couches ni sur la possibilité, sinon de les gagner toutes et durablement à sa cause, du moins de neutraliser leurs résistances, leurs préventions, leurs idées fausses, particulièrement tenaces dans ce que les Thèses de 1920 appellent la paysannerie moyenne. Enfin, à l'inverse, il ne peut pas ignorer que les paysans *aisés* même s'ils sont en partie exploitants directs constituent un terrible danger de contre-révolution et qu'il faudra tôt ou tard les combattre par les armes.

Dans la brochure que le P.C. d'Italie alors dirigé par la Gauche a publiée en 1921 (355), on trouve une brillante réfutation des préjugés traditionnels du socialisme genre IIe Internationale

qui avait été dénoncés à Moscou. Elle donne un exemple classique de la façon marxiste de poser le problème en mettant l'accent non pas sur la *propriété*, mais bien sur le mode d'*exploitation*, que les Thèses de l'I.C. n'avaient pas assez nettement distingués. Le résultat avait été qu'elles semblaient exclure cette nationalisation *immédiate* du sol qui, comme Lénine l'a rappelé mille fois après Marx lui-même, ne fait pas partie des revendications *socialistes*, mais des revendications radicales *bourgeoises* et que l'on peut appliquer même si la petite et très petite entreprise agricole à travail non associé persiste pendant quelque temps et dans certaines aires (bien entendu sous le contrôle central et la direction rationnelle de la dictature prolétarienne).

On voit que les “réserves” de la Gauche étaient tout autres que celles de Graziadei et de Serrati. Selon Graziadei, les Thèses de l'I.C. apportaient de l'eau au moulin du *révisionnisme théorique* qu'il affectait de combattre parce qu'elles lui semblaient en contradiction avec :

“*la tendance à l'élimination totale de l'exploitation paysanne de type familial en régime capitaliste*”,

que Marx aurait soi-disant présentée comme une loi *mécanique*. En outre, toujours selon lui, l'habile opportunisme tactique dont elles auraient fait preuve aurait du conduire à de plus grandes concessions non seulement aux paysans moyens, mais aux grands propriétaires terriens, auxquels, selon lui, il aurait fallu promettre une... rente viagère en échange des experts et des capacités techniques supérieures (!!!) mis par eux à la disposition de la dictature prolétarienne. Quant à Serrati, il demandait de ne pas faire de concessions *excessives* aux petits paysans *pris en bloc* (356); il avait raison en ligne de principe, mais il oubliait ou sous-estimait l'influence qu'ont dans les campagnes les partis ou les associations d'inspiration cléricale qui recrutent justement parmi les petits paysans; en outre, il était trop optimiste quand il imaginait que la petite paysannerie se rangerait immanquablement aux côtés des salariés agricoles en grève et raisonnait une fois de plus de façon anti-dialectique quand il excluait que les paysans pauvres ou très pauvres puissent aider en quoi que ce soit la révolution prolétarienne. Il avait donc tort en pratique en niant qu'avant la révolution ces couches puissent être accessibles à une propagande qui, sans rien changer ou dissimuler *dans ses buts*, mette en relief les énormes avantages que la suppression des charges liées au maintien de la propriété bourgeoise et de toutes les formes de parasitisme social ne pourra pas manquer d'apporter aux petits cultivateurs opprimés par le capital, et que seule la prise du *pouvoir* par le prolétariat rendra possibles.

Le problème n'était pas là et notre texte de 1921 “La question agraire” le montre bien. Les Thèses agraires de 1920 de l'Internationale donnaient de la situation agricole et des rapports de classes dans les campagnes une représentation que nous ne dirons pas statique, mais insuffisamment dynamique, parce qu'elles reflétaient essentiellement les conditions régnant en Russie, malgré les variantes introduites en commission, surtout sur l'insistance des délégués allemands (357). En Russie, il existait une “communauté d'intérêts” et même une alliance provisoire entre prolétariat urbain et rural d'une part et cultivateurs “indépendants” (“l'hydre petite-bourgeoise” de la NEP!) de l'autre, dont Lénine avait lucidement prévu la *rupture*; or les thèses considéraient que cette dernière ne se produirait qu'à une échéance *assez lointaine*, ce qui était naturel dans une aire de révolution double; mais comme le moment et la profondeur d'une telle rupture dépendent de *rapports de forces* et donc du degré de développement économique général, et non pas de banals calculs d'opportunité, ils ne pouvaient être les mêmes dans toutes les aires du monde: dans l'Occident capitaliste, et surtout dans ses pays les plus développés, cette rupture devait *de toute façon* se produire *plus tôt* et sous une forme beaucoup plus violente qu'ailleurs.

Cette constatation n'enlève rien à la parfaite “orthodoxie” des principes qui ont inspirés les Thèses; elle ne justifie en rien ni le pseudo-extrémisme que les opportunistes affichent, ni, inversement, leur battage pour s'assurer les faveurs de la petite et moyenne paysannerie, comme il est de coutume aujourd'hui. Par contre, elle exige du parti prolétarien qu'il ait conscience de travailler sur un terrain plein de contradictions dès qu'il aborde la question agraire. Certes, il ne

doit pas perdre de vue la nécessité d'une propagande destinée aux couches paysannes et visant à attirer à lui les éléments les plus pauvres ou les moins imprégnés de préjugés petits-bourgeois, ainsi qu'à neutraliser temporairement les autres; mais il doit comprendre que cette propagande est aussi semée d'embûches et d'obstacles dans certaines phases du processus révolutionnaire qu'elle est fertile dans d'autres phases, et il doit donc garder la capacité de passer rapidement d'une tactique de persuasion patiente, d' "éducation" et de direction, à une tactique d'offensive, de répression et même de suppression violente (358).

Dans la brochure de la Gauche sur la question agraire plus haut citée, il est donc justement dit que les Thèses de 1920 de l'I.C. :

*"dictées par l'expérience russe apparaissaient trop modérées en tant que thèses internationales, en ce sens que dans les pays industriels, la lutte contre le paysan riche et moyen doit commencer plus tôt"*, ajoutant d'ailleurs que si l'on peut les juger *"trop prudentes [...], cela n'autorise pas les opportunistes à s'imaginer, dans leur ignorance, qu'elles font litière de la doctrine marxiste par opportunité politique"*.

Ainsi, le jour où l'Internationale décadente transformera ce que nous avons appelé *"l'aide précieuse de la révolte du paysan pauvre"* à la révolution prolétarienne en un rapport d'égalité ou de quasi-égalité entre les deux classes, ce sera la débâcle. On aura oublié en effet que le prolétariat n'est pas seulement

*"comme le paysan, une victime des rapports de production bourgeois, mais le produit d'une époque historique où ces rapports sont prêts à céder la place à un système nouveau et différent"* ("Thèses de Lyon", partie II, paragraphe 10) (359),

et que de ce fait il est le véritable protagoniste de la révolution des rapports économiques, sociaux et en premier lieu juridiques dans les campagnes. Mais c'était oublier du même coup que les conclusions tactiques de Lénine sur ce sujet difficile reposaient sur deux principes fondamentaux indissociables: d'une part,

*"la prééminence et l'hégémonie de la classe ouvrière dans la conduite de la révolution"*, d'autre part, *"les rapports fondamentalement différents que le prolétariat a avec la classe paysanne d'un côté et avec les couches moyennes réactionnaires de l'économie urbaine, dont les partis sociaux-démocratiques sont la principale expression"*, de l'autre (360).

Dans ce domaine encore, c'est à la Gauche qu'il incombera de défendre l'essentiel du II<sup>o</sup> Congrès contre ceux qui ont cyniquement exploité après coup certains points faibles sur *le plan formel*, mais accessoires. Cela ne dit rien, une fois de plus, aux historiens?

h) Les tâches de l'Internationale communiste et les statuts

Malheureusement le débat sur les thèses relatives aux tâches de l'I.C. éluda lui aussi les questions de principe posées par Lénine dans deux paragraphes initiaux, en tenant pour acquis ce qui en réalité restait bien confus pour la majorité des délégués. L'attention se concentra au contraire sur le paragraphe III dans lequel étaient indiquées les lignes directrices d'une :

*"correction de l'orientation et en partie de la composition des partis qui adhèrent ou veulent adhérer à l'I.C."* (361).

Ce fut en fait le point le plus controversé de ces thèses et aussi celui qui devait immanquablement provoquer le plus d'hésitations dans les partis attirés par la III<sup>o</sup> Internationale, ce qui ne manqua pas d'influer sur les décisions finales du Congrès. L'imposition générale était désormais bien connue: il fallait reconnaître ouvertement que certains des partis qui avaient quitté la II<sup>o</sup> Internationale et qui étaient disposés à adhérer conditionnellement ou inconditionnellement à la III<sup>o</sup> étaient encore bien loin d'accepter les principes fondamentaux de celle-ci et de les traduire pratiquement. Il fallait donc refuser de les admettre immédiatement dans ses rangs et remettre à plus tard toute décision sur la possibilité



d'accepter leurs ailes dissidentes, à savoir après la publication et l'ample discussion des décisions du II<sup>e</sup> Congrès et du Comité Exécutif de l'I.C. Il fallait enfin que les éléments qui “continuaient à agir dans l'esprit de la II<sup>e</sup> Internationale” soient expulsés, que tous les organes périodiques du parti soient confiés à des rédactions exclusivement communistes, que l'Exécutif ait mandat impératif de n'admettre lesdits partis ou des fractions de ceux-ci dans l'I.C., qu'après s'être assuré qu'ils appliquaient effectivement les 21 points. En outre, on jugeait *opportun* que les communistes en minorité dans les organes de ces partis ou de partis analogues y restent dans la mesure où il leur était permis d'y faire de la propagande pour les principes de la dictature prolétarienne et du pouvoir soviétique et d'y critiquer les éléments opportunistes et centristes. On appelait des groupes et des partis comme le K.A.P.D. d'une part, les I.W.W. et les Shop-Stewards Committees de l'autre à adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale en considérant que :

*“leurs idées erronées sont moins dues à l'influence d'éléments provenant de la bourgeoisie [...] qu'à l'inexpérience politique de prolétaires pleinement révolutionnaires et liés aux masses”.*

Enfin, on proclamait la nécessité de faire une propagande intense parmi les prolétaires anarchistes qui commençaient à comprendre la nécessité de la dictature et de la terreur.

Dans ce cadre, la question des modalités de constitution du parti communiste en Angleterre fit l'objet d'un débat particulièrement animé. La décision prise n'obtint ni ne pouvait obtenir l'approbation de la Gauche (pas plus que celle qui concernait le P.S.I., sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure), mais notre Fraction la jugea particulièrement malheureuse. Il nous faut nous y attarder non seulement pour rappeler les raisons de notre désaccord, mais pour rétablir les termes exacts dans lesquels Lénine posa la question et que les historiens de l'opportunisme ignorent trop facilement.

La situation de l'Angleterre telle que la présentaient aussi bien “La Maladie infantile” que le discours de Lénine du 6 août était schématiquement la suivante: d'une part, il y existait des groupes comme les *Shop-Stewards Committees* et la *Workers Socialist Federation* dont les conceptions fondamentales étaient traditionnellement anarcho-syndicalistes, et en tout cas, hostiles au parti et que ni l'Internationale ni la Gauche ne pouvaient donc considérer comme marxistes, mais qui menaient une lutte énergique contre l'opportunisme labouriste et dont l'aversion pour la pratique parlementaire traduisait “*cette noble haine prolétarienne*” qui est “*la base de tout mouvement socialiste et communiste*” (362). D'autre part, il existait aussi un petit noyau comme le *British Socialist Party* qui professait au moins en paroles les principes marxistes du parti de classe, de la dictature et de la terreur, mais qui en diverses occasions avait eu des attitudes pour le moins équivoques et qui, au Congrès, s'était attiré les foudres de Lénine à cause d'un certain *penchant* pour la démocratie.

Dans ces conditions, le premier problème que les bolcheviks posèrent conformément à toute la ligne suivie avant et pendant le Congrès fut d'encadrer ces éléments peu nombreux et peu sûrs dans un *parti unique*, où la présence des premiers, prolétaires extrêmement combattifs et animés de ce fort instinct de classe dont le dégoût pour le parlementarisme est un aspect inhérent, aurait contrebalancé la complaisance excessive des seconds (seul groupe qui affichât un accord avec les principes généraux de la III<sup>e</sup> Internationale et surtout qui reconnût le rôle central du parti dans la révolution prolétarienne) à l'égard du *Labour Party* et de ses représentants parlementaires et syndicaux. Comme tout au long du Congrès, les bolcheviks eurent même tendance à s'appuyer *beaucoup plus* sur les premiers que sur les seconds: ils étaient en effet convaincus qu'à la faveur d'une situation sociale internationale montante et grâce à la direction énergique du centre moscovite, les anciens obstacles à une évolution communiste qui persistaient dans les deux ailes de l'avant-garde prolétarienne anglaise pourraient être surmontés. Dans son discours, Lénine appela sur un ton qu'il n'est pas irrévérencieux d'appeler pathétique les *Shop Stewards* et *Sylvia Pankhurst* à s'unir au *British Socialist Party*, estimant que celui-ci ne méritait pas d'être qualifié d’“irréremédiablement réformiste” comme l'avait fait Gallacher dans sa brève intervention, mais exigeant qu'il mène “une agitation plus efficace et

une action plus révolutionnaire”, c'est-à-dire qu'il change *radicalement* de tactique. Cela n'a rien d'étonnant puisqu'en commission Lénine avait répondu à MacLaine qui se vantait d'être complètement d'accord sur les tâches du Parti et sur l'action à mener au parlement et à l'intérieur des syndicats réformistes:

*“Non, ce n'est pas aussi facile, et si vous croyez le contraire, c'est que vous êtes encore imprégné du verbalisme socialiste qui était en vogue dans la IIe Internationale et qui s'arrêtait toujours face à la nécessité de l'action révolutionnaire”* (363)

Encore une fois, il s'agissait de puiser dans le potentiel révolutionnaire de groupes “qui n'étaient pas encore un parti” pour renouveler les structures d'un autre groupe constitué, lui, en parti, mais “trop faible et ignorant de la façon de faire de l'agitation dans les masses”: dans l'immédiat, il n'y avait pas d'autre possibilité. C'est un fait que le Parti Communiste britannique naquit (bien ou mal, nous n'en discuterons pas ici) autour d'hommes comme Gallacher et Tanner plutôt que de MacLaine et de Quelch.

Mais il y avait une autre question beaucoup plus difficile et qui fut résolue de façon très discutabile: puisqu'en Angleterre on avait à faire à des groupes plus qu'à des partis, même dans le cas du B.S.P., il fallait les aider à dépasser le stade de sectes minuscules presque complètement privées de liens réguliers avec les grandes masses, c'est-à-dire avec la grande armée de travailleurs encadrés dans les Trade Unions et par leur intermédiaire, du moins dans une large mesure, dans le parti labouriste; en effet, cette situation les empêchait de faire entendre leur voix et d'agir sur le plan *politique* au lieu de se livrer à une pure agitation d'un côté et à une activité académiquement “intellectuelle” de l'autre. On sait que dans ce but Lénine préconisa l'adhésion du Parti Communiste dont on espérait la naissance d'une fusion des cinq ou sept groupes ci-dessus mentionnés au Labour Party. L'argument en faveur de cette solution fut que ce dernier n'était pas “un parti au sens courant du terme”, mais un regroupement souple d'organisations syndicales ayant quelque quatre millions d'inscrits et qui, justement du fait de sa structure élastique, laissait aux communistes une certaine liberté de propagande, d'agitation et même de critique révolutionnaire.

Évidemment, la Gauche ne pouvait pas approuver une telle proposition. Pour des raisons de *méthode* tout d'abord, parce que, comme l'observa “Il Soviet” dans le numéro 28 du 11-11-1920, faisant siennes les critiques du “Phare” suisse. l'incitation à adhérer à une organisation que sa constante politique de conciliation en temps de paix et d'union sacrée en temps de guerre avait complètement discréditée aux yeux des ouvriers d'avant-garde ne pouvait avoir que des effets désorientant, quel qu'ait été l'accueil qui lui ait été fait; or précisément là où les traditions hostiles au parti et à la politique étaient spécialement tenaces, le maximum de clarté s'imposait; en outre le *noyautage*, parfaitement normal et obligatoire dans les syndicats et les organisations de masse, enlève au contraire toute raison d'être au parti de classe quand on le pratique au sein d'autres partis politiques. Des *raisons de fait* nous empêchaient aussi d'approuver la position de Lénine: en réalité, le Labour Party n'était pas un simple agrégat de Trade Unions, car s'il regroupait bien de vastes fédérations de métier, c'était sous la direction *politique* d'un “conclave de petits-bourgeois contre-révolutionnaires” comme disait “Il Soviet” du 3-10-1920, bien décidés à subordonner celles-ci à la classe dominante et à son État, mais en aucun cas à tolérer la critique et la propagande révolutionnaires que Lénine considérait comme une condition *sine qua non* de l'adhésion. La question fut tranchée au cours des mois suivants qui montrèrent que le Labour Party ne voulait pour rien au monde ouvrir ses portes à des éléments subversifs; cela n'empêcha malheureusement pas la décision du II<sup>e</sup> Congrès d'avoir des effets nettement négatifs sur le développement du noyau communiste d'Angleterre qui dès l'origine manquait de sûreté et était condamné à agir au sein d'une aristocratie ouvrière pénétrée jusqu'à la moelle d'influences démocratiques diverses, et elle laissa des cicatrices difficilement guérissables. En Angleterre plus que partout ailleurs, Lénine et l'Internationale se trouvaient placés devant le dilemme suivant: ou bien abandonner à lui-même un prolétariat combatif quoique confus, ou bien lui indiquer les voies possibles pour surmonter la terrible inertie du mouvement anglais et de ses

traditions fortement enracinées. C'était le même dilemme que dans d'autres pays, mais sous une forme plus aiguë et plus grave, car la Grande Bretagne constituait alors le centre de la domination mondiale de l'impérialisme. Déjà alors (et à plus forte raison aujourd'hui), la Gauche ne cacha pas que cette solution tactique comptait parmi les plus dangereuses en même temps que les plus subtiles que Lénine ait suggérées et dont l'inconvénient était qu'on ne pouvait les appliquer sans risquer d'oublier les principes. Elles imposaient en effet de passer rapidement d'un audacieux rapprochement avec des "compagnons de route" momentanés à une rupture violente. Or si les bolcheviks y avaient magnifiquement réussi en Russie dans la situation historique de la double révolution, c'est que la scène politique elle-même s'y transformait presque journellement; mais dans une ambiance de capitalisme avancé et de démocratie plus que séculaire et sans la base solide d'une forte préparation et d'une puissante tradition marxiste, on ne pouvait appliquer une telle tactique sans en subir les conséquences fatales.

Pourtant, les opportunistes n'ont pas lieu de se réjouir, car la "souplesse tactique" alors suggérée n'annonçait ni ne justifiait leur absence de principes. Le discours dans lequel Lénine défend sa thèse montre comment, *même* dans ses initiatives les plus aventureuses, il ne perd jamais la boussole de la doctrine, n'efface jamais la ligne de démarcation entre lui et l'ennemi, ne présente jamais comme un idéal ce qui est seulement une *dure réalité* qu'il faut regarder en face pour pouvoir la surmonter après en avoir tiré *avantage*, sans jamais *capituler* devant elle. Quand MacLaine crut pouvoir appuyer sa thèse en disant que le Labour Party était "l'expression politique des ouvriers organisés syndicalement", Lénine répliqua par une phrase que les marxistes ne devraient jamais oublier:

*"C'est une opinion erronée contre laquelle les ouvriers révolutionnaires anglais réagissent jusqu'à un certain point d'une façon tout à fait légitime [...] Bien entendu, le parti travailliste est composé en majeure partie d'ouvriers. Mais le fait qu'un parti soit ou ne soit pas un parti ouvrier ne dépend pas uniquement de sa composition ouvrière, mais aussi des caractéristiques de ses dirigeants, du contenu de son activité et de sa tactique politique. C'est seulement ce dernier élément qui permet d'établir si nous nous trouvons en présence d'un parti du prolétariat. De ce point de vue, qui est le seul juste, le Parti travailliste est un parti entièrement bourgeois parce que, bien que composé d'ouvriers, il est dirigé par des réactionnaires (et même par les pires réactionnaires) dans le sens et dans l'esprit de la bourgeoisie."*

Si donc Lénine proposait qu'une fois constitué le Parti Communiste adhère au Labour Party, c'est en force des mêmes critères qui font aux communistes un devoir de travailler dans les syndicats même "les plus réactionnaires" afin d'établir la liaison avec les grandes masses prolétariennes et de les élever à la hauteur de la lutte politique par une propagande et une agitation vigoureuses; donc, il faisait cette proposition parce qu'il considérait le Labour Party de la même façon qu'un agrégat d'organisations économiques à très large base. C'était une erreur, mais ce bref passage de son discours contient des *thèses de principe* qui vont bien au-delà de la question contingente. C'est à la Gauche qu'il incombera de les défendre *au sein* de l'Internationale décadente et *contre elle* lorsque, défiant les clameurs de la droite et se rattachant au solide fil rouge de 1920, elle réaffirmera que: 1) le parti de classe n'est pas défini par sa composition socialement "ouvrière", comme on a eu le front de le prétendre lors de la "bolchevisation", tombant du même coup dans la conception "travailliste" du parti dénoncée par avance dans le passage ci-dessus de Lénine, mais par la *direction dans laquelle il agit*, par son programme et par sa tactique; 2) la social-démocratie *n'est pas l'aile droite du mouvement ouvrier, mais l'aile gauche de la bourgeoisie*, comme le P.C. d'I. l'avait affirmé à son Congrès de Rome lors de la discussion du mot d'ordre équivoque du "gouvernement ouvrier", ce que l'Internationale en train de perdre ce fil solide devait juger "infantile".

Sylvia Pankhurst, invoquant une fois de plus des arguments secondaires au lieu de soulever directement la *question centrale*, avait objecté à Lénine: "*Si nous sommes de véritables révolutionnaires et si nous adhérons au Parti labouriste, ces Messieurs nous expulseront*". Ce à quoi Lénine répliqua: "*Mais ce ne serait pas un mal!*", tout comme il avait écrit dans "La

Maladie infantile” qu'il ne fallait pas s'effrayer à l'idée de perdre quelques sièges au parlement si Snowden et Henderson repoussaient la main que nous leur tendions momentanément pour la retirer ensuite et les combattre, mais qu'il fallait au contraire considérer cela comme une victoire, puisque la tactique proposée n'avait d'autre but que de démontrer par les faits aux ouvriers qu'il était impossible de jeter un *pont quelconque* entre nous et les opportunistes et qu'en aucun cas Westminster ne pouvait être *notre* terrain de bataille.

Les experts actuels en matière “d'élasticité tactique” auraient bien de la peine à démontrer qu'il existe le moindre lien entre Lénine et eux, *théoriciens* des fronts populaires nationaux, de l'unité entre tous les partis “ouvriers”, de la voie démocratique et parlementaire au socialisme. Même quand il a proposé les tactiques les plus discutables, voire les plus condamnables, Lénine a laissé au mouvement communiste de l'avenir un trésor doctrinal dans lequel il suffit de puiser non seulement pour ne pas retomber dans les erreurs, mais pour atteindre à une vision toujours plus claire de *tout* le difficile processus de développement de notre parti qui n'est révolutionnaire qu'à *condition* d'être aussi anti-démocratique, anti-parlementaire, et anti-opportuniste. Ce trésor, nos opportunistes actuels l'ont jeté par-dessus bord et ne se soucient nullement de le repêcher.

Ce sont ces faisceaux de lumière perçant les ombres équivoques de la contingence qui font du IIe Congrès une partie intégrante du patrimoine théorique et programmatique du communisme révolutionnaire. Tout le reste n'a qu'un caractère éphémère et aussi discutable que le long débat resté sans conclusion sur le parti communiste unifié qui se forma précisément au même moment en Amérique et qui, dès sa naissance, était déjà divisé en une aile unitaire et une aile scissionniste, sans qu'on puisse juger laquelle des deux était tant soit peu en règle avec l'Internationale révolutionnaire. Dans le monde anglo saxon, le parti communiste avait dépassé moins encore que dans le monde latin et centre-européen le stade embryonnaire: la question n'était pas de savoir *où et comment* il ferait ses premiers pas, mais s'il possédait un moyen de ne pas s'égarer. Or ce moyen, c'étaient les principes que Lénine avait cent fois rétablis et que les prolétaires pourtant combatifs et généreux qui s'étaient empressés d'offrir leur contribution à la gigantesque lutte internationale qui se livrait à Moscou sur tous les fronts avaient cent fois oubliés, à supposer qu'ils les aient jamais assimilés.

Dans le débat sur les Statuts, après quinze jours de réaffirmation martelante des principes du marxisme révolutionnaire, les vieux doutes sur le centralisme, la structure hiérarchisée, la discipline des sections à l'égard des organes centraux du Comintern, celle des militants à l'égard des sections, la nécessité d'un réseau illégal du parti, la proclamation ouverte des principes de la violence de classe, de la dictature et de la terreur réapparurent jusque dans les partis qui adhéraient depuis un an à l'I.C. Après cela, on peut comprendre que les bolcheviks se soient écriés: faites-vous les muscles dans la lutte impitoyable contre l'opportunisme et à la dure école de la théorie avant de vous parer du titre de communistes; après, on verra!

8 - Une pierre de touche, la question italienne

Au cours du second Congrès, la question italienne fut évoquée plusieurs fois: dans les Conditions d'admission qui jugeaient sévère ment la tolérance de la direction du P.S.I. à l'égard de la droite dans le manifeste lancé à la fin du Congrès; dans les réponses de Lénine à Serrati, dans le passage en revue des partis adhérents ou candidats fait au début du Congrès par Zinoviev et dans le discours de Boukharine pour présenter les Thèses sur le parlementarisme révolutionnaire.

Les plus dures critiques contre le P.S.I. n'avaient même pas fait ciller le directeur de l'“Avanti!”, mais les directives de l'Internationale étaient restées les mêmes: le parti devait s'amputer sans retard de son aile réformiste par la scission; ainsi “rénové”, il devait, conformément aux Conditions d'admission et en général aux résolutions du Congrès, se montrer à la hauteur des tâches que le cycle historique ouvert par la révolution d'Octobre et par la fin de la guerre et dont les bolcheviks jugeaient que l'issue révolutionnaire était proche *surtout* en

Italie, imposait aux partis communistes. Comme nous l'avons répété plusieurs fois, c'était là une solution minima: elle faisait confiance aux maximalistes sous réserve que le cours nouveau du parti italien, dont l'Exécutif de l'I.C. se réservait le droit de juger après son Congrès extraordinaire, attestât son total ralliement aux principes et programme du Comintern, et non pas une simple adhésion formelle. C'était une solution analogue en substance à celle que la section de Turin du P.S.I., avait proposée dans sa motion sur "la rénovation du parti" parue dans "L'Ordine nuovo" et que Terracini avait lue au Conseil National d'avril; c'est d'ailleurs à cette motion que Lénine se référa dans le paragraphe 17 de son projet de Thèses sur les tâches de l'Internationale Communiste, la considérant comme la base sur laquelle le parti devait agir dans l'avenir immédiat.

Pourtant lors de la séance du 6 août, Serrati finit par prendre la mouche: quoique avec réticence, il avait jusque-là tout accepté; mais il n'était pas disposé à supporter que la direction maximaliste du P.S.I. soit critiquée et même condamnée pour son insistance à couvrir la droite et à la tolérer. C'est pourquoi il déclara qu'il voterait contre, ajoutant qu'il était aussi en désaccord avec la manière dont la question anglaise et américaine avait été posée, ce qui était une façon de donner des allures d'intransigeance à l'extrême complaisance envers la droite qui était au fond de sa divergence. On était à la veille de la fermeture du Congrès et à quinze jours seulement du retour en Italie: Serrati respirait déjà non plus l'air de Moscou ou de Petrograd, mais l'air de Milan, patrie du réformisme parlementaire et syndical. Il commençait déjà à réagir comme les jeunes délégués français avaient craint que les Frossard et Cachin réagissent dans l'étouffante atmosphère parisienne. Il entra déjà dans la peau du personnage qui peu après, en Italie, devait renier les 21 points et courir au secours du réformisme turatien.

Serrati n'était pas le seul dans ce cas. En commission, Graziadei avait fait lui aussi ses réserves les plus expresses sur le ton de la thèse 17 de Lénine et avait demandé qu'il soit adouci pour favoriser l'alignement du plus important noyau possible du vieux parti sur les positions de l'I.C.: "*il me semblait, dira-t-il à son retour, que la direction du P.S.I. et son secrétaire Gennari n'étaient pas traités dans la forme avec tous les égards que leur œuvre méritait, en tenant compte des très graves difficultés de la situation*" (364) et jusqu'à la scission de Livourne, il s'emploiera à lancer un pont ultime en direction du centre maximaliste afin d'en récupérer au moins une partie. C'est encore lui qui proposa une nouvelle version de la thèse 17 sur les tâches de l'Internationale Communiste qui, tout en précisant que l'I.C. ne donnait par sa caution au courant de "L'Ordine nuovo", rendait formellement hommage (365) à la majorité centriste:

*"Le IIe Congrès de l'I.C. reconnaît que la révision de son programme voté par le Parti Socialiste italien à son Congrès de Bologne marque une étape très importante dans son évolution vers le communisme [phrase manquante dans l'original] et que les propositions présentées par la section de Turin au Conseil National du Parti et publiées dans le journal "L'Ordine nuovo" du 8 5 1920 correspondent aux principes fondamentaux du communisme. Il prie le P.S.I. de bien vouloir examiner les propositions en question et toutes les décisions des deux Congrès de l'I.C., spécialement en ce qui concerne le groupe parlementaire, les syndicats et les éléments non communistes du Parti [version initiale: "...afin de corriger la ligne du Parti et d'épurer le Parti lui-même, et en particulier son groupe parlementaire, des éléments non communistes"] à son prochain Congrès qui devra se tenir conformément à ses Statuts et aux Conditions générales d'admission à l'Internationale Communiste."*

Tout cela ne semblait pourtant pas suffisant à Serrati. Il insista sur le fait qu'il n'existait aucune différence entre les deux textes sauf peut-être pour quelque juriste tatillon, et que tous deux désavouaient clairement l'œuvre de la direction du Parti et de l'"Avanti!". C'est d'ailleurs ce que Zinoviev s'empessa de confirmer, et la nouvelle version fut votée malgré Serrati, dans la forme atténuée proposée par Graziadei, mais dont la substance n'était pas équivoque.

Pour la Gauche, la question n'était ni de forme ni de style, et elle souligna que toutes les paroles de Lénine, de Zinoviev et de Boukharine impliquaient une condamnation non seulement

de la droite du P.S.I., mais de son défenseur, le centre maximaliste. C'est bien ce qui résultait de la lettre que l'Exécutif de l'Internationale soumit le 10 août à la délégation italienne et lui remit le 27 dans sa version définitive et renforcée. Dans cette lettre, les réticences de Graziadei avaient disparu: elle sommait le P.S.I. de dissiper toute équivoque avec d'autant plus d'énergie qu'il adhérerait officiellement à l'I.C.: *“Comptant parmi les premiers partis entrés dans la IIIe Internationale, il est d'autant plus indispensable qu'il fixe avec une netteté absolue sa ligne tactique et qu'il mette terme au plus vite à la résistance néfaste résultant des fautes volontaires ou involontaires”* du passé, et du fait qu'il est *“contaminé par des éléments réformistes ou libéraux bourgeois qui, au moment de la guerre civile, sont destinés à se transformer en véritables agents de la contre-révolution, en ennemis de la classe prolétarienne”*, et dont l'influence est responsable du fait que *“ce n'est pas le Parti qui guide les masses, mais les masses qui poussent le Parti”*; le mouvement communiste international qui voit se condenser au-dessus de l'Italie les premières nuées annonçant la tempête révolutionnaire ne peut tolérer que *“le Parti prolétarien se transforme en un corps de pompiers appelés à éteindre l'incendie de la révolution quand celui-ci s'allume dans tous les pores de la société capitaliste.”* Les hésitations doivent donc cesser: *“L'ennemi est dans vos propres rangs [...], débarrassez le parti de l'élément bourgeois et alors, mais seulement alors, la discipline de fer du prolétariat et de son parti conduira la classe ouvrière à l'assaut des forteresses du capital!”*.

Cette lettre pose *“sous la forme d'un ultimatum la question de l'épuration du Parti, sans laquelle le Comité exécutif [de l'I.C.] ne pourrait pas assumer la responsabilité de sa section italienne devant le prolétariat international”*. Certes elle considère comme proche une situation révolutionnaire qui n'était en réalité que trop lointaine, puisque l'occupation des usines qui commença deux jours plus tard marquait plutôt un reflux qu'une ouverture du cours révolutionnaire. Mais elle critique nettement le P.S.I., sa pesante inertie, sa capitulation face à l'opportunisme parlementaire et syndical, sa nullité totale dans toutes les manifestations de la lutte des classes, aussi *“infantiles, spontanées, non-organisées”* qu'elles aient été, comme *“le très important mouvement des conseils d'usine”*, alors que c'était au parti qu'il incombait de *“remédier à de telles déficiences”*. Ces critiques et bien d'autres vont bien au-delà de la contingence, et d'un jugement sur ses possibilités de développement. Elles vont droit au problème général et permanent de la nature et des tâches du parti de classe. C'est *en fonction de ce problème* que l'Internationale souhaitera ardemment la scission de Livourne, et non pas comme dans la version fantaisiste des historiens actuels, parce qu'elle croyait que l'énorme majorité du P.S.I. était avec elle, comme le prouve la lettre du 27 août signée par Zinoviev et Boukharine qui proclame: *“Nous ne courons pas après le nombre; nous ne voulons pas avoir des chaînes aux pieds”*.

Le fait est qu'après le IIe Congrès, le parti italien devient un banc d'essai: n'étant pas un parti qui adhérerait *peut-être* un jour à l'I.C., mais qui en fait partie depuis plus d'un an, il était la pierre de touche de la rupture avec le passé. Certes Lénine et ses camarades étaient trop optimistes dans leur appréciation de la situation politique et sociale de l'Italie, et en commission la Gauche les avait mis en garde contre des illusions excessives à cet égard; le maigre procès-verbal de la séance note que cela provoqua un accès d'impatience de Boukharine contre le délégué abstentionniste (366), ce qui ne manque pas de remplir d'aise nos historiens opportunistes, mais qui montre seulement que si l'optimisme n'est pas une faute, *“le devoir d'être optimiste”* peut nuire à la clarté dans certaines circonstances. Mais que leur appréciation ait été confirmée ou démentie ne change rien au fait que le problème de l'organe-parti avait été bien posé. Moscou demandait une scission d'avec la droite à bref délai: pour nous, la solution était insuffisante; pour le maximalisme elle était draconienne. Après avoir préconisé la voie la moins chirurgicale, l'Internationale reconnut avec nous que la rupture ne devait pas épargner le centre. Ce ne fut pas seulement parce qu'elle se trouva face à une majorité unitaire fermement décidée à ne pas s'en laisser imposer par les instances supérieures de l'I.C. et même à ne pas accepter les principes dont elles étaient (et *devaient* être) les dépositaires et les exécutrices (il est connu qu'à l'automne Lénine entama une vigoureuse campagne contre Serrati). C'est surtout parce qu'elle trouva dans

notre Fraction l'appui nécessaire pour faire appliquer les délibérations du Congrès mondial de la façon la *plus conséquente*, et disons même la *plus bolchevique*, car elle était devenue le catalyseur de toutes les forces obscurément attirées vers le programme communiste.

Le nœud de la question est justement là. Le compte rendu des débats que nous avons cherché à faire en nous en tenant à *l'essentiel* et en élaguant *l'accessoire*, montre comment “l'état-major du communisme” réuni autour de Lénine est parti d'une plate-forme *minima* pour rédiger les thèses destinées à guider un mouvement mondial qu'il savait insuffisamment préparé à les assimiler dans leur formulation la plus rigide et du même coup la plus rigoureuse, et comment non seulement il n'hésita pas un instant à les durcir, mais le fit avec élan et enthousiasme dès qu'il se vit appuyé par un noyau restreint, mais dur de militants décidés à reprendre *son* drapeau et alignés sur les mêmes positions intransigeantes que lui au cours des trois mémorables années de guerre civile. C'est ce qui se produisit pour les conditions d'admission, pour les thèses sur la question nationale et coloniale, pour les Statuts et même pour les thèses sur le rôle du Parti dans la révolution prolétarienne, sur les questions syndicale et agraire et pour quelques paragraphes des thèses sur le parlementarisme, qui toutes avaient été élaborées peu à peu dans l'esprit de la tradition bolchevique et donc marxiste grâce aux efforts conjugués de militants communistes jusqu'à prendre une forme aussi nette que l'histoire le permettait alors. De façon peut-être obscure, l'avant-garde communiste occidentale et même asiatique avait alors rendu à l'avant-garde russe *au moins une partie* de la lymphe vitale qu'elle en avait reçue au cours de mois valant des dizaines d'années.

Sur cette base de granit, il s'agissait de poursuivre l'œuvre commencée à Moscou en construisant partout l'organe de la révolution et de la dictature, le parti. Avant le Congrès, nous avions écrit dans “Il Soviet” que la question parlementaire ne constituait qu'un aspect du problème du parti et en aucun cas notre caractéristique distinctive; nous le répétâmes pendant et après la réunion de Moscou et nous travaillâmes donc en Italie comme nous nous étions solennellement engagés à le faire pour que le parti communiste se constitue de façon parfaitement conforme aux thèses et aux conditions de l'Internationale, sans *atténuations ni réserves*. Nous ne demandâmes aucune investiture. Au contraire nous déclarâmes que ce n'était pas à nous de diriger le parti à la constitution duquel nous consacrerions toutes nos énergies, mais au groupe qui, en avril, avait soutenu, avec Misiano, les positions les plus proches de celles du IIe Congrès sur la question italienne, sans faire pour autant de concessions à l'ordinovisme, mais sans hésiter non plus sur la nécessité d'une “épuration” du P.S.I. Quand les abstentionnistes de Turin proposèrent à la Fraction de se constituer immédiatement en parti, le Comité central de celle-ci les invita fermement à respecter la décision de l'Internationale qui nous imposait de rester dans le P.S.I. jusqu'au Congrès. Même si certaines solutions tactiques ne nous convenaient pas pleinement, le centralisme et la discipline internationale sur la base des principes proclamés et rappelés à Moscou était pour nous une question de principe. Aussi le premier numéro de “Il Comunista” (14 novembre), organe de la fraction communiste du P.S.I., appelée “Fraction d'Imola”, écrivait-il:

*“Il faut supprimer la tendance individualiste qui couve et se développe parmi nous. Il faut savoir obéir pour être obéis [...], les communistes veulent exécuter des ordres”*. C'est au nom d'une adhésion inconditionnelle aux principes que nous nous étions engagés à ne pas faire de l'abstentionnisme un préalable. C'est au nom de ces mêmes principes que nous luttâmes pour que le parti naisse dans les *meilleures* conditions, c'est-à-dire sur la base de l'application la plus *radicale* possible des 21 points et de *tout* ce qu'ils impliquaient.

Les historiens opportunistes actuels se demandent pensivement comment il a bien pu se faire que l'initiative de constituer le parti, puis de le diriger, revienne à l'ex-Fraction communiste abstentionniste avec le consentement de l'Internationale. La réponse n'est pas difficile: si la scission n'avait pas été le fruit de *notre* décision de travailler sur la base de *l'ensemble* des positions du IIe Congrès, elle ne se serait *jamais* produite, car nous étions les seuls capables de ne pas nous arrêter à mi-chemin et de rester fidèles *non seulement à la lettre mais à l'esprit* des

Thèses du II<sup>e</sup> Congrès, comme *les faits* l'exigeaient d'ailleurs, puisque non seulement la droite était en rébellion ouverte, comme tout le monde l'avait prévu, mais que depuis le retour de Serrati, le centre était ouvertement de connivence avec elle, ce dont nous fûmes les seuls à ne pas nous étonner. Ayant trouvé dans notre petite Fraction aguerrie le noyau décidé à mener *jusqu'au bout* la même lutte qu'eux contre l'opportunisme, les bolcheviks n'hésitèrent pas à nous appuyer, alors que si les choses s'étaient passées comme en France, ils auraient pu (et dû) s'appuyer sur les Graziadei ou sur les Misiano. Malheureusement, ils n'avaient rien trouvé de comparable à notre Gauche d'Italie ni dans le parti allemand avant le Congrès de Halle, ni dans le parti français avant le Congrès de Tours. Tous ceux qui par la suite se sont plaints et continuent à se plaindre qu'on ait admis trop d'Indépendants dans le parti allemand et que la scission se soit faite beaucoup trop à droite en France (ce qui dans les deux cas a conduit à de graves désillusions que les succès purement numériques avaient empêché de prévoir) ne se sont manifestement jamais demandé où étaient en France et en Allemagne les forces capables de faire une scission semblable à celle de Livourne, ou au moins d'expliquer pourquoi elles renoncèrent à lutter si elles existaient, pourquoi personne n'éleva la voix pour qu'on ferme la porte à de faux convertis et qu'on admette exclusivement les militants acceptant sans arrière-pensées le programme et donc prêts à le défendre et à l'appliquer en bloc. Il est facile aujourd'hui de taxer l'Internationale d'"opportunisme", mais c'est criminel, car son état-major ne demandait pas mieux que d'avoir une armée prête à le suivre *jusqu'au bout*. Par malheur, il n'a trouvé que de maigres bataillons condamnés à s'arrêter en chemin par une lâcheté congénitale. Au second Congrès et dans la période cruciale qui suivit, *il n'y a pas un seul exemple* qu'ayant trouvé le soutien de communistes aussi fermes qu'eux et conscients de devoir les épauler de toutes leurs forces à un moment qui *semblait* être celui d'un triomphe facile, mais qui n'était que la veille du "jour le plus long" avant la défaite, Lénine ou Trotsky ait pourtant hésité à formuler de la façon la plus nette les positions théoriques, programmatiques, tactiques et organisationnelles du communisme révolutionnaire. Un tel soutien ne s'étant le plus souvent pas manifesté, on ne pouvait ni ne devait exiger d'eux des miracles.

On pourra objecter qu'après avoir approuvé la scission de Livourne, l'Internationale l'a regrettée, mais pareille objection confirme involontairement ce que nous disons. Il est vrai qu'après avoir été saluée comme le premier et seul exemple de scission "à la bolchevique", Livourne sera flétrie comme le fruit maudit du "sectarisme de gauche" mais le reproche viendra d'une Internationale qui, par la faute des partis d'Occident, c'est-à-dire de partis à la mode de... Tours, se sera imprégnée de tous les poisons de la démocratie et sera une victime toute désignée du bourreau Staline. Or en dehors de la Gauche d'Italie, qui donc a élevé la voix à l'heure de la tragédie? Qui donc a défendu la vieille garde bolchevique restée trop longtemps sourde à nos avertissements, quand elle n'avait pas été jusqu'à nous combattre?

C'est un concours de circonstances objectives qui, plus que des mérites spéciaux, a permis à la Gauche de voir *plus loin* que les bolcheviks et sinon de les dépasser dans la voie qu'ils avaient suivie et qu'ils avaient découverte dans le patrimoine universel du marxisme, du moins de ne jamais céder à la tentation de *reculer*. Les opportunistes en toge d'académiciens peuvent bien nous reprocher d'avoir été impuissants à empêcher le désastre: personne ne pouvait le faire et l'important est que nous n'ayons jamais accepté de le considérer comme une défaite du marxisme lui-même: telle a été malgré tout *notre victoire*, telle était la première condition de la renaissance.

Nous connaissons parfaitement les *limites objectives* de l'œuvre de Livourne et pourtant, nous affirmons que dans son application des principes, du programme et de la méthode d'organisation communistes, elle donne l'image de ce qu'aurait *pu* être l'Internationale *d'alors* si, par hypothèse absurde, le mouvement ouvrier mondial avait réussi à donner plus qu'il ne donna en réalité. Quant à savoir ce que *pourra être* l'Internationale de demain, on doit répondre qu'une image nous en est donnée par ce qu'elle *aurait dû être* à Moscou en juillet août 1920 et *qu'elle*



ne fut pas, parce que les bolcheviks ne trouvèrent pas une avant-garde communiste mondiale à la hauteur de leur enseignement.

Si l'histoire avait voulu qu'à la place de la question italienne, pierre de touche et épigraphe commémorative du IIe Congrès, se soit posée une *question allemande*, nous n'en serions pas à reconstruire péniblement le passé pour nous ouvrir encore plus péniblement la voie de l'avenir: nous l'aurions peut-être déjà parcourue jusqu'à la victoire: Par malheur, l'histoire en a décidé autrement.

#### 9) Épilogue

*“Les socialistes gouvernementaux et para-gouvernementaux des divers pays”*

- concluait le “Manifeste” écrit par Trotski qui, avec son discours du 6 août, couronna magnifiquement le IIe Congrès -

*“recourent à mille prétextes pour accuser les communistes de provoquer la contre-révolution et de contribuer ainsi à en resserrer les rangs par leur tactique intransigeante. Cette accusation politique n'est qu'une tardive répétition des pleurnicheries du libéralisme. En effet, celui-ci soutenait que la lutte indépendante du prolétariat pousse les privilégiés dans le camp de la réaction, vérité incontestable! Si la classe ouvrière n'attaquait jamais les bases de la domination de la bourgeoisie, celle-ci n'aurait pas besoin de se livrer à des représailles. Si l'histoire ne connaissait pas de révolutions, le concept même de contre-révolution n'existerait pas. Si l'insurrection du prolétariat pousse inévitablement la bourgeoisie à serrer les rangs pour se défendre et contre-attaquer, cela démontre seulement que la révolution est la lutte entre deux classes inconciliables qui ne peut se terminer que par la victoire définitive de l'une ou de l'autre.*

*Le communisme repousse avec mépris la politique qui consiste à maintenir les masses dans un état de passivité en les épouvantant avec le knout de la “contre-révolution”. Au chaos et à la décomposition du monde bourgeois qui, en mobilisant ses ultimes énergies, menace de détruire la civilisation humaine, l'Internationale Communiste oppose la lutte unie du prolétariat international, l'abolition de toute propriété privée des moyens de production, la transformation de l'économie nationale et mondiale sur la base d'un plan économique unitaire, établi et dirigé par la communauté des producteurs.*

*Sous le drapeau de la dictature du prolétariat et du système soviétique qui unit des millions et des millions de travailleurs de tous les continents, l'Internationale Communiste sélectionne, étend et organise ses propres forces au feu de la lutte.*

*L'Internationale Communiste est le Parti de l'insurrection armée du prolétariat international. Elle exclut tous les groupes et toutes les organisations qui, ouvertement ou de façon voilée, endorment, démoralisent ou affaiblissent le prolétariat; elle incite le prolétariat à ne pas s'incliner devant les idoles de la légalité, de la défense nationale, de la démocratie, derrière lesquelles se dissimule la dictature bourgeoise.*

*L'Internationale Communiste ne peut pas davantage accueillir dans ses propres rangs les organisations qui, tout en reconnaissant dans leurs programmes la dictature du prolétariat, font une politique basée sur l'attente d'une solution pacifique de la crise historique. La reconnaissance pure et simple du système soviétique ne résout rien. L'organisation du pouvoir des soviets ne possède aucune vertu thaumaturgique. La force révolutionnaire réside dans le prolétariat lui-même. Il est absolument nécessaire que celui-ci aille jusqu'à l'insurrection et à la conquête du pouvoir. C'est seulement alors que l'organisation soviétique montrera ses avantages comme arme irremplaçable aux mains du prolétariat.*

*L'Internationale Communiste exige l'expulsion des rangs du mouvement ouvrier de tous ces dirigeants qu'une collaboration directe ou indirecte a liés à la bourgeoisie, qui l'ont directement ou indirectement servie. Nous avons besoin de chefs qui ne soient liés à la bourgeoisie par*

*aucun autre rapport qu'une haine mortelle; qui appellent le prolétariat à une lutte infatigable et le guident dans cette lutte; qui soient prêts à diriger une armée d'insurgés dans la bataille; qui ne s'arrêtent pas terrifiés, à mi-chemin et qui, quoi qu'il arrive, ne craignent pas de frapper sans pitié quiconque prétendrait les retenir.*

*L'Internationale Communiste est le Parti international de l'insurrection et de la dictature prolétarienne. Il n'a ni but ni tâche différents de ceux de toute la classe travailleuse. Les prétentions arrogantes des petites sectes, dont chacune voudrait sauver la classe travailleuse, sont étrangères et opposées à l'esprit de l'Internationale Communiste. Elle n'a ni recettes universelles ni exorcismes à proposer; elle s'appuie sur les expériences mondiales de la classe ouvrière du passé et du présent, elle les purifie de leurs erreurs et de leurs déviations, elle en généralise les résultats, elle en adopte seulement les formules valables pour l'action de masse.*

*Les organisations de métier, la grève économique et politique, les élections parlementaires et communales, les tribunes parlementaires, l'agitation légale et illégale, les points d'appui secrets dans l'armée, le travail dans les coopératives, les barricades, l'Internationale Communiste ne repousse aucune de ces formes d'organisations engendrées par le développement du mouvement ouvrier, et elle n'en considère aucune, prise en soi, comme une panacée universelle [...].*

*A l'époque où, sous l'égide de la IIe Internationale, les méthodes d'organisation et de lutte de la classe ouvrière étaient presque exclusivement légales, elles tombaient en définitive sous le contrôle et la direction de la bourgeoisie dont les dirigeants réformistes bridait la classe révolutionnaire.*

*L'Internationale Communiste arrache les rênes des mains de la bourgeoisie. Elle conquiert toutes les organisations. Elle les unit sous sa direction révolutionnaire et elle s'en sert pour diriger le prolétariat vers un but unique: la conquête violente du pouvoir pour la destruction de l'État bourgeois et l'instauration de la société communiste.*

*Dans toutes ses activités, qu'il soit animateur et dirigeant de mouvements insurrectionnels, organisateur de groupes clandestins, secrétaire de syndicats, agitateur dans les meetings ou aux parlements, dirigeant de coopératives, combattant sur les barricades, le communiste reste un militant discipliné du Parti communiste, son militant indomptable, un ennemi mortel de la société capitaliste, de ses bases économiques, de ses formes étatiques, de son mensonge démocratique, de sa religion, de sa morale; il est un soldat prêt à tous les sacrifices pour la révolution prolétarienne, le héraut infatigable de la société nouvelle.*

*Ouvriers et ouvrières! il n'y a sur terre qu'un seul drapeau sous lequel il vaille la peine de combattre et de mourir: c'est le drapeau de l'Internationale Communiste!"*

Tel était le message que les délégués auraient dû retransmettre dans leur pays d'origine. C'est sur la base de ces certitudes et de ces commandements que désormais les sections du Comintern auraient dû se former et agir.

Le mouvement communiste mondial atteignait là à ce que nous avons appelé à bon droit son zénith; mais il arrivait du même coup à une croisée des chemins: En effet, de deux choses l'une: ou bien la marée de la guerre de classes continuait à monter, comme on l'espérait, et alors elle pouvait entraîner les forces hésitantes et de mauvaise foi, si bien que sur le front de bataille tracé par les textes du IIe Congrès pouvaient s'aligner d'une part des communistes d'instinct et d'affiliation, sinon de fait, c'est-à-dire des militants d'origines variées et d'autre part, l'état-major bolchevique très expérimenté qui de Moscou aurait réussi à tenir solidement les rênes des sections nationales comme parties indissociables *d'une seule* armée en marche; ou bien, il fallait revoir la façon de poser les problèmes d'organisation et de tactique, non point certes pour la bouleverser totalement, puisqu'elle n'était pas en rupture avec les principes, mais pour l'élever jusqu'aux cimes ardues à gravir et même vertigineuses des formulations les plus puissantes de la doctrine marxiste. Dans une certaine mesure, il aurait fallu recommencer depuis le début,

taillant inexorablement dans la forêt devenue rapidement trop touffue des nouveaux partis, les réduisant, en matière de doctrine et de programme, au noyau "bolchevique" restreint, mais dur, et leur donnant des directives d'action plus rigides et plus efficaces à long terme, même si leur succès immédiat devait être moindre: en procédant autrement, ce qui en 1920 *pouvait* être l'heureuse conjugaison du mouvement réel et de la conscience et de la volonté du Parti, devait se transformer en une tentative désespérée d'affirmer une *volonté sans support matériel* ou même s'appuyant sur un support inconciliable avec elle.

C'est malheureusement bien ce qui se passa. En peu d'années, les conquêtes faites au prix des plus durs sacrifices s'écroulèrent les unes après les autres, chacune d'elle entraînant l'autre derrière elle. C'est ainsi qu'en dépit de la solidité de ses bases et des liens unissant ses différents partis, la gigantesque construction de l'Internationale céda sous le poids de forces périphériques qu'on avait bien cherché à dominer avant qu'il ne soit trop tard, mais contre lesquelles on n'était pas suffisamment prémuni en cas de contre-offensive de leur part, peut-être parce que les heures critiques qui avait suivi la victoire en Russie ne l'avaient pas permis. Selon notre diagnostic tout autre qu'optimiste, la seconde moitié de l'année 1920 connut contre toute apparence dans toute l'Europe un premier tournant en faveur de la classe dominante: c'est alors que naquirent les deux plus grands partis communistes d'Occident, le V.K.P.D. et le P.C.F., ce qui n'alla pas sans de multiples infractions aux Conditions d'admission. On s'aperçut trop tard qu'en les tolérant, on s'était attaché un boulet aux pieds, puisque le premier oscillait entre un légalisme extrême et de fugitives bouffées d'activisme s'exprimant dans la "théorie de l'offensive", tandis que sa ligne moyenne était celle d'un prudent "possibilisme" et d'une nostalgie perpétuelle pour l'unité avec les Indépendants, et que l'autre était *totale*ment parlementaire. Au-dessous des tâches fixées dans toutes les thèses du IIe Congrès, déchirés par des luttes internes, tous deux avaient besoin tous les trois mois de vigoureux rappels à l'ordre et d'épurations aussi brusques que radicales.

En outre entre le IIe et le IIIe Congrès, l'espérance que l'Internationale avait eue d'entraîner sous sa direction les kaapédistes et les *wobblies*, les dissidents anarcho-syndicalistes et les shop-stewards s'évanouit; en mars 1921, une nouvelle et puissante vague du prolétariat allemand se leva et retomba dans un nouvel holocauste après s'être brisée non tant, comme on le jugea alors, contre l'écueil de l'"aventurisme" du V.K.P.D. qui était resté tout à fait théorique, que contre celui du manque d'homogénéité de ses sphères dirigeantes et d'une base gonflée par l'apport de la prétendue "gauche" indépendante. Le IIIe Congrès fut dominé par la conviction que la crise d'après-guerre du capitalisme était dépassée de façon au moins temporaire et que la classe dominante passait d'une défensive laborieuse à la contre-attaque. Hypertrophiques, les partis de l'I.C. étaient aussi scandaleusement passifs dans les domaines les plus importants de l'action: par exemple, avec ses 300.000 inscrits, le P.C. tchécoslovaque était dix fois plus nombreux que le parti bolchevique lors de la prise du pouvoir, mais il n'avait aucune influence dans les grandes masses salariées et son activité syndicale était nulle; quant au P.C. français, il résistait à tous les appels à la lutte contre le colonialisme, l'armée et les gloires nationales. Il arrivait aussi à ces partis de se réveiller de leur léthargie pour tomber dans des accès brusques et inconsidérés de luttes de barricades: c'est le cas du Parti allemand qui après être resté inerte face aux événements de mars 1923, s'était lancé frénétiquement dans la mêlée avec des mots d'ordre pour le moins insurrectionnels, puis était retombé dans son habituelle pratique conciliatrice. C'est pourquoi le mouvement international fut appelé fermement à se lier aux masses ouvrières en lutte pour défendre leur pain et leur travail menacés par la contre-offensive bourgeoise. Cette nécessité fut malheureusement traduite d'une façon dangereuse par la formule de "conquête de la majorité" que Lénine prit cependant soin d'expliquer d'une façon marxiste correcte comme conquête d'une *solide influence* sur le prolétariat au moyen de l'agitation politique et de la direction de grandes luttes économiques, mais qu'il était trop facile d'interpréter dans un sens vulgairement démocratique et semi-parlementaire, comme ce fut malheureusement le cas. L'état dont Moscou espérait se libérer grâce à une puissante avance prolétarienne en Europe centrale et occidentale et peut-être grâce à une conjugaison de cette dernière avec des mouvements révolutionnaires pour l'indépendance nationale dans les colonies était près de se refermer. En

Russie, les difficultés devenaient bien plus insidieuses qu'après la grande "occasion" manquée de 1919-1920 et que pendant les trois ans de guerre civile. S'il avait été ardu de vaincre sur le terrain les armées blanches et les alliés, même dans le cadre d'une situation mondiale caractérisée par d'âpres luttes de classes, il l'était mille fois plus, comme Lénine le répéta jusqu'à sa mort, de plier "l'hydre petite-bourgeoise" de la petite production, d'abord en la disciplinant, ensuite en la débusquant des innombrables alvéoles où elle se nichait dans l'immense Russie paysanne, ce qui devait se réaliser par une nouvelle guerre civile, moins glorieuse que la précédente, qui reçut le nom de NEP, et qui était d'autant plus difficile que les perspectives de révolution et de prise du pouvoir s'étaient éloignées, ne fussent que de quelques années. Dès Octobre 17, Lénine avait *prévu* que cette guerre était *inévitabile*, mais qu'elle durerait infiniment moins longtemps et serait infiniment moins difficile si les "deux moitiés séparées du socialisme" se réunissaient, ce qui ne fut malheureusement pas le cas.

On arriva ainsi à cette "croisée des chemins" que nous avons crainte et dénoncée comme un danger fatal contre lequel il était urgent de s'armer. D'abord vague, il avait pris une forme de plus en plus dramatique. Après la grave secousse du premier après-guerre, la société bourgeoise donnait des signes sans équivoque de consolidation au moment précis où il devenait urgent de conquérir le pouvoir en Europe si l'on voulait éviter soit la chute violente et à bref délai de l'État soviétique, première grande conquête durable du mouvement ouvrier et communiste mondial, soit sa dégénérescence et sa transformation en État capitaliste. Quelques tentatives immédiatement réprimées mises à part, les partis communistes ne réussissaient à livrer *aucune* bataille, ni même à étendre de façon décisive leur influence sur les grandes masses encadrées surtout par les partis sociaux-démocrates et centristes. Sans pour tant atténuer la polémique contre eux, que Lénine, Trotsky et tous les bolcheviks avaient définis comme les *véritables* piliers du régime capitaliste et qui relevaient d'autant plus la tête à mesure que la classe dominante menait une campagne plus décidée contre le communisme et la Russie révolutionnaire, on crut pouvoir sortir de ce dilemme en recourant à des expédients d'abord tactiques, puis stratégiques. Ces expédients étaient supposés capables d'attirer aux partis de la IIIe Internationale des couches prolétariennes restées jusque-là sourdes à leur propagande et à leur agitation, mais assaillies par de graves difficultés immédiates auxquelles même l'art réformiste consommé du syndicalisme minimaliste ne pouvait remédier. Ces expédients étaient d'autant plus risqués et furent d'autant plus *fatals* que leur emploi fut laissé à la discrétion de partis à la composition changeante et dont la structure et l'action n'avaient plus rien à voir avec celles que les Conditions d'admission, les Thèses et le Manifeste du IIe Congrès avaient exigées des partis communistes. Cela ne pouvait qu'aggraver leur penchant *fonctionnel* à la conciliation, à la démocratie et au parlementarisme (367). Du même coup, ils devenaient de moins en moins aptes à fournir aux camarades russes engagés dans la plus terrible des batailles (une bataille pour le communisme, ce que les prétendus représentants du "marxisme occidental" ou... "authentique" continuent à ignorer) l'appui qui leur aurait permis de "rectifier le tir" avant qu'il soit trop tard; bien pis, ils devenaient de plus en plus capables d'inoculer aux bolcheviks le poison du "manœuvrisme".

A l'Exécutif élargi de février-mars 1926, le délégué de la Gauche communiste italienne retraça les étapes qui du glorieux second Congrès de 1920 avait conduit aux sombres années qui précéderent l'infâme boucherie stalinienne, montrant que si le mouvement communiste international devait aux bolcheviks russes la restauration de la théorie marxiste révolutionnaire, ces derniers n'avaient par contre pas pu lui fournir une solution complète des problèmes tactiques qui se posaient à lui, surtout dans les pays capitalistes avancés. Cette solution, il fallait la rechercher non pas en dehors de la contribution capitale et *définitive* des bolcheviks, mais dans la *même ligne*, en *accentuant* au lieu d'atténuer les limites qui, depuis l'expérience russe, séparaient les communistes de leurs adversaires et que les révolutionnaires russes avaient condensée dans le binôme *dictature-terreur rouge*. C'est précisément dans l'"Extrémisme", que les opportunistes prétendent exploiter contre nous, alors qu'il condamne tous les renégats de

l'avenir, que Lénine avait écrit, mettant à nu les racines matérielles du démocratisme qu'il s'était attaché à condamner:

*“Les classes subsistent, et elles subsisteront partout, pendant des années après la conquête du pouvoir par le prolétariat [...]. Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes - ce qui nous a été relativement facile, - c'est aussi supprimer les petits producteurs de marchandises; or, ceux-ci, on ne peut pas les chasser, on ne peut pas les écraser, il faut faire bon ménage avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer - mais seulement par un très long travail d'organisation, très lent et très prudent. Ils entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils le poussent continuellement à retomber dans les défauts propres à la petite bourgeoisie: manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement. Pour y résister, pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle d'organisateur (qui est son rôle principal), son parti politique doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez des millions et des dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tous les éléments honnêtes de la classe ouvrière, sans un parti sachant observer l'état d'esprit des masses et influencer sur lui, il est impossible de mener cette lutte à bonne fin. Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de “vaincre” des millions et millions de petits propriétaires dont l'activité quotidienne, continue, invisible, insaisissable, dissolvante, vise des résultats qui sont aussi nécessaires à la bourgeoisie, qui restaurent la bourgeoisie. Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer du parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature) aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat.” (368)*

C'est cette terrible “force de l'habitude” dont Lénine prévoyait la résistance acharnée à la transformation économique des campagnes russes qui agissait sur les partis d'Occident entourés depuis un siècle d'une ambiance démocratique. Pour la briser, *il aurait fallu enfermer la tactique révolutionnaire dans des limites plus strictes*, mais à partir de la fin de 1921, on fit exactement *le contraire*, invoquant à tort la tactique bolchevique en Russie pour se justifier et sortant du même coup de la ligne correcte. En effet, chaque fois que les Bolcheviks avaient prévu une convergence de leur action avec celles de partis petits-bourgeois et même bourgeois, c'est parce que ceux-ci étaient mis hors-la-loi par le pouvoir tsariste, ce qui pouvait les contraindre à la lutte insurrectionnelle. En Europe au contraire, une action commune, même proposée dans un simple but de manœuvre, ne pouvait se développer que sur un terrain légal, parlementaire ou syndical. En Russie, les expériences de parlementarisme libéral et même de syndicalisme légal de 1905 et de 1917 avaient très peu duré. Dans le reste de l'Europe, la bourgeoisie avait au contraire trouvé dans ces deux domaines un terrain propice à la neutralisation de toute énergie révolutionnaire et à la soumission des chefs ouvriers à ses fins propres au cours d'un demi-siècle de dégénérescence. La fermeté d'organisation et de principes du Parti bolchevique constituait une garantie bien plus sûre que le pouvoir prolétarien en Russie qui, du fait des conditions sociales et des rapports internationaux dans lesquels il lui fallait lutter, était plus exposé que toute autre organisation du prolétariat à renoncer aux principes et aux directives révolutionnaires.

C'est pourquoi la gauche de l'Internationale à laquelle appartenait la grande majorité du Parti Communiste d'Italie avant que la réaction, favorisée surtout par l'erreur de stratégie historique, le détruise, affirma qu'en Occident il fallait exclure toute alliance et proposition d'alliance avec les partis socialistes et petits-bourgeois (tactique du front unique politique). Elle admit que les communistes devaient essayer d'élargir leur influence sur les masses en intervenant dans toutes les luttes économiques locales et en appelant les travailleurs de toutes tendances à donner à ces luttes le maximum de développement. Par contre, elle refusa catégoriquement d'admettre que, même dans des déclarations publiques contrastant avec les instructions intérieures, le Parti

accepte de subordonner son action à celle de comités réalisant un front, un bloc ou une alliance entre plusieurs partis politiques. Elle repoussa encore plus vigoureusement la tactique présentée comme “bolchevique” quand celle-ci prit la forme du “gouvernement ouvrier”, c'est-à-dire d'un mot d'ordre d'agitation en faveur d'une prise du pouvoir par une majorité parlementaire composée de communistes et socialistes de différentes tendances, mot d'ordre qui conduisit à des expériences pratiques désastreuses.

Bien que les effets de la tactique de l'Internationale de 1921 à 1926 aient été négatifs, le IV<sup>e</sup>, le Ve Congrès et l'Exécutif élargi de 1926 en donnèrent des versions de plus en plus opportunistes. Le secret de sa méthode consistait à changer les critères de la tactique en fonction des situations, de prétendues analyses de ces dernières révélant tous les six mois de nouveaux stades de développement du capitalisme auxquels on prétendait faire obstacle par de nouvelles manœuvres. Au fond, c'est précisément en cela que consiste le révisionnisme qui a toujours été “volontariste” puisque chaque fois qu'il a constaté que les prévisions sur l'avènement du socialisme ne s'étaient pas encore réalisées, il s'est imaginé pouvoir forcer l'histoire par une pratique nouvelle, cessant du même coup de lutter pour les buts prolétariens et socialistes de notre programme maximum. C'est ainsi qu'en 1920 les réformistes affirmaient que la situation excluait désormais toute possibilité d'insurrection, qu'attendre l'impossible portait à ne rien faire alors qu'il fallait travailler pour ce qui était concrètement possible: succès électoraux, réformes légales, conquêtes syndicales. Cette méthode ayant fait faillite, le volontarisme des syndicalistes en rejeta la faute sur le parti et la politique en général, comptant sur l'action de minorités audacieuses et sur la grève générale menée par les seuls syndicats pour changer cet état de choses. C'est de la même façon que Moscou recourut à des expédients pour sortir de l'impasse quand elle s'aperçut que le prolétariat occidental n'était pas prêt à lutter pour la dictature. Le changement de la situation objective et du rapport de forces qu'elle en attendait ne se produisit pas, et dès que les forces capitalistes eurent retrouvé quelque équilibre, on assista au contraire à un affaiblissement et une corruption du mouvement communiste. C'est de la même façon que naguère les impatients de droite et de gauche, qui avaient révisé le marxisme révolutionnaire, avaient fini par servir leurs bourgeoisies dans les Unions Sacrées de guerre. La confusion entre la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de gouvernements “ouvriers” grâce à l'appui parlementaire des communistes voire à leur participation ministérielle ruina la préparation théorique et la restauration des principes réalisées par le communisme, sans compter qu'en Thuringe et en Saxe cette expérience finit en farce, une poignée de policiers ayant suffi à chasser les représentants communistes du gouvernement.

Les éléments avancés du Parti bolchevique sentirent la gravité du danger, du moins par éclairs et intuitivement: pendant la dernière année de sa vie, Lénine ne cessa de jeter l'alarme contre les influences non-prolétariennes qui menaçaient de s'infiltrer au sein de Parti sous la pression de la situation économique non seulement des campagnes russes, mais des villes où reflourissaient peu à peu le petit commerce et l'usure, sans parler de la fuite des ouvriers hors des grands centres de la révolution d'Octobre à la recherche de moyens d'existence, et de la lassitude provoquée par la formidable tension des premières années de la révolution. Au cours de cette même année, Trotski eut aussi conscience par moments qu'un danger analogue existait à l'extérieur, c'est-à-dire que les partis communistes frères risquaient de céder aux influences social-démocrates que leur constitution trop hâtive n'avait pas permis d'éliminer complètement de leurs rangs, et pourtant il avait défendu contre nous la souplesse tactique et les manœuvres en zigzag et il devait nous combattre dans l'avenir. Mais en 1923, republiant “Terrorisme et communisme” (1920) et “Entre impérialisme et révolution” (1921) sous le titre “Questions fondamentales de la révolution” (369), Trotski soulignait que :

*“dans le domaine théorique, on ne peut pas continuer à vivre sur les intérêts du vieux capital” et qu'au contraire “l'élaboration théorique des questions de fond de la révolution [...] est pour nous aujourd'hui plus urgente et nécessaire que jamais”:*

c'était bientôt l'heure de l'empirisme stalinien avec son mépris de la théorie, son anti-dogmatisme, son improvisation au jour le jour. Tout en défendant la tactique du front unique dans laquelle il voyait :

*“la politique nécessaire pour les partis communistes des États bourgeois dans cette période préparatoire”* (370),

Trotsky écrivait:

*“Cette politique s'impose comme une nécessité [...] mais on ne peut fermer les yeux sur le fait indéniable qu'elle comporte un danger: celui de vider de tout contenu et même de provoquer la dégénérescence complète des partis communistes si d'une part la période de préparation traîne trop en longueur et si, d'autre part, le travail quotidien des partis occidentaux n'est pas fécondé par une pensée théorique active qui embrasse dans toute son ampleur la dynamique des forces historiques fondamentales”* (371).

Lorsque la première grande crise éclata peu après dans le Parti bolchevique, Trotsky en décéla avec lucidité les manifestations intérieures même si son diagnostic ne fut pas toujours exact; par contre, il ne parvint pas à comprendre que si les partis communistes occidentaux “se vidaient de tout contenu” d'abord et “dégénéraient complètement” ensuite, cela tenait à leurs vices d'origine, au fait que la sélection opérée dans leurs rangs était restée à moitié inachevée et aux manœuvres tactiques et stratégiques qu'on leur avait imprudemment imposées ou suggérées et qui, constituant des déviations, étaient devenues d'autant plus funestes qu'elles se “superposaient à des structures organiquement liées à des fonctions parlementaires et syndicales” et de ce fait presque impossibles à distinguer de celles de la IIe Internationale. Au cours des deux années suivantes, le géant de “Terrorisme et Communisme” se retrouvera seul à défendre les principes internationalistes du bolchevisme dont, en dépit des meilleures intentions, il avait contribué à miner les bases. Plus tard (*trop* tard, malheureusement), la vieille garde bolchevique se rangera à ses côtés contre la ligue internationale de faux communistes qui avaient refait surface à la faveur du reflux de la vague révolutionnaire et d'une totale déviation à l'égard de la ligne suivie pendant les années de victoire et qui étaient prêts à enterrer l'Internationale de la dictature prolétarienne et de la terreur rouge en chantant des cantiques à la démocratie. Dans ces conditions la gauche russe succomba et *ne pouvait pas ne pas succomber*.

Pourtant le tournant de 1923-1924 avait été probablement plus décisif encore que ce dramatique tournant de 1926, car les graves erreurs alors commises dans le domaine délicat, mais décisif de l'organisation et qui devaient devenir plus tard une pratique courante et une véritable gangrène avaient compromis les résultats du travail difficile qui avait permis de séparer les éléments révolutionnaires des opportunistes dans les différents partis de l'I.C. (372). Ces erreurs avaient consisté à intégrer en bloc les ailes gauches des partis sociaux-démocrates aux partis communistes sous le prétexte de leur procurer de nouveaux effectifs que le centre s'imaginait pouvoir manœuvrer à sa guise. Or, après sa période de formation, la nouvelle Internationale aurait dû avoir un fonctionnement stable de parti mondial et les nouveaux membres auraient dû adhérer individuellement aux sections nationales. On avait voulu conquérir de larges groupes de travailleurs, et l'on se mit au contraire à négocier avec les chefs, désorganisant tous les cadres du mouvement et n'hésitant pas à les modifier par des substitutions de personnes même en période de lutte active. Certaines fractions et cellules des partis socialistes et opportunistes furent déclarées communistes et l'on fusionna avec elles. Ainsi presque tous les partis furent maintenus dans un état de crise permanente et au lieu de gagner en aptitude à la lutte, ils agirent sans continuité et sans capacité de distinguer entre amis et ennemis. Il est peu de dire que les conséquences en furent désastreuses.

Chose plus grave encore, on imposa aux partis membres un bouleversement complet de leur organisation, dont la base, qui était la section territoriale, devint le lieu de travail. Cela était *contraire* à toute la tradition marxiste et à toutes les résolutions du IIe Congrès. Comme on l'a déjà souvent observé, ce bouleversement rétrécissait l'horizon de l'organisation de base qui

n'était plus composée que de militants faisant le même métier et ayant les mêmes intérêts économiques. C'était empêcher la synthèse naturelle des différentes "poussées" sociales qui s'effectue normalement dans le parti et qui lui donne son unité dans les buts finaux. Finalement, cette unité ne se manifesta plus que de façon formelle, dans les directives des instances supérieures de l'organisation, qui pour la plupart étaient composées de véritables fonctionnaires tout à fait semblables à ceux des vieux partis et des syndicats, avec toutes les caractéristiques négatives que cela comportait. C'est ce qu'on appela la "bolchevisation". En réalité, ce fut le prélude d'une *débolchevisation* d'abord progressive, puis accélérée des partis communistes. Privés de "pensée théorique active", réduits au niveau d'organisations "labouristes", enfermés dans l'horizon étroit de l'usine et des questions contingentes, et donc aveugles et sourds aux grandes questions théoriques et politiques mondiales, les partis communistes se sclérosèrent, tombèrent dans un "empirisme myope", bref devinrent un matériau *inerte* tout prêt à se laisser manœuvrer par un appareil désormais rallié à des principes opposés à ceux pour lesquels l'Internationale des années glorieuses avaient combattu et sur lesquels elle s'était construite. L'opposition de la Gauche italienne à ce renversement des justes critères marxistes dans l'organisation et la direction des partis n'a rien à voir avec la stupide revendication de la "démocratie interne". Elle combattait une conception qui ignorait totalement que comme corps historique vivant dans la réalité de la lutte de classe, le parti est organiquement déterminé par elle, et la complète déviation de principe qui empêcha les partis de prévoir le danger opportuniste et de lui faire face en temps opportun. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que le "tournant" organisatif de la bolchevisation d'ailleurs accompagné de tournants tactiques toujours plus éclectiques et enfin ouvertement contraires aux principes eut lieu en 1925, c'est-à-dire au début de la grave crise interne du parti russe. C'est en effet à cette date que se posa dans toute son acuité le grand dilemme posé par l'histoire et que Lénine avait formulé avec une magnifique franchise dès 1917 et 1921:

*"ou bien nous soumettrons à notre contrôle le petit bourgeois, le petit producteur paysan, ou bien il abattra inévitablement, immanquablement, notre pouvoir ouvrier, tout comme les Napoléon et les Cavaignac, qui ont précisément surgi sur la base de la petite propriété, ont abattu la révolution (de 1848)"*,

dilemme de toute révolution double empêchée de se transformer en révolution prolétarienne sur le terrain économique faute d'une révolution internationale pure.

*"Même si les révolutions prolétariennes qui se préparent devaient tarder"*, avait ajouté Lénine, *"dix, vingt années de bons rapports avec les paysans"* (373)

auraient suffi à la victoire finale, mais à deux conditions *sine qua non*: premièrement, que le parti russe reste intégralement fidèle à sa tradition révolutionnaire et internationaliste; deuxièmement, que les partis communistes se lèvent eux aussi pour défendre avec acharnement le patrimoine théorique et le programme du bolchevisme, sans lesquels l'Internationale ne serait même pas née.

En 1925, ces deux conditions avaient fini par disparaître. Dans son "Testament", Lénine avait mis le doigt sur la plaie en montrant qu'en Russie le parti "s'appuyait sur deux classes", dont le rapprochement était purement *temporaire*. Or la campagne de recrutement ouverte après sa mort et ignoblement appelée la "levée de Lénine" modifia la physionomie sociale du bolchevisme en noyant la vieille garde et la jeunesse révolutionnaire sous la masse grise de nouveaux adhérents d'origine paysanne uniquement intéressés au maintien du statu quo, au moment même où hors de Russie, *l'éclectisme tactique* et le *bouleversement de l'organisation* éloignaient plus que jamais les "partis-frères" des caractéristiques définies au Second Congrès. A l'Exécutif élargi de février-mars 1926, la "question russe" était devenue tragiquement brûlante. En demandant qu'elle soit *discutée et résolue* non dans le secret du parti russe, mais au congrès mondial, la Gauche souleva courageusement une *question de principe* d'une validité universelle: en effet, la seule hiérarchie correcte selon le marxisme était celle qui aurait placé



l'État de la révolution dans la dépendance du parti qui avait remporté la victoire, et les différentes sections nationales, *la section russe y comprise*, dans la dépendance de l'organe politique *international*. Mais même à supposer que sa demande ait été favorablement accueillie (ce qui ne fut naturellement pas le cas), quelle solution aurait bien pu apporter à la "question russe" une assemblée de partis dégénérés qu'une bolchevisation fausse et mensongère avait servilement soumis à Moscou? Ainsi, tandis que la "mesquinerie paysanne" redoutée et dénoncée par Lénine pesait *physiquement* sur le parti russe, l'atonie démocratique petite-bourgeoise pesait *idéologiquement* et *organisationnellement* sur les partis occidentaux nés en 1920-21 sur des bases insuffisantes et qui s'étaient développés dans des conditions encore plus malsaines au cours des années suivantes.

Au sein du parti russe, il fut relativement facile à des hommes d'appareil incarnant toute l'inertie historique et la stupidité de la petite-bourgeoisie de transformer le débat *politique* avec Trotsky (et avec la vieille garde qui avait fini par s'insurger) en une ignoble bagarre contre l'audace et la rigueur révolutionnaires. Mais il fut plus facile encore de transformer l'Exécutif élargi de novembre-décembre 1926 en un chœur servile tout prêt à applaudir alors qu'avec les artisans d'Octobre, c'étaient les magnifiques "leçons de 1917" qu'on liquidait. Cela permit au bras séculier de l'État qui désormais n'agissait plus en fonction de la révolution mondiale, mais d'une nouvelle "accumulation primitive" du capitalisme russe d'écraser les "rebelles". C'est ainsi que le cycle glorieusement ouvert en 1917-20 arriva à son terme, placé, comme on le verra bientôt (374) sous le signe de la *démocratie*, avec tout l'arsenal stratégique et tactique anti-prolétarien que cela comportait. Aujourd'hui encore, nous en subissons les terribles conséquences.

La suite se déroulera complètement en dehors de la tradition marxiste: ce sera l'histoire sinistre de la contre-révolution stalinienne, le "socialisme dans un seul pays", suprême insulte au marxisme, les fronts populaires et nationaux, le ministérialisme "communiste", le polycentrisme, avec pour résultat les infâmes partis actuels qui se réclament toujours de Marx et de Lénine, mais qui les ont transformés en icônes inoffensives et, bien pis, s'en sont servis pour couvrir des trahisons mille fois plus cyniques que celles des Noske et des Kautsky d'autrefois.

C'est ainsi que l'ennemi social-démocrate que l'on avait laissé pénétrer dans les rangs de l'Internationale remporta finalement la victoire: lorsqu'elle lança son cri d'alarme au Second Congrès, la Gauche marxiste italienne elle-même ne pouvait pas prévoir une défaite aussi catastrophique. Ce qu'il faut comprendre, c'est que celle-ci a été due à une *rupture avec la tradition bolchevique*. Cette rupture était peut-être inévitable étant données les étroites limites dans lesquelles, comme nous avons essayé de le montrer, la situation historique tenait les révolutionnaires russes enfermés. Mais si l'on n'avait pas oublié l'incompatibilité absolue qui existe entre les communistes et les "*labour lieutenants of the Capitalist class*" aussi bien centristes que sociaux-démocrates et l'abîme que l'histoire a creusé entre communisme et démocratie, on aurait du moins pu préserver les germes d'une reprise moins difficile et moins longue. Si aujourd'hui les pires serviteurs du capital que l'histoire ait connus peuvent se vanter *impunément* d'une filiation directe à l'égard de Marx et de Lénine, ce n'est pas seulement - les jeunes générations prolétariennes ne doivent pas l'oublier - parce que la tradition théorique et pratique du bolchevisme a été brusquement écrasée, mais parce que pour l'empêcher de renaître, la contre-révolution stalinienne a dû détruire physiquement le parti qui en avait été le dépositaire jaloux, dépassant de loin en férocité les bourreaux de la Commune de Paris.

Le mouvement révolutionnaire marxiste ne peut renaître qu'à *la condition de renouer le fil rompu de la doctrine, du programme, des buts et des principes que dans tous ses textes, toutes ses déclarations, le Second Congrès de Moscou avait proclamés et d'en déduire les ultimes conséquences tactiques et organisationnelles qu'il n'eut pas alors la force de tirer*, contrairement à ce que la Gauche aurait voulu, *bien qu'il ait reconnu que tout cela constituait autant de maillons indissociables de la puissante chaîne qu'est le parti communiste mondial, organe de la révolution prolétarienne.*

Ce fil, nous avons voulu le dégager ici de toutes les considérations contingentes pour le remettre en pleine lumière au terme d'un demi siècle dont l'aube fut glorieuse, mais qui a fini dans les ténèbres du conformisme le plus servile et de la démission la plus lâche devant le **fait accompli**. C'est **seulement** en s'attachant à cette tradition que nous avons entièrement sauvé du naufrage général qu'il sera possible de remonter la pente vers un nouveau cycle de révolutions qui vengeront les militants de l'Octobre rouge et tous ceux qui, connus ou inconnus, sont tombés pour l'émancipation du prolétariat.

## Chapitre IX

### Annexes

#### **Discours du délégué de la fraction communiste abstentionniste sur les conditions d'admission à l'I.C.**

*Je vais vous soumettre quelques observations que je propose d'ajouter à l'introduction aux thèses présentées par le Comité, et une proposition de modification au point 16 [15 dans le texte définitif], qui déclare:*

*“Les partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans tarder et d'élaborer un nouveau programme communiste, adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans le sens de l'Internationale Communiste. Comme règle générale, les programmes des partis affiliés à la III<sup>e</sup> Internationale sont ratifiés par un congrès mondial ou par le Comité Exécutif. En cas de refus par ces derniers de les ratifier, le parti en cause est en droit de faire appel au Congrès de l'Internationale Communiste”.*

*Ce Congrès a une importance capitale; il doit défendre et assurer les principes essentiels de la III<sup>e</sup> Internationale. Lorsqu'en avril 1917, je crois, le camarade Lénine revenait en Russie et qu'il esquissait les lignes principales du nouveau programme du Parti Communiste, il nous parlait de la reconstruction de l'Internationale. Il disait que ce travail devait avoir deux bases essentielles: qu'il fallait écarter d'un côté, les social-patriotes et de l'autre, les social-démocrates, ces socialistes de la II<sup>e</sup> Internationale qui voyaient la possibilité de l'émancipation du prolétariat, sans une lutte de classes poussée jusqu'au recours aux armes, sans la nécessité de réaliser la dictature du prolétariat après la victoire, dans la période insurrectionnelle.*

*La réalisation révolutionnaire de Russie nous ramenait ainsi sur le terrain du marxisme, et le mouvement révolutionnaire qui avait été sauvé des ruines de la II<sup>e</sup> Internationale s'orientait sur ce programme. Et le travail qui commençait donnait lieu à la constitution officielle d'un nouvel organisme mondial. Je pense que dans la situation actuelle - qui n'a rien de fortuit, mais qui est déterminée par la marche de l'histoire, nous courons le danger de voir s'introduire parmi nous des éléments, tant de la première que de la seconde catégorie, que nous avons éloignés.*

*Après que le mot d'ordre “régime des soviets” fut lancé dans le monde par le prolétariat russe et le prolétariat international, on a vu la vague révolutionnaire remonter tout d'abord, après la fin de la guerre, et le prolétariat du monde entier se mettre en marche. Nous avons vu dans tous les pays les anciens partis socialistes se sélectionner et donner naissance à des partis communistes qui ont engagé la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.*

*Malheureusement, la période qui a suivi a été une période d'arrêt, car les révolutions allemande, bavaroise et hongroise ont été écrasées par la bourgeoisie.*

*La guerre est maintenant loin dans le passé. Le problème de la guerre et de la défense nationale ne se pose plus d'une façon immédiate, et il est très simple de nous dire maintenant que dans une prochaine guerre on ne retombera pas dans les anciennes erreurs, c'est-à-dire dans les fautes de l'union sacrée et de la défense nationale. Dans la pensée des centristes, la révolution est loin dans l'avenir, elle ne se pose pas comme un problème immédiat: et ils déclarent accepter les thèses de la III<sup>e</sup> Internationale: le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat, la terreur rouge.*

*Ce serait donc un grand danger pour nous, si nous commettions la faute d'accepter ces gens dans nos rangs.*

*La III<sup>e</sup> Internationale ne peut accélérer le cours de l'histoire. Elle ne peut pas créer la révolution ni la susciter par la force. Nous ne pouvons que préparer le prolétariat. Mais il faut, camarades, que notre mouvement garde l'avantage que lui donne l'expérience de la guerre et de la Révolution Russe. C'est à cela, je pense, qu'il faut porter la plus grande attention.*

*Les éléments de droite acceptent nos thèses, mais d'une façon insuffisante. Ils les acceptent avec des réticences; nous autres, communistes, nous devons exiger que cette acceptation soit entière et sans restriction, tant dans le domaine de la théorie que dans celui de l'action.*

*Nous avons vu la première grande application de la méthode et de la théorie marxiste en Russie, c'est-à-dire dans un pays où le degré de développement des classes n'était pas élevé. Cette méthode doit donc être appliquée avec encore plus de netteté et de rigueur dans l'Europe Occidentale, où le capitalisme est mieux développé.*

*On vient de faire la distinction entre "réformistes" et "révolutionnaires". C'est un langage suranné. Il ne peut plus y avoir de réformistes, parce que la crise bourgeoise empêche tout travail de réformes. Les socialistes de droite le savent, ils se déclarent pour une crise de régime, ils s'appellent "révolutionnaires", mais espèrent que le caractère de cette lutte ne sera pas le même qu'en Russie. Je pense, camarades, qu'il faut que l'Internationale Communiste soit intransigeante et qu'elle maintienne fermement son caractère politique révolutionnaire.*

*Contre les social-démocrates il faut dresser des barrières infranchissables.*

*Il faut obliger ces partis à une déclaration de principes sans équivoque. Il faudrait avoir un programme commun à tous les partis communistes du monde, ce qui n'est malheureusement pas possible, à l'heure actuelle. La III<sup>e</sup> Internationale n'a pas de moyens pratiques pour s'assurer que ces gens suivront le programme communiste. Toutefois, la condition que je propose d'ajouter est la suivante:*

*Lorsqu'on dit, à la thèse 16 [15]: "Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans tarder et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays...", après les mots: "élaborer un nouveau programme communiste", il faudrait supprimer les mots "adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans le sens de l'Internationale Communiste" et les remplacer par les mots "dans lequel les principes de l'Internationale Communiste soient exposés d'une façon non équivoque et entièrement conforme aux résolutions des congrès internationaux. La minorité du parti qui se déclarera contre ce programme, devra par ce fait même être exclue du parti. Les partis qui, tout en ayant adhéré à la III<sup>e</sup> Internationale, n'ont pas accompli cette condition, doivent immédiatement réunir un congrès extraordinaire pour s'y conformer."*

*Il faut poser clairement cette question des minorités de droite, sur laquelle je n'ai pas entendu se prononcer les représentants du Parti Socialiste Français, qui n'ont pas dit qu'ils chasseront de leur parti les Renaudel et autres. Ceux qui voteront contre le nouveau programme doivent sortir du parti. Sur le programme, il n'y a pas de discipline: on l'accepte ou non; si c'est non, on se retire du parti. Le programme est une chose commune à tous, ce n'est*

*pas une chose qui est établie par la majorité des militants du parti. C'est cela qui doit être imposé aux partis qui veulent être admis dans la III<sup>e</sup> Internationale. Enfin, c'est seulement aujourd'hui qu'on vient d'établir qu'il y a une différence entre le désir d'entrer dans la III<sup>e</sup> Internationale et le fait d'y être accepté.*

*Je pense qu'il faut, après ce Congrès, donner au Comité Exécutif le temps de faire exécuter toutes les obligations imposées par la III<sup>e</sup> Internationale. Après cette période d'organisation, pour ainsi dire, la porte devrait être close, il n'y devrait être autre voie d'admission que l'adhésion personnelle au Parti communiste du pays.*

*Je propose que la motion du camarade Lénine qui a été retirée soit réadmise, c'est-à-dire que les partis qui demandent à être admis aient une certaine proportion de communistes dans les organes de direction de ces partis. Je préférerais les voir tous communistes.*

*Il faut combattre l'opportunisme partout. Mais cette tâche sera rendue très difficile si, au moment où l'on prend des mesures pour épurer la III<sup>e</sup> Internationale, on ouvre les portes pour faire rentrer ceux qui sont restés dehors.*

*Au nom de la gauche du Parti Socialiste Italien, je déclare que nous nous engageons à combattre et à chasser les opportunistes en Italie, mais nous ne voudrions pas que s'ils sortent de chez nous, ils rentrent dans la III<sup>e</sup> Internationale par un autre chemin. Nous vous disons: ayant ici travaillé ensemble, nous devons rentrer dans nos pays et former un front international unique contre les socialistes traîtres, contre les saboteurs de la Révolution Communiste.*

### **A propos du Congrès International communiste**

*(“ Il Soviet ”, III<sup>e</sup>me année, 3-10-1920, No 24)*

*Le retour de Moscou du camarade Amadeo Bordiga, qui a participé au II<sup>e</sup>me Congrès de l'Internationale Communiste comme représentant de la Fraction Communiste Abstentionniste du P.S.I. nous permet de traiter de la façon la plus ample du Congrès lui-même et de ses résultats. Par la suite, nous illustrerons les décisions de Moscou par une large campagne destinée à en expliquer la valeur générale, mais surtout à obtenir leur application efficace au mouvement italien (résultat auquel nous nous attacherons de toutes nos forces), dont le Congrès a voulu s'occuper en particulier. Nous préparerons ainsi les batailles du prochain Congrès National de notre Parti, et nous préciserons la position de notre Fraction Abstentionniste en la circonstance. Nous sommes sûrs de rencontrer le plus vif intérêt auprès de tous nos camarades et lecteurs dont nous présumons qu'ils connaissent bien le matériel déjà publié dans la presse du Parti à propos du Congrès.*

### **Les débats et les décisions**

*Il n'est pas possible de suivre l'ordre véritable des débats du Congrès, car le système adopté a fait que les discussions sur les différents thèmes se sont entrecroisées. Pour chaque sujet inscrit à l'ordre du jour, on nommait une Commission chargée d'une étude préliminaire des conclusions du rapporteur, qui étaient ensuite présentées en assemblée plénière pour discussion. Celle-ci s'achevait généralement par un vote global et par le renvoi des thèses devant la Commission, pour y introduire les amendements dégagés par la discussion et rédiger le texte définitif. Parfois, les modifications étant importantes et controversées, les thèses revenaient devant le Congrès pour la décision finale. Enfin il restait encore à la Commission, ou à une “ petite Commission ” élue en son sein, à s'occuper de la rédaction des textes en anglais, français et allemand.*

*Quant à la répartition de la matière à traiter dans les différents points de l'ordre du jour, elle se fit de façon telle, qu'elle amena souvent des superpositions, et des répétitions de la même question. A notre avis, un autre critère de subdivision des sujets aurait été préférable : il aurait*

*fallu, avant tout, procéder à un débat général sur les principes programmatiques du communisme, en les fixant dans une formulation bien précise, pour, sur ces bases, en venir ensuite à la discussion des différents problèmes d'action et de tactique qui attendaient leur solution du Congrès. Au contraire les questions tactiques se présentèrent selon un ordre non logique, souvent du point de vue de leur application à un pays donné, et en général les solutions données ne présentent pas, à notre avis, l'homogénéité qu'elles auraient eue si on avait adopté une méthode plus organique pour les travaux du Congrès, en évitant que des questions vitales de principe soient abordées en passant et traitées de façon incomplète.*

*La préparation des débats du Congrès, qui avait tenu une large place dans le mouvement communiste de tous les pays et dans la presse communiste internationale, fut complétée, par les camarades du Comité Exécutif de Moscou, par certains textes critiques et polémiques où ils développaient l'ensemble de leurs positions. Celui qui domine, c'est le livre de Lénine, qui a eu un grand retentissement, et dont le titre (traduit littéralement), est Le " gauchisme ", maladie infantile du communisme. Le C.E. a également présenté un rapport d'activité qui a été intégré sans discussions particulières dans les actes du Congrès, de même que les rapports des délégations des différents partis. Sur aucun sujet ne s'est manifestée de forte opposition aux conclusions des rapporteurs, et si l'on excepte la question du parlementarisme — l'assemblée n'a pas eu à se prononcer sur des conclusions différentes de celles présentées par le rapporteur. Elle n'eut d'ailleurs jamais besoin de procéder à des votes par appel nominal. Nous noterons ici quelques points saillants des discussions et des résolutions, quitte à revenir plus tard en détail sur les différents sujets dès ce numéro cependant, nous traiterons à part la question du parlementarisme et celle du mouvement Italien.*

### **Le rôle du parti communiste dans la révolution**

*Les thèses présentées par Zinoviev avaient une nette structure marxiste. En théorie, elles condamnaient clairement les doctrines anarchistes et syndicalistes qui nient ou diminuent la valeur de la fonction du parti de classe. Ces écoles, affirme la thèse 5, n'ont fait qu'aider la bourgeoisie et les socialistes contre-révolutionnaires : elles représentent un pas en arrière par rapport au marxisme. Il est en outre réaffirmé que l'organisation soviétique, loin de rendre le Parti superflu et de le remplacer dans son rôle de direction de l'action prolétarienne, n'a un contenu révolutionnaire que dans la mesure où elle est pénétrée et dirigée par un fort parti communiste. Celui-ci doit observer une discipline de fer, de type militaire, avec une étroite centralisation.*

*Il ne doit y avoir dans chaque pays qu'un seul parti communiste, section de la IIIème Internationale. Au cours de la discussion, certains délégués de courants syndicalistes ont exprimé leur opposition : cette opposition, qui n'était pas une opposition de principe, était presque toujours fondée sur l'argument que ces considérations répondaient à une nécessité indérogeable pour le mouvement révolutionnaire russe ; ces délégués faisant toutefois des réserves plus ou moins explicites sur leur valeur pour le mouvement des autres pays. Sans quitter le terrain marxiste les camarades du Comité Exécutif ont fait quelques pas dans leur sens. Au lieu de répliquer à ces contradicteurs que, n'acceptant pas ces principes cardinaux, ils n'étaient ni des communistes, ni de vrais révolutionnaires, Lénine, Trotsky et les autres ont suivi une méthode plus convaincante : ils leur ont démontré que, tout on ayant peur des mots " parti ", " politique ", " pouvoir ", " Etat ", ils reconnaissaient cependant comme des nécessités de l'action quelque chose qui n'était pas très différent. De fait, droit de cité dans l'internationale Communiste et voix délibérative dans ses congrès politiques ont été reconnus aux IWW américains, aux Shop Stewards anglais, aux syndicalistes français (gauche de la CGT), à la Confédération du Travail espagnole, représentée par un anarchiste, et également à l'Union Syndicaliste Italienne, dont le délégué n'arriva qu'après la clôture du Congrès.*

## **Les conditions d'admission a l'Internationale**

*Cette question brûlante suscita une discussion importante, bien que la plupart des orateurs aient préféré s'occuper exclusivement de leur propre pays. Zinoviev et Lénine prononcèrent d'intéressants discours, en passant en revue surtout la situation française, allemande et italienne.*

*Les représentants du Parti Indépendant Allemand et du Parti Socialiste Français, auxquels les plus violentes critiques ne furent pas épargnées, eurent le droit d'assister au débat ainsi qu'au reste du congrès avec voix consultative. Le camarade Bordiga prit la parole pour demander la plus grande sévérité dans les conditions d'admission et proposa pour la thèse 16 (devenue plus tard la thèse 15) l'amendement suivant : " Les partis qui conservent encore les anciens programmes social-démocrates ont le devoir de les réviser et d'élaborer un nouveau programme dans lequel les principes de l'Internationale Communiste seront définis sans équivoque. La minorité qui, au congrès, votera contre le nouveau programme et l'adhésion à la IIIème internationale devra, pour cette raison, être exclue du Parti. Les Partis qui ont déjà adhéré à la IIIème Internationale, mais n'ont pas rempli cette condition, doivent convoquer au plus tôt un congrès extraordinaire pour s'y conformer. " Cet amendement fut également accepté en commission, et il doit figurer au point 21 du texte définitif dans les termes suivants " Les membres du Parti qui repoussent par principe les conditions et les thèses formulées par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en va de même en particulier des délégués au Congrès extraordinaire ". Dans l'ensemble, les conditions furent complétées et durcies, mais le sens de la discussion fut que, d'une façon générale, les " reconstruteurs " pourront entrer dans l'Internationale sous certaines garanties. Notre avis est que dans certains pays, et surtout en France, il risque d'y entrer des éléments trop droitiers.*

## **Questions nationale et coloniale - question agraire**

*Les thèses préparées par Lénine sur ces questions, qui condensent de façon originale l'expérience historique de la politique extérieure et intérieure de la première République Proletarienne, marquent une nouvelle orientation dans la tactique de l'Internationale. L'attitude qu'elles assignent au mouvement communiste révolutionnaire, expression de la masse des prolétaires salariés, à l'égard des intérêts des peuples des colonies et des pays arriérés - comme de ceux des différentes couches de la population rurale - représente sans aucun doute une rectification de tir dans la méthode de classe intransigeante, telle qu'elle a été acceptée jusqu'ici par la gauche marxiste. Nous n'avons pas eu l'occasion de prendre la parole sur ces deux questions, mais nous partageons certaines des objections soulevées par Serrati.*

*"Il Soviet" traitera sans doute à fond ces questions, sur lesquelles il serait prématuré d'engager l'opinion de tous les camarades qui suivent notre orientation.*

## **La question syndicale**

*Les thèses préparées par Radek sur " Le mouvement syndical, les comités d'usine et la IIIème Internationale " correspondaient aux positions polémiques bien connues du Parti Communiste Allemand contre l'opposition (K.A.P.D.) et visaient les tendances que nous avons souvent définies comme néo-syndicalistes.*

*Mises à part certaines affirmations qui reconnaissent encore aux syndicats une valeur révolutionnaire à notre avis excessive, ces thèses réaffirment le point de vue marxiste que nous avons défendu à plusieurs reprises dans ces colonnes. Aussi bien les syndicats que les comités d'usine deviennent révolutionnaires dans la mesure où ils sont conquis et dirigés par le Parti Communiste. Les comités d'usine ne peuvent remplacer les syndicats qui, organisés par industrie, joueront un rôle bien plus important dans l'organisation économique du communisme. La conclusion est que les communistes n'ont pas pour tactique de boycotter les syndicats traditionnels, même s'ils sont dirigés par les réformistes et par les jaunes, mais d'y pénétrer et de les conquérir.*

*Radek a justifié la nette condamnation de la première tactique surtout par le danger de se couper des masses. Nous avons toujours pensé que cette tactique devait être condamnée, mais surtout pour une raison bien plus profonde : c'est qu'elle découle d'une conception générale erronée, qui prétend que l'action prolétarienne s'appuie, non sur la lutte politique du parti pour la dictature prolétarienne, mais sur une action économique d'organismes syndicaux "révolutionnaires" qui, une fois les capitalistes expropriés, prendraient directement en main la gestion de la production. A Moscou, cette position de principe ne fut pas mise en lumière, mais on souligna que la directive pratique était de travailler dans tous les syndicats jaunes.*

*Quant à l'opposition, elle se garda bien de présenter ses théories syndicalistes, se contentant de demander quelques exceptions locales, qu'il fallut accorder pour ne pas désavouer les organismes syndicalistes-révolutionnaires formellement admis dans l'Internationale. Pour ce qui est de l'organisation syndicale internationale, on est arrivé à des conclusions sur lesquelles on peut aisément se tromper, et c'est ce qui est arrivé, semble-t-il, au camarade Graziadei dans son compte-rendu, d'ailleurs scrupuleux, paru dans "l'Avanti!" (IIème partie). Les communistes doivent entrer également dans les syndicats dirigés par les réformistes et affiliés au secrétariat d'Amsterdam. Mais dès que les communistes ont pris la direction d'une organisation syndicale nationale, ils doivent la détacher d'Amsterdam et la faire adhérer à la Section Syndicale de l'Internationale Communiste. On remarquera d'autre part que les syndicats de tendance syndicaliste-révolutionnaire, même non dirigés par les Partis Communistes, même constitués sur la base de la tactique du boycottage des syndicats d'Amsterdam, sont accueillis, comme nous l'avons dit, dans l'Internationale et dans ses congrès politiques.*

*Les nouveaux statuts de l'Internationale prescrivent cependant qu'aux prochains Congrès les Syndicats devront se faire représenter par les Partis Communistes correspondants et qu'il ne peut y avoir qu'un Parti Communiste dans chaque pays. Il faudrait voir si cette disposition concerne également les organismes syndicalistes-révolutionnaires cités ci-dessus.*

### **Les tâches principales du Congrès communiste**

*C'est le magnifique discours inaugural prononcé par Lénine à Petrograd qui a tenu lieu de rapport sur ce thème. Les thèses rédigées par lui réaffirmaient les conceptions contenues dans les autres résolutions du Congrès et ne donnèrent donc pas lieu à discussion, sauf sur quelques points premièrement, l'attitude à adopter envers les prolétaires anarchistes, dont Lénine pense qu'ils doivent être incités à passer du côté du communisme par une propagande persuasive ; deuxièmement, la question italienne, dont nous parlerons plus loin, et enfin l'importante question de l'adhésion du mouvement communiste anglais au Labour Party. Soutenue par Lénine, cette proposition fut adoptée non sans une forte opposition. Nous nous contenterons pour l'instant de dire que nous n'acceptons ni les critères ni l'appréciation de la situation politique anglaise sur lesquels Lénine fonde cette méthode. Rappelons également que la camarade Pankhurst avança l'objection décisive que les communistes anglais de gauche n'ont pas l'intention de se couper des masses, puisqu'ils défendent la nécessité de travailler dans les Trade Unions, mais qu'ils veulent seulement rester en dehors de l'organisation du Parti politique labouriste constituée par un conclave de petits-bourgeois contre-révolutionnaires*

### **La constitution des Soviets**

*Les thèses de Zinoviev sur cette question exposent les mêmes conceptions théoriques et tactiques que notre journal contre la presque totalité du Parti.*

*Bien que dans de nombreux pays les communistes aient interprété la constitution des Soviets (ou de quelque chose qu'ils baptisèrent ainsi) comme un mot d'ordre du communisme, il n'y eut aucune opposition sur ce sujet, et presque aucune discussion.*

## **Les questions d'organisation**

*Le Congrès eut ensuite à s'occuper des questions d'organisation mouvement des femmes, mouvement des jeunes, etc. Les nouveaux Statuts de l'Internationale furent votés après discussion, en accord avec les délégués de la jeunesse, des syndicats, etc. L'idée fondamentale est celle de la centralisation et de la discipline. Les pouvoirs du Comité Exécutif de Moscou sont très vastes et, dans l'intervalle des Congrès ils s'étendent aux partis de tous les pays. Le C.E. se compose de cinq membres, désignés par le Parti Communiste Russe, auxquels s'ajoute un représentant des partis les plus importants, qui doit résider à Moscou. Le parti Italien devra envoyer un délégué : provisoirement, Serrati a été confirmé dans cette charge. L'organe officiel " L'Internationale Communiste ", déjà publié en russe, français, allemand et anglais, paraîtra désormais également en Italien. Après le Congrès, le C.E. a délibéré sur de très nombreux sujets, avec la participation de diverses délégations, et a pris toutes les décisions d'ordre interne, qu'il n'y a pas lieu d'exposer ici.*

### **La question du parlementarisme**

*Les lecteurs du "Soviet" connaissent bien les données du problème, aussi bien par l'exposé que nous en avons fait ici en Italie, que par l'abondante documentation que nous avons donnée sur ce qui a été affirmé ou écrit à ce propos dans d'autres pays. Conformément à l'avis du Comité Directeur, Boukharine se prononçait dans ses thèses pour la participation obligatoire à l'action électorale et parlementaire, dans un but d'agitation révolutionnaire et selon un critère tout à fait opposé à la méthode social-démocrate.*

*La commission (à laquelle aucun Italien ne participa, pas plus qu'à aucune autre à la suite d'un incident dont nous reparlerons peut-être), était présidée par le camarade Trotsky, lequel présenta une introduction historique qui fut placée au début des thèses. Conformément au mandat qui lui avait été donné par notre fraction, le camarade Bordiga demanda à présenter des thèses contre celles de Boukharine-Trotsky. Il fut nommé co-rapporteur et invité à participer aux séances de la Commission pour y défendre ses thèses. La Commission procéda à un débat d'orientation, auquel participa le camarade Bordiga, et qui s'acheva par l'approbation des thèses de Boukharine, avec deux voix contre (375).*

*Quant à la discussion thèse par thèse, Bordiga n'y participa que pour soulever la question des élections administratives, à laquelle il n'était fait aucune allusion. Il releva qu'en rapprochant la thèse 5 (voir plus loin le texte, reproduit dans la 3ème thèse Bordiga) et la thèse 6 (376), qui affirme qu'on ne peut parler d'utilisation des institutions démocratiques qu'en vue de leur destruction, on pouvait logiquement être amené à conclure qu'il fallait renoncer à la conquête des pouvoirs dans les municipalités, dans les conseils provinciaux, dans les conseils départementaux ou cantonaux des différents pays. Cette contradiction ne fut pas reconnue par la majorité, qui ajouta même une thèse sur ce sujet, dont nous croyons utile de donner le texte : " Au cas où les communistes auraient la majorité dans les institutions municipales, ils devront a) mener une opposition révolutionnaire contre le pouvoir central bourgeois ; b) faire tout ce qu'ils peuvent pour rendre service à la population pauvre (mesures économiques, création ou tentative de création de milices ouvrières armées, etc., etc.) ; c) montrer en toute occasion les limites que l'Etat bourgeois oppose à tout changement véritable ; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique, sans craindre le conflit avec le pouvoir d'Etat ; e) dans certaines circonstances, remplacer les administrations municipales par des conseils locaux d'ouvriers, etc.*

*Toute l'activité des communistes dans l'administration municipale doit donc s'intégrer dans l'œuvre générale de dislocation du système capitaliste.*

### **La discussion**

*Devant le Congrès, Boukharine fit son rapport en mettant en lumière le fait que les exemples de parlementarisme communiste sont rares, face aux très nombreux cas de dégénérescence de*



*l'action parlementaire. Il reconnut qu'il y avait deux courants abstentionnistes très différents l'un de l'autre : l'un franchement syndicaliste et anarchisant, et l'autre qui partait des prémisses marxistes pour arriver à la conclusion, fautive selon lui, de l'abstentionnisme. Il s'efforça cependant de soutenir que certains arguments de Bordiga concordaient avec ceux des anarchistes.*

*Puis ce fut le discours de Bordiga, qu'il serait inutile de rapporter longuement. Celui-ci défendait les conclusions présentées en affirmant leur lien étroit avec les postulats marxistes ; il polémiqua contre les thèses Trotsky-Boukharine et contre les arguments favorables à l'électoratisme contenus dans la brochure de Lénine. Le nombre des orateurs fut limité à trois par tendance.*

*Pour les abstentionnistes, ce furent deux syndicalistes, ainsi que le camarade Herzog, du Parti Communiste Suisse, qui parlèrent pour les électoralistes, le principal orateur fut Lénine lui-même, qui prononça un bref discours polémique contre le point de vue de Bordiga. Les rapporteurs parlèrent les derniers, et le camarade Bordiga se contenta de faire quelques brèves remarques sur les intéressantes objections de Lénine. Celui-ci avait dit que toutes les convulsions révolutionnaires de ces derniers temps avaient eu pour origine des crises parlementaires, et que, par conséquent, la présence d'un groupe communiste au parlement offrait dans de telles situations une possibilité d'intervention directe permettant d'influer sur la situation politique. En deuxième lieu, disait Lénine, s'il est difficile d'organiser un travail révolutionnaire dans l'ambiance bourgeoise du parlement, ce n'est pas une raison pour y renoncer, car après la victoire révolutionnaire il faudra savoir organiser et diriger des milieux bourgeois et petits-bourgeois.*

*Bordiga observa que des considérations de ce genre élargissaient le cadre de la question et s'éloignaient quelque peu de la méthode des marxistes intransigeants, fondée sur l'abandon, dans des situations historiques données, de certaines formes d'action qui, tout en étant des moyens commodes d'intervention directe dans les situations politiques, perdaient toute efficacité révolutionnaire dans le développement de la lutte de classe.*

*Tandis que nous estimons que le moment est déjà venu d'abandonner la tactique électorale, l'argumentation de Lénine, si nous avons bien compris sa pensée, est telle qu'elle pourrait même conduire à remettre en discussion la tactique de l'appui ou de la participation à un gouvernement. Le cadre de la question a donc été élargi, et de façon symptomatique nous pensons que, en dehors de la question électorale proprement dite, le problème reste ouvert dans le mouvement communiste international, et qu'il faut le considérer à la lumière des postulats généraux de la doctrine et de la méthode dialectique marxistes. Le vote donna, sauf erreur, environ quatre-vingts voix pour les thèses de Boukharine et onze voix contre. Bordiga ayant demandé que ne votent pour ses thèses que ceux qui acceptaient leurs prémisses marxistes, elles ne recueillirent que les voix du Parti Communiste Suisse, du Parti Communiste Belge et d'un groupe Communiste Danois (le camarade Bordiga n'avait pas de voix délibérative). Sûr d'interpréter la pensée de ses camarades, Bordiga déclara qu'il n'était pas admissible de parler de division sur ce problème entre les communistes et que la discipline du Congrès international devait être reconnue par tous, sans distinction (377).*

### **L'Internationale Communiste et la situation italienne**

*Il est nécessaire d'établir clairement ce qui a été fait et dit à Moscou nu sujet du Parti Socialiste Italien, pour déjouer dès maintenant toute manœuvre, d'où qu'elle vienne, tendant à créer des malentendus. C'est au cours de la discussion sur les conditions d'admission qu'on parla pour la première fois de la question italienne. On fait allusion au Parti italien dans la brochure de Lénine et, à plusieurs reprises, dans les thèses proposées par le C.E., toujours pour déplorer la présence en son sein de la droite réformiste, et souvent en nommant certains chefs du groupe parlementaire. Le rapport de Zinoviev sur les Conditions d'admission et le discours de Lénine expriment de sévères critiques à l'égard du Parti Socialiste italien, avec des*

arguments sur lesquels nous n'insisterons pas pour ne pas nous répéter. Aux objections de Serrati sur le peu de connaissance qu'il avait de la question, Zinoviev répondit en lui montrant le volumineux dossier concernant les socialistes italiens et leurs fautes, et en faisant remarquer que ces critiques avaient été avancées par les courants de gauche du Parti, et confirmées par les rapports des délégués Italiens présents à Moscou eux-mêmes. Si les camarades du C.E. ont commis des inexactitudes et des erreurs d'appréciation, ce n'est que sur des détails secondaires si, en Italie, ils demandent l'application de critères plus sévères qu'ailleurs, c'est un point qu'il faudra examiner à part : ce qui est sûr, c'est qu'ils ont mis le doigt sur la plaie et proposé les mesures qu'en Italie les vrais communistes exigeaient depuis longtemps. Serrati répondit par des déclarations et des protestations, Graziadei émit des réserves, Bombacci et Polano reprirent les critiques des camarades russes et s'associèrent à leurs reproches. Quant à Bordiga, il ne prit la parole que pour traiter d'un problème de caractère général, et sans parler de l'Italie. A la fin de la discussion, Serrati déclara qu'il acceptait les thèses, en les interprétant dans le sens le plus commode pour lui : à savoir que le P.S.I. aurait tout son temps pour procéder, sans hâte et avec mille précautions, à quelques épurations éventuelles. Il s'attira des réponses très sèches de Lénine et du rapporteur, et il ne fut pas précisément applaudi par le Congrès. Boukharine parla encore du parti italien dans son rapport sur le parlementarisme en déplorant la politique social-démocrate du P.S.I. au parlement, et je crois qu'on en parla encore plusieurs fois au passage, en suscitant des déclarations des Italiens. Mais la grande question devait être soulevée au moment de la discussion des thèses de Lénine sur Les tâches du IIème Congrès de l'Internationale. La commission chargée de ce problème invita toute la délégation italienne et nous pria de donner notre avis sur la fameuse thèse 17 dont le texte primitif était celui-ci : " En ce qui concerne le Parti Socialiste italien, le Congrès de la IIIème Internationale reconnaît comme fondamentalement justes la critique de ce Parti et les propositions pratiques qui ont été publiées, comme étant adressées au Conseil National du Parti Socialiste italien, par la section de Turin du Parti, dans le journal " L'Ordine Nuovo " du 8 mai 1920, et qui correspondent intégralement à tous les principes de la IIIème Internationale. C'est pourquoi le IIème Congrès de la IIIème Internationale prie le Parti Socialiste Italien de convoquer au plus tôt un Congrès extraordinaire du Parti pour examiner ces propositions et toutes les décisions des deux congrès de l'Internationale Communiste, particulièrement au sujet du groupe parlementaire et des éléments non communistes du Parti ". Aucun des délégués italiens n'accepta cette formulation. Serrati et Graziadei observèrent qu'au Conseil National la section de Turin s'était rangée contre la direction du Parti dans la question de la grève dans le Piémont et que si on approuvait ce texte, cela équivalait à approuver non seulement les accusations portées par la section de Turin, mais aussi son attitude " contraire à la discipline ". Bombacci observa qu'il était également dangereux de valoriser les tendances syndicalisantes de " L'Ordine Nuovo " et son interprétation du mouvement des Conseils d'Usine. Polano affirma que, la Commission exécutive de la Section de Turin étant en grande partie formée d'abstentionnistes, on en venait à approuver le travail de notre fraction, désavouée dans la question parlementaire. Bordiga releva également la possibilité d'un malentendu sur l'approbation accordée à toute l'orientation de " L'Ordine Nuovo ", qui non seulement était opposé aux directives du Congrès sur la question syndicale et de la constitution des Soviets, mais avait été partisan de l'unité du Parti jusqu'à la veille du Congrès de Milan. Lénine et Boukharine déclarèrent formellement qu'ils n'avaient pas eu l'intention d'émettre un jugement sur l'orientation de " L'Ordine Nuovo ", sur laquelle ils n'avaient pas assez de documents, mais qu'ils avaient seulement voulu citer un document précis auquel, seul, s'appliquait leur approbation. On modifia donc seulement la forme grammaticale dans le sens suivant : " propositions adressées par la Section, etc., et publiées dans le numéro... etc. ". En outre, sur la proposition de Bordiga, on ajouta à la fin de la seconde phrase " et du travail à développer au sein des syndicats ".

*Serrati s'efforça en vain d'éviter l'obligation de convoquer le Congrès, en affirmant que le Congrès ordinaire était déjà annoncé : on précisa au contraire que le Congrès devait se tenir dans un délai de quatre mois.*

*Nous avons insisté sur la question de " L'Ordine Nuovo ", mais nous voudrions faire une petite digression pour ajouter que nous le faisons pour mettre les choses au point, et absolument pas pour nous vanter de la correspondance, plus grande qu'il y a entre notre position et celle du Congrès Communiste. Non seulement nous étions et nous sommes en désaccord sur la question du parlementarisme, mais nous avons d'autres réserves à faire - sans remettre en cause la discipline - également sur des questions plus importantes traitées dans les résolutions du Congrès. Nous ne posons donc pas notre candidature - ni en tant qu'hommes, ni en tant que journal, ni en tant que Fraction - au titre de parfait communiste tel que l'a défini le Congrès. Mais nous faisons remarquer que parmi les maximalistes électoralistes, même ceux d'extrême gauche, même ceux qui sont enfin convaincus de la justesse de notre vieille thèse sur l'expulsion des sociaux-démocrates, il n'y a presque personne qui n'ait été hétérodoxe sur la question des Conseils d'usine, et surtout sur celle de la constitution des Soviets.*

*Nous terminerons cette brève parenthèse en relevant que, si on voulait incarner dans une figure du mouvement italien la convergence maximum avec les thèses de Moscou, ce serait le camarade Misiano qui mériterait d'être choisi, pour l'attitude qu'il a observée jusqu'à aujourd'hui, en particulier au Conseil de Milan.*

*La question du parti italien revint devant le Congrès en séance plénière. Serrati recommença à protester, Bombacci et Polano à approuver, Graziadei à essayer d'arrondir les angles en demandant que l'on approuve l'attitude de la majorité maximaliste à Bologne. Bordiga déclara en deux mots qu'il se désintéressait de la forme de l'amendement, et qu'il interprétait la pensée du Congrès, exprimée à plusieurs reprises surtout par Lénine et Zinoviev, en ce sens que pour la formation et le renouveau du Parti Socialiste italien, non seulement il n'y avait pas à accorder de délais et de temporisations, mais qu'on affirmait la responsabilité de toute la fraction maximaliste électoraliste et de ses membres pour avoir manqué, dès le congrès de Bologne, à cette tâche indérogeable, en faisant entrer dans la IIIème Internationale un parti qui n'avait pas un caractère communiste. Il releva qu'il n'avait jamais auparavant fait allusion à la question italienne au Congrès, déclarant que les comptes seraient réglés en Italie sur la base des décisions du Congrès. Nous n'avons pas le texte précis des thèses approuvées, mais nous doutons qu'il y ait l'amendement Graziadei, bien que celui-ci affirme qu'il a été accepté.*

### **La "lettre aux italiens "**

*Après la clôture du Congrès, les délégués italiens furent invités à une réunion spéciale du Comité Exécutif au cours de laquelle on donna lecture d'un projet de lettre aux camarades italiens, établi par Boukharine avec des adjonctions de Zinoviev. Cette lettre donna lieu à de vives discussions. Bombacci, Polano et Bordiga étaient d'accord avec son orientation générale et reconnaissaient qu'elle était nécessaire. Bordiga fit seulement des objections au sujet des passages qui concernaient les conseils d'usine et le mouvement syndicaliste. Serrati, qui était opposé à l'idée même d'une lettre, fit des observations de détail, dont certaines n'étaient pas sans fondement, mais qui ne pouvaient en aucune façon remettre en cause l'idée qui était à la base de la lettre, à savoir la nécessité pour l'organe suprême de l'Internationale d'inviter instamment le mouvement italien à se conformer aux décisions du Congrès et à se donner un véritable contenu communiste qui aujourd'hui lui fait défaut.*

*Le C.E. se réserva le droit de donner une forme définitive à la lettre, et le texte officiel en fut remis au camarade Serrati, après notre retour d'Ukraine au moment de quitter Moscou. Après un exposé de la situation sociale et politique Italienne, la lettre affirme que cette situation est éminemment révolutionnaire et que, tout en repoussant la méthode des actions fragmentaires et isolées, il faut créer les conditions d'un mouvement révolutionnaire général, sans jamais oublier que chaque jour de retard peut constituer un avantage accordé à la bourgeoisie qui est*

*en train d'organiser sa propre défense. Ensuite, la lettre passe en revue de graves déficiences de notre mouvement, l'incapacité et les hésitations de la majorité du Parti devant le comportement des droitiers au parlement et dans les syndicats ouvriers.*

*La lettre conclut en disant que toutes les conditions de l'Internationale sont posées au Parti Italien sous forme d'ultimatum : si ces conditions ne sont pas remplies, l'Internationale se verra dans l'obligation de s'adresser directement aux travailleurs d'Italie, autrement dit d'exclure le P.S.I. de ses rangs.*

*En conclusion, l'Internationale communiste et le congrès ont jugé l'attitude du Parti Socialiste italien avec une grande sévérité, et les décisions prises à son sujet sont marquées par une intransigeance peut-être plus rigoureuse que celle qui a été appliquée à d'autres pays. Toute autre considération mise à part, on ne peut pas nier que cela est dû à la conviction qui s'est formée chez les camarades russes et aussi chez les camarades d'autres pays : à savoir que le prolétariat italien sera bientôt appelé à jouer un rôle extrêmement important sur la scène de l'histoire et peut-être à donner le signal de la lutte révolutionnaire dans l'occident capitaliste.*

*Voici pourquoi de Moscou nous revient le même mot d'ordre qui fut le nôtre à Bologne : regardons-nous bien en face et séparons-nous de ceux qui, demain, à l'heure suprême, ne seront pas des nôtres. Voici pourquoi Moscou souligne de façon heureuse notre devise préférée : qui n'est pas avec nous est contre nous*

#### **Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction communiste abstentionniste du P. S. I.**

*(" Il Soviet ", année III, No II du 11-4-1920)*

*1) Les Soviets ou Conseils des travailleurs et des paysans (et des soldats) sont les organes par lesquels la classe ouvrière exerce le pouvoir politique après avoir abattu par la révolution le pouvoir de l'Etat bourgeois, et supprimé les organes représentatifs de celui-ci (parlement, conseils communaux, etc.). Ils sont les " organes d'Etat " du prolétariat.*

*2) Les Soviets sont élus exclusivement par les travailleurs, tous ceux qui emploient de la main-d'œuvre salariée ou exploitent les prolétaires d'une façon quelconque étant privés du droit de vote. C'est là leur caractéristique essentielle, toutes les autres modalités de leur constitution étant en réalité secondaires. La privation de la classe bourgeoise de tout droit à être représentée, même comme minorité, dans les organes politiques de la société, c'est-à-dire la " dictature du prolétariat ", constitue la condition historique de la lutte politique contre la résistance contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, de l'élimination de toute exploitation et de l'organisation de l'économie communiste.*

*3) Le processus doit être réalisé par une action collective et centrale du prolétariat qui subordonnera toutes les mesures à adopter à l'intérêt général de classe et au sort final de tout le processus révolutionnaire. C'est pourquoi alors que naissent dans des couches particulières de prolétaires des organes reflétant leurs intérêts économiques spéciaux (conseils d'usine, syndicats d'industrie, syndicats de catégorie, organisations de consommateurs), toute l'activité de ces organes doit être subordonnée aux directives données par le système des Soviets politiques qui, par essence et constitution, représentent des intérêts généraux.*

*4) Les Conseils ouvriers surgissent au moment de l'insurrection prolétarienne, mais ils peuvent également naître à un moment historique où le pouvoir de la bourgeoisie traverse une grave crise et où la conscience historique et la tendance à s'emparer du pouvoir sont répandues au sein du prolétariat. Le problème révolutionnaire ne consiste pas à créer formellement des Conseils, mais bien à faire passer le pouvoir politique dans leurs mains.*

5) *L'instrument de la lutte politique de classe du prolétariat est le Parti de classe, le Parti Communiste. Il rassemble tous ceux qui ont une conscience historique du processus de la crise du capitalisme et de l'émancipation prolétarienne, et qui sont disposés à sacrifier tout intérêt individuel ou de groupe à la victoire finale du communisme. A l'époque historique actuelle, c'est le Parti Communiste qui défend le mot d'ordre, " Tout le pouvoir aux Conseils "*.

*Quand les Conseils se constituent, le Parti Communiste développe son action en leur sein pour y conquérir la majorité des mandats et des organes centraux. Le Parti persévère dans cette œuvre après la conquête du pouvoir, toujours dans le but de donner à l'action prolétarienne une conscience politique et une unité d'intentions en combattant les égoïsmes et les particularismes.*

6) *Le Parti Communiste pénètre et conquiert tous les organes économiques prolétariens dès qu'ils surgissent sous l'impulsion des conditions de vie faites aux différents groupes et catégories de prolétaires, dans le but de profiter de leur action pour élargir l'horizon des masses et attirer leur attention sur les buts généraux et finaux du communisme.*

7) *Le Parti Communiste combat toute forme de collaboration et de liaison entre les Conseils ouvriers et les organes du pouvoir bourgeois, en répandant dans les masses la conscience du fait que les premiers ne peuvent trouver toute leur valeur historique qu'après le renversement violent des seconds.*

8) *Les nécessités actuelles du mouvement révolutionnaire en Italie ne consistent pas à constituer de façon artificielle et bureaucratique des Conseils ouvriers, et encore moins à travailler dans les syndicats et les conseils d'usine comme s'ils étaient des fins en soi, mais bien à constituer un Parti Communiste pur d'éléments réformistes et opportunistes. Un Parti de cette nature sera toujours prêt à agir ou à intervenir dans les Soviets quand l'heure historique de leur formation aura sonné, ce qui ne saurait tarder beaucoup.*

9) *Auparavant, une vaste tâche attend le Parti Communiste en Italie.*

*Cette tâche consiste :*

a) *Dans une étude des problèmes de la révolution et des aspects du processus révolutionnaire conduite avec sérieux et de larges moyens dans la plus large propagande orale et écrite des principes et des méthodes qui en résultent au sein des masses ;*

b) *Dans l'établissement de relations continues et efficaces avec le mouvement communiste étranger et avec les organes de l'Internationale Communiste ;*

c) *Dans l'établissement d'un contact sûr avec les masses et dans la préparation à ces formes d'action et d'organisation qui sont indispensables dans la lutte décisive ;*

*et qui, outre un dévouement complet des militants à la cause, exigent un entraînement tactique spécial étranger à la tradition du Parti Socialiste.*

10) *Le Parti Communiste ne considère pas comme but de son action les conquêtes partielles que les groupes prolétariens peuvent réaliser dans les cadres du présent régime, même pas dans le sens qu'elles prépareraient ses militants aux activités techniques qui les attendent après la conquête du pouvoir. Néanmoins il intervient dans les agitations de cette nature à seule fin de propager ses buts maxima et de mettre en relief les rapports réels qui montrent la nécessité de l'action politique d'ensemble de toute la classe prolétarienne, sur la voie de la révolution, pour éliminer le régime capitaliste.*

## **Le contrôle syndical**

(“ Il Soviet ”, N° 28, 11-11-1920)

*Nous avons l'intention de traiter cette question plus longuement dans un numéro ultérieur, pour exposer de façon complète notre point de vue qui correspond seulement en gros à celui des thèses de Moscou. Aujourd'hui, nous voulons répondre simplement à un article [...] de "l'Avanti !" qui prétend prouver que ces thèses obéissent à un critère identique à celui que défendent les réformistes de la C.G.L. Selon les 3ème et 4ème thèses de Radek, citées textuellement dans l'article en question, la crise économique actuelle pose aux prolétaires le problème du contrôle sur les entreprises et les pousse à constituer des conseils d'usine. Dans un second temps, ils s'aperçoivent que pour être efficace, le contrôle doit dépasser les limites de chaque entreprise et s'exercer sur des branches d'industrie entières ; mais puisque la bourgeoisie s'opposerait à une telle intervention, les ouvriers seront replacés face au problème de la conquête du pouvoir politique, de la dictature prolétarienne. L'auteur s'arrête à la première étape de ce développement et dit : nous, confédéraux, nous sommes pour le contrôle par industries auquel certains extrémistes (par exemple l'"Ordine Nuovo" de Turin) sont opposés ; selon l'esprit des thèses de Moscou, ce contrôle doit être confié aux syndicats nationaux d'industrie : donc Moscou nous donne raison dans cette question. Seulement (petit détail !) il n'est pas dit que les choses doivent aller comme le prévoit Radek, rédacteur des thèses : il est au contraire possible qu'au lieu de s'opposer de toutes ses forces au contrôle, provoquant ainsi une révolution politique, la bourgeoisie l'admette et le reconnaisse ainsi : une grande " conquête " - naturellement " révolutionnaire " - serait réalisée. Alors si le développement prévu par Radek, qui est le seul à pouvoir donner une efficacité révolutionnaire au mouvement pour le contrôle, s'arrête aux conseils d'usine ou au contrôle syndical sur des branches d'industrie, dans les deux cas, son véritable sens, sa véritable valeur sont totalement renversés et altérés. En bon contre-révolutionnaire, l'auteur de l'article de "l'Avanti !" voit la chose ainsi : il se peut que la bourgeoisie soit contrainte à céder si le prolétariat sait comprendre l'importance de la lutte. Le contrôle une fois instauré, commencera vraiment l'époque nouvelle pendant laquelle, non seulement en théorie, mais en pratique, on verra une autorité disparaître et une autre s'installer à sa place, et un nouveau type de production miner l'ancien. Il n'est pas nécessaire de s'attarder à démontrer que c'est là la vieille conception réformiste qui présente la transformation économique de la production comme un passage graduel de l'autorité, fragment par fragment, de la bourgeoisie au prolétariat : c'est l'habituelle falsification petite-bourgeoise du marxisme, qui oublie la prémisse révolutionnaire de la conquête " en une seule fois " de " tout " le pouvoir politique, base du développement économique du communisme. Cela entre en contradiction avec l'affirmation précise des thèses. La lutte pour le contrôle ouvrier sur la production conduit à la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. En soi, le contrôle ouvrier est inconciliable avec le pouvoir politique bourgeois. Il n'est pas une conquête révolutionnaire. C'est la lutte pour y arriver qui, dirigée par le Parti Communiste, a une valeur révolutionnaire, mais seulement dans la mesure où elle ne s'arrête pas [...] avant la conquête du pouvoir. Entre le point de vue confédéral et celui des thèses, il ne reste de commun qu'un critère formel : le conseil d'usine n'exclut pas le syndicat et s'intègre en lui ; le contrôle d'abord, ensuite la gestion de la production (mais toujours après la conquête du pouvoir politique) ne repose pas sur un engrenage des conseils d'usine, mais sur des grands syndicats d'industrie, devenus de véritables organes étatiques du prolétariat libéré. Tel est le mécanisme russe qui n'a rien de commun avec les caricatures de contrôle préparées en Italie par les commissions astucieusement constituées par la bourgeoisie avec la complicité des sociaux-démocrates syndicaux et parlementaires. Nous dirons une autre fois que nous différons peut-être de Radek, car nous pensons (exactement comme Baldesi mais pour en tirer des conclusions opposées) que la bourgeoisie pourra concéder quelque chose de semblable au contrôle syndical compris de façon réformiste. Pour les contre-révolutionnaires de la confédération, cela est souhaitable pour nous, c'est un danger mais c'est justement parce que c'est possible et que cela répondrait admirablement aux intérêts de la conservation*

*bourgeoise que nous sommes moins chaudement enthousiastes de la lutte pour le contrôle que certains de nos amis communistes, et nous craignons que cette lutte ne se développe en supplantant la ferme directive de l'action politique du Parti Communiste et en préparant toute une nouvelle phase de collaboration de classes. Mais nous exposerons tout ça clairement une autre fois. Pour l'instant il nous suffit d'avoir montré qu'il y a un abîme entre les conceptions de l'Internationale Communiste et celles de la C.G.L., et que même elles sont entre elles comme la révolution et la contre-révolution.*

*Amadeo Bordiga.*

### **Déclaration du délégué communiste-abstentionniste sur la question italienne (378)**

*Au nom de la Fraction communiste-abstentionniste du P S I, je déclare n'attribuer aucune importance à la forme et au style des thèses concernant le Parti lui-même, mais seulement à leur contenu.*

*A la suite de ce qui a été dit ici, en particulier par les camarades Lénine et Zinoviev, à propos du P.S.I., je constate que son comportement après le Congrès de Bologne ne correspond pas aux conditions exigées pour l'adhésion à l'Internationale Communiste, étant donnée la présence dans ses rangs d'éléments opportunistes et social-démocratiques.*

*En ce qui concerne la question anti-parlementaire, nous nous soumettons à la discipline du Congrès, mais nous demandons que toutes les autres résolutions soient rigoureusement observées par le Parti italien à l'égard de ses membres non-communistes, des membres du groupe parlementaire et des syndicats dirigés par des réformistes. Nous avons la ferme conviction que le Comité Exécutif veillera à l'exécution de ces décisions.*

### **De Moscou a Florence**

*(" Il Soviet ", No 25, 17-10-1920)*

*[...] Serrati avait déjà fait auparavant des comparaisons entre les réformistes indigènes et certains social-patriotes étrangers dont il suppose qu'ils seront admis dans la IIIème Internationale.*

*Il a reproché à l'Internationale Communiste de manquer d'intransigeance sur certains points : questions nationale et agraire, attitude à l'égard des socialistes français, question du Labour Party, etc...*

*Le camarade Niccolini lui répond sèchement que la raison de son intransigeance : à lui réside dans l'opposition qu'il lui convenait de faire à toute l'attitude du Congrès sur la question des réformistes italiens. Serrati s'insurge contre cette assertion. Tels sont les termes auxquels a abouti la polémique, à propos de laquelle nous ajouterons quelques remarques.*

*L'attitude mentale et tactique que Serrati a adoptée depuis longtemps maintenant exclut qu'il puisse être un champion authentique de l'intransigeance. Après la fin de la guerre et sa sortie de prison, Serrati n'a jamais accepté nettement l'antithèse existant entre la lutte pour la dictature prolétarienne et la vieille action social-démocratique. Il considérait que, même en Italie, on pouvait lancer le mot d'ordre d'Assemblée constituante pour l'agitation révolutionnaire. Il a cru et croit possible d'obtenir la collaboration du réformisme parlementaire et confédéral aux plans de l'action qui préparent la révolution. Dans sa polémique avec nous sur l'unité ou la scission, il affirmait qu'il faut être avec les forces, avec la masse, et ne pas s'enfermer dans de stériles négociations doctrinales ; il ironisait sur les scrupules d'intransigeance théorique qui nous conduisaient à être en désaccord avec tout le monde.*

*Serrati avait donc tous les titres pour soutenir à Moscou ce que Antonio Graziadei a appelé l'opportunisme de Lénine. Mais en réalité, il a fait à certaines résolutions du Congrès, des objections qu'on ne peut comprendre qu'en admettant qu'elles résultaient d'une méthode exactement opposée à celle que Serrati avait invoquée dans ses polémiques contre nous, et qui consiste à vouloir donner au mouvement communiste, en même temps que des buts précis, une homogénéité absolue et une intransigeance tactique à l'égard de tout le monde. Or c'est seulement sur ce terrain que peuvent s'appuyer des observations comme celles que Serrati a faites contre la tendance excessive aux alliances, contre les accords avec les mouvements nationalistes révolutionnaires, avec certaines couches de la population agricole, avec les syndicalistes et les anarchistes, avec certains éléments de droite du mouvement français, anglais et américain (mais non allemand, qui sait pourquoi ?).*

*Nous aurions été heureux de constater (chez Serrati) une conversion doctrinale aussi complète, ou, si l'on veut, un retour aussi souhaitable à la saine intransigeance de notre parti. Mais malheureusement une telle conversion n'aurait pas permis à Serrati de défendre âprement par ailleurs les directives qu'il a défendues pour l'Italie.*

*Comment expliquer qu'il ait vu la paille dans l'œil de... Lénine mais non la poutre dans celui de Turati ou d'Aragona ? Serrati, qui découvrait si finement des traces de conciliationnisme dans les thèses du Congrès, excusait celui-ci chez les droites italiennes, qui poussent la tendance à la conciliation à la énième puissance. Il agit de même pour l'absence d'intransigeance de nos réformistes à l'égard des idéologies nationales et irrédentistes des couches petites-bourgeoises proches du prolétariat, pour leur tendance à donner au mouvement économique et politique du prolétariat un caractère travailliste, tendance qu'ils ont toujours eue et qu'ils ont en partie réalisée dans les ententes fraternelles entre groupe parlementaire et confédération du travail à la barbe du maximalisme officiel du parti.*

*La contradiction entre Serrati et Serrati est évidente. Il n'est peut-être pas facile de dire si le véritable Serrati est celui qui défend l'intransigeance théorique ou au contraire celui qui se fait l'avocat des ultra-conciliateurs de son pays. Niccolini dit que le véritable Serrati est le second et que le premier n'est qu'un rusé compère. Nous dirons que dans la meilleure hypothèse, le véritable Serrati est celui qui pêche par inconséquence doctrinale et qui, tout en se vantant de son intransigeance, se perd dans les voies tortueuses de la pratique opportuniste.*

*La polémique de Serrati contre les décisions de Moscou le démontre une nouvelle fois : aujourd'hui Serrati ne fait d'objections de principe et de méthode que par moments, occasionnellement, afin de parer un coup et d'é luder les arguments qui pourraient blesser certains de ces réformistes qu'il tient tant à conserver dans le Parti.*

*Amadeo Bordiga.*

### **La Fraction abstentionniste et le Congrès de Moscou**

*(" Il Soviet ", année III, N° 22, du 5-9-1920)*

*Les décisions du Congrès de Moscou concordent pleinement avec ce que notre fraction a toujours soutenu sur la nécessité de créer un parti vraiment communiste, sur les fonctions et la constitution de ce parti et sur ses rapports avec la IIIème Internationale. De même, elles concordent parfaitement avec ce que nous avons soutenu sur la question des soviets, et elles condamnent donc implicitement la décision du P.S.I., que nous avons combattue, de constituer ces derniers dès maintenant après le Conseil National de Milan, cette décision a été réduite à sa plus simple expression, sous la forme d'un soviet mono-communal expérimental, qui à son tour a été tacitement mis en sommeil. L'unique divergence est sur la question du parlementarisme.*

*La thèse votée à Moscou part une nouvelle fois de l'idée fondamentale selon laquelle le parlementarisme est un système de représentation bourgeois qui ne peut ni constituer la forme*



*de l'Etat prolétarien ni être conquis du dedans, mais qui doit être détruit en même temps que les autres organes semblables et locaux pour être remplacés par des soviets centraux et locaux, etc... Cette appréciation du parlementarisme répond parfaitement à ce que notre fraction a constamment soutenu en la matière, insistant avec ténacité pour que cette position soit acceptée également par la majorité du parti. Au Congrès de Bologne, la différence entre nous et la majorité victorieuse sur ce point capital fut la suivante : pour notre part, nous voulions que ceux qui n'accepteraient pas cette conception programmatique sortent du parti et nous votâmes dans ce sens ; quant à elle, elle se limita à des affirmations verbales en la matière et vota pour le maintien dans le parti de ceux qui n'acceptent pas le programme. Nous, nous étions avec Moscou en paroles et en actes, les autres... prêchaient dans un sens et agissaient dans l'autre.*

*La thèse de Moscou relève justement que la méthode fondamentale de la lutte contre le pouvoir politique de la bourgeoisie est celui de l'action de masse qui se transforme en lutte armée, comme nous l'avons toujours dit de notre côté, et qui subordonne l'action parlementaire aux buts de l'action extra-parlementaire, considérant la tribune parlementaire comme un des points d'appui du parti, c'est-à-dire comme une position légale que le parti doit occuper sur les arrières des luttes prolétariennes, tout en dirigeant les actions de masse ou même la lutte armée. Cela est bien différent de ce qu'a fait le P.S.I. avant et après Bologne, puisqu'il est toujours resté centré uniquement sur l'action parlementaire qui domine et guide toute sa lutte politique : c'est même tout à fait opposé. L'action illégale était encore inconnue, et avant Bologne, elle était proprement répudiée et elle le reste encore aujourd'hui par de nombreux inscrits au parti. Et pourtant elle est un des piliers de la thèse de Moscou et une partie non négligeable de cette action extra-parlementaire à laquelle l'action parlementaire devrait être liée et subordonnée pour pouvoir utiliser en sa faveur l'immunité parlementaire. Renfermée dans ces limites, l'action parlementaire va de soi, elle perd grandement de son importance, et la question de l'utilisation du parlement se réduit à des proportions très modestes. Il est vrai que les communistes n'ont jamais considéré la question autrement, et qu'ils ne pouvaient pas le faire, étant donné qu'ils partaient de la prémisse selon laquelle le parlement est un système de gouvernement bourgeois ; mais le P.S.I. ne l'entendait pas ainsi, et pas seulement les sociaux-démocrates, mais même de très nombreux maximalistes.*

*Notre lutte acharnée et tenace au sein du parti nous a conduit à sentir la nécessité de constituer une fraction abstentionniste pour agir avec le maximum d'énergie et d'unité de mouvement : elle était et est inspirée par la conviction que la lutte politique, c'est-à-dire la lutte pour la conquête du pouvoir, est extérieure à l'action parlementaire et qu'elle vise à conduire l'activité du parti à sa véritable fin. Contraindre le parti à ramener l'action parlementaire dans le cadre voulu par Moscou et à accepter la discussion de la question du parlementarisme du point de vue qui a toujours été le nôtre, c'est-à-dire en se demandant dans quelle mesure et jusqu'à quel point la fonction de député peut être utilisée pour l'action révolutionnaire, est pour nous une grande victoire. Nous n'avons jamais affirmé que la lutte politique puisse être caractérisée par l'attitude adoptée à l'égard du parlementarisme et nous n'avons jamais soutenu qu'il fallait nier de façon absolue et ingénue toute participation aux élections. Dans le programme que nous avons présenté à Bologne, nous avons bien distingué entre la période pré-révolutionnaire où l'on utilise le parlement à une œuvre de critique et de propagande, et la période révolutionnaire, qui est la période actuelle, dans laquelle le prolétariat se soulève pour abattre l'Etat bourgeois, action à laquelle la fonction de député n'apporte aucune contribution efficace. Demain, tous les partis adhérant à la IIIème Internationale appliqueront la tactique parlementaire, après être devenus vraiment communistes grâce à l'élimination de leurs derniers résidus opportunistes : l'expérience dira alors si notre point de vue était erroné ou non.*

*La thèse de Moscou n'exclut pas que des communistes puissent sortir du parlement, le boycotter, boycotter les élections : elle considère seulement que tout cela n'est possible que dans une situation permettant le passage immédiat à la lutte armée.*

*Ces diverses actions diffèrent notablement l'une de l'autre, et sans les examiner de façon détaillée, sans entrer dans la difficulté qu'il y a à apprécier correctement l'existence ou non des circonstances dans lesquelles la thèse considère qu'elles doivent être menées, et qui n'est pas toujours facile à surmonter, nous relèverons que le boycott actif des élections proposé par nous, c'est-à-dire notre intervention sans candidat dans le but de démontrer plus efficacement le caractère bourgeois du parlementarisme, son incompatibilité avec la dictature prolétarienne et la nécessité de l'abattre, rentre précisément dans une des actions reconnues comme souhaitables par la thèse de Moscou. Il y a peut-être une appréciation différente du moment où le boycott est utile. Je dis "peut-être", parce que nous étions sûrs de ne pas être suivis par la majorité et nous savions donc que notre affirmation venait trop tôt, non pas historiquement, mais en ce sens qu'elle ne pouvait pas être acceptée et donc mise en pratique tout de suite. Nous n'avons pas été et nous ne sommes pas poussés par le désir ridicule de paraître plus révolutionnaires que les autres. Toutes les tendances ont toujours commencé ainsi : une position est d'abord défendue par un seul ou par un petit nombre de camarades, mais si elle répond à un besoin véritable et à une nécessité de l'avenir, elle se développe. Ce n'est pas parce qu'à un moment donné de son développement, elle n'est suivie que par un petit groupe qu'elle est infantile. Si on raisonne ainsi toutes les idées nouvelles ont été infantiles à un moment donné. Quand, au Congrès de Bologne, nous demandions que le parti prenne le nom de communiste pour consacrer définitivement un changement d'orientation radical, nous étions également peu nombreux et nous le savions.*

*Il en allait de même lorsque nous affirmions qu'il était impossible de conserver la droite et le centre dans le parti. Au prochain Congrès, après les résolutions de Moscou, nous verrons quels progrès notre tendance aura faits en un an. La même chose vaut pour l'abstentionnisme. Le fait d'avoir défendu et de défendre cette position a servi ou sert à démystifier largement le rôle du parlementarisme, en particulier parmi les maximalistes, et à faire pénétrer dans le parti et dans les masses la conviction toujours plus profonde que le centre de gravité du mouvement prolétarien se situe en dehors du parlement bourgeois, et à les préparer au moment où il faudra le balayer définitivement. L'abstentionnisme ne constitue nullement pour nous le pivot de l'action communiste : la preuve en est que nous n'avons pas voulu scissionner d'avec le parti sur cette question, ni nous allier avec des anti-parlementaristes qui n'acceptaient pas le programme communiste, pour la seule raison qu'ils étaient contre le parlement. A la conférence de Florence, dans la motion votée par notre fraction, nous disions entre autres "La fraction décide de consacrer toutes ses forces à la constitution en Italie du parti communiste, section de la IIIème Internationale, affirmant qu'au sein de ce parti comme au sein de l'Internationale elle-même, elle défendra le refus de participer aux élections à des organismes bourgeois, etc." Il ressort clairement de cette décision que notre but fondamental est de former un parti communiste, organe indispensable de la lutte politique du prolétariat, ayant un programme d'action positif et non pas un parti se distinguant par une position négative comme l'abstentionnisme. Cet objectif, confirmé par les décisions du Congrès de Moscou, nous impose l'activité la plus énergique aujourd'hui qu'il entre enfin et définitivement dans sa phase de réalisation. Nous continuerons à travailler pour devenir si possible la majorité dans l'Internationale, tout en respectant, cela va de soi, de la façon la plus rigoureuse, la plus disciplinée, la plus inconditionnelle les décisions de cette dernière, même quand elles ne correspondent pas à nos convictions profondes. Une discipline de fer est la principale force d'un parti communiste vraiment digne de ce nom.*